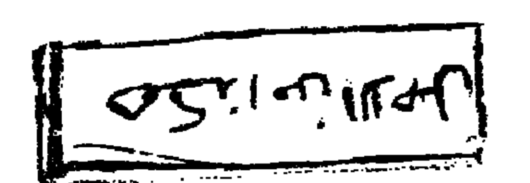




N° 497 - 42e année — AOÛT 1995

LE MONDE diplomatique

28 pages - 20 F

Allemagne : 7 DM Antill./Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 140 FB Canada : 4,50 $C, Espagne : 475 PTA États-Unis : 4,25 $US G.-B. : 2,30 £ Grèce : 1 000 DR Italie : 6 500 lires Luxembourg : 140 FL Maroc : 28 DH Portugal (Cont.) : 680 PTE Réunion : 26 F Sénégal : 2 200 F CFA Suisse : 6 FS Tunisie : 3 200 m

Abonnements : voir tarif page 21

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

Idéologies folles et attentats de masse

(Pages 22 et 23.)

La Bombe

Par IGNACIO RAMONET

On reste confondu, à l'heure où le monde s'apprête à commémorer le cinquantenaire de la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki (300 000 civils foudroyés en quelques secondes), par la décision du président français, M. Jacques Chirac, d'autoriser la reprise des essais nucléaires en Polynésie, et de défier l'opinion internationale.

Rien ne justifie la rupture du moratoire sur la suspension des essais dont la France avait pris l'initiative en 1992 et que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Russie respectent, depuis. Seule la Chine, dont on ne sache pas qu'elle est un parangon en matière de démocratie, de respect des droits de l'homme et de protection de l'environnement, les poursuit au mépris des vives protestations mondiales.

Après une campagne électorale dans laquelle il avait dénoncé la *« pensée unique »* et la *« technocratie »*, le président français a dit avoir pris sa décision après avoir *« consulté tous les experts civils et militaires »*.

Qui sont ces *« experts »* ? En premier lieu, la direction des armements militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), véritable État dans l'État qui, à l'abri de tout contrôle démocratique, conçoit et produit les têtes nucléaires et qui, à ce titre, a toujours été favorable aux essais. Son responsable, M. Jacques Bouchard, dans son délire atomiste, n'a pas hésité à déclarer que des tirs nucléaires pourraient être effectués *« y compris en métropole* (1) *»*...

En second lieu, des chefs militaires frustrés depuis l'entrée en vigueur du moratoire. L'influence de l'armée dans les décisions politiques continue d'être excessive en France, comme l'ont montré, en 1994, l'affaire du Rwanda ainsi que, tout récemment, le bombardement (démenti par Paris) de la capitale bosno-serbe, Pale, influence que la reprise des essais nucléaires vérifie. Peut-on s'en étonner dans un pays qui reste l'une des très rares démocraties d'Europe où la fête nationale – le 14 juillet – a fait l'objet d'un détournement historique pour devenir, en réalité, la fête de l'armée et se traduire, essentiellement, par un consternant défilé militaire ?

Sur le fond, M. Chirac a expliqué que ces tirs étaient indispensables pour, d'une part, *« assurer la sûreté, la sécurité et la fiabilité »* de la dissuasion française, et, d'autre part, *« passer au stade de la simulation en laboratoire »*. Comme si une affaire d'une telle envergure – qui concerne le cœur même du dispositif de défense français et constitue la prérogative suprême du chef de l'État – était une simple question d'ordre technique et ne relevait pas de la plus haute politique.

Qui plus est, tout confirme que la dissuasion, avec les armes déjà construites, est assurée jusqu'en 2010. Et que, grâce à l'expérience acquise avec le laser Phébus du centre d'études de Limeil-Brévannes du CEA, et à celle que fournira le superlaser du programme Palen, installé près de Bordeaux, la simulation en laboratoire, sans essai supplémentaire, pourra être réalisée dès 2003. C'est pourquoi on se demande si ces tirs n'ont pas pour véritable objectif de mettre au point de nouvelles armes, miniaturisées, dites « de théâtre », pouvant être utilisées sur le champ de bataille, à courte distance. Et dont la décision d'emploi serait prise directement par les officiers opérant sur le terrain, et non plus par le chef de l'Etat. Cela constituerait un changement radical de la stratégie conçue par le général de Gaulle ; ce ne serait plus la dissuasion du faible au fort, mais la tentation permanente d'utiliser ponctuellement l'arme atomique sur des terrains d'action secondaires. Essentiellement contre le Sud.



SELÇUK

La décision de M. Chirac est d'autant moins compréhensible que la fin de la guerre froide et de l'« équilibre de la terreur » encourage au démantèlement nucléaire. La France, qui avait proposé dès juin 1991 un plan de désarmement nucléaire total, n'est-elle pas engagée dans des négociations à Genève pour l'adoption, avant la fin de 1996, d'un traité sur l'interdiction complète des tirs nucléaires ? Ne vient-elle pas de signer, le 11 mai dernier à New York, aux côtés de 177 pays, un accord prolongeant *« pour une durée indéfinie »* le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) ?

Alors que les États non nucléaires ont accepté de renoncer pour toujours à l'arme atomique, cet accord autorise certes la France, comme les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité, et eux seuls, à posséder la bombe. Mais ne lui donne pas carte blanche. Au contraire. Quand on sait que le plus grand danger aujourd'hui vient de la prolifération nucléaire, est-ce ainsi que l'on encouragera Israël (qui a d'ailleurs mis au point sa bombe sans réaliser un seul essai), le Pakistan et l'Inde à renoncer à l'arme atomique ? Ou que l'on découragera l'Iran ou la Corée du Nord de vouloir s'en doter ?

Est-il responsable d'entreprendre, sans consultation des citoyens ni des partenaires de l'Union européenne, des expériences que l'opinion publique internationale condamne ? Et en premier lieu, les habitants de la Polynésie française, qui y dénoncent une *« attitude coloniale »* et se sentent ainsi confortés dans leurs aspirations à l'indépendance. Paris peut-il ignorer que le Pacifique sud est protégé par le traité de Rarotonga, signé en août 1985 par les quinze Etats du Forum du Pacifique sud, qui fait de cette région un sanctuaire dénucléarisé ?

Les essais, disent le président Chirac et son ministre de la défense, sont nécessaires pour que la France puisse *« rester une grande puissance* (2) *»*. Affligeant argument, médiocre pensée et aveu d'impuissance. Plutôt que produire du plutonium, la France ne seraitelle pas plus grande et plus conforme à sa tradition en prônant, à l'échelle internationale, le bannissement définitif des armes atomiques ? Afin que nul n'ait plus à craindre, dans les siècles à venir, la brûlure des dix mille soleils. Pourquoi ce qui a pu se faire pour les armes chimiques et bactériologiques ne serait-il point possible pour le nucléaire ?

(1) *Le Monde*, 21 juillet 1995.
(2) Entretien avec M. Charles Millon, *Le Figaro Magazine*, 15 juillet 1995.

LA PLUS OBSCURE DES DICTATURES

Fin de règne en Arabie saoudite

Parce que l'Arabie saoudite, dans un Proche-Orient instable et dangereux, reste l'un des principaux alliés de l'Occident, celui-ci continue de fermer les yeux sur les violations des droits humains commises en permanence dans ce royaume. L'absolutisme et l'obscurantisme y règnent en maîtres. Le pays est la propriété de la famille Saoud, qui accapare la richesse et la gère sans contrôle aucun. Une conception rétrograde de la religion, que la monarchie a imposée à la société, confine les femmes dans un statut de mineure ; par ailleurs, la main-d'œuvre étrangère est souvent soumise à un régime de travail forcé.

Dirigé par une gérontocratie, le régime saoudien se heurte désormais à une résistance de plus en plus vive ; en particulier, un extrémisme religieux se développe qui ébranle sérieusement les piliers chancelants de la monarchie. Faudra-t-il qu'une révolution islamiste emporte ce trône, comme elle emporta celui du chah d'Iran en 1979, pour que l'Occident s'interroge, une nouvelle fois, sur sa complicité, son silence et ses erreurs ?

Par ALAIN GRESH

La caméra évite les visages, sauf ceux des policiers. Les images, en noir et blanc, sont floues, tremblotantes. Elles ont ce cachet un peu désuet des clichés dérobés à la censure et qui ont su échapper aux fouilles des douaniers. *« Ce pourrait être dans n'importe quel pays »*, précise le commentateur, le Chili du général Pinochet ou la Birmanie des militaires. Mais, ici, les hommes qui se rassemblent sont vêtus de longues robes blanches, ils portent un voile à damier sur la tête, tenu par un *egâl*, une tresse de soie, souvent noire. Quant aux femmes, elles demeurent invisibles.

Nous sommes en Arabie saoudite, dans cette péninsule qui vit naître l'islam et qui abrite un quart des réserves pétrolières de la planète. Pour la première fois, un militant a pu filmer des manifestations dans ce royaume d'où ne parviennent, en général, que des cris de révolte étouffés. Nous sommes le 10 septembre 1994, en fin de journée. Des centaines de voitures escortent le cheikh Salman El Awdah, qui revient de la capitale, Ryad, pour éviter son arrestation en pleine nuit ou même sa « disparition ». Le cortège le reconduit dans sa ville de Bourayda, une cité de cent mille habitants, capitale de la province de Kassem. Le lendemain, sa maison est cernée par la police, mais ses partisans sont nombreux qui montent la garde. Ils l'accompagnent chez le gouverneur, où le jeune cheikh (il n'a pas quarante ans) est sommé, en vain, de renoncer à ses activités. Le 13 septembre, la caméra le montre, à la mosquée, s'adressant à une foule compacte d'hommes.

(Lire la suite page 8)

DANS CE NUMÉRO :

Ruptures

« Rien ne justifie, écrit Ignacio Ramonet, *la rupture du moratoire sur la suspension des essais nucléaires, dont la France avait pris l'initiative en 1992. »*

DÉBATS

Malheureuse coïncidence ? Si, à Paris, les autorités imposent leur choix en invoquant l'avis des experts, aux États-Unis, elles aimeraient interdire le débat des historiens sur Hiroshima *(page 5)*. Pendant ce temps, des fanatiques et des sectes s'approprient les plus redoutables technologies de mort *(pages 22 et 23)*.

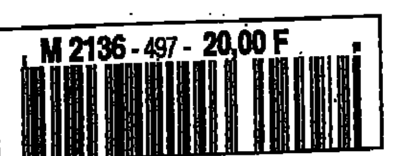
DÉCOMBRES

Où est l'élan généreux qui combattrait ces sinistres dérives ? L'esprit de solidarité ayant donné naissance aux kibboutz israéliens s'est ensablé *(page 10)*. Les souvenirs libertaires de Cronstadt rouillent dans les décombres de ce qui fut un grand port *(page 11)*. A l'heure où l'exécution menace M. Mumia Abu-Jamal, les Panthères noires américaines dénoncent la répression *(page 4)*. Et, en Corse, le mouvement nationaliste consacre une bonne part de ses efforts à s'autodétruire *(pages 16 et 17)*.

UTOPIES

A défaut d'utopies généreuses, il reste la plage ce *« lieu des futilités essentielles » (page 18)*. Alors que tant de menaces planent. Les fureurs nationalistes hantent la Méditerranée *(page 12)* et tourmentent les Balkans *(pages 13 à 15)* ; l'obscurantisme règne en Arabie saoudite *(pages 1, 8 et 9)* ; l'autoritarisme s'affiche sous couvert de « valeurs asiatiques » *(page 2)* ; la musique commerciale prétend représenter les élans de la jeunesse universelle *(pages 6 et 7)* ; la publicité fabrique des bonheurs inutiles *(page 21)* ; la triche remplace l'esprit sportif *(page 20)* ; et l'idéologie de la communication rend « virtuel » le monde même dans lequel nous vivons *(pages 24, 25 et 28)*.

Lire le sommaire détaillé page 28.



M 2136 - 497 - 20,00 F

UN CONCEPT SUR MESURE NÉ À SINGAPOUR ET À KUALA-LUMPUR

Du bon usage des « valeurs asiatiques »

MISES en avant avec suffisance par des dirigeants malaisiens et singapouriens forts de leurs performances économiques, et parfois reprises par d'autres gouvernements faisant fi des droits de l'homme, les « valeurs asiatiques » seraient donc la réponse de l'Extrême-Orient aux idées à prétention universelle imposées par l'Occident... Ni l'immense et composite Asie, ni les religions du Livre ou l'héritage des Lumières ne se laissent heureusement enfermer dans des slogans simplificateurs, simples armes tactiques pour des causes douteuses.

Par notre envoyé spécial BERNARD CASSEN

Depuis quelques années, le lexique des relations internationales s'est enrichi d'un nouveau concept, celui des « valeurs asiatiques ». Les guillemets s'imposent car il ne s'agit nullement, en l'occurrence, de l'aboutissement d'une réflexion visant à dégager un dénominateur commun entre des religions ou des visions du monde aussi diverses – pour prendre seulement celles-là – que l'hindouisme, le bouddhisme, le confucianisme, le taoïsme ou le shintoïsme. Cette synthèse, à supposer qu'elle soit possible, laisserait d'ailleurs hors de son périmètre des religions non spécifiquement asiatiques, mais cependant très présentes dans l'océan Indien et le bassin du Pacifique, comme le catholicisme et l'islam. Ceux qui mettent le plus fortement en avant ces fameuses « valeurs » ne sont ni des philosophes ni des théologiens, mais des hommes de pouvoir. Et les « cibles » qu'ils privilégient ne sont pas les participants à des colloques érudits, mais d'abord leurs propres concitoyens, grâce à l'absolu contrôle qu'ils exercent sur les médias de leurs pays, et ensuite les élites dirigeantes étrangères, par le canal de quelques prestigieuses publications américaines, principalement *The New York Times* et *Foreign Affairs*.

Qui parle ainsi au nom de l'Asie ? L'Inde, la Chine, le Vietnam, la Corée, le Japon, tous pays qui, par l'ancienneté de leur civilisation et, accessoirement, par leur poids politique, économique, voire démographique, ne manqueraient pas de titres pour être écoutés ? Non : même si les autorités de Pékin et de Hanoï, tout comme certains milieux nippons (1), jonglent occasionnellement avec elles, ces « valeurs » sont des élaborations rhétoriques nées à Singapour et à Kuala Lumpur, et dont les concepteurs et seuls véritables exégètes autorisés sont respectivement M. Lee Kuan Yew, premier ministre de la cité-État de 1959 à 1990, mais encore aujourd'hui tout-puissant derrière ses fonctions imprécises de *senior minister* (2), et M. Mohamad Mahatir bin Mohamad, premier ministre de Malaisie depuis 1981, et qui a remporté sans surprise les élections législatives anticipées, organisées à la hussarde, des 24 et 25 avril dernier (3). Serait-ce donc, comme l'écrit un haut fonctionnaire singapourien, que *« la conscience de plus en plus forte qu'ont les habitants de l'Asie du Sud-Est de pouvoir faire n'importe quoi aussi bien, sinon mieux, que ceux appartenant à d'autres cultures a provoqué une explosion de confiance* (4) », autorisant certains de leurs dirigeants à chapitrer le reste de l'humanité, et singulièrement les États-Unis et l'Europe ?

Si les succès industriels et commerciaux suffisaient à légitimer des cours magistraux, les « dragons » coréen et taïwanais, sans parler du Japon, seraient des candidats tout aussi qualifiés à la chaire des « valeurs asiatiques ». Les indiscutables performances de Singapour et de la Malaisie ne sont donc pas des facteurs d'explication suffisants. Il faut aussi les rechercher dans l'histoire et la géopolitique de ces deux États, dans leur volonté farouche de s'inscrire dans la mondialisation – qui en est seulement l'une des conséquences –, ainsi que dans le rôle qui leur est tacitement reconnu dans la région : jouer les trublions face à l'Occident. Et ce en disant tout haut ce que de plus puissants qu'eux pensent tout bas, mais ne pourraient pas formuler aussi ouvertement, sauf à apporter eux-mêmes, à leurs risques et périls – notamment commerciaux –, de l'eau au moulin des thèses de Samuel P. Huntington sur le « choc des civilisations » dont, à l'Ouest, l'impact a été plutôt faible jusqu'ici (5).

Singapour et la Malaisie, qui, de 1957 – date du départ du colonisateur britannique – à 1965, constituèrent un seul et même État, ont en commun un extraordinaire sentiment de vulnérabilité et de nécessité de lutte pour la survie.

Ce thème, qui revient obsessionnellement dans les propos des dirigeants, est l'autre face – contradictoire seulement en apparence – du discours récurrent sur l'exemplarité du modèle est-asiatique, tous deux débouchant logiquement sur la confiance indispensable – mais justifiée par les résultats – à accorder à ceux qui se dévouent à exercer le pouvoir. Des versions locales du *« moi ou le chaos »*.


ROGER VIOLLET

« BOULEVARD DU CRIME » DANS LES JARDINS DE TIGER BALM
A Singapour, on ne pèche pas par l'excès de nuances...

Pourquoi ce sentiment d'insécurité ? Avec une population de moins de 3 millions d'habitants, la cité-État de Singapour n'est qu'un îlot à forte majorité chinoise (77 %) dans l'océan du monde malais, représenté par la Malaisie et l'Indonésie (en tout, près de 210 millions d'habitants). Les autres communautés (les 14 % de Malais et les 6,5 % d'Indiens) n'ont aucun poids politique interne, mais disposent de puissants protecteurs potentiels externes.

L'ombre de la Chine

SITUATION symétrique pour la Malaisie, peuplée de quelque 19 millions d'habitants, où la très forte minorité chinoise – de l'ordre du tiers, lors du recensement de 1985 –, longtemps détentrice de l'essentiel du pouvoir économique, est non seulement écartée de tous les leviers de commande politique, mais doit faire face à un gouvernement qui, depuis les émeutes antichinoises de 1969, mène une ferme politique de « discrimination positive » en faveur des Malais. Mais, derrière elle, se profile l'ombre de l'immense Chine, sujet pratiquement tabou dans le discours gouvernemental. Ainsi *ISIS Focus*, publication à diffusion restreinte du quasi officiel Institut d'études stratégiques et internationales de Kuala Lumpur, présente, dans chaque livraison, des contributions sur le Japon émanant du centre d'études japonaises de cet institut. Mais nulle trace d'un institut d'études chinoises ni même d'articles sur la Chine, alors que le numéro d'octobre 1994 en publie un sur... l'Argentine.

Rien ne menace apparemment la parfaite coexistence pacifique entre communautés, à laquelle les autorités des deux pays veillent avec un soin méticuleux. À Singapour, le problème ne se pose pratiquement pas, compte tenu de l'écrasant ascendant démographique et social des Chinois. Il pourrait, en théorie, se poser en Malaisie, mais il n'en est actuellement rien. Dans l'immense chantier de construction de tours et autres immeubles ultra-modernes qu'est devenue Kuala Lumpur, comme d'ailleurs le reste du pays, les Malaisiennes d'origine chinoise, en short, se pressent sur les trottoirs étroits ou défoncés aux côtés de leurs concitoyennes malaises portant tunique et foulard islamiques.

C'est peut être Malacca qui fournit l'exemple le plus symbolique d'une harmonie séculaire. Dans la vieille ville commandant le détroit, qui affiche encore les traces de son passé de forteresse portugaise et de comptoir hollandais, l'appel à la prière lancé par le muezzin de la mosquée Kampong Keling, construite en 1748, est plus qu'audible du plus ancien temple hindou du pays (1781), distant seulement d'une cinquantaine de mètres, et il ne perturbe nullement les fidèles qui se recueillent dans le superbe temple chinois de Cheng Hoon Teng ni les moinillons bouddhistes qui psalmodient dans un autre temple, situé lui aussi dans un rayon de moins de 100 mètres.

La difficulté de construire, en quelques décennies, une nation à partir de zéro (Singapour) ou de communautés plus juxtaposées qu'intégrées (Malaisie), dans un environnement extérieur réputé hostile – et dont l'animosité entre les deux pays eux-mêmes était l'un des éléments –, explique que ni M. Lee Kuan Yew ni M. Mahatir (ni ses trois prédécesseurs) ne se soient crus obligés de respecter plus que le décorum de la démocratie représentative. Comme il leur fallait par ailleurs faire reposer l'unité nationale sur un tronc commun acceptable par tous : musulmans, confucéens et autres – et le concept de laïcité leur était étranger –, quelques principes de caractère suffisamment général furent retenus pour qu'un Singapourien se sente singapourien et un Malaisien malaisien, alors qu'un Chinois du continent, un Japonais ou un Vietnamien ne se posent pas ce type de question. Encore moins celle de leur « asianité »...

À Kuala Lumpur, la « philosophie nationale » édictée après les émeutes de 1969 se décompose en cinq « principes », dont le premier est la croyance en Dieu, et le dernier, le respect mutuel et une bonne conduite en société. A Singapour, après la rédaction, en 1990, d'un Livre blanc, furent promulguées des « valeurs » censées être « partagées » par les citoyens. Également au nombre de cinq, elles constituent le cœur de ce que, en extrapolant de 3 millions à 3 milliards d'habitants, le *senior minister* en est venu à désigner comme les « valeurs asiatiques » : la nation avant la communauté et la société avant l'individu ; la famille comme unité de base de la société ; la considération pour l'individu et le soutien que lui apporte la communauté ; le consensus plutôt que les querelles ; l'harmonie raciale et religieuse.

Mais les dirigeants savaient fort bien que les meilleurs principes ne fonctionnent jamais aussi bien que dans un climat de prospérité dont chacun puisse se sentir partie prenante. D'où la course au développement, en s'appuyant sur la qualité de la formation et l'appropriation de la science et de la technologie. La modernisation accélérée des deux pays répondait ainsi, prioritairement, à l'impératif de souder la nationalité « par le haut », par la perspective de se retrouver bientôt dans le « premier monde » (6). Cette modernisation s'est faite en embrassant – surtout à usage externe, d'ailleurs – les postulats économiques et financiers de la mondialisation. Là aussi, paradoxalement, on peut repérer un élément de recherche de la sécurité : à trois ou dix-neuf millions, on ne pèse pas lourd face aux géants voisins, mais, dans la mesure où la globalisation accroît toujours davantage le caractère extroverti d'économies de moins en moins nationales, elle augmente la vulnérabilité de tous. Et peut-être davantage celle des grands que celle des petits, capables de réagir avec plus de rapidité et de souplesse aux aléas que les mastodontes ; et de se trouver des « niches ».

Sur les avenues de la mondialisation, la concurrence avec le Nord développé était inévitable et accueillie avec une certaine jubilation par des gouvernants qui, avec plus ou moins de sincérité, rappelaient volontiers les méfaits du colonialisme dont ils avaient été victimes. Pas question, pour eux, de « casser » les ressorts de leur réussite en sacrifiant aux contraintes de démocratie, de liberté d'expression, de respect des droits de l'homme, de normes sociales et écologiques mises en avant par l'Occident et volontiers décrites comme du protectionnisme déguisé. Comme il est délicat de se prononcer contre les droits de l'homme, mieux vaut brandir des slogans positifs. Les fameuses « valeurs asiatiques » faisaient parfaitement l'affaire, quitte, pour M. Mahatir, à fermer les yeux sur la contradiction entre ces valeurs « régionales » et celles, à vocation universelle, de l'islam, religion officielle de la Malaisie... Elles n'ont aujourd'hui pas d'autre fonction. *« C'est la réponse du berger à la bergère »*, nous confie un diplomate en poste à Kuala Lumpur. Surtout, comme nous le dit Catherine Lim, écrivain de Singapour dont le franc-parler lui a valu les réprimandes publiques du premier ministre, M. Goh, et, plus grave, du *senior minister*, quand ces « valeurs » se réduisent de plus en plus, sans originalité asiatique, au *moneytheism*, c'est-à-dire au culte de l'argent.

On ne s'étonnera pas que les éléments les plus durs des régimes chinois, vietnamien et birman se drapent, eux aussi, dans la bannière de ces « valeurs », en réponse aux critiques des défenseurs occidentaux des droits de l'homme. Car, pour eux, Singapour et la Malaisie sont de parfaits modèles à suivre : succès économique et démocratie restreinte. Peut-être pas assez restreinte, à leur goût, car une opposition – si elle reste très raisonnable et très respectueuse – peut quand même s'y manifester. On comprend aussi que ces éléments, rejoints en cela par le premier ministre singapourien, s'accordent à déplorer la démocratisation de la Corée du Sud et de Taïwan, deux pays qui démontrent maintenant le caractère fallacieux du couplage autoritarisme-développement en Asie.

(1) Par exemple, Shintaro Ishihara dans *Le Japon sans complexe* (Dunod, Paris, 1991), nouvelle mouture d'un ouvrage qu'il avait publié au Japon, « Le Japon qui peut dire non », avec, comme coauteur, Akio Morita, alors président-directeur général de Sony et récemment décédé. L'éditeur nippon, avait refusé de vendre les droits de traduction dans d'autres pays... Pour une mise au point sur certaines « ambitions japonaises », lire le remarquable article de Bernard Stevens, « Nouvel asiatisme et dépassement de la modernité », *Esprit*, juillet 1995.

(2) Lire Bernard Cassen, « Singapour vers le meilleur des mondes... », *Le Monde diplomatique*, août 1994.

(3) Lire Frédéric F. Clairmont, « Le capitalisme malaisien sort ses griffes », *Le Monde diplomatique*, juin 1995.

(4) Kishore Mahbubani, « The Pacific Way », *Foreign Affairs*, janvier-février 1995.

(5) Lire Mariano Aguirre, « Guerres de civilisations ? », et Ignacio Ramonet, « Civilisations en guerre ? », respectivement dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1994 et juin 1995.

(6) On peut dire que, avec un revenu annuel moyen par habitant de 18 000 dollars, Singapour en fait déjà partie. Pour la Malaisie, la « vision » de M. Mahatir porte à l'horizon 2020, date à laquelle son pays devra être *« pleinement développé, non seulement économiquement, mais aussi politiquement, socialement et spirituellement »*. Lire, à ce sujet, *Malaysia's Vision 2020*, sous la direction d'Ahmad Sarij Abdul Hamid, Pelanduk Publications, Petaling Jaya (Malaisie), 1995.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Ignacio RAMONET
Rédacteur en chef : Alain GRESH
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Serge HALIMI
Secrétariat de rédaction et conception artistique : Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Secrétariat : Joseline CAPRON, Monique SALOMÉ

Anciens directeurs :
François Honti (1954-1972)
Claude Julien (1973-1990)

RÉDACTION
15, rue Falguière
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-77

Publicité : *Le Monde Publicité S.A*
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable : Natacha HERCEGOVA
Tél. : 44-43-76-25. Télécopie : 44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

VIOLENCE, DROGUE, MENDICITÉ

En Afrique, le naufrage des enfants des rues

COMME en certains pays d'Amérique latine et d'Asie, dans l'Afrique paupérisée, les enfants abandonnés sont soumis par milliers à la dure loi de la rue. Drogue, mendicité, violence sont leur lot : objets de scandale pour la société traditionnelle, ils ont peu de recours du côté d'une administration désemparée. Si quelques initiatives font école, une grande inquiétude demeure car la misère ne cesse de grandir...

Par notre envoyé spécial MICHEL GALY *

Bamako. Au « centre d'écoute » du Secours catholique malien, bâtisse aux salles nues : dans la nuit, les enfants arrivent les uns après les autres. Lames de fer rouillées mais affûtées en poignards, tubes de colle ou « comprimés » sont laissés aux moniteurs. Chacun a pris son maigre repas, payé avec l'argent mendié. Les traits fins mais brûlé de soleil, Ali Cissé, un petit Peul de 10 ans, raconte sa triste histoire. Vêtu d'une toile de sac de jute jusqu'à mi-cuisse, couvert de poussière et de plaies – se soigner, se laver diminuerait son revenu –, il parle d'une voix douce et timide, en bambara, en penchant de côté sa tête rasée :

« Je viens du Macina. Après la sécheresse j'étais avec mon grand frère ; avant leur mort, les parents nous avaient confiés à un marabout. C'est avec lui qu'on est venus à Ségou : là, avec mon frère, on a été envoyés à l'école coranique. Le frère m'a décidé à rejoindre ma grande sœur à Conakry. Arrivé à la gare de Bamako, j'étais très fatigué : je me suis couché là. A mon réveil, le grand frère avait disparu et je suis resté à la gare ; j'étais tout nu. Un homme m'a vu et m'a emmené dans le marché : il m'a payé un habit et m'a dit de me débrouiller. Le dimanche, je dormais juste à côté des rails : un maître de Lameni So [le « centre d'écoute »] *m'a vu et m'a réveillé en demandant ce que je faisais là. Il a vu que j'avais faim ; il m'a emmené par la main. Alors il m'a donné à manger. »*

Et de l'affection aussi puisque, comme le disent Annick et Jean-Jacques Combier à Bamako, ou le Père Lefort à Nouakchott, c'est la « demande cachée », dette que nulle institution ne peut combler (1). Deux semaines après, en suivant les maigres indications de l'enfant, les éducateurs retrouveront son oncle dans le village de Kalessegui, près de Mopti.

Ali n'a pas vécu longtemps dans la rue, mais il avait déjà été adopté par une bande de gamins. Plus jeune qu'eux, il pouvait servir de main-d'oeuvre ou de souffre-douleur – peut-être en échange d'une certaine protection. Mais il pouvait aussi être initié à la culture de la violence, à la mendicité et à la drogue. Les itinéraires sont connus : *« Du village au bidonville, de la famille à la rue »*, résume Danièle Poitou à propos des enfants qu'elle suit depuis quinze ans en Afrique de l'Ouest pour le CNRS (2).

Les causes sont toujours les mêmes, mais vont en s'aggravant : avec la crise démographique et l'urbanisation, les solidarités disparaissent : *« L'enfant autrefois honneur des siens au village, est en ville une charge* (3). *»* L'école même fait perdre leur pouvoir aux parents. On sait aussi les glissements d'un état à l'autre : ruraux perdus dans la capitale ou en quête d'aventures ; jeunes urbains sans travail, bientôt délinquants et retrouvant une autre famille dans un groupe ; enfants abandonnés, bâtards non reconnus, fils de couples interethniques fragiles : tous portent déjà la *« blessure de leur famille »*, dit le Père Templé, à Cotonou (4).

Différent du sort des « enfants dans la rue » est celui des gosses des mille et un « petits métiers » de la « conjoncture » qui aident leur famille à résister à la pauvreté. Eux ont un foyer familial où se retirer la nuit pour dormir, alors que, faute de mieux, les petits vendeurs restent sous les tables du marché à Abidjan ou à Cotonou comme à Kinshasa.

Ils se trouvent de préférence aux carrefours, dans les marchés ou dans les gares, là où la foule leur permet de vivre de services ou de cadeaux, de mendicité ou de larcins. Enfin, les « cas-limites » de l'exploitation enfantine sont aussi comparables : « petite bonne » illettrée, et « importée » des villages de brousse par la bourgeoisie d'Abidjan ; jeunes prostituées du Ghana exploitées par leur « tutrice » – au mieux, dans les deux cas les parents percevront quelque argent ; *talibés* musulmans tenus de mendier pour leur marabout, sous menace d'être battus... Ces enfants « fuguent » souvent... mais qu'importe : pour leurs « patrons », le réservoir de la misère semble inépuisable.

Des « encombrements humains »

NUANÇANT ces traits communs, le sociologue Yves Marguerat, fondateur du réseau Marjuvia, insiste sur les spécificités locales : *« Chaque ville*, dit-il, *a sa structure sociale et sa marginalité propre...* (5) *»* Ainsi, à Lomé, qu'il connaît bien pour y avoir recueilli de nombreux jeunes, *« chaque famille du gotha a un enfant dans la rue »*, issu de couples illégitimes (6). A Niamey, c'est l'exode rural, aggravé par la sécheresse du Sahel, qui pousse irrésistiblement les jeunes de l'immigration temporaire à la sédentarisation forcée, puis à la délinquance de groupe (7). La « perle des lagunes », Abidjan, est depuis deux ou trois ans scandalisée par ce qui se passe au Plateau, le quartier des affaires, en plein cœur de la ville. C'est devenu un abcès de fixation : de jour comme de nuit, autour des feux de signalisation et des voitures, une horde d'enfants mendient, campent, se bousculent. Cette population de jeunes est sensiblement homogène quant à l'âge et au sexe (75 % de garçons de 15 à 18 ans), mais d'origine ethnique différente : un tiers viennent des pays voisins, les autres des villes et des villages de l'intérieur. Tous ont transité par les quartiers les plus pauvres d'Abidjan (8).

Quant aux enfants de Bamako – tels Ali le petit Peul – 55 % arrivent de la brousse, issus de familles unies mais misérables comme de couples absentéistes ; parmi eux, autant de petits métiers que de vagabonds. Le tableau d'ensemble est en tout cas désastreux : à Bamako, tous « guinzent » (se droguent par inhalation), 60 % ont subi des relations sexuelles imposées, 12 % se prostituent, 9 % ont déjà été raflés par la police, 3 % ont connu la prison (9).

Devant ces précoces « descentes aux enfers », les pouvoirs publics semblent impuissants. Quant aux citadins, ils sont systématiquement hostiles. La violence est le lot des enfants ; autour d'eux, mais aussi entre eux, selon la force et l'âge. Parfois aussi le moyen de s'en sortir, pour certains par la délinquance et les gangs. Violence aussi des appareils d'Etat qui les assimilent sans pitié aux « brigands » et les incarcèrent ensemble.

Au Sénégal, la presse a inventé pour eux le terme affreux d'*« encombrements humains »*, incitant à les traiter comme tels... A Kinshasa, l'éducateur zaïrois Kipanga Muwalanala, qui a vécu avec eux, a froidement recensé les « formes d'oppression » qu'ils subissent. Menaces et insultes sont monnaie courante : *« sorciers »*, *« crapauds »*, *« singes »*, *« fils de chien »*... Ainsi qualifiés, les petits vagabonds disent n'être plus très sûrs de leur humanité. Banalité du mal, quand un passant écrase sa cigarette sur le corps d'un enfant mendiant endormi de fatigue ou de drogue, *« pour lui apprendre à vivre »*. Chaque jour, dit l'éducateur, cinq à dix enfants sont *« chicottés »* (battus) par les policiers avec science et cruauté, comme un rituel pour exorciser *« leurs mauvais penchants »*,

Menottés, comme les grands, ils sont aussi « pimentés » – comme le sont au village les enfants agités – de poivre ou de « machacha », sur les yeux, le sexe ou la bouche. La litanie des sévices est interminable. Certains sont contraints de donner des coups de tête ou de poing contre les arbres ou le ciment ; ou bien de tourner jusqu'au vertige, un doigt dans le sol et la tête inclinée : c'est la « danse Zekete-Zekete ». Ou encore de subir le *kafash*, un viol homosexuel commis par un aîné (10). Le « guinze », qui rend les enfants drogués à demi-fous et dangereux, justifie-t-il le fameux « article B V 320 » (« brûlés vifs pour... 300 F d'essence et 20 F d'allumettes ») : le supplice du collier effectivement appliqué à une demi-douzaine d'enfants depuis 1991 par les commerçants de Bamako.

Ou la violence de la rue, ou le pourrissoir de la prison ? Devant cette alternative, certaines initiatives ont fait naître quelques lueurs d'espoir. La surprise d'une découverte et la lenteur d'un nécessaire apprivoisement sont de règle. A Cotonou, l'éducateur Jean-Baptiste Babo se souvient de ses premiers pas, comme du franchissement d'une invisible frontière : à partir de 1980, dans le quartier Zohoungo, le vieil homme a commencé... par un ballon de football, pour intéresser à son action des jeunes de la rue ; dix jours de jeu régulier avec eux, et déjà huit enfants mis en confiance acceptaient de le suivre pour commencer un petit maraîchage sur la route de l'aéroport. Ils sont aujourd'hui une quinzaine sur un hectare de plantations. Au grand marché de Dantokpa, une cabane puis des charrettes de bois permettent aux petits porteurs d'avoir un statut et un outil de travail. A chaque fois, par une sorte de maïeutique dialoguée, Jean-Baptiste Babo essayait de leur faire prendre conscience de la situation sociale pour qu'ils proposent d'eux-mêmes des actions réalistes (11). Ce que réalise aussi à Abidjan le Père jésuite Michel Guéry, pour le compte de l'Institut africain pour le développement économique et social (Inades), dans le quartier d'Abobo : connaissance du voisinage et de la ville, des logiques de travail informel et de la situation familiale, souvent un « petit métier ». (12)

A Cotonou, dans le quartier déshérité de Sainte-Rita, le Père Claude Templé a organisé pour l'archevêché un foyer où les jeunes de la rue sont hébergés et, surtout, apprennent un métier. Les commissariats de la capitale ou la brigade des mineurs peuvent désormais confier au foyer les enfants interpellés, leur évitant ainsi la promiscuité de la prison des adultes. L'éducateur se fera médiateur pour que ces enfants, en très grande majorité des Fons du sud Bénin, de pères polygames, soient acceptés à nouveau en famille ; sinon on les formera à la soudure, à l'électricité ou à l'électronique-radio ; puis, après trois ans d'apprentissage, on les aidera à s'installer. Le foyer peut lui-même produire : les enfants sont fiers de montrer un amplificateur de 40 watts, dont ils ont dessiné à la main les circuits, après avoir observé l'original ; ils le vendront 55 000 francs CFA, alors que le même produit, venant en contrebande du Nigeria – et donc à « prix cassé » –, vaut plus de 70 000 francs CFA à Cotonou.

C'est en Mauritanie que le Père Lefort a inventé le premier ces « petites maisons » qui sont autant de refuges où, après un stade d'accueil, les enfants peuvent apprendre un métier. Annick Combier a aménagé, à Bamako (Mali), un de ces foyers. Après les dures réalités de la rue, puis l'accueil à Lamine So – premier centre d'hébergement –, les enfants sont dirigés vers une concession du quartier périphérique de Lafiabougou, qui apparaît comme un havre de paix. De jour, une ménagère du voisinage prépare les repas dans la maison en banco. Mais c'est la nuit que nous surprenons ces enfants calmement assis en demi-cercle, sous le manguier, autour de l'éducateur : comme un grand frère plein d'expérience, il leur conte des récits traditionnels en bambara avant le sommeil. Dans deux ou trois ans, après la « libération » – ou fête de fin d'apprentissage –, ils seront des hommes.

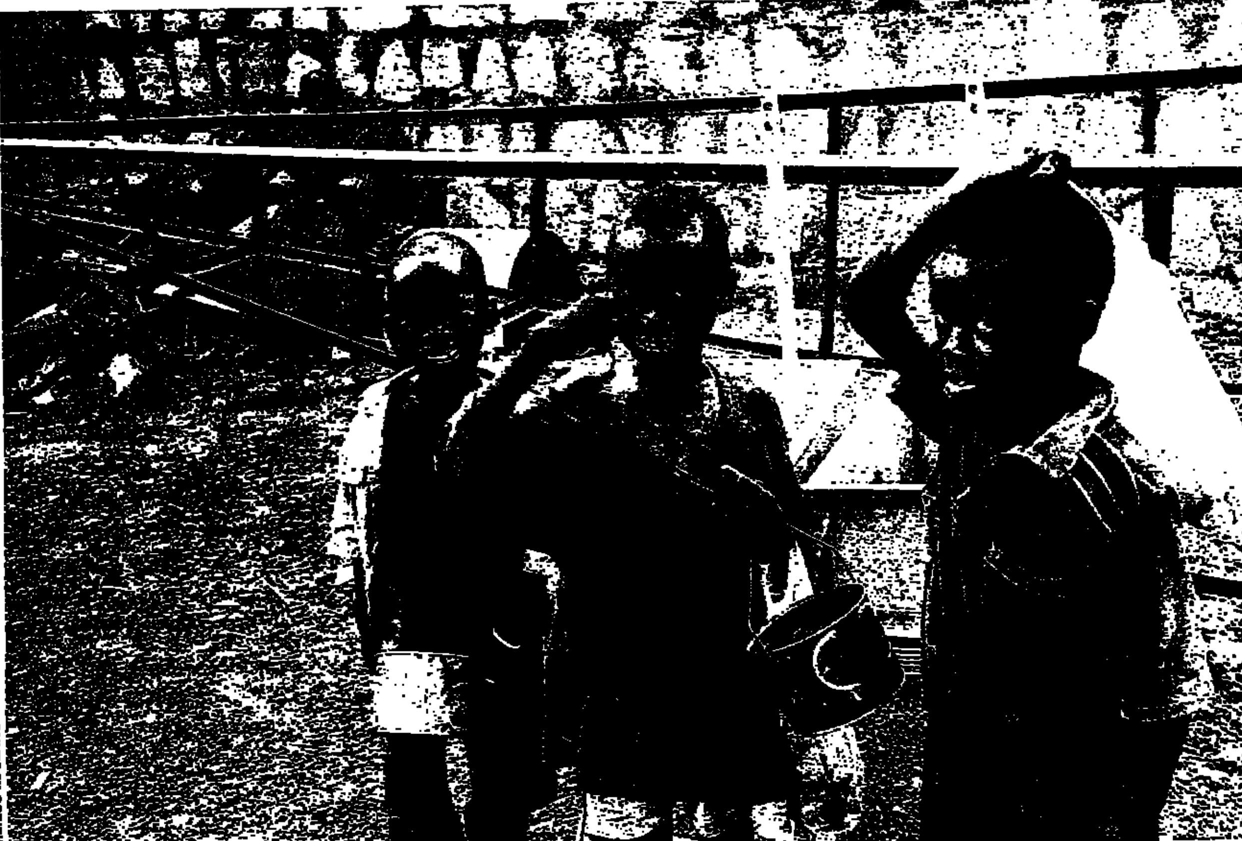
La rue ne sera plus qu'un souvenir. Peut-être parfois, malgré tout, un regret.

Dans la littérature volontiers misérabiliste ou caritative, seuls quelques textes restituent la parole des enfants ou rétablissent leurs images de la ville. Tel le romancier brésilien Jorge Amado décrivant les mœurs des petits *Capitaines des sables* de Bahia (13), Yves Marguerat révèle pour Lomé, en 1984, *« des gavroches vivant pleinement leur enfance, ses jeux et ses rêves »*. Mendier, certes, autour des cinémas et des boîtes de nuit, mais aussitôt, pour quelques sous, se payer dans la rue d'excellents plats de riz et de viande, s'habiller de fripes bon marché et se gaver de cinéma, parfois errer par-delà la frontière (14). Vie libre, à la fois méprisée et enviée par les adultes togolais traitant les enfants de *« chiens de brousse »* ; tandis que ces derniers s'appellent fièrement, entre eux, *« aventuriers »* – ce qui participe aussi d'une certaine tradition africaine. Depuis lors, à Lomé même, la drogue a fait des ravages : « guinze », « crack », haschich surtout ; les trafiquants, payés en nature, recrutent des adeptes toujours plus jeunes, selon la loi du marché.

Villageois dans la ville, les jeunes Ebriés des villages d'Azito et de Niangon Lokoa – à la frontière ouest d'Abidjan –, disent voir la capitale comme une immense brousse, et la vivre comme telle. Vagabondant de jour dans la ville, dérivant devant le spectacle urbain incessant, rencontrant par bonheur des intercesseurs tout-puissants. Ainsi Lancelot, 27 ans, décrit-il sur un mode quasi initiatique ses aventures, et *« son sauveur »* – qui lui a trouvé un emploi (15).

En fait, une grande partie de la jeunesse africaine est secrètement fascinée – comme en Occident ? – par « les modèles d'inconduite », telle la mode rasta, dont le chanteur Alpha Blondy est l'archétype, sur fond plus récent de rap et de jungle urbaine à l'américaine. Depuis les films de Jean Rouch des années 60, on sait que la rue et la violence ont ici aussi une légende.

La dénonciation des dangers de la rue par les organisations caritatives participe d'un sentiment d'urgence, tout comme, à un autre niveau, les interventions humanitaires ou les opérations de développement. Non sans ambiguïté parfois, dans une certaine incompréhension des valeurs islamiques ou de la conception africaine de l'enfance. Le « retour à la famille » des enfants, trop idéalisé, fait toucher du doigt aux « volontaires » occidentaux quelques spécificités locales : polygamie ou absence paternelle, remariage et mauvais traitements, enfants accusés de sorcellerie, « donnés » à un marabout ou « confiés » à un tuteur urbain négligent, sont parfois autant de causes d'échec. Quant à la sexualité – y compris l'homosexualité, dans les bandes de jeunes –, on s'étonnerait plutôt du scandale ressenti par des « intervenants » peu informés de la psychologie des enfants ou des travaux publiés sur le terrain : ainsi une enquête d'ENDA-Dakar montre la tolérance de mères « mariées à 10 ans » quant à l'initiation de leurs filles âgées de 9 à 12 ans, encouragée à condition qu'elle reste discrète (16).



AMERICO MARIANO

LES PETITS MENDIANTS DE BAMAKO (MALI)
Entre la misère et les jeux de l'enfance.

Prescrire le mariage monogame, l'école obligatoire et la sexualité tardive n'est peut-être pas le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) occidentales – même si elles reprennent le discours des Etats africains. Critiquer, en particulier, l'institution séculaire, certes dure et initiatique, des *talibés* musulmans pourrait conduire à de dangereux retours de bâton, pour des ONG très liées à l'Eglise catholique – ce qui a mis fin à l'expérience du Père Lefort en Mauritanie (17). Par temps de montée des intégrismes, qui n'en voit les dangers ?

Ne rien faire est sans doute pire. Pour Yves Marguerat, l'essentiel est, à chaque fois, d'*« essayer de sauver un enfant »*. Si ceux de la « conjoncture » ont depuis longtemps essaimé des villages vers les métropoles africaines, cet exode a toujours été un bon indicateur, immédiat, de la misère sociale. Aujourd'hui c'est tous les jours qu'on voit « les enfants CFA » – ceux de la dévaluation – affluer un par un dans la rue...

* Sociologue.

(1) Lire François Lefort et Carmen Bader, *Mauritanie : la vie réconciliée*, Fayard, Paris, 1990 ; Annick Combier, *Les Enfants de la rue en Mauritanie*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(2) Danièle Poitou, colloque *Les Jeunes en Afrique, évolution et rôle, XIXe et XXe siècles*, Paris, publié par L'Harmattan, Paris, 1992. Du même auteur, voir : « Délinquance juvénile et urbanisation au Niger et au Nigeria », numéro spécial « Les villes africaines », *Cahier d'études africaines* nº 81-83, XXI, pp 111-127 ; et « La rue squattée en Afrique », *Annales de la recherche urbaine*, nº 27, 1985.

(3) Yves Marguerat, *Les Enfants et jeunes de la rue dans la ville africaine*, document de synthèse du Forum de Grand-Bassam (Côte-d'Ivoire), mars 1985.

(4) Entretiens avec le responsable du « centre d'écoute » (projet « Enfants en situation difficile » de l'archevêché de Cotonou), 24 février 1994.

(5) Entretien avec Yves Marguerat, 11 août 1994. Marjuvia (Marginalisation des jeunes dans les villes africaines) rassemble des chercheurs en sciences humaines et a fait paraître à la fin de 1994 un ouvrage collectif : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, Fayard, Paris.

(6) Yves Marguerat, « Histoire de la marginalité juvénile à Lomé, Togo », *in Les Jeunes en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1992.

(7) Danièle Poitou, « Intégration et inadaptation sociale de la jeunesse au Niger et Nigeria », *Psychopathologie africaine*, 1983, XIX, I.

(8) Statistiques du ministère de la justice ivoirienne, présentées par Yves Marguerat, « Les jeunes délinquants d'Abidjan », *Cahiers ORSTOM, Sciences humaines*, vol. XXI, nº 2-3, 1985.

(9) Jean-Jacques et Annick Combier, *Action enfants dans la rue sans famille à Bamako*, bilan d'activité 1992-1993, Secours catholique malien, septembre 1993.

(10) Kiganga Muwalanala, « Les formes d'oppression subies par les enfants de la rue à Kinshasa (Zaïre) », mémoire d'éducateur, Kinshasa, 1986.

(11) Entretien avec Jean-Baptiste Babo, le 27 février 1994. Laissant orphelins les enfants de Cotonou qui l'avaient baptisé « le père des délinquants », Jean-Baptiste Babo est décédé récemment. La synthèse de son action de vingt ans de travail au Bénin se trouve, en particulier, dans *Enfants de la rue à Cotonou*, ENDA-Dakar, octobre 1988.

(12) Michel Guéry, s. j., *La Problématique de l'éducation des jeunes en zone urbaine*, séminaire de l'Inades, septembre 1989.

(13) Jorge Amado, *Capitaines des sables*, Gallimard, Paris, 1986.

(14) Lire Yves Marguerat, « Les enfants de Lomé », *Autrement*, Paris, 1984. Et Frédéric Fritscher, « Enfance errante au Sénégal », *Le Monde*, 17 juin 1994.

(15) Michel Galy, « Scènes de chasses urbaines. La quête du travail des jeunes d'Abidjan », *Annales de l'université d'Abidjan*, 1994.

(16) ENDA-Dakar, Unicef, colloque « Enfants et jeunes de la rue », enquête sur la socialité des enfants à Dakar, février-mars 1983.

(17) François Lefort, *Le Désert de l'homme fou*, Plon, Paris, 1994.

L'AFFAIRE ABU-JAMAL

Comment le FBI a liquidé les Panthères noires

UNE campagne internationale tente d'empêcher l'exécution, prévue à Philadelphie, le 17 août, de M. Mumia Abu-Jamal, journaliste et ancien membre des Panthères noires. Elle relance le débat sur la peine de mort aux Etats-Unis. Un débat d'autant plus nécessaire que l'application de ce châtiment frappe principalement les minorités raciales. L'affaire Abu-Jamal incite aussi à s'interroger sur les procédés employés par les autorités du pays, de 1968 à aujourd'hui, pour liquider *les mouvements révolutionnaires américains et leurs militants.*

Par MARIE-AGNÈS COMBESQUE *

Depuis le 3 juillet 1982, Mumia Abu-Jamal est devenu un intouchable. Il survit dans une prison de Philadelphie, derrière une vitre en Plexiglas, retranché du monde des vivants en attendant une exécution par injection létale, prévue le 17 août à 22 heures (1). Un mort en sursis pour ceux qui, il y a environ quinze ans, *l'ont condamné pour le meurtre* d'un policier, et muré. Mais un mort qui bouge, se bat *(lire, ci-dessous, l'extrait de son livre)* et déclare à ses visiteurs : *« Je suis un prisonnier politique. »* De tous les condamnés qui peuplent aujourd'hui les couloirs de la mort du système carcéral américain (2), il est le seul à revendiquer ce statut. En revanche, parmi ceux qui vivent dans les prisons de haute sécurité, en isolement complet ou au sein de la population carcérale – soit 1 500 000 personnes environ (3) –, une centaine clament comme lui le droit de bénéficier du statut de prisonnier politique. Ou de celui de prisonnier de guerre.

Anciens militants du Black Panther Party (BPP) et de la Black Liberation Army (BLA), de l'American Indian Movement (AIM), indépendantistes portoricains, militants issus de la gauche radicale blanche (Weather Underground), tous ou presque ont en commun un combat qui a trouvé sa première expression dans les luttes contre la guerre du Vietnam au milieu des années 60 et dans celles du mouvement des droits civiques. L'opposition à la guerre, les assassinats de Malcolm X (1965) et de Martin Luther King (1968), *ont radicalisé une génération de militants*. Mais, à l'image des autres démocraties occidentales, l'Etat américain ne reconnaît pas le statut de « détenu politique ». Et les militants qui réclament celui de « prisonnier de guerre », énoncé dans les conventions de Genève, sont logés à la même enseigne (4).

Par exemple, MM. Geronimo Pratt (BPP) ou Leonard Peltier (AIM) se considèrent comme les combattants de peuples minoritaires en lutte pour leur droit à l'autodétermination contre un régime colonial. Leur reconnaître le statut qu'ils demandent reviendrait pour les Etats-Unis à reconnaître le bien-fondé de leur combat. Ce serait d'autant plus impensable que tous ont été reconnus coupables de chefs d'inculpation relevant du droit commun : assassinats, vols à main armée, attentats. Les policiers, procureurs, juges et journalistes ne les ont jamais décrits autrement que comme des terroristes et des criminels. Et contre eux, le pouvoir politique aura employé quasiment tous les moyens, depuis l'utilisation d'une loi anti-Mafia jusqu'à des campagnes répressives dont le Congrès a par la suite reconnu le danger (5).

Premières victimes de cet arsenal répressif : les Black Panthers. Ils forment le groupe de prisonniers politiques le plus nombreux, environ une cinquantaine de personnes. Créé à Oakland, en Californie, en octobre 1966, par deux étudiants en droit, Huey P. Newton et M. Bobby Seale, le BPP s'inspirait en partie du discours de Malcolm X. Utilisant une rhétorique marxiste, il chercha *à organiser les ghettos. Son* programme en dix points comportait une série de revendications politiques et sociales et réclamait le droit à l'autodéfense. Se voulant une avant-garde révolutionnaire, les Black Panthers ne cherchaient pas seulement à libérer les Noirs de leur environnement répressif : *« Pour nous, il s'agit d'une lutte de classes entre la classe ouvrière prolétarienne, qui regroupe les masses, et la minuscule minorité qu'est la classe dirigeante. Les membres de la classe ouvrière, quelle que soit leur couleur, doivent s'unir contre la classe dirigeante qui les opprime et les exploite.* (...) *Nous croyons que nous menons une lutte de classe, pas un combat racial* (6). »

Les Panthères organisèrent des cantines scolaires pour les enfants des ghettos, des associations de locataires, des dispensaires, des distributions de vêtements. Ils éditaient un journal, enrôlaient les plus motivés et impressionnaient les autres. Le BPP n'a probablement jamais compté plus de 5 000 militants entre 1967 et 1971, mais son aura dépassa alors largement sa puissance numérique dans les centres-villes déshérités.

Dès l'été 1967, le FBI s'alarme et recentre l'un de ses programmes de contre-espionnage, le Cointelpro, en direction des mouvements nationalistes noirs (7) : *« Le but est de démasquer, briser, fourvoyer, discréditer, ou au moins neutraliser les activités des organisations nationalistes noires qui prêchent la haine* (8). » Avec l'aide vigilante des services locaux de police, ces instructions seront appliquées à la lettre. Dans un entretien accordé au *New York Times*, le 8 septembre 1968, John Edgar Hoover déclarait que le BPP *« constitue la plus grande menace qui soit contre la sécurité interne du pays »*.

Pour les Black Panthers, les trois années qui suivent seront dévastatrices. A l'utilisation des techniques de répression classiques (filatures, écoutes téléphoniques, lettres anonymes, agents doubles), le FBI, *via* le Cointelpro, ajoutera en effet l'assassinat. Pour la seule année 1970, trente-huit militants sont tués lors de raids organisés par les polices locales contre les bureaux du BPP. Le 4 décembre 1969, le leader des Panthères de Chicago, Fred Hampton, est exécuté dans son lit. Son garde du corps, William O'Neal (qui s'est depuis suicidé), avait été recruté par le FBI de Chicago deux ans plus tôt : c'est lui qui fournit aux policiers le plan de l'appartement, leur permettant de viser juste (9).



AFFICHE DU PARTI DES PANTHÈRES NOIRES (1970)
« Tout le pouvoir au peuple »

Victime d'une machination

QUELQUES mois plus tard, M. Geronimo Pratt, un des membres les plus en vue du BPP de Los Angeles, est arrêté pour le meurtre d'une femme blanche, commis dans une banlieue de Los Angeles alors que, selon de multiples témoignages – confirmés par les comptes-rendus des agents infiltrés du FBI –, il assistait à Oakland à une réunion de son organisation. Au moment du procès, ces éléments du dossier disparurent mystérieusement. Condamné à perpétuité, M. Geronimo Pratt est toujours emprisonné, même si, aujourd'hui, les représentants du système judiciaire californien et les médias américains s'accordent à dire qu'il a été victime d'une machination.

Les querelles et dissensions fomentées par le Cointelpro au sein même du BPP amplifient les divergences internes nées de l'affrontement politique entre, à Oakland, le « ministre de la défense », Huey Newton, et, en exil à Alger, M. Eldridge Cleaver, « ministre de l'*information* » *et responsable* de la section internationale du BPP (10). Fin 1970, les militants noirs, divisés, de moins en moins soutenus par la gauche libérale blanche (elle aussi soumise aux attaques du Cointelpro), en viennent à s'entre-tuer. Certains des partisans de M. Eldrige Cleaver fondent alors la Black Liberation Army (BLA), clandestine. Fin 1971, le BPP se retrouve décimé par la répression, son audience diminue inexorablement et ses dirigeants replient leur action sur leur base d'Oakland, en même temps qu'ils décident de réintégrer le jeu politique normal en soutenant des candidats démocrates aux élections locales. Les militants radicaux les plus chevronnés sont soit en exil, soit en prison. Ils vont y être rejoints par les soldats de la BLA en butte à un nouveau programme de contre-espionnage : Newkill (11), directement mis au point, à la Maison Blanche, par le président Richard Nixon, le ministre de la justice John Mitchell, *et Edgar Hoover*, l'inamovible directeur du FBI. MM. Anthony Jalil Bottom, Albert Nuh Washington, Herman Bell, en font toujours les frais, détenus à vie dans des pénitenciers de haute sécurité de l'Etat de New York.

Une seconde vague répressive aura lieu au début des années 80 et visera de nouveaux activistes du mouvement noir, mais aussi des militants indépendantistes portoricains et des radicaux blancs. A l'automne 1981, dans l'Etat de New York, des militants de la BLA et des radicaux blancs du Weather Underground (12) *attaquent un fourgon* de transport de fonds de la Brinks pour s'emparer d'argent destiné à alimenter leur lutte ; le braquage, raté, se termine par une fusillade, au cours de laquelle trois policiers sont tués. Dans les mois et les années qui suivent, une fantastique opération de répression aboutit à l'arrestation de dizaines de militants, clandestins ou non, dont certains vont être jugés en vertu de la loi RICO (Racketeer Influenced Corrupt Organizations) votée par le Congrès en 1970.

La loi RICO avait été élaborée pour lutter contre le crime organisé. Son but était de fournir aux procureurs les moyens de poursuivre en justice les membres de gangs criminels accusés d'avoir participé à deux actes répréhensibles sur une période de temps donné. Et permettant de les condamner automatiquement à vingt ans de prison. Sous la présidence de M. Ronald Reagan, la loi RICO servit plusieurs fois à condamner des membres d'organisations politiques, notamment après l'attaque de la Brinks. Ainsi MM. Sekou Odinga (BLA), David Gilbert (ex-SDS) et Mme Marilyn Buck (ex-SDS-BLA) purgent d'extravagantes peines de prison sans possibilité de libération sur parole : quatre-vingts ans pour Mme Buck, soixante-quinze ans pour M. Gilbert, quarante ans pour M. Odinga. Aux vingt années de la loi RICO s'ajoutent, en effet, des condamnations encore supérieures pour ceux qui furent reconnus coupables d'avoir participé à l'évasion, réussie, de Mme Assata Shakur en 1979 (13). A titre de comparaison, un militant anti-avortement accusé, en 1986, d'avoir perpétré une dizaine d'attentats à l'explosif contre des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse a été condamné à dix ans de prison, et libéré sur parole quarante-six mois plus tard (14).

Ainsi, depuis un quart de siècle, les mouvements nationalistes noirs et leurs alliés ont payé le plus lourd tribut à la répression et continuent de la subir. Si le programme Cointelpro a officiellement été abandonné en 1971, lorsque son existence fut fortuitement découverte par un commando étudiant parti fureter dans un bureau du FBI (15), ses effets se prolongent. La note envoyée par Edgar Hoover à l'ensemble de ses agents, le 25 mars 1968, fut exécutée à la lettre. Le Cointelpro devait *« empêcher la coalition des groupes nationalistes noirs* (...), *empêcher la naissance d'un « messie » qui pourrait unifier et électriser le mouvement nationaliste noir.* (...) *Il faut faire comprendre aux jeunes Noirs modérés que, s'ils succombent à l'enseignement révolutionnaire, ils seront des révolutionnaires morts »*.

Une autre note, datée du 3 avril, expose précisément les termes de l'alternative : *« Ne vaut-il pas mieux être une vedette sportive, un athlète bien payé ou un artiste, un employé ou un ouvrier* (...) *plutôt qu'un Noir qui ne pense qu'à détruire l'establishment et qui, ce faisant, détruit sa propre maison, ne gagnant pour lui et son peuple que la haine et le soupçon des Blancs ? »*

---

* Journaliste, responsable de la commission « Amériques » du mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

(1) Le 1er octobre 1990, la Cour suprême des Etats-Unis a refusé de revenir sur la sentence. Le 2 mai 1995, après une interruption de trente-trois ans, la Pennsylvanie a procédé à l'exécution d'un condamné à mort. Le 1er juin 1995, M. Thomas Ridge, gouverneur de Pennsylvanie, a signé l'ordre d'exécution de M. Mumia Abu-Jamal. Un appel international vient d'être lancé en sa faveur (*cf. L'Humanité*, 7 et 8 juillet 1995).

(2) En octobre 1994, les Etats-Unis comptaient 2 948 condamnés à *mort. La Californie* (396 condamnés) arrivait en tête de ce palmarès, suivie du Texas (390), de la Floride (349) et de la Pennsylvanie. Mais, pour les exécutions, le Texas l'emporte largement. Après l'élection d'un gouverneur républicain, M. George Pataki, succédant à M. Mario Cuomo, abolitionniste déclaré, l'Etat de New York vient de rétablir la peine de mort, désormais en vigueur dans trente-huit Etats sur cinquante.

(3) *Cf.* Jean-Paul Jean, « En Europe et aux Etats-Unis, la prison, machine à gérer l'exclusion », *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(4) Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949. Résolution 3 103 de l'Assemblée générale. En France, lors du second procès d'Action directe *(qui vient* de se dérouler dans un grand silence médiatique), les accusés ont également réclamé en vain le bénéfice du statut de prisonnier politique.

(5) United States Senate, *Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations With Respect To Intelligence Activities*, US Government Printing Office, Washington, 1976 (plus connu sous l'appellation Rapport Church, du nom du sénateur qui présidait cette commission d'enquête sénatoriale).

(6) Bobby Seale, *A l'affût : Histoire du parti des Panthères noires et de Huey Newton*, Gallimard, Paris, 1972.

(7) Cointelpro, Counter Intelligence Program, créé en 1956 par Edgar Hoover (directeur du FBI de 1924 à 1972) pour surveiller les activités des membres et sympathisants du Parti communiste américain.

(8) Counter Intelligence Program-Black Nationalist-Hate Groups-Racial Intelligence, from Director, FBI (100-448006), 4 mars 1968.

(9) Clayborne Carson et al., *The Eyes On The Prize Civil Rights Reader*, Penguin Books, New York, 1991.

(10) Huey Newton mourra en août 1989 au cours d'un règlement de comptes entre dealers de drogue. Après son retour d'Alger, M. Cleaver rejoindra la secte Moon, soutiendra M. Ronald Reagan et fréquentera les milieux fondamentalistes chrétiens. Sur sa période de militant révolutionnaire, *cf.* le film de William Klein, *Eldridge Cleaver, Black Panther* (1969).

(11) New York Killing of Police Officers.

(12) Weather Underground, ou Weathermen, ou Weatherpeople, militants du SDS (Students for a Democratic Society) qui se constituent en fraction lors de la neuvième convention nationale du SDS à Chicago en juin 1969. Les Weatherpeople mettent en avant la lutte armée et s'organisent clandestinement. Parmi leurs chefs, Mme Bernardine Dohrn, qui restera clandestine jusqu'au début des années 80, et Mme Kathy Boudin, toujours emprisonnée.

(13) Mme Assata Shakur, BPP/BLA, arrêtée le 2 mai 1973 dans le New Jersey après une fusillade avec la police. Maintenue en détention préventive jusqu'à ce qu'elle s'évade en 1979. Depuis, Mme Assata Shakur vit réfugiée à Cuba.

(14) Special International Tribunal on the Violation of Human Rights of Political Prisoners and Prisoners of War in United States Prisons and Jails, 7-10 décembre 1990, Hunter College New York.

(15) Dans la nuit du 8 mars 1971, des étudiants de l'université de Swarthmore (Penn.) s'introduisent dans le bureau du FBI de Media (Penn.) et saisissent l'intégralité des dossiers. Dans son numéro du 2 avril 1971, le *Phoenix*, journal du campus de Swarthmore, publie quelques-uns d'entre eux. Ils concernent Cointelpro.

MUMIA ABU-JAMAL

Un lynchage judiciaire

Depuis sa condamnation à mort, en 1982, le journaliste noir Mumia Abu-Jamal a publié une série d'articles sur le système carcéral et judiciaire des Etats-Unis, et sur la condition des Noirs américains. Ces articles ont été rassemblés dans un ouvrage qui vient de paraître (1). *Le texte qui suit, intitulé « Jury of Peers », et qui en est extrait, a été écrit en avril 1994.*

Une bonne part de la propagande que les Etats-Unis déversent sur le monde célèbre les triomphes de la démocratie américaine : élections « libres », gouvernement représentatif et verdicts décidés par un jury. Ce qui suit ne fait pas l'objet de la même publicité.

William Henry Hance, jugé coupable de l'assassinat, en 1978, d'une prostituée de Géorgie, fut condamné à mort. Son procès initial et ses procès d'appel se déroulèrent devant des jurys très majoritairement blancs. L'un des jurés – la seule Noire – déclara sous serment qu'elle n'avait jamais consenti à la peine de mort. Cela fut confirmé par un autre juré, une Blanche cette fois, qui précisa que le procès avait ressemblé à un lynchage plutôt qu'à une procédure judiciaire.

Ce dernier juré, Mme Pamela Lemay, a affirmé, dans une déclaration attestée par un notaire, qu'elle avait entendu un membre du jury s'exclamer : *« Le nègre a reconnu les faits. Il faut le condamner à frire. »* Et, plusieurs fois, à l'hôtel où résidaient les jurés, Mme Lemay prétend qu'elle a perçu, hors la présence du seul juré noir, des propos décrivant Henry Hance comme *« un nègre assez typique »* ou *« un autre nègre que personne ne regrettera »*. Lors des délibérations portant sur la question de savoir si Hance devait être exécuté ou bien condamné à la prison à vie, un juré a observé que l'exécution lui semblait préférable, car, *« comme cela, il y aura un nègre de moins qui procréera »*. Voilà ce qu'on appelle en Amérique un *« jury constitué de pairs »*.

Pensez-vous qu'un seul de ces éléments ait gêné la cour supérieure de justice de Géorgie, ou la Cour suprême de l'Etat, ou même la Cour suprême des Etats-Unis ? Absolument pas. Le 11 avril 1994, à 22 heures, William Henry Hance, un homme à la fois malade mental et arriéré, fut exécuté. C'est-à-dire électrocuté après un lynchage judiciaire perpétré par l'Etat de Géorgie, dont la devise est « Sagesse, justice et modération ».

Réagissant à l'ultime appel présenté à la Cour suprême par les avocats de William Hance quelques heures avant son électrocution, le juge Blackmun, en désaccord avec la décision de ses collègues, écrivit : *« Même si je n'avais pas abouti à la conclusion que la peine capitale ne pouvait pas être équitablement imposée, en respectant les contraintes de notre Constitution* (...) *je ne pourrais pas consentir à son application dans ce cas précis : un nombre suffisant d'éléments me permettent en effet de penser que William Henry Hance est à la fois arriéré et malade mental. Il y a par ailleurs de bonnes raisons de croire que le procès et le verdict ont été infectés par des préjugés raciaux. Enfin, l'un des jurés a déclaré qu'il n'aurait pas voté la peine capitale compte tenu de l'incapacité mentale du condamné. »* La majorité des membres de la Cour suprême ont rejeté ce raisonnement. Les tribunaux de Géorgie et des Etats-Unis sont ainsi tombés d'accord avec ce juré anonyme qui estimait que Hance se porterait mieux s'il était mort. Et que son exécution signifierait *« un nègre de moins qui procréera »*.

(1) Mumia Abu-Jamal, *Live from Death Row*, Addison Wesley, Reading (Massachusetts), 1995, 215 pages, 20 dollars.

UN DÉBAT QUE LA DROITE AMÉRICAINE VEUT CENSURER

Fallait-il lancer la bombe sur Hiroshima ?

LA victoire des républicains aux élections de novembre dernier a intensifié l'offensive idéologique des conservateurs américains, d'autant plus efficace qu'elle se heurte rarement à la résistance de la Maison Blanche. Outre le démantèlement des programmes sociaux destinés aux pauvres et la mise en cause des acquis des minorités raciales, cette offensive vise aussi la culture populaire et la mémoire historique. Alors que les dirigeants de droite ne cessent pourtant de se plaindre du « politiquement correct » qui leur serait imposé, la controverse à propos d'Hiroshima montre bien qui sont les seuls vrais héritiers du maccarthysme.

Par KAI BIRD *

Dans les Etats-Unis de M. Newton Gingrich, Mme Gertrude Himmelfarb représente l'une des intellectuelles de droite les plus influentes. Historienne, elle est aussi l'épouse de M. Irving Kristol, figure de proue du mouvement néoconservateur (1). M. Kristol, socialiste lorsqu'il était plus jeune, estime à présent que le devoir de l'intellectuel de droite est d'*« expliquer aux Américains pourquoi ils ont raison, et aux intellectuels pourquoi ils ont tort* (2) *»*. Telle semble bien être la tâche que s'est assignée son épouse. Ces dernières années, Mme Himmelfarb n'a cessé d'attaquer les *« nouveaux historiens »*, coupables d'exercer un regard trop aigu sur l'histoire des Etats-Unis. Dans un ouvrage de 1987, *The New History and the Old*, elle énonçait déjà la nécessité de « réunifier » l'histoire et la nation et de censurer en conséquence les analyses critiques du passé national. A l'en croire, l'Amérique serait trop divisée en classes, races et groupes ethniques pour se permettre de tolérer que des historiens battent en brèche les mythes nationaux unificateurs (3).

Mme Himmelfarb et ses camarades néoconservateurs ont le vent en poupe. Ils bénéficient du soutien du président (républicain) de la Chambre des représentants, M. Gingrich, dont les racines politiques rejoignent la carrière de James F. Byrnes, un politicien raciste originaire de Caroline du Sud. Or M. Byrnes est aussi l'un des hommes qui ont convaincu le président Truman d'ordonner le bombardement atomique d'Hiroshima en août 1945.

L'interprétation du passé a toujours constitué un champ de bataille idéologique. Mais les héritiers politiques de John Byrnes, un peu comme les maccarthystes des années 50, ont réussi à créer un climat culturel propice à la mise à l'index de tout discours historique non conforme. Le grand débat qui a secoué, cet hiver et ce printemps, les Etats-Unis à propos d'Hiroshima, en fournit l'illustration la plus récente : un directeur de musée peut perdre son emploi, un professeur se voir conseiller de ne pas s'exprimer en public et un quotidien national s'autoriser à mettre en cause le patriotisme des historiens dissidents.

Ce que la plupart des Américains connaissent d'Hiroshima s'apparente à un mythe. Car Hiroshima ne constitue pas n'importe quel événement historique. C'est, à la fois, le dernier acte de la seconde guerre mondiale et l'antichambre de quarante années de guerre froide (4). A ce titre, l'événement symbolise tout un ensemble de croyances centrales à l'identité de la plupart des Américains. S'ils venaient à considérer que le massacre de 200 000 civils à Hiroshima et à Nagasaki – pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées sans armes – n'avait pas été nécessaire, leur perception morale d'eux-mêmes et de leur nation s'en trouverait peut-être déstabilisée. Dans ces conditions, toute suggestion que le président Harry Truman n'aurait pas dit toute la vérité sur les motivations de sa décision justifie l'imputation de subversion.

La controverse, qui a duré un an, à propos de l'exposition « Enola-Gay » (c'est le nom du bombardier qui, le 6 août 1945, a lâché la bombe sur Hiroshima) organisée par le Musée de l'air et de l'espace de la Smithsonian Institution de Washington témoigne de l'influence des néoconservateurs sur le discours politique du pays. Au début de 1994, avec le plein appui du directeur du musée, M. Martin Harwit, les commissaires rédigent le script préliminaire d'une exposition centrée sur le bombardier atomique, script qui reflète à peu près la diversité des appréciations des historiens sur la décision du président Truman. Dès les premières lignes, il est même précisé : *« Jusqu'à ce jour, la controverse continue sur la question de savoir si l'utilisation de cette bombe contre le Japon était vraiment nécessaire pour hâter la fin de la guerre* (5). *»*

Ce texte est revu et approuvé (avec quelques suggestions mineures de révision) par un comité d'historiens. L'un d'eux, M. Richard Hallion, qui travaille pour l'U.S. Air Force, décrit ainsi le script : *« Il s'agit dans l'ensemble d'un travail remarquable, complet et vivant, à l'évidence appuyé par un grand effort de recherche de qualité. »*

Puis les ennuis commencent. Au printemps de l'année dernière, l'Air Force Association se procure une copie du script initial de 700 pages. Des citations délibérément extraites de leur contexte sont communiquées aux médias, pour donner l'impression qu'il en ressortait que les Américains avaient conduit dans le Pacifique une guerre *« de revanche »*. En réalité, pour les organisations d'anciens combattants, l'objection de fond tenait à ce que l'exposition prévue, loin d'être la simple célébration d'« Enola-Gay », pose une série de questions embarrassantes sur la nature de la mission effectuée par le bombardier : l'assassinat de dizaines de milliers de civils sans défense dans les derniers jours d'une guerre déjà gagnée. Pour les anciens combattants comme pour les organes de presse néoconservateurs – au premier rang desquels le *Washington Post* –, il valait mieux, dans ces conditions, obtenir censure de l'exposition.

A une époque où peu de gens lisent encore des livres, il n'est pas étonnant que la plupart des vétérans de la seconde guerre mondiale, peu au fait des acquis de la recherche historique, restent persuadés que la bombe atomique leur a sauvé la vie. Il ne faut pas non plus être surpris que les organisations d'anciens combattants aient utilisé ce type de controverse pour galvaniser leurs adhérents. Enfin, doit-on vraiment s'étonner que M. Richard Hallion, l'historien de l'U.S. Air Force, ait, aussitôt qu'il comprit dans quel sens tournait le vent, dénoncé publiquement le script de l'exposition...

Mais beaucoup plus troublante fut la couardise de la Smithsonian Institution. Pour commencer, le directeur du Musée de l'air et de l'espace décida d'autoriser les anciens combattants à revoir, ligne à ligne, le script du projet. Pour M. Harwit, une telle mesure revenait à la fois à marginaliser ses propres commissaires et à ignorer le travail de son comité d'experts. Ensuite, au fil des négociations, il consentit à un niveau croissant de censure. Tous les documents ayant pu suggérer que Truman disposait de solutions de rechange à l'emploi de la bombe disparurent de l'exposition, ce qui revenait à censurer les opinions de personnalités aussi respectées que le général Dwight Eisenhower, l'amiral William Leahy, le général George Marshall et... Harry Truman lui-même.

Le script original incluait ainsi deux déclarations. En 1950, dans ses mémoires, l'amiral Leahy, chef d'état-major particulier des présidents Roosevelt puis Truman, expliquait : *« Les Japonais étaient déjà vaincus et prêts à se rendre. (...) L'utilisation à Hiroshima et à Nagasaki de cette arme barbare ne nous a pas aidés à remporter la guerre. (...) En étant le premier pays à utiliser la bombe atomique, nous avons adopté (...) la règle éthique des barbares. »* Quant au général Eisenhower, il écrivait lui aussi dans ses Mémoires : *« A ce moment précis* [août 1945], *le Japon cherchait le moyen de capituler en sauvant un peu la face. (...) Il n'était pas nécessaire de frapper avec cette chose horrible. »*


GALERIE L'ART ET LA PAIX
SERGE GUILLOU. – « Apocalypse n° I » (1979)

C'est, en tout premier lieu, sur ces deux citations que les organisations d'anciens combattants et les défenseurs de l'historiquement correct cherchèrent à faire porter leur droit de censure. Ils craignaient bien évidemment que la publicité donnée à l'avis d'Eisenhower, dans le cadre d'une exposition à laquelle se rendraient des millions de citoyens, suffise pour légitimer toute une série de réappréciations critiques de l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima, mais aussi de l'idée de dissuasion nucléaire et de la stratégie sous-jacente à la conduite de la guerre froide. Ils savaient également que, en dépit de cinquante années d'orchestration appliquée de l'histoire officielle, la controverse à propos d'Hiroshima continuait et que, sur ce sujet, l'opinion se montrait plus divisée que jamais.

En plein milieu de la polémique suscitée par le projet d'exposition de la Smithsonian Institution, en novembre 1994, l'institut de sondages Gallup avait ainsi interrogé les Américains : *« Si vous aviez eu à prendre la décision de lâcher ou non les bombes atomiques, auriez-vous ordonné le bombardement ou auriez-vous recherché un autre moyen pour aboutir à la capitulation du Japon ? »* Or une petite majorité (49 % contre 44 %) avait choisi le second terme de l'alternative.

Purification historique

LES deux citations disparurent. Et ce ne fut pas tout. Chaque page du script fut passée par un filtre « patriotique » presque orwellien. Le mot de *« civils »*, employé pour décrire les victimes de l'explosion nucléaire, fut ainsi remplacé par celui de *« gens »*. En novembre 1994, M. Harwit estima qu'il disposait enfin d'un texte acceptable par les organisations d'anciens combattants et par les élus du Congrès les plus réticents. Mais plus de 80 historiens signèrent alors une déclaration dénonçant ce qu'ils estimaient être une *« purification historique »*. Et, rencontrant M. Harwit en délégation, ils firent comprendre que le texte censuré, outre qu'il était déséquilibré, contenait un certain nombre de fabrications historiques, dont celle de l'estimation, grossièrement gonflée par le président Truman, des pertes américaines prévisibles en cas d'invasion de l'archipel. M. Harwood fit alors savoir à l'American Legion qu'il se sentait obligé de corriger ce nombre à la baisse.

Pour les historiens, cette dimension un peu macabre du dossier présentait un caractère somme toute assez secondaire. Mais pour les organisations d'anciens combattants, elle était absolument centrale. Toute révision atteignait en effet le cœur de leur justification du bombardement d'Hiroshima, cette charge affective en vertu de laquelle l'explosion nucléaire aurait sauvé des centaines de milliers de vies américaines. Ils réclamèrent donc la démission de M. Harwood et l'annulation du script. Et leurs alliés au Congrès menacèrent d'amputer le budget de la Smithsonian Institution et de convoquer ses responsables à des auditions publiques.

Or l'institution venait déjà de subir une volée de critiques dans la presse. Deux reporters du *Washington Post*, Eugene Meyer et Ken Ringle, s'étaient tout particulièrement illustrés par une série d'articles ne faisant d'ailleurs presque jamais référence au témoignage d'historiens. Ils y suggéraient que toute la controverse se résumait à un conflit de génération entre des anciens soldats, qui avaient été sur le terrain, et des historiens et commissaires entraînés par le mouvement pacifiste des années 60 à dénigrer les exploits patriotiques de leurs aînés. Pour l'éditorialiste du *Washington Post*, *« les représentants un peu obtus d'un intérêt particulier et d'un point de vue révisionniste cherchent à utiliser leur avantage pour s'emparer et éviscérer un événement historique que de nombreux Américains, vivants à l'époque, ont compris de manière bien différente, et beaucoup plus authentique* (6). *»*

Les hommes politiques classés à gauche ne se sont pas précipités pour défendre les commissaires de la Smithsonian Institution et préserver l'intégrité intellectuelle du projet. Le président Clinton a même fait savoir qu'il soutenait les exigences des anciens combattants. En janvier dernier, le sort de l'exposition échut alors à M. Michael Heyman, nouveau secrétaire de la Smithsonian.

Cet universitaire respecté, chercheur et ancien directeur de l'université de Berkeley, jouissait d'une excellente réputation de défenseur du principe de l'indépendance universitaire. Mais il s'est, lui aussi, retrouvé dans une position presque intenable. Et la pression des intérêts de droite, qui politiquement ont le vent en poupe, ne cessait de monter.

Lors d'un tête-à-tête puis de deux entretiens téléphoniques avec M. Gingrich, le président de la Chambre des représentants réclame l'annulation de l'exposition. Pour affirmer un principe, M. Heyman aurait pu tenir bon, mais la Smithsonian risquait ensuite de payer un très lourd tribut financier. Au demeurant, la controverse *« nous consume, moi et l'institution »*, expliqua-t-il,... juste avant de capituler avec grâce devant les forces supérieures de l'histoire « patriotiquement correcte ». Peu après sa désignation, il annonce, à la fois, l'annulation de deux autres expositions (l'une sur la guerre du Vietnam, l'autre sur la guerre froide) et la démission de M. Martin Harwit. Il s'en explique lors d'une conférence de presse : *« J'ai conclu que nous avions commis une erreur fondamentale en voulant faire coïncider le traitement historique de l'utilisation des armes nucléaires et la commémoration de la fin de la guerre* (7). *»* Mais, deux mois plus tard, en mars 1995, témoignant à propos du script final de l'exposition d'« Enola-Gay » devant une sous-commission de la Chambre des représentants, il promet encore : *« Je ne ferai que rendre compte des faits* (8). *»*

Le 28 juin dernier, l'exposition a ouvert. Elle ne s'accompagne que d'un petit texte présentant une défense irréprochablement orthodoxe de l'usage de la bombe atomique. On y explique que son emploi avait sauvé des vies, précipité la fin de la guerre et prévenu la nécessité d'une coûteuse invasion du Japon. C'est ainsi que, dans une grande démocratie, l'histoire est parfois « purifiée ».

* Auteur de *The Chairman : John J. McCloy, The Making of the American Establishment* (Simon and Schuster, New York, 1992), coprésident du Comité des historiens pour un débat libre sur Hiroshima.

(1) Son fils, M. William Kristol, dirige par ailleurs l'une des fondations (à caractère idéologique) du Parti républicain. Sur cette galaxie intellectuelle et sa nature endogamique, lire l'enquête de Serge Halimi, « Dans les boîtes à idées de la droite américaine », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(2) Cité par Eric Alterman, *Sound and Fury : The Washington Punditocracy and the Collapse of American Politics*, HarperCollins, New York, 1992, p. 78. *Le Monde diplomatique* a rendu compte de cet ouvrage dans son numéro de juillet 1993.

(3) *Cf.* les articles de Pierre Dommergues et de Serge Halimi dans « Leçons d'histoire », *Manière de voir*, n° 26, mai 1995 (en vente dans les kiosques).

(4) Lire Frédéric Clairmont, « La guerre froide commence à Hiroshima », *Manière de voir*, n° 26.

(5) *Script n° 1*, Enola Gay Exhibit, Air and Space Museum. L'auteur de l'article est en possession de ce texte que les autorités du musée ne diffusent plus.

(6) *The Washington Post*, 1er février 1995.

(7) *The Washington Post*, 31 janvier 1995.

(8) « Enola Gay Exhibit to « Report the Facts », *The Washington Times*, 11 mars 1995.

Le défi du Chiapas

AU Chiapas, dans le sud du Mexique, des hommes masqués ont démasqué le pouvoir. Et pas seulement le pouvoir local, qui est aux mains de destructeurs de forêts et d'exploiteurs de paysans. La rébellion zapatiste (1) met en lumière, depuis vingt mois, la nature du pouvoir qui domine l'ensemble du Mexique. Un pouvoir dont la misérable conviction est que les urnes et les femmes sont faites pour être violées. Et que faire de la politique, cela veut dire voler jusqu'aux fers des chevaux en plein galop.

Mais l'écho du Chiapas va bien au-delà de cette région et du royaume. Le sous-commandant Marcos, porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), a dit qu'il est zapatiste au Mexique mais aussi gay à San Francisco, noir en Afrique du Sud, musulman en Europe, chicano aux Etats-Unis, palestinien en Israël, juif en Allemagne, pacifiste en Bosnie, femme seule dans n'importe quel métro à 10 heures du soir, paysan sans terre dans n'importe quel pays, ouvrier au chômage dans n'importe quelle ville. Et dans une lettre remarquable (2), le sous-commandant a évoqué son ami, le vieil Antonio, et raconté que le vieil Antonio estime que chaque personne a la dimension de l'adversaire qu'elle choisit.

Là se trouve, je pense, la clé de la grandeur de ce petit mouvement paysan, surgi à un endroit qui n'avait jamais attiré l'attention des fabricants de nouvelles et d'opinion publique. Son cri a une résonance universelle parce qu'il exprime une passion pour la justice et une vocation solidaire qui défient le système dominant. Ce système tout-puissant qui, impunément, s'est emparé de la planète entière. Et ce défi s'exprime avec du courage dans les faits et avec un grand sens de l'humour dans les mots ; avec bravoure et avec joie, deux choses dont nous avons bien besoin.

Le monde est soumis à une vaste dictature invisible (3). Pour celle-ci, l'injustice n'existe pas. La pauvreté, par exemple, qui fait tant souffrir et ne cesse de s'étendre, n'est pas, à ses yeux, une conséquence de l'injustice, mais le juste châtiment que mérite l'inefficience. Et puisque l'injustice n'existe pas, la passion de la justice est condamnée comme « pratique terroriste », ou disqualifiée comme simple nostalgie.

Et la solidarité ? Ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. Jamais la solidarité n'a été si mal cotée sur les marchés mondiaux. La charité a une meilleure image, mais jusqu'à présent,



MICHEL ROGET
DANS UNE RUE DE VENUSTIANO CARRANZA (CHIAPAS)

que je sache, le supergouvernement du monde n'a point offert un ministère de l'économie à Mère Teresa de Calcutta...

Le supergouvernement : les gouvernements sont gouvernés par une poignée de pirates, élus d'aucune élection (4). Ils décident du sort de l'humanité et lui dictent le code moral. A la place du crochet, ils ont dans le poing un ordinateur, et sur l'épaule un technocrate au lieu d'un perroquet. Ils dominent les sept mers de la haute finance et du commerce international où naviguent ceux qui spéculent et se noient ceux qui produisent. De là, ils distribuent la faim et l'indigestion à l'échelle mondiale, et à l'échelle mondiale ils manipulent ceux qui commandent tandis qu'ils surveillent les commandés. La télévision, qui transmet leurs ordres, appelle paix mondiale ou équilibre international ce qui n'est que résignation universelle.

MAIS la condition humaine reste obstinément tentée par la mauvaise conduite. Là où l'on s'y attend le moins surgit la rébellion et se produit la dignité. Dans les montagnes du Chiapas, par exemple. Longs siècles de silence des indigènes mayas. La culture maya est une culture de la patience, qui sait attendre. Maintenant, combien de gens parlent par ces bouches ? Les zapatistes se trouvent au Chiapas, mais ils sont partout. Ils sont peu nombreux, mais ils ont beaucoup d'ambassadeurs spontanés. Comme nul ne nomme ces ambassadeurs, nul ne peut les destituer. Comme nul ne les paie, nul ne peut les compter. Ni les acheter.

EDUARDO GALEANO.

(1) Lire Maurice Lemoine, « Le Mexique en guerre au Chiapas », *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

(2) NDLR : Lire la lettre du sous-commandant Marcos à Eduardo Galeano, dans l'hebdomadaire *Brecha*, Montevideo, 25 mai 1995.

(3) Lire Ignacio Ramonet, « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

(4) Lire le dossier « Les nouveaux maîtres du monde », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

LE ROCK AND ROLL

MTV : musique, télévision

EN mai 1995, la chaîne musicale planétaire MTV (Music Television) a inauguré deux nouveaux services à destination de l'Asie. Désormais, elle couvre l'essentiel des zones habitées de la planète et devient sans conteste la première télévision mondiale, présente dans près de trois cent millions de foyers sur les cinq continents. Ce succès sans égal est, bien sûr, le fruit d'une stratégie commerciale redoutablement efficace, mais il s'explique d'abord par la nature de ses programmes : MTV sait parler directement à la jeunesse du monde entier, en lui offrant un flot continu d'insouciance, d'exubérance, de modernité, de sensualité et, surtout, de musique, le langage universel par excellence. Pas n'importe quelle musique : du rock and roll, qui a conquis la terre entière et s'est imposé partout comme le symbole de la force vitale de la jeunesse, mais aussi de l'Amérique.

Par notre envoyé spécial YVES EUDES *

Le rock and roll, dit-on souvent aux États-Unis, n'est pas une musique, c'est un mode de vie. MTV, la chaîne du rock au pays du rock, n'est pas une télévision, c'est une attitude, une ambiance, un style de vie. Quatorze ans après sa création, MTV est déjà une institution, un pilier de la culture populaire. D'un bout à l'autre de l'Amérique, ses images et sa musique font partie du décor quotidien de dizaines de millions de foyers et des innombrables bars, restaurants, boutiques et lieux publics où elle est déversée en permanence.

De fait, la chaîne musicale a inventé un genre télévisuel inédit. Elle est surtout célèbre pour ses *rock videos*, mais tous ses programmes sont construits sur le même modèle : un déluge de couleurs, de mouvements et de sons, assenés à un rythme à la fois infernal et très maîtrisé. Elle est aussi devenue le nouveau symbole d'un conflit aussi vieux que l'Amérique. Pour les puritains, MTV est une entreprise démoniaque qui incite la jeunesse à se vautrer dans la luxure et glorifie tous les péchés de la terre. Pour les conservateurs du pays profond, c'est un média hypocrite qui propage en sous-main les valeurs des libéraux de la côte Est. Pour les intellectuels de gauche, c'est le royaume de la futilité et du décervelage, une opération strictement commerciale déguisée sous des dehors libertaires. Mais, pour ses dizaines de millions de jeunes fidèles, MTV est la seule chaîne qui leur ressemble, imprévisible, rebelle, impertinente.

Pourtant, MTV est un pur produit de l'establishment médiatique et financier traditionnel. Elle fut lancée en 1981 par le groupe Warner-American Express, parmi d'autres chaînes thématiques destinées à alimenter les réseaux câblés. En moins de deux ans, la chaîne musicale devient une affaire rentable. En 1985, Warner, qui connaît des difficultés passagères, la cède à son concurrent Viacom pour 515 millions de dollars – à peine 8 % de sa valeur actuelle. Dès lors, le destin de MTV sera lié à celui de Viacom, qui, en 1987, passe sous le contrôle de NAI (National Amusements Inc.), holding du multimilliardaire Sumner Redstone, et qui connaît depuis une expansion vertigineuse.

Aujourd'hui, MTV occupe trois étages du monumental gratte-ciel de Viacom, au centre de New York. Ancrée au cœur du groupe, elle prospère sous l'œil attentif de ses propriétaires. Mais cette autonomie toute relative ne semble pas la gêner, car faire partie de Viacom présente bien des avantages. En prenant le contrôle de la Paramount, dernière major de Hollywood encore indépendante, puis de Blockbuster, premier réseau national de magasins de vidéocassettes et de disques, ce vaste empire vient de se hisser au deuxième rang mondial des groupes de communication *(voir l'encadré ci-dessous)*. Le nouvel ensemble peut désormais imposer sa puissance dans tous les secteurs : télévision, radio, cinéma, édition, distribution, nouveaux médias...

MTV, regroupée au sein de la division MTV Networks, avec Nickelodeon, la chaîne pour enfants, et VH 1, chaîne musicale pour les plus de trente ans, pourrait ainsi apparaître comme une petite province ordinaire au sein du royaume de M. Sumner Redstone. Il n'en est rien. MTV est le joyau et le fer de lance de Viacom, l'une des seules filiales du groupe dont le nom et le logo soient reconnus par le grand public. Elle est aussi un pôle créatif exceptionnel, capable de concevoir des produits multimédias déclinables sur tous les supports et de concrétiser des synergies commerciales entre les différentes branches.

MTV est d'autant plus rentable que son fonctionnement est peu onéreux. Son produit de base, les fameuses *rock videos*, ne lui coûte rien : celles-ci sont offertes gratuitement par les éditeurs de disques, qui considèrent la chaîne musicale comme une vitrine pour leurs artistes. En fait, MTV est devenue un outil de promotion inégalable, qui peut lancer un artiste en une semaine, décupler les ventes d'un album, créer une mode à l'échelle du pays tout entier. Les éditeurs n'hésitent donc pas à investir dans des vidéos qui sont parfois de petites œuvres d'art très coûteuses, produites par des sociétés spécialisées, et nécessitant une infrastructure lourde, des effets spéciaux, des lieux de tournage multiples. Leur coût est fonction de la célébrité de l'artiste : le dernier clip de Madonna, qui dure environ trois minutes, est revenu à 1,2 million de dollars, mais Ugly Kid Joe a remporté un succès appréciable avec une vidéo de 8 000 dollars.

A New York, MTV fonctionne avec à peine deux cents employés permanents. Une tribu de jeunes réalisateurs, graphistes et techniciens réussit le tour de force de fabriquer une télévision apparemment chère et sophistiquée avec peu de moyens. Toutes les séquences de plateau sont tournées dans un unique studio, avec, dans chaque coin, un décor différent pour chaque type d'émission. Face aux animateurs de la chaîne, les VJ (*video-jockeys*), une ou deux caméras, et quatre personnes en régie. Tout se passe dans le calme, car il n'y a jamais d'émission en direct sur MTV, la moindre séquence de présentation étant tournée plusieurs jours à l'avance. La spontanéité, l'exubérance, la *rock and roll attitude* distillée sur l'antenne, sont soigneusement planifiées et maîtrisées.

Tous ne s'en plaignent pas. Les artistes et les petits labels n'imaginent plus leur vie sans MTV et son talent unique pour mettre en scène leurs vidéos avec élégance et efficacité. Le génie de la chaîne est dans le *packaging* : les génériques, les logos, les habillages d'antenne, les décors, tout concourt à créer une ambiance qui rend les chanteurs plus talentueux, plus fascinants, plus désirables. Les animateurs de la chaîne, toujours jeunes, beaux et fougueux, sont désormais aussi célèbres que les artistes qu'ils présentent.

Mais MTV ne diffuse pas seulement des vidéos et des concerts. Elle enrichit peu à peu sa grille d'émissions non musicales, avec l'intention d'offrir une gamme étendue de programmes à destination de la jeunesse. Pour continuer à accroître ses taux d'audience dans un marché saturé, elle doit à présent diffuser des émissions plus longues, plus variées, et proposer des rendez-vous réguliers. Mais pas question de changer de style ni d'ambiance, ce sont les programmes qui doivent s'adapter à l'univers de MTV : montages rythmés, foisonnement de sons et de couleurs, mouvements de caméras vertigineux. Même chose pour le contenu : qu'il s'agisse de jeux, de feuilletons, de mode, de débats, de café-théâtre, de séries de fiction ou de « rockumentaires », elle a su rénover et s'approprier tous les genres. Sur MTV Sports, pas de matches ni de tableaux de résultats : on ne voit que des gladiateurs modernes qui s'élancent en parachute du haut de gratte-ciel, surfent tout nus au clair de lune, sautent des précipices à vélo ou font du ski nautique tirés par un avion.

La chaîne a aussi ses flashes d'informations. Au départ, la rédaction de MTV News couvrait uniquement l'actualité musicale et Hollywood. Mais, désormais, elle s'aventure dans les domaines les plus divers. MTV a inventé le concept de *new news*, par opposition aux *old news* qu'on trouve partout ailleurs : entre deux informations sur la tournée de Guns 'n' Roses et la vie privée de Courtney Love, des journalistes aux allures de VJ, campés dans des décors très branchés, consacrent quelques secondes au sort des enfants haïtiens ou aux nouvelles lois sur le harcèlement sexuel.

A sa façon, MTV veut être aussi une chaîne « citoyenne ». Elle offre régulièrement du temps d'antenne à des associations œuvrant pour de grandes causes – lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, le cancer, le sida ou la pollution – et organise des concerts au profit de l'Afrique du Sud ou d'Amnesty International. Mais, surtout, elle prend l'initiative de produire des reportages et des débats qui abordent des sujets très polémiques : la sexualité des adolescents, les armes à feu, l'intégrisme religieux, les emplois précaires, l'avortement, le racisme, la violence à l'école, et même les relations équivoques entre drogue et rock'n'roll.

La chaîne s'est trouvé un nouveau mot d'ordre : *« MTV prend la parole ! »*, et une mission : *« Galvaniser toute une génération pour protéger l'environnement, et combattre la maladie, l'abus de drogue et d'alcool, l'analphabétisme et l'apathie sociale. »*

Hédonisme, « rébellion » et pincée de « social »

LE tournant décisif date de 1991, lorsque MTV subit son baptême du feu. Face à la guerre du Golfe, sa réaction est d'abord ambiguë. Mais la dure réalité s'impose : c'est son audience qui part en guerre. Aussi, lorsque les hostilités se déclenchent, elle fait preuve d'un patriotisme irréprochable : diffusion du discours du président Bush avant l'opération « Tempête du désert », programmes spéciaux à l'intention des soldats au front et de leurs familles, avec chansons dédicacées et bonnes œuvres. Mais la chaîne se dépêche d'oublier cet épisode guerrier pour se tourner vers l'élection présidentielle de 1992. Elle décide d'entrer réellement en politique, sans pour autant renoncer au style inimitable qui a fait sa fortune. Son premier objectif : inciter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. Les autres chaînes s'étaient déjà essayées à cet exercice, mais MTV a ses propres techniques. C'est ainsi qu'on voit apparaître Madonna murmurant, d'une voix rauque et sensuelle : *« Voter, c'est cool ! »*

Ces mises en scène ne sont pas aussi gratuites qu'il y paraît. L'engagement de MTV est une réponse aux campagnes menées par des groupes religieux et des politiciens conservateurs qui, périodiquement, partent en croisade contre certaines chansons jugées immorales, obscènes, voire « antiaméricaines ». Ces nouvelles chasses aux sorcières provoquent, bien sûr, la mobilisation des rockers de tout le pays, qui peuvent alors compter sur le soutien de MTV, indirectement visée en tant que véhicule de ces œuvres sacrilèges.

Mais MTV n'a aucune intention de devenir un CNN pour les jeunes : la musique et les loisirs ne perdent pas leurs droits. Aujourd'hui, elle pratique un subtil mélange des genres, la synthèse entre l'esprit rebelle du rock and roll, le consumérisme hédoniste et la pensée libérale normalisée. Le message « social » des émissions de réflexion est contrebalancé en douceur par les autres programmes qui célèbrent la force physique, la sensualité et la recherche insouciante du plaisir comme valeurs suprêmes. Entre deux annonces sur les méfaits de l'alcool, la belle Sheryl Crow, habillée de bric et de broc comme une vraie rebelle, chante de sa voix indolente et brutale : *« J'aime me soûler à la bière le matin de bonne heure. »* Dans certaines vidéos, notamment celles des rappers noirs, la violence est omniprésente, jamais montrée, toujours suggérée. Leurs noms, leurs gestes, leurs expressions, les histoires qu'ils racontent, tout tend à entretenir une fascination ambiguë pour le désordre de la jungle urbaine, l'argent facile, les grosses voitures, les filles légères et les armes à feu.

Les responsables de MTV assument sereinement ces contradictions. Tout est affaire de dosage, le jeu consistant à frôler les limites acceptables par la société sans jamais les franchir. La chaîne est donc confrontée en permanence au problème de la censure : elle doit exiger une coupe dans une séquence trop explicite d'une vidéo, en refuser une autre trop brutale. Elle a aussi établi une liste des mots interdits à l'antenne, qui a tendance à s'allonger. Et elle a même osé refuser une vidéo particulièrement « torride » de Madonna.

Par ailleurs, MTV poursuit son expansion tous azimuts. La chaîne édite désormais des disques, des livres, des jeux vidéo, et s'installe en force sur le marché du multimédia. En association avec d'autres filiales de Viacom, elle se lance aussi dans la production d'émissions de télévision pour d'autres chaînes, ainsi que de films de long métrage. Enfin, elle travaille sur un projet d'envergure : la création de nouvelles chaînes musicales, calquées sur le

* Journaliste, auteur de *La Conquête des esprits*, La Découverte, Paris, 1982.



UN SIGNE DE RECONNAISSANCE POUR DES MILLIONS DE FIDÈLES

L'empire Viacom

Viacom est dirigée par M. Sumner Redstone, président du conseil d'administration et détenteur de 61 % des actions via la holding NIA (National Amusement Inc.). En 1994, Viacom Inc. a pris le contrôle de Paramount pour 9,6 milliards de dollars et de Blockbuster pour 8 milliards. Le chiffre d'affaires prévisionnel du nouvel ensemble pour 1995 est de 10 milliards de dollars et les bénéfices bruts prévisionnels sont de 1,2 milliard. Le groupe emploie 18 000 salariés. L'empire Viacom se décompose de la façon suivante :

TÉLÉVISION. – CHAÎNES THÉMATIQUES PAR SATELLITE :

• Showtime Networks : Showtime ; The Movie Channel ; Flix ; SET Pay-per-view ; Showtime en Espanol.

• MTV Networks :
2 200 employés.
Directeur général : M. Tom Freston.
Chiffre d'affaires 1994 : 852 millions de dollars (+ 21 %).
MTV (et MTV Europe, Asia, Latino, Japan, Brasil) : 313 millions (*estimation*).
VH1 (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne et projet Amérique latine) : 181 millions (*estimation*).
Nickelodeon (Etats-Unis, Royaume-Uni et projets Australie, Allemagne) : 358 millions (*estimation*).
Nick-at-Night.
Autres services : MTV Interactive / MTV On-line
MTV Productions.

• Spelling Satellite Network : Tele-Uno (Amérique latine).

• Joint-ventures : USA Network ; Sci Fi Channel ; Comedy Central ; All News Channel ;
The Sundance Film Channel (fin 1995) ;

TÉLÉVISION. – CHAÎNES HERTZIENNES :

– 12 stations locales, couvrant 15 % des Etats-Unis (mai 1995).

– United Paramount Network (UPN), lancé en janvier 1995 avec Chris Craft Industries : 114 stations indépendantes couvrant 83 % des Etats-Unis.

PRODUCTION DE PROGRAMMES TV (POUR TOUTES LES CHAÎNES AMÉRICAINES) :

– Paramount Television ;
– Viacom Productions ;
– Spelling Entertainment ;

RÉSEAUX CÂBLÉS :

– 10 réseaux, totalisant 1,1 million d'abonnés (Viacom a entamé des négociations en vue de vendre ses réseaux).

RADIO :

– 12 stations dans les principales villes des Etats-Unis.

CINÉMA :

– Paramount Pictures.
– Viacom Pictures (Showtime).
– Spelling Films.

SALLES DE CINÉMA :

– NAI : 850 salles.
– Viacom : 349 salles aux Etats-Unis (Cinamerica), 889 à l'étranger (Famous Players, United Cinemas International, Films Paramount).

DISTRIBUTION CINÉMA ET TÉLÉVISION :

– Viacom & Paramount : catalogue cumulé de 2 400 films et 50 000 heures de programmes.
– United International Pictures ;
– One World Entertainment (MTV) ;
– Accord avec Worldvision Enterprises ;

MAGASINS : BLOCKBUSTER

(Chiffre d'affaires 1994 : 2,8 milliards de dollars)

– Blockbuster Video : fin 1995, 3 000 magasins aux États-Unis et au Canada, et 1 500 dans 10 pays ; 400 nouveaux magasins par an.

– Blockbuster Music, Music Plus, Super Club, Sound Warehouse : 570 magasins dans 13 pays ; 100 nouveaux magasins en 1996.

– Joint-venture avec Virgin Megastores.

EDITION :

– Simon & Schuster : premier éditeur américain et leader mondial du livre éducatif.

– Prentice-Hall, MacMillan, Pocket Books, Scribner, Silver Burdett Ginn, Allyn & Bacon, The Free Press.

MULTIMÉDIA, JEUX, RÉSEAUX INFORMATIQUES :

– Viacom New Media & Virgin Interactive Entertainment ;
– Viacom Interactive Services ;
– New Leaf Entertainment.

PARCS D'ATTRACTION :

– 5 parcs Paramount, 2 Nickelodeon.
– Amphiteaters (joint-venture avec Sony).
– Blockparty.
– Discovery Zones & Fun Centers.

Sur tous les continents

AMÉRIQUE DU NORD

– **MTV** (New York) :
2 satellites GE American Com. Est : Satcom 4 ; Ouest : Satcom 3.

ASIE

– **MTV Japan** (en partenariat avec Music Channel Co) :
Satellite Superbird B.

– **MTV Asia** (Singapour) :
Service en anglais (en clair, PAL), satellites Palapa B2P :
Service en chinois (crypté, NTSC), satellite Apstar 1 et Panamsat 2.
Fin 1995 : Panamsat 4 couvrira l'Asie du Sud et le Proche-Orient, en remplacement de Apstar 2, qui a explosé au décollage en février 1995.

EUROPE ET PROCHE-ORIENT

– **MTV Europe** (Londres) :
4 satellites : Astra 1A, Astra 1B, Thor, Eutelsat IIF6.
Europe de l'Ouest : principalement vers réseaux câblés.
Europe de l'Est, Russie et Proche-Orient : principalement vers stations hertziennes et antennes individuelles.

AMÉRIQUE LATINE

– **MTV Latino** (Miami) :
Amérique centrale : satellite Morelos.
Amérique du Sud : satellite Panamsat 1.

– **MTV Brasil** (en partenariat avec le groupe Abril) :
1 satellite, vers stations hertziennes, câble et antennes individuelles.

AFRIQUE

– Afrique du Sud : en partenariat avec la chaîne nationale SABC.

– Nigeria et Kenya : retransmission de MTV Europe.

ROCK AND ROLL EST AUSSI UN MARCHÉ

télévision et profits planétaires

modèle d'origine mais plus ciblées. D'une part, des chaînes nationales, MTV 2, puis MTV 3, chacune spécialisée dans un genre musical très *pointu*. D'autre part, des chaînes locales, axées sur la scène musicale d'une région ou d'*une métropole*. MTV ne manque ni de moyens ni d'idées, mais, dans l'état actuel des choses, elle se heurte à un obstacle majeur : la plupart des réseaux câblés sont saturés. Pour le surmonter, elle a entrepris de collaborer avec le nouveau service de diffusion directe par satellite USSB, qui a une capacité de plusieurs centaines de canaux.

MTV sait que, malgré ses efforts, sa croissance sur le marché américain sera désormais limitée. En revanche, grâce au satellite, le reste du monde est à sa portée. Et, là, les perspectives sont infinies (1). Avec un réseau mondial de douze satellites et une série d'accords de retransmission avec des dizaines de chaînes locales, elle couvre déjà l'essentiel des zones habitées *(voir encadré page 6)*. Elle est présente dans près de trois cents millions de foyers, soit plus du quart des familles de la planète possédant un téléviseur, sans compter les ventes de ses productions à d'autres chaînes, qui constituent un premier contact des publics étrangers avec le « *style MTV* ».

Elle ne s'est cependant pas lancée dans cette aventure sans alliés : les grandes entreprises américaines visant en priorité le marché des moins de trente ans considèrent MTV comme le support publicitaire de l'avenir. Selon leurs experts, les centaines de millions d'adolescents du monde industrialisé et des couches aisées des pays du tiers-monde constituent un marché homogène. Ils suivent les mêmes modes, ont le même style de vie et les mêmes désirs : on peut donc les séduire avec les mêmes messages. De plus en plus, Levi's, Coca-Cola, Reebok, Nike, McDonald's, Apple, IBM ou Kodak s'adressent aux jeunes consommateurs étrangers avec des campagnes mises au point aux États-Unis. MTV est également appelée à jouer un rôle croissant dans la promotion internationale de Hollywood. Elle diffuse massivement des vidéos musicales qui sont, en fait, des bandes-annonces améliorées de films récents, et ses magazines de cinéma sont exclusivement consacrés aux films anglo-saxons.

Les hommes d'affaires américains, qui voyagent beaucoup, savent que MTV bénéficie d'un atout sans pareil : le rock and roll a déjà conquis la planète. Partout où ils vont prospecter, le rock les a devancés. En fait, MTV est souvent attendue, désirée par son public potentiel longtemps avant d'être disponible. Les gardes-frontières est-allemands, peu avant la chute du mur de Berlin, puis les soldats russes occupant la Lituanie, la jeunesse dorée de Bagdad, les miliciens libanais, les étudiants chinois, les adolescents de Sarajevo ou les guérilleros dans la jungle birmane, *tous se sont ingéniés à capter la chaîne* avec des moyens de fortune. Ils veulent communier, par la musique et la danse, avec la jeunesse américaine, qui, croient-ils naïvement, possède tout ce dont ils rêvent ; la richesse matérielle, la liberté, les grands espaces, une vie d'insouciance et de plaisir. En Inde, les trois lettres magiques sont devenues un adjectif, désignant tout ce qui est moderne, décontracté et irrévérencieux à l'égard de la tradition.

Fidèle aux principes fondateurs de l'Amérique, MTV conçoit sa stratégie commerciale et sa vocation culturelle comme les deux facettes d'une même mission. Ses responsables semblent persuadés que leur chaîne, qui touche la jeunesse de tous les pays, au-delà des frontières politiques, religieuses et ethniques, a un rôle à jouer dans le rapprochement entre les peuples et dans l'émergence d'un monde plus tolérant, plus harmonieux et plus pacifique. Grâce à la force unificatrice des satellites, la culture populaire américaine enracine les valeurs libérales occidentales dans les sociétés les plus diverses, mieux que n'importe quel discours.

D.R.

BEAVIS AND BUTT-HEAD, NOUVELLE SÉRIE À SUCCÈS
Une nourriture télévisuelle proposée au monde entier

Groupes locaux, musique américaine

LE symbole vivant de cette croisade par le rock est M. William Roedy, patron de la branche internationale de MTV Networks. Formé à l'académie militaire de West Point, cet ancien combattant de la guerre du Vietnam a, dans les années 70, commandé trois bases de missiles nucléaires de l'OTAN en Europe, avant de s'intéresser à la télévision. Son but dans la vie : « *Abattre les barrières culturelles, sociales et politiques entre les hommes... et faire en sorte que MTV soit dans tous les foyers de la terre.* » Sa devise : « *Ne respecter aucune règle, esquiver, se faufiler, et ne jamais accepter qu'on vous refuse quoi que ce soit.* » Son souvenir le plus émouvant : avoir découvert à Bratislava un ancien abri antiatomique transformé en discothèque où l'on diffuse MTV en continu... MTV a aussi entrepris d'étendre au monde entier certaines de ses « campagnes de sensibilisation ». Le plus souvent, elle choisit un message universel et une approche globale, par exemple en matière de protection de l'environnement. Mais, lorsqu'elle aborde des sujets comme la prévention du sida ou la participation des jeunes à la vie démocratique, elle préfère adapter ses messages aux spécificités culturelles locales.

Car MTV a parfaitement compris les limites de la mondialisation. Son principe d'action tient dans la phrase classique : « *Penser globalement, agir localement.* » Pas question, par exemple, d'imposer au monde entier les VJ américains, dont le vocabulaire, les références et l'humour sont impénétrables pour qui n'a pas grandi aux États-Unis. Ainsi, en moins de dix ans, MTV a créé cinq grandes filiales relativement autonomes, qui se partagent la planète. Chacune est une chaîne à part entière, qui reprend une grande partie des programmes américains mais qui possède ses propres présentateurs, produit des émissions originales et diffuse les vidéos de groupes de rock « locaux ». MTV prend soin de ne pas être perçue comme un rouleau compresseur qui écraserait les musiques des pays où elle s'installe. En réalité, elle participe bien à la promotion de groupes autochtones, à condition qu'ils jouent de la musique américaine ou *d'inspiration américaine*. Sous la houlette de MTV, une nouvelle génération de musiciens est en train de naître, que le *New York Times* appelle « *des contrefaçons immaculées* » de leurs homologues américains (2).

MTV sait aussi s'adapter à l'état du marché et aux législations des différents pays. Le Japon, qui fut sa première cible, s'est révélé le territoire le plus difficile, mais la chaîne a fini par percer : après deux partenariats peu concluants, elle a enfin créé, en 1992, une chaîne par satellite diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, grâce à un accord de franchise avec le puissant consortium Music Channel Co., réunissant Pioneer, TDK et Tokyu Agency. MTV Japan diffuse un programme mixte, en anglais ou en japonais selon les heures, et fait une assez large place aux rockers locaux.

Au Brésil, où elle est présente depuis 1990, MTV est également associée à un partenaire local, le groupe de presse Abril. Elle peut ainsi bénéficier d'une promotion maximale dans les journaux et magazines du groupe, et être retransmise vers dix millions de foyers par des stations hertziennes classiques, en plus des réseaux câblés et des antennes paraboliques. Sur MTV Brasil, les VJ parlent portugais, mais la musique est surtout américaine. Dans un pays où la musique nationale est exceptionnellement puissante et vigoureuse, la chaîne américaine a quand même réussi à s'imposer et à créer un phénomène de mode au sein de la jeunesse aisée.

« *Damas y caballeros, rock and roll !* » Pour l'Amérique de langue espagnole, MTV a créé, en 1993, MTV Latino, contrôlée à 100 % par la maison mère. Grâce à ses deux satellites, elle touche tous les pays du continent et, après un an d'existence, elle est devenue la première chaîne par satellite d'Amérique latine, avec plus de cinq millions d'abonnés. Elle est installée à Miami, *ville qui aspire à devenir la capitale* culturelle d'un nouveau *melting pot* à l'échelle continentale. MTV Latino est également disponible aux États-Unis sur les réseaux câblés desservant les communautés hispaniques. L'esprit et la stratégie de la chaîne sont incarnés à la perfection par sa présentatrice vedette, Daisy Fuentes, née à La Havane, élevée dans le New Jersey, et aujourd'hui célèbre de Buenos Aires à Brooklyn.

La chaîne diffuse beaucoup d'émissions de MTV USA doublées en espagnol. Pour le reste, elle alterne le rock nord-américain et la *new latin music*, représentée par des groupes aux noms hybrides comme Los Fabulosos Cadillacs. Forte de ses succès initiaux, MTV Latino compte équilibrer ses comptes dès 1996.

La dernière-née des filiales étrangères est MTV Asia, qui diffuse depuis le 5 mai 1995 sur la majeure partie du continent asiatique. En fait, il s'agit d'un nouveau départ : MTV a déjà existé en Asie, entre 1991 et 1994, en partenariat avec le groupe Murdoch et une entreprise de Hongkong. Mais, cette fois, elle s'est lancée seule et a décidé de voir grand, en lançant deux chaînes différentes, l'une en anglais, avec quelques programmes en hindi, l'autre, cryptée, en chinois.

Elle touche dix-huit pays, et bientôt trente quand le satellite Panamsat 4 sera en service. MTV Asia, qui s'est installée à Singapour, a annoncé que sa programmation serait confiée à des Asiatiques, afin de mieux *satisfaire les goûts* musicaux de son public (3) et de respecter les sensibilités locales, notamment en matière de sexe et de nudité. En attendant, toute la préparation du lancement s'est faite à New York, y compris la conception des habillages, la réalisation des émissions et l'enregistrement des « news » et des séquences de présentation.

En Inde, pour accroître sa pénétration, MTV a passé un accord avec la chaîne Doordashan 2, ce qui lui permet de toucher au total treize millions de foyers, soit un tiers des familles possédant un téléviseur. De son côté, la Corée du Sud préfère recevoir une *sélection* de programmes américains sous-titrés en coréen, qui sont diffusés sur la chaîne M-Net. MTV est même en pourparlers avec les autorités de Pékin pour leur proposer un programme spécifique. A terme, elle envisage de diffuser cinq chaînes sur l'Asie.

MTV *s'installe aussi en Afrique. Elle* est déjà présente au Kenya et au Nigeria, où quelques-uns de ses programmes sont retransmis, et surtout en Afrique du Sud, grâce à un accord de partenariat avec la South African Broadcasting Corporation. L'objectif est de toucher en priorité les jeunes Noirs des townships, pour qui la musique est la principale forme d'expression culturelle. MTV espère créer une nouvelle chaîne, MTV South Africa, dès 1996, puis étendre sa diffusion à l'ensemble du continent.

A ce jour, la filiale la plus puissante est cependant MTV Europe, basée à Londres, qui fonctionne depuis 1987. Créée en association avec le groupe Maxwell, elle est passée en 1991 sous le *contrôle exclusif de MTV Networks*, qui en a fait une affaire rentable dès l'année suivante. Reçue en 1995 par soixante et un millions de foyers dans trente-sept « territoires », elle dispose d'un potentiel de deux cents millions de téléspectateurs, c'est-à-dire plus qu'aucune autre chaîne en Europe. *Elle couvre la totalité* du continent, y compris la Turquie, le centre de la Russie et le Proche-Orient. Depuis le 3 juillet dernier, les émissions de MTV Europe et de UH1 sont cryptées sur les satellites Astra et Eutelsat. Mieux, depuis la fin juillet, ces programmes sont retransmis en numérique pour les *têtes de réseaux câblés* européens. Au départ, ces derniers pouvaient la capter gratuitement, mais, compte tenu de son succès auprès des abonnés, elle exige désormais une redevance.

L'un après l'autre, tous les pays ont accepté de payer, sauf – pour le moment – le Benelux et l'Irlande. En Italie, en Grèce, en Turquie, en Israël, au Liban et en Europe de l'Est, elle a passé des accords avec des chaînes « locales » qui rediffusent des blocs de programmes de six à douze heures par jour. En Russie, elle travaille en association avec la société Biz Enterprises, qui propose une sélection de ses programmes sur la chaîne 6.

Une « euro-identité » en langue anglaise ?

DANS ses bureaux londoniens, MTV Europe *emploie trois cents* personnes de dix-neuf nationalités, sous la direction d'un Américain. L'effort d'adaptation au marché européen est indéniable, mais donne des résultats ambigus. MTV Europe parle anglais et diffuse toutes les émissions-phares de MTV USA avec un peu de retard. Mais, à certaines heures, l'ambiance qui prévaut sur la chaîne est un mélange déroutant. Les animateurs anglais sont, bien sûr, très anglais. Les autres, allemands, néerlandais ou espagnols, proposent des *imitations* laborieuses *et parfois* maladroites des VJ américains. Les nombreuses vidéos de groupes britanniques distillent une atmosphère étouffante, décadente, parfois vénéneuse, qui contraste avec la force juvénile et l'insouciance débridée des vidéos américaines.

Au total, MTV Europe apparaît comme une version édulcorée de MTV USA, plus calme, plus sage, moins provocante. Ses « news » ressemblent souvent à des flashes d'information ordinaires, et, dans ses campagnes contre le racisme, pour la prévention du sida ou la protection des animaux, elle tombe fréquemment dans la pensée « politiquement correcte » à la manière britannique. Les annonceurs européens sont évidemment intéressés par ce nouveau média d'envergure continentale, mais ils n'ont pas encore adopté les stratégies « globales » des Américains. *Les programmes de MTV Europe sont* donc parsemés de publicités en allemand, en néerlandais ou en suédois, dont la qualité visuelle tranche durement avec le reste de la grille.

Malgré tout, de ce pot-pourri se dégage peu à peu un esprit se voulant « paneuropéen ». MTV Europe est la seule chaîne s'adressant systématique*ment à la jeunesse de tous les pays du* continent. Les VJ parlent en direct avec leurs admirateurs de Madrid et d'Helsinki, qui semblent soudain tout proches. Les horaires des programmes sont affichés à l'écran avec des sigles indiquant les fuseaux horaires, ce qui donne l'impression fugitive que le Vieux Continent est un seul grand pays, comme les États-Unis.

A l'occasion des élections au Parlement européen de 1994, MTV Europe a lancé une campagne pour inciter les jeunes de l'Union européenne à participer au scrutin – « *Vote Europe* », imitation de « *Choose or Lose* » en plus sérieux – et a obtenu la participation de nombreux candidats et responsables politiques, dont M. Jacques Delors. Dans la foulée, la chaîne a aussi servi de tribune à d'autres dirigeants désireux de débattre avec la jeunesse européenne, de M. Mikhaïl Gorbatchev à Mme Tansu Ciller. Ainsi, MTV est peut-être en train de poser les premières pierres d'une future « euro-identité » artificielle, qui se bâtirait en langue anglaise, sous l'égide des Anglo-Saxons, et *utiliserait la culture* populaire américaine comme ciment et dénominateur commun.

Elle fait confiance, pour cela, à un autre célèbre dicton d'outre-Atlantique : « *Rock and roll is here to stay* », le rock est éternel.

YVES EUDES.

(1) Lire à ce propos « It's an MTV world », *Newsweek*, 24 avril 1995.

(2) « How MTV plays around the world », *New York Times*, 7 juillet 1991.

(3) « New MTV Asia tunes itself to audience taste », *The Straits Times*, Singapour, 30 juin 1995.

Calendrier des fêtes nationales

1er - 31 août

1er BÉNIN	Fête de l'indépendance
1er SUISSE	Anniv. de la Confédération
6 BOLIVIE	Fête de l'indépendance
6 JAMAÏQUE	Fête de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Fête de l'indépendance
10 ÉQUATEUR	Fête de l'indépendance
11 TCHAD	Fête de l'indépendance
15 CONGO	Fête de l'indépendance
17 GABON	Fête de l'indépendance
17 INDONÉSIE	Fête de l'indépendance
19 AFGHANISTAN	Fête de l'indépendance
24 UKRAINE	Fête nationale
25 URUGUAY	Fête de l'indépendance
27 MOLDAVIE	Fête nationale
31 MALAISIE	Fête de l'indépendance
31 TRIN.-ET-TOBAGO	Fête de l'indépendance

LA PLUS OBSCURE

Fin de règne en

(Suite de la première page.)

Le cheikh Salman El Awdah aime répéter ces paroles d'un poète saoudien :

Ils ont interdit l'écriture et la parole. Tais-toi ! Et que l'injustice demeure

Si la langue se meut, elle brûlera dans le feu comme un papillon

Car l'opinion est devenue une ordure que l'on cache et jette à la poubelle

La parole est devenue un crime. Gare à l'instigateur de discussion (1).

A l'aube du jour suivant, la police l'arrête et procède à son incarcération et à celle de plusieurs dizaines de ses partisans. La caméra suit les manifestants qui déferlent sur la ville. Durant plusieurs semaines, les affrontements se poursuivront, notamment aux abords des mosquées. Un an après l' « insurrection de Bourayda », le cheikh El Awdah est toujours derrière les barreaux. Si la monarchie s'est décidée à frapper, c'est que la contestation islamiste, qu'elle espérait contenir, n'a cessé de gagner du terrain (2). En septembre 1992, 107 personnalités adressaient un mémorandum (non public) de quarante-cinq pages au cheikh Abdelaziz Ben Baz, le plus haut dignitaire religieux du royaume. Bien que ne s'attaquant pas directement à la personne du roi, les signataires avançaient des revendications révolutionnaires : égalité de tous devant la loi, responsabilité des officiels, élimination de la corruption et de l'usure, redistribution des richesses, renforcement de l'armée et de l'indépendance nationale, restriction des pouvoirs de la police. Ces demandes se mêlaient à d'autres, empreintes d'un grand rigorisme musulman : renforcement des cours de religion dans les universités, interdiction d'enseigner les doctrines occidentales, censure des télévisions et des programmes étrangers, etc.

Le traumatisme de la guerre du Golfe

ENCORE plus que leur plate-forme, c'est l'origine des signataires qui inquiète les autorités : 72 % des pétitionnaires sont originaires de la région du Nejd ; la moitié d'entre eux sont des hommes de religion (3). Or, en Arabie saoudite, depuis les origines, l'alliance entre la famille El Saoud – dont la base tribale est le Nejd – et les oulémas – issus notamment de la famille de Mohamed Ibn Abdel Wahhab, fondateur du wahhabisme, une doctrine puritaine – est le fondement même du pouvoir.

Dans les années 50 et 60, des mouvements d'opposition ont défié la monarchie : ils ont trouvé appui dans la minorité chiite ou dans les provinces périphériques ; ils se sont appuyés sur les idées socialistes ou nationalistes arabes. Chaque fois, le régime les a terrassés en s'appuyant sur la fidélité de la population du Nejd et en brandissant bien haut, avec l'aide des oulémas, la bannière de l'islam. Aujourd'hui, c'est parmi les oulémas que s'exprime, au nom d'un islam purifié, le plus fort mécontentement ; c'est parmi les habitants du Nejd que celui-ci rencontre l'écho le plus large.

Le passage à une contestation publique entraîna une radicalisation de l'affrontement entre le pouvoir et les rebelles. Le 3 mai 1994, six personnalités religieuses et intellectuelles lancent un défi sans précédent au roi Fahd. Dans un pays où toute activité politique est bannie, elles annoncent publiquement la création du Comité pour la défense des droits légitimes (plus connu sous ses initiales anglaises, CDLR), pour *« aider à supprimer l'injustice, soutenir les opprimés, défendre les droits qui ont été donnés à l'homme par la* charia ». Leur action, devaient-elles expliquer, était dictée par la volonté d'*« arrêter l'engrenage de la détérioration qui pousse la société vers le chaos. La tendance réformiste, sur un projet modéré et équilibré* (...), *est la seule solution de rechange aux méthodes de la violence. »*

Cette modération n'atténue pas l'ire royale. Dans les jours qui suivent, les organisateurs sont démis de leurs postes dans la fonction publique, interrogés, arrêtés. Quelques mois plus tard, leur porte-parole, M. Mohamed El Masra'i, passe clandestinement la frontière yéménite puis se rend à Londres, où il arrive en avril 1994 et demande l'asile politique. Ni les pressions de Ryad ni les manœuvres du gouvernement conservateur britannique n'ont réussi, pour l'instant, à le faire expulser.

Dans un immeuble de trois étages, dans le nord de Londres, ce professeur de physique, barbe noire et sourire avenant, accueille journalistes et sympathisants. C'est ici que sont rédigés les communiqués du CDLR. Les informations sur la répression, sur les turpitudes de la famille royale, sur sa soumission au diktat étranger inondent l'Arabie saoudite, par télécopie ou à travers le réseau Internet. Formé en Occident, M. Mohamed El Masra'i parle des heures durant, s'interrompant seulement pour la prière.

« Le niveau d'éducation en Arabie s'est élevé, l'analphabétisme est tombé en dessous de 35 %, moins qu'en Égypte. Dans chaque maison il y a quelqu'un qui sait lire ; tout le monde a la radio et écoute les stations étrangères : les gens font même la différence entre la BBC, dont ils critiquent le parti pris, et la radio hollandaise, plus objective. On compte entre 100 000 et 600 000 antennes paraboliques, la loi les interdisant n'ayant pas été appliquée pour l'instant. Qui peut endiguer le flot de l'information ? »

Pour la société, la guerre du Golfe a représenté un irréparable traumatisme. La présence de 500 000 soldats étrangers sur la « terre sainte de l'islam », l'incapacité du royaume à se défendre seul malgré les dizaines de milliards de dollars engloutis pour l'achat d'armes de haute technologie, la destruction systématique de l'Irak par les armées alliées ont suscité des interrogations dans une population très nationaliste – parfois à la limite de la xénophobie – et très religieuse. *« Partout on discutait, on débattait, on avait l'impression de se réveiller,* se souvient M. Masra'i. *Mais les gens ont eu peur de Saddam Hussein ; ils se sont regroupés autour du roi, même les islamistes. Je ne partageais pas cette orientation. »*

Une certaine nostalgie du temps ancien où dominait le principe de la consultation *(choura)* est perceptible chez nombre d'opposants, même chez M. Masra'i, qui prône, aujourd'hui, le multipartisme. *« Dans les années 60, les professeurs de l'Université étaient régulièrement consultés par le gouvernement. Toutes les semaines ou presque, nous recevions des projets de loi et on sollicitait notre opinion. Nous répondions ou non, selon notre qualification et notre intérêt. Cet usage a disparu avec le roi Fahd. »*

Pourtant, la société fonctionne parfois de manière très « archaïque », mais efficace. Les conseils des princes les plus puissants sont un moyen opérant pour les maîtres du pays de distiller les informations sensibles. *« Chacun de ces* majlis, raconte M. Masra'i, *peut compter jusqu'à cinquante membres, chaque tribu étant représentée. On y discute les affaires courantes. Si le roi veut critiquer les Palestiniens, il ne peut pas le faire ouvertement, mais, à travers ces conseils, il fait circuler le bruit que les Palestiniens sont responsables de leur situation car ils ont vendu leurs terres aux juifs. En deux ou trois jours, tout le monde est au courant. Un jour, le roi Fayçal* [1964-1975] *a reçu le Dr Henry Kissinger, en visite officielle ; grâce aux* majlis *des princes, il a informé la population que le conseiller du président américain avait été mal reçu par lui. »*

Longtemps, les gens ont cru aux démarches individuelles pour améliorer leur situation, reconnaît un autre opposant, M. Khaled El Fawwaz, directeur du Advice and Reformation Committee, une organisation plus radicale que le CDLR et dont l'un des dirigeants, l'homme d'affaires Oussama Ben Laden, fut le premier Saoudien à être déchu de sa nationalité, en février 1994. *« Dans les années 70, il était encore difficile d'organiser des actions collectives. Les officiels, même le roi, tenaient des réunions hebdomadaires publiques où ils recevaient les doléances individuelles. Ils faisaient des promesses. »*

Mais la société saoudienne traditionnelle a connu, à partir de 1973 et du boom pétrolier, un bouleversement qui a ébranlé les assises traditionnelles du pouvoir. En 1970, 26 % de la population vivaient dans les villes ; ce sont 73 % en 1990. La mortalité infantile, qui était de 118 pour mille au début des années 80, est tombée à 21 pour mille en 1990. Alors qu'en 1960 2 % seulement des filles entraient à l'école, en 1981 ce taux grimpait à 41 % et dépassait 80 % dix ans plus tard (4). Elles représentent même la majorité des diplômés. Il est vrai qu'elles restent exclues de certains enseignements : métiers d'ingénieur, journalisme, architecture, etc., et que le marché du travail leur est pratiquement fermé. Leur confinement dans le milieu familial, notamment dans la région du Nejd, reste sans équivalent dans le monde musulman : en Iran, par exemple, les femmes ont accès à presque toutes les charges de l'État, y compris aux postes de ministre.

Contestation des jeunes diplômés

PLUS urbanisés et mieux éduqués que leurs parents, moins soumis aussi à la pesanteur des relations tribales mais coupés de leurs racines, les jeunes ont cru que leur sort serait meilleur que celui de leurs aînés, que l'enrichissement du royaume leur assurerait une vie facile. Rejetant le travail manuel, assuré par les immigrés arabes ou asiatiques, même les étudiants issus d'une famille modeste aspiraient au moins à un travail bien rémunéré dans la haute administration. Or la forte augmentation du nombre d'étudiants – favorisée par un taux de natalité parmi les plus élevés de la planète – s'est accompagnée d'une baisse sensible du niveau, provoquée par l'apparition – comme dans d'autres pays arabes – de « lumpen-étudiants », sans vraies qualifications (5). L'essor des universités islamiques dans les années 70 a jeté sur le marché de la pensée religieuse des milliers d'oulémas, plus ouverts sur un monde musulman en pleine effervescence et capables de contester les dirigeants traditionnels. Enfin, la crise financière, qui atteint le royaume au début des années 80, frappe les nouvelles générations : dès 1986, l'État ne peut plus assurer un emploi à tous les diplômés.

« L'Arabie saoudite fut, brièvement, un pays riche. » En une phrase, *The Financial Times* (6) résumait, à la fin de 1993, l'opinion des milieux d'affaires britanniques et occidentaux. Classé désormais par la Banque mondiale comme *« un pays à revenu moyen »*, l'Arabie saoudite, premier exportateur de pétrole du monde, devrait, selon le quotidien de la City, *« subir une opération chirurgicale majeure »*.

Cette appréciation très sombre était confirmée quelques mois plus tard par le Fonds monétaire international (FMI) : en l'absence de réformes structurelles, le déficit courant continuerait d'augmenter et la dette gouvernementale atteindrait, en 1998, 77 % du produit national brut. Le FMI appelait donc à *« la réduction des dépenses improductives, à la réorganisation des dépenses publiques et à des mesures supplémentaires pour augmenter durablement les revenus non pétroliers »*.

Durant la première moitié de l'année 1995, la situation s'est légèrement améliorée : la production d'or noir a pu se maintenir à 8,17 millions de barils par jour durant les quatre premiers mois – contre 5,6 millions au début de 1990 – et les prix ont augmenté de 20 % par rapport à la même période de l'an dernier. La diminution des importations a commencé à faire sentir ses effets. Le gouvernement a pu rembourser sa dette extérieure – dont le service avait représenté, en 1994, près de 10 % des exportations de biens et de services.



TOM MARTWELL - SABA/REA

MURAL À MOTIF RELIGIEUX, DJEDDAH
Les oulémas, cœur de l'opposition

(1) Abdallah Hamid El Hamid, écrivain et chargé de cours à l'université de Ryad, a été arrêté en 1993 ; il a été libéré, selon Amnesty International, *« après avoir signé l'engagement de renoncer à toute activité politique considérée comme hostile au royaume »*. Son poème s'intitule : *Ils ont interdit la parole.*

(2) Sur le développement de l'opposition islamiste au lendemain de la guerre du Golfe, lire Alain Gresh, « Les nouveaux visages de la contestation islamique en Arabie saoudite », *Le Monde diplomatique*, août 1992.

(3) 50 % aussi possèdent un doctorat universitaire. Lire R. Hrair Dekmejian, « The Rise of Political Islamism in Saudi Arabia », *Middle East Journal*, Washington, vol. 48, nº 4, automne 1994.

(4) *Saudi Arabia, A Country Study*, Federal Research Division, Librairie du Congrès, Washington, 1993.

(5) Lire Mordechai Abir, *Saudi Arabia. Government, Society and the Gulf Crisis*, Routledge, Londres, 1993, pp. 15-23.

(6) *The Financial Times*, Londres, 22 décembre 1993.

Bourreaux et censeurs

« DES *rapports crédibles confirment que les autorités continuent de torturer et de maltraiter les détenus, nationaux et étrangers. Une méthode courante est de les battre, notamment sur la plante des pieds pour provoquer une violente douleur (méthode de la* fallaqa). *Les prisonniers sont aussi privés de sommeil* (1). » Comme chaque année, le rapport annuel du département d'État américain sur les droits de l'homme n'épargne pas l'« ami saoudien ».

Dans le royaume, toute pensée indépendante est interdite. *« Les libertés académiques sont restreintes,* soulignent les rapporteurs. *Les autorités interdisent l'étude de l'évolution, de Freud, de Marx, de la musique et de la philosophie occidentales.* (...) *Le gouvernement censure toute forme publique d'expression artistique. Il interdit les cinémas, le théâtre et la musique dans les lieux publics, à l'exception du folklore. »* La prohibition des salles de cinéma est, sans aucun doute, une exclusivité mondiale saoudienne.

Le département d'État confirme ce que toutes les chancelleries occidentales savent depuis longtemps : le royaume wahhabite est celui de tous les abus, dont sont victimes en premier lieu les étrangers venant du tiers-monde.

Mohamed Kamel est un médecin égyptien qui est allé chercher fortune dans la province saoudienne de Kassem. Un jour, son fils de sept ans rentre de l'école en larmes : il a été violé par le directeur. Mohamed Kamel fait constater les sévices, dépose plainte et... est arrêté. Il croupit en prison, jusqu'à ce que le président égyptien Hosni Moubarak obtienne du roi Fahd qu'il soit amnistié et expulsé le 25 mai 1995. Mais, à la veille de son départ, le médecin est amené sur une place publique et, devant les enfants de toutes les écoles rassemblés par le directeur, véritable coupable qui n'a pas été inquiété, on lui inflige quatre-vingts coups de fouet. L'affaire fait grand bruit en Égypte : les protestations fusent, les organisations des droits de l'homme se mobilisent, la presse dénonce ce traitement inique (2). Les autorités saoudiennes se contenteront de répliquer : *« Nous avons appliqué la* charia. »

Dans un communiqué sur cette affaire, le Comité de défense des droits légitimes (opposition saoudienne, Londres) dénonce la sujétion de la justice à la famille royale. *« Les punitions que le régime prétend justes ne sont appliquées qu'aux faibles* (...). *Beaucoup de princes ont tué, violé, attaqué des gens et les victimes ont été obligées de retirer leurs plaintes* (3). » *« Les membres de la famille royale et d'autres puissantes familles,* confirme le rapport du département d'État, *ne sont pas soumis à la même loi que les citoyens ordinaires. Les juges n'ont pas le pouvoir de les assigner devant les tribunaux. »*

Le 15 mai 1993, Amnesty International s'inquiétait de l'effroyable recrudescence des exécutions publiques, *« à l'issue de procès grossièrement inéquitables »*. Entre le 15 mai 1992 et le 15 mai 1993, 105 personnes avaient été exécutées (quatre fois plus que l'année précédente). En 1995, ce nombre sera vraisemblablement dépassé : 90 exécutions ont eu lieu en trois mois, du 20 janvier au 19 avril. La plupart des condamnés, comme la plupart de ceux à qui on coupe une main, sont des travailleurs étrangers accusés de trafic de drogue ou de vol.

Said El Bichi est le bourreau de la province de La Mecque. Il reconnaît avoir décapité plus de 600 condamnés à mort et avoir tranché la main à plus de 90 voleurs. *« L'expérience la plus étrange et la plus difficile,* se souvient-il, *s'est déroulée à La Mecque, quand j'ai dû exécuter deux hommes qui avaient tué l'un de leurs collègues.* (...) [Nous nous trouvions] *sur Sahat El Adl* (place de la justice), *en face de la mosquée. Après la proclamation de la condamnation à mort, j'ai tranché le cou du premier criminel. Sa tête s'est détachée d'un seul coup ; elle est tombée juste sous les yeux du second. Quand je me suis approché de ce dernier, il m'a jeté un regard étrange, mais je n'ai ressenti aucune pitié pour lui, car c'était un criminel qui méritait le châtiment. Je lui ai donné un coup* (de sabre) *et il s'est écroulé sur le sol. Le médecin l'a examiné et a déclaré qu'il était mort. »* En fait, il n'en était rien, *« mais le condamné était tellement choqué par la vue de la tête de son collègue que son cœur s'était arrêté de battre pendant quelques instants. »* Il a donc fallu l'achever. *« Dans certains cas,* précise le bourreau, *il faut deux coups pour qu'ils meurent et, très rarement, trois* (4). »

Depuis le développement de la contestation islamiste, *« le gouvernement a pris des mesures pour restreindre le flux d'informations »*, remarque le dernier rapport de l'organisation Human Rigths Watch (5). *« Plusieurs communiqués du ministère de l'intérieur ont mis en garde les citoyens et les résidents contre toute critique de* « la politique intérieure, étrangère, financière, médiatique ou dans tout autre domaine » *de l'État ou contre le fait de* « communiquer avec qui que ce soit à l'étranger ou avec un activiste à l'intérieur, par téléphone ou télécopie » (...). »

APRÈS avoir relevé les multiples restrictions imposées aux journalistes, et notamment le refus presque systématique d'accorder des visas, les rapporteurs décrivent le formidable appareil médiatique désormais contrôlé par les capitaux saoudiens :

« En 1994, le gouvernement a étendu son influence déjà considérable sur des médias internationaux et régionaux majeurs. Les membres de la famille royale et leurs proches associés avaient déjà acquis des entreprises-clés comme l'agence United Press International, Al Hayat, *un des quotidiens principaux du Proche-Orient, et MBC, un réseau de télévision par satellite émettant depuis Londres. Le ministère de l'information saoudien a signé un accord avec Radio Monte-Carlo-Proche-Orient, une source d'informations majeure dans le royaume, afin de populariser les éléments positifs de la politique gouvernementale. En novembre 1993, MBC a acquis le Arab Network of America (ANA), un réseau radio et télé jusque-là privé, qui couvre la plupart des grandes métropoles américaines. Dans le mois qui suivit le changement de propriétaire, ANA suspendit, censura ou annula plusieurs programmes jugés critiques à l'égard de l'Arabie saoudite. En 1994 également, British Broadcasting Corporation (BBC) annonça un plan pour lancer un service de télévision en langue arabe avec l'appui financier d'un membre de la famille royale dont la compagnie aura un droit exclusif de retransmission de ce programme en Arabie saoudite. »* Faut-il encore s'étonner que la critique du royaume wahhabite rencontre rarement un large écho dans les médias de masse ?

Et, le 20 juillet, M. Silvio Berlusconi a cédé 4,1 % du capital de son groupe Fininvest au prince saoudien Al Walid Ben Talal...

A. G.

(1) *Saudi Arabia Human Rights Pratices, 1994*, département d'État, Washington, février 1995.

(2) Lire notamment *Al Moharer*, Paris, 5 juin 1995.

(3) Communiqué nº 36, Londres, 4 juin 1995.

(4) Cité par Amnesty International, *Arabie saoudite : recrudescence des exécutions publiques*, Londres, 15 mai 1993. Lire également le chapitre sur l'Arabie saoudite dans le *Rapport annuel 1995* d'Amnesty International.

(5) *Human Rights, Watch World Report 1995*, New York, 1995. Sur la politique médiatique de l'Arabie saoudite, lire aussi René Naba, « La guerre des ondes dans l'espace euro-méditerranéen », *Al Moharer*, supplément en français, Paris, 3 juillet 1995.

DES DICTATURES

Arabie saoudite

Cette embellie dépend étroitement de l'état des cours pétroliers, car l'or noir représente toujours plus de 90 % du total des exportations. Tout retour, même partiel, de l'Irak sur le marché ébranlerait les finances du royaume et, sans doute, la monarchie. On comprend la détermination de Washington et de Riyad à bloquer la levée des sanctions qui frappent M. Saddam Hussein.

Mais la stabilité financière est-elle envisageable pour un pays qui consacrera en 1995 un tiers des dépenses budgétaires à l'armée et à la sécurité ? Sous la pression des États-Unis, qui, par ailleurs, lui prêchent une austérité sans faille, et des autres pays occidentaux – notamment la France –, soucieux de vendre leurs armements qui ne trouvent plus d'acquéreurs sur un marché mondial en pleine rétraction, le royaume poursuit un programme d'acquisition massive d'une « quincaillerie » bien inutile, comme l'a démontré la guerre du Golfe. D'ailleurs, le nombre d'avions de combat dépasse déjà largement celui des pilotes qualifiés disponibles...

Ces achats sont néanmoins fructueux pour la famille royale, qui touche, sur chaque contrat, 30 % à 40 % de commission. Comme l'écrit Jean-Michel Foulquier, un ancien diplomate français qui fut en poste à Riyad, le prince Sultan, ministre de la défense, *« gère depuis trente ans la partie la plus grasse du budget* (...). *Il s'est réservé la gestion des contrats d'armement* (...). *De ce promontoire stratégique, il veille aux affaires, les siennes d'abord, bien entendu* (7) ». Son fils Khaled, commandant des forces conjointes durant la crise du Koweït, a réussi, durant ce bref laps de temps, à accumuler 3 milliards de dollars. Si, bien rarement, la presse internationale soulève un coin du voile, les scandales sont bien vite étouffés par les gouvernements occidentaux (8).

« Dès que le prince est en possession du souverain pouvoir, prévenait Jean-Paul Marat, un auteur interdit dans le royaume, *ce n'est plus du bien du peuple qu'il est question dans les entreprises publiques, c'est de son autorité, de la dignité de sa couronne, de son orgueil, de ses caprices. Dès lors, il regarde l'État comme un patrimoine, et les deniers publics comme ses revenus ; il trafique des charges, des villes, des provinces ; il vend ses sujets et dispose à son gré de toute la puissance de la nation* (9). »

Les mille et une prébendes servent à maintenir le fabuleux train de vie des cinq mille princes et princesses à l'appétit gargantuesque. « *La fortune du roi Fahd,* poursuit Jean-Michel Foulquier, [était] *estimée à un moment par* Fortune Magazine *à plus de 20 milliards de dollars. Le roi possède, en Arabie, douze palais, dont l'extraordinaire Al Yamamah de Riyad. Le roi s'est fait construire, depuis la guerre du Golfe, un bunker NBC* (protection contre les armes nucléaires, bactériologiques et chimiques) *de plus de 14 000 mètres carrés dont 7 000 mètres carrés habitables, qui comporte* (notamment) *une salle de chirurgie pour opérer à cœur ouvert* (...). *Le souverain possède également plusieurs yachts, dont l'un est estimé à 100 millions de dollars* (10). » Sans compter sa villa à Cannes, celle à Genève, son palais à Marbella, sa propriété dans les Yvelines et, au large de Djeddah, une île artificielle reliée à la terre par autoroute...

L'autre frein à la diminution durable des dépenses de l'État exigée par le FMI est le pacte social qui, depuis les années 60, lie le roi à ses sujets : en échange des moyens de vivre, les citoyens sont tenus d'accepter un statut de soumission. La contestation islamiste rend encore plus difficile la suppression de l'État-providence, suppression qui ne peut qu'accroître le nombre de mécontents.

Immobilisme et gérontocratie

DANS ces circonstances périlleuses, le roi a développé une stratégie à plusieurs niveaux. Il a agité, auprès des opinions et des gouvernements occidentaux, le spectre de la « menace islamiste » pour tenter d'apparaître comme l'indispensable rempart de... la civilisation (11). Dans le pays même, il a renforcé le contrôle politique sur les hommes de religion. En novembre 1992, il a réorganisé le conseil des grands oulémas, dont sept membres ont été exclus pour avoir refusé de condamner la missive des contestataires du mois de septembre. Et il a créé, en octobre 1994, un Conseil suprême pour les affaires islamiques présidé par le prince Sultan (12).

Il a également tenté des ouvertures à l'égard de certains contestataires. A l'automne 1993, un compromis fut trouvé avec l'opposition modérée chiite : tous les prisonniers de cette tendance ont été libérés en juillet. Basée à Londres, publiant une excellente revue intitulée *El Jazirah El Arabiyah* (La péninsule arabe), elle a suspendu ses activités, et plusieurs de ses membres sont rentrés au pays. Mais les chiites – environ 10 % de la population – restent profondément méprisés. Si la situation matérielle de leur région – l'Est, où se concentrent les principales ressources pétrolières – s'est améliorée, ils demeurent des citoyens de seconde zone. De nombreux postes, notamment dans l'armée, leur sont interdits. Ils ne peuvent pratiquer leur foi en toute liberté. On compte un seul chiite sur les soixante membres du conseil consultatif nommés en 1993.

Pour tous ceux qui, comme le cheikh El Awdah, refusent de rentrer dans le rang, une seule réponse s'impose : la répression et l'utilisation de méthodes proprement moyenâgeuses *(lire ci-dessous). « Les fleuves courent se mêler dans la mer, les monarchies vont se perdre dans le despotisme »*, prévenait Montesquieu.

Elles peuvent aussi sombrer dans l'immobilisme et la gérontocratie. Le 10 avril 1995 tombait sur les téléscripteurs une dépêche de l'agence saoudienne de presse. *« Le roi Fahd Ben Abd El Aziz, le serviteur des deux lieux saints* (La Mecque et Médine), *a téléphoné à son altesse royale Abdallah Ben Abd El Aziz, le prince héritier et le commandant de la garde nationale, hier dimanche, pour s'enquérir de sa santé à la suite d'une légère indisposition due à une grippe. »* Dans un pays où tout ce qui touche à l'information relève des plus hautes autorités, où les médias annoncèrent l'invasion irakienne du Koweït avec plusieurs jours de retard, où la santé des dirigeants relève du secret d'État, une telle dépêche, très inhabituelle, ne pouvait qu'alimenter les rumeurs sur la succession.

Officiellement, les choses sont claires : à sa mort, le roi Fahd, âgé actuellement de soixante-quatorze ans, sera remplacé par son demi-frère, le prince Abdallah, commandant de la garde nationale, âgé de soixante-douze ans. Le troisième dans la ligne de succession est le prince Sultan, chef des armées, âgé de soixante et onze ans. De nombreux signes ont confirmé l'existence d'une sourde rivalité, à la fois personnelle et politique, entre le prince Abdallah et ceux qu'on appelle le « clan des sept », les Soudeyri, c'est-à-dire les sept fils du fondateur de la monarchie, Abdelaziz Ibn Saoud, nés de la même mère, parmi lesquels, notamment, le roi Fahd, Sultan, Nayef, le ministre de l'intérieur, et Salman, le gouverneur de Riyad. Pourtant, dans les conditions actuelles et à moins d'un accident de santé, l'ordre de succession semble difficilement modifiable. Pour l'opposition, qui évite d'attaquer Abdallah, considéré comme moins inféodé aux États-Unis (13), et concentre ses critiques sur le clan des Soudeyri, le principal héritier aurait, finalement et après bien des hésitations, reçu l'adoubement américain.

Plus que les querelles internes, c'est l'âge des dirigeants qui risque d'obérer les années à venir et d'accélérer la fin de la monarchie. Derrière la façade rutilante des pétrodollars, la maison des El Saoud subit déjà les assauts des forces qui ont juré sa chute.

ALAIN GRESH.

(7) Lire Jean-Michel Foulquier, *Arabie saoudite, la dictature protégée*, Albin Michel, Paris, 1995, p. 41.

(8) Ainsi, une commission officielle britannique, créée en 1989 pour enquêter sur les commissions touchées par la famille royale saoudienne sur le contrat de plusieurs dizaines de milliards de livres d'armement – le contrat El Yamamah, signé en septembre 1985 par Mme Margaret Thatcher, pour une période de vingt ans et qui porte notamment sur la fourniture de plusieurs dizaines d'avions de combat Tornado – décidait de ne pas publier son rapport. La presse évaluait à 30 % le montant des commissions versées (*Lire, par exemple, The Independent,* du 13 mars 1992.)

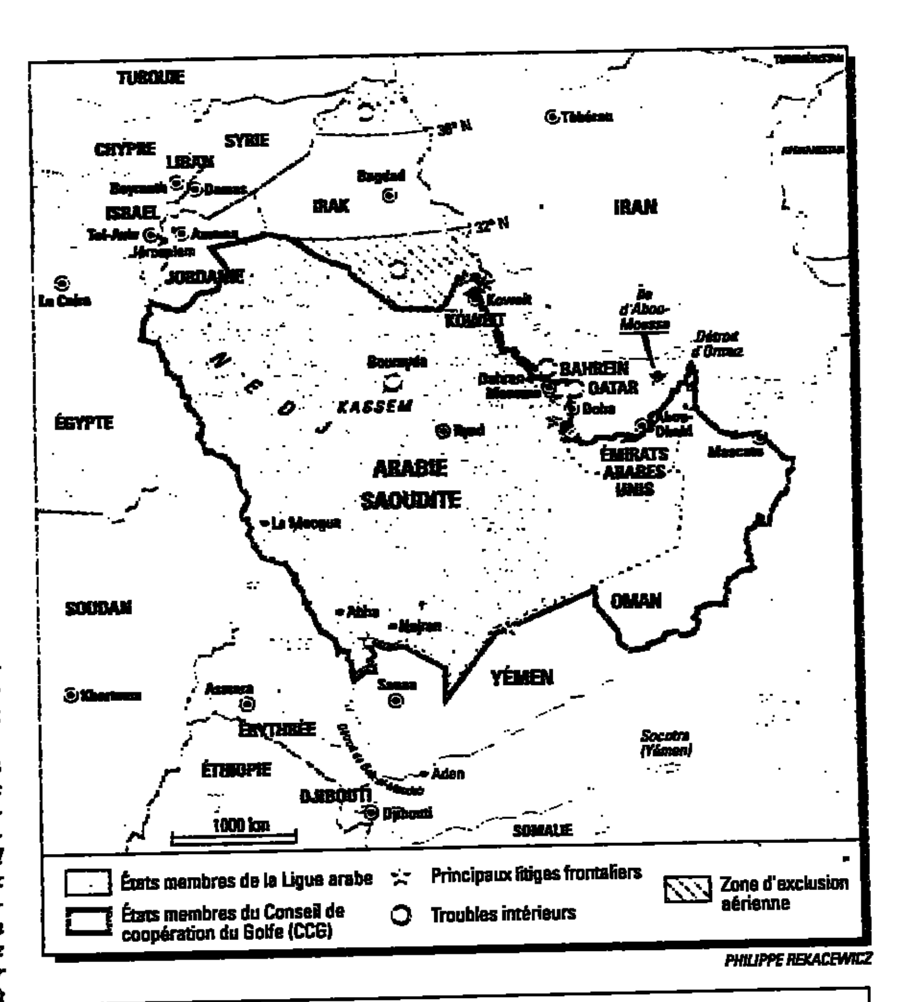
(9) Jean-Paul Marat, *Les Chaînes de l'esclavage*, Pôle Nord, Bruxelles, p. 4579.

(10) Jean-Michel Foulquier, *op. cit.*, pp. 35-36.

(11) Le pouvoir pourrait même vouloir agiter la « menace terroriste ». En septembre 1994, après l'arrestation du cheikh El Awdah, un communiqué des Bataillons de la foi avait menacé les institutions occidentales et les dignitaires du régime. Le 10 avril 1995, une autre organisation inconnue, le Mouvement islamique pour le changement, branche du Djihad dans la péninsule arabe, donnait jusqu'au 28 juin aux forces occidentales pour évacuer la région. Aucun de ces deux communiqués n'a débouché sur des actions.

(12) Lire notamment « Religion et Finance », *Issues*, Paris, nº 11, octobre 1994. Le roi a également décidé que tous les fonds collectés pour soutenir des musulmans à l'étranger transiteraient par un comité présidé par le prince Salman, son frère, par ailleurs gouverneur de Riyad : lire *The Guardian*, Londres, 5 mai 1993.

(13) Le prince Abdallah a une réputation, qu'il cultive, de nationaliste arabe ; on lui prête des réticences face à l'intervention massive occidentale durant la guerre du Golfe. Il a aussi des relations soutenues avec les dirigeants syriens. Il faut toutefois noter que la garde nationale, qu'il commande, véritable garde prétorienne – et tribale – du régime, a été modernisée dans les années 80 par les États-Unis et que de nombreux conseillers américains continuent de l'encadrer.



PHILIPPE REKACEWICZ

« LA DICTATURE PROTÉGÉE »

Un débat interdit

IL a fallu la chute du chah d'Iran, en 1979, pour qu'une discussion sérieuse s'engage à Washington sur l'aide massive apportée, durant des décennies, à ce pays par les États-Unis. Il a fallu l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, pour que les Occidentaux, et notamment la France, commencent à s'interroger sur le soutien inconditionnel apporté au président Saddam Hussein dans les années 80. Quand pourra-t-on enfin ouvrir le débat sur la politique à l'égard de la famille royale saoudienne ? Après quelle nouvelle révolution islamiste, après quelle nouvelle guerre ?

Le mérite d'*Arabie Séoudite, la dictature protégée* (1), un livre de Jean-Michel Foulquier, diplomate français qui fut en poste à Riyad, est de tirer la sonnette d'alarme avant qu'il ne soit trop tard. *« L'immobilisme actuel,* insiste l'auteur dans sa conclusion, *surtout s'il continue à se conjuguer avec la crise financière, n'est pas rassurant pour l'avenir du pays* (...) *« La fête est finie ! » L'inconvénient est que le maître de maison ne semble pas en être conscient. Les États-Unis et, si elle en a le pouvoir, l'Europe seraient bien avisés d'encourager la direction de ce pays d'aller de l'avant sur le chemin de la réforme. Lorsque rien ne bouge, tout peut bouger ... »*

Pourquoi alors ce silence de l'Occident ? Jean-Michel Foulquier évoque un *« contrat tacite » : « L'Arabie partage ses trésors et se porte garante d'une politique de prix pétroliers raisonnables* (...) *En contrepartie, elle bénéficie de la protection de l'Occident et de sa compréhension en matière de droits de l'homme. »*

Une appréciation sévère mais qui est confirmée par M. James Schlesinger, qui fut secrétaire américain à la défense : *« Est-ce que nous voulons sérieusement changer les institutions en Arabie saoudite ? La réponse est non. Durant des années, nous avons cherché à préserver ces institutions, parfois de préférence à des forces plus démocratiques qui existent dans la région. Le roi Fahd a affirmé sans ambiguïtés que les institutions démocratiques ne sont pas appropriées pour sa société. Ce qui est intéressant, c'est que nous ne semblons pas être en désaccord avec lui.* (2) »

Ce cynisme sera-t-il payant ? Un proche conseiller financier de la monarchie semblait en douter quand il expliquait, à l'été 1993, alors que Washington multipliait la signature de mirifiques contrats de vente d'armes : *« Les gens pensent que nous avons une mine d'or en Arabie séoudite, que nous pouvons leur vendre de nombreux équipements militaires pour créer des emplois, aider l'économie, aider à la transition des industries de défense après la guerre froide, améliorer notre balance des paiements et rendre l'Arabie séoudite plus sûre*(...). *Je ne crois pas que le gouvernement américain sache ce qu'il fait quand il gave d'armes les gorges séoudiennes. Il oublie que nous créons ainsi de l'instabilité* (3). » « *Ce pourrait être,* concluait-t-il, *le plus grand risque pour la sécurité de l'Arabie séoudite »*, car nous donnerions ainsi des munitions aux fondamentalistes islamistes.

PAR leur stratégie de « double endiguement » qui vise à isoler l'Iran et l'Irak, les États-Unis se sont placés dans une totale dépendance à l'égard du pétrole saoudien. Ils n'ont pas d'autre choix que la défense inconditionnelle de la famille régnante. La France et l'Europe, qui ont refusé de suivre Washington dans cette voie, se trouvent dans une meilleure position pour accepter enfin le débat public, longtemps interdit, sur les liaisons dangereuses de l'Occident avec la dictature séoudienne, auquel nous engage l'ouvrage de Jean-Michel Foulquier.

A. G.

(1) Jean-Michel Foulquier, *Arabie Séoudite, la dictature protégée*, Albin Michel, Paris, 1995, 206 pages, 89 F. Une édition en arabe vient d'être publiée par Midwest, 90, rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret.

(2) James Schlesinger, « Quest for a Post-Cold World Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Washington, vol. 27, nº 1, 1992-1993.

(3) *New York Times*, 23 août 1993, cité par William D. Hartung, « Nixon's Children. Bill Clinton and the Permanent Arms Bazaar », *World Policy Journal*, New York, vol XII, nº 2, été 1995.

La paix avec Israël ?

LES négociations de paix israélo-arabes représentent un défi majeur pour le régime saoudien. Pressée par Washington de normaliser ses relations avec l'État hébreu, la famille royale est en partie prisonnière d'une rhétorique vieille de plusieurs dizaines d'années et qui tient plus de l'antisémitisme religieux que de la lutte politique. Comme le note un observateur, *« à tous les niveaux de la société saoudienne, il existe une antipathie viscérale à l'égard d'Israël qui unit toutes les couches du royaume* (1) ». Depuis la signature de la Déclaration de principes entre Israël et l'OLP, le 13 septembre 1993, la monarchie s'engage donc avec une grande prudence sur le chemin miné de la paix.

En décembre 1994, le cheikh Abdelaziz Ben Baz, qui a accédé à la charge de grand moufti du royaume le 10 juillet 1993 (2), publie une fatwa. Comme toutes les fatwas de portée politique – rappelons celle justifiant l'appel aux troupes «infidèles » au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak –, ce texte a été imposé par le roi. *« Une trêve avec l'ennemi,* écrit Ben Baz, *qu'elle soit permanente ou provisoire, est acceptable si le souverain la perçoit comme utile au pays. »* Les États arabes peuvent donc *« acheter et vendre, échanger des ambassadeurs avec les juifs »*, et les musulmans peuvent accomplir le pèlerinage à Jéusalem (3). Ce décret entérinait notamment la décision saoudienne de lever le boyçottage secondaire et tertiaire (concernant le commerce indirect) d'Israël.

Ce texte devait provoquer une levée de boucliers. Dans un communiqué publié à Londres le 29 décembre 1994, le Advice and Reformation Committee, une organisation de l'opposition islamiste saoudienne, rappelait une précédente fatwa du même Ben Baz qui stipulait : *« On ne peut arriver à une solution de la question palestinienne que si on la considère comme une question islamique, que si on réussit à unir les musulmans pour la sauver et que si on livre aux juifs un djihad musulman jusqu'à ce que cette terre revienne à son peuple et à ce que les juifs retournent dans leur pays. »*

FORMÉS à ces thèses depuis des décennies, de nombreux prédicateurs officiels ne sont pas loin de partager ce point de vue. Le 10 mai 1995 encore, dans un sermon retransmis par la télévision saoudienne, le cheikh Saleh Ben Mohamed ben Hamid, dans la grande mosquée de La Mecque, a dénoncé l'*« agression traîtresse »* des juifs (en Palestine) : *« Ce qui était vert est devenu sec et l'espoir s'est transformé en désespoir. Ils tuent et torturent selon les méthodes de Pharaon. Nous tuerons leurs enfants, nous jouirons de leurs femmes, nous les conquerrons* (4). »

La détérioration de la situation dans les territoires occupés et l'incertitude sur le résultat des négociations israélo-syriennes ont rendu au roi Fahd une certaine marge de manœuvre. Il a ralenti les contacts secrets avec l'État juif. Il refuse toute normalisation avant la libération des terres arabes occupées. Paradoxalement, un déblocage de l'impasse actuelle en Palestine et dans le Golan risque de murer le souverain dans un inextricable dilemme, dans un choix impossible entre l'allié américain et sa propre opinion publique.

A. G.

(1) *Saudi Arabia Quarterly*, Middle East Economic Digest, Londres, nº 17, juin 1995.

(2) Le poste avait disparu depuis 1969.

(3) Lire *International Herald Tribune*, Paris, 1er février 1995, et *The Guardian*, Londres, 24 mars 1995.

(4) Sermon retransmis par la télévision saoudienne le 10 mai 1995, cité par *Summary of World Broadcasts*, BBC, Londres, 11 mai 1995.

FUNÉRAILLES D'UN MYTHE

La décadence des kibboutz israéliens

PARCE qu'ils célébraient une conception spartiate de la vie, ainsi que le travail manuel, l'organisation collective et la gestion communautaire, les kibboutz israéliens soulevèrent, tout particulièrement dans les milieux progressistes, un formidable enthousiasme. Des volontaires accourus du monde entier y séjournèrent, fascinés par ces phalanstères modernes et leur modèle de convivialité. Mais les temps ont changé, et les eaux glacées du calcul égoïste noient lentement l'idéal de naguère. Le kibboutz agonise. Pourquoi ?

Par AMNON KAPELIOUK *

L'image d'Israël reposait traditionnellement sur quatre institutions : le sionisme, l'armée, les syndicats et les kibboutz. Toutes sont en crise.

L'idéal sioniste a été sérieusement mis à mal par les révélations des « nouveaux historiens » qui accusent le mouvement fondé par Theodor Herzl d'avoir nié et bafoué les droits historiques du peuple palestinien. L'armée est devenue une force d'occupation et de répression arrogante et brutale. La centrale syndicale Histadrout a perdu une grande partie de son influence, et ses anciens dirigeants sont accusés de corruption. Reste le kibboutz (« groupe », en hébreu), colonie collectiviste censée représenter *« la société la plus égalitaire et la plus juste au monde »*. Mais ce mythe fondateur lui-même résiste-t-il à l'analyse ?

Fondés sur les principes de l'égalité totale entre leurs membres, de la propriété commune des biens et de l'exploitation collective des moyens de production, les kibboutz servirent, dès le début du siècle, de fer de lance au mouvement sioniste pour s'implanter en Palestine et favoriser la création d'un Etat juif. Le premier, Degania, fut créé en 1909 lorsque les Turcs administraient encore la Palestine. Le travail productif, les services et l'administration y étaient dirigés collectivement. Plus tard, à l'époque du mandat britannique, on disait avec le sourire, mais à juste titre, que la seule propriété privée du kibboutznik était sa brosse à dents et sa paire de chaussures. Il recevait ses vêtements du magasin collectif ; il prenait ses repas au réfectoire commun.

Le credo dominant était d'esprit communautaire : *« De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »* Le travail manuel primait. Meir Yaari, le chef historique du mouvement Hakibboutz Haartzi et du parti Mapam, avait lancé le mot d'ordre : *« Avant tout : les mains. »* Et, à vrai dire, ceux qui exerçaient des professions non productives – instituteurs, administrateurs, intellectuels, etc. – souffraient d'un complexe d'infériorité... On était membre à part entière d'un collectif autogéré, en aucun cas salarié de celui-ci. L'assemblée générale des membres, qui se réunissait une fois par semaine, fonctionnait comme une démocratie directe et exemplaire.

De nombreux kibboutz furent fondés pendant l'époque du mandat britannique sur la Palestine (1923-1948). Accueillant des immigrants, essentiellement en provenance de l'Europe de l'Est, ils constituèrent, vers la fin de cette période, une pièce très importante du système militaire de la Haganah (l'armée clandestine de la communauté juive). C'est, en effet, en leur sein qu'était formée et entraînée la force de frappe de la Haganah, le Palmakh. Ces villages collectifs avaient aussi une fonction sociale spécifique : aider les immigrants à abandonner les activités traditionnelles des juifs de la diaspora – commerce, finance, intermédiaires, professions libérales, etc. – et participer au travail productif dans l'agriculture et l'industrie *« pour être un peuple comme les autres* (1) *»*.

Cette mission des kibboutz a conféré à leurs membres une place de choix au sein de l'*ishouv* (la communauté juive en Palestine sous mandat britannique). La première Assemblée nationale (Knesset), en janvier 1949, comptait 23 kibboutzniks sur 120 députés. Et, pendant deux ou trois décennies, ils occupèrent des postes importants au sein du gouvernement, de l'armée, de la Histadrout et du mouvement sioniste. Leur influence était infiniment plus importante que leur poids numérique dans la société israélienne.

Les jeunes kibboutzniks se sont toujours portés volontaires au sein des unités d'élite des forces armées. Au cours de la guerre de juin 1967, on compta chez eux 19 % des victimes, alors qu'ils étaient moins de 4 % de la population. Et 12 % de morts lors de la guerre d'octobre 1973.



CAPA - MAGNUM

PLANTATION D'UN ARBRE DANS UN VILLAGE COLLECTIF, 1949
Ils voulaient fonder « la société la plus juste du monde »...

Sur des territoires confisqués

LE kibboutznik se distinguait par son dévouement et son engagement. Cette attitude généreuse n'allait pas sans quelques contradictions inhérentes au sionisme. Ainsi, les pionniers purs et durs n'avaient pas hésité à s'installer, à l'époque du mandat britannique, sur des terres achetées à des propriétaires arabes. Et à accepter qu'en soient évincés les journaliers palestiniens qui y travaillaient. A la suite de la guerre de 1948, d'immenses terrains agricoles, appartenant à des Palestiniens, furent confisqués. Beaucoup de kibboutz n'eurent aucun scrupule à accepter des terres abandonnées par les Arabes, et parfois même des terrains appartenant à des Palestiniens restés en Israël, mais expropriés par l'État hébreu.

L'un des cas les plus exemplaires fut celui des villages de Bir'im et d'Ikrit en Galilée. En 1948, leurs habitants – catholiques de rite oriental – furent, pour des raisons dites « de sécurité », évacués par l'armée, qui leur promit de les ramener *« dans quelques semaines »*. La promesse ne fut pas respectée et les villageois en appelèrent à la Haute Cour de justice, qui leur donna raison ; mais l'armée, faisant fi de cette décision, détruisit, le jour de Noël de 1951, toutes les maisons d'Ikrit, à l'exception de l'église. Le village de Bir'im, lui, fut entièrement rasé en septembre 1953. Cela n'empêcha pas un kibboutz de Hashomer Hatzaïr, qui avait pour devise *« Pour le sionisme, pour le socialisme et pour l'amitié entre les peuples ! »*, de s'installer sur les terres de Bir'im.

La dernière grande vague de création de kibboutz eut lieu en 1952. Installés, en particulier, le long de la frontière de la bande de Gaza – administrée alors par l'Egypte –, ils constituaient une sorte de ligne de défense. Par ailleurs, après 1967, tous les mouvements de kibboutz, sans exception, n'hésitèrent pas à créer des colonies dans les territoires occupés, à Gaza et en Cisjordanie, sur le Golan et au Sinaï. En tout premier lieu les kibboutz travaillistes, mais aussi ceux des mouvements religieux, et même ceux de la gauche sioniste.

Les kibboutz refusaient, traditionnellement, d'embaucher en tant que simples salariés les immigrants arrivés en masse après 1948. Ils leur proposaient de devenir membres du collectif s'ils voulaient y travailler. Cependant, dans les années 60, ils commencèrent à sacrifier ce principe, recrutant des salariés en grand nombre. Premier signe de décadence.

Commence alors la grande mutation : l'agriculture, activité essentielle et « rédemptrice » des kibboutz, cède le pas à l'industrie. Se développent fortement les secteurs du plastique, des conserves alimentaires, de la métallurgie, du bois, du textile, du tourisme, etc. Les kibboutz deviennent des pôles agro-industriels. Au point que, au début des années 90, l'industrie représentait environ 80 % de leurs revenus et 7 % de la production industrielle de l'Etat.

C'est cette industrialisation qui entraîna le recours au travail salarié. La rémunération des ouvriers non qualifiés était faible, et leur niveau de vie sans rapport avec celui, très confortable, des kibboutzniks. D'où des tensions et, en même temps, une sorte d'opposition ethnique, une partie de ces salariés étant des juifs orientaux. Des conflits sociaux, impensables naguère, et même des grèves violentes éclatèrent alors. L'esprit fondateur fit définitivement naufrage au cours des années 80.

Par la suite, des Palestiniens vinrent remplacer en partie les salariés juifs. Et, depuis le bouclage des territoires occupés, en 1994, à la suite des accords d'Oslo, les kibboutz, jetant par-dessus bord leurs anciens idéaux, n'ont pas hésité à recruter des travailleurs de Thaïlande, de Roumanie et d'autres « paradis sociaux », payés une misère, pour remplacer les Palestiniens. Actuellement, deux entreprises de recrutement de main-d'œuvre étrangère pour les kibboutz ont même été spécialement créées. Un autre principe de base a été abandonné : celui du salaire égal pour tous. La nouvelle hiérarchie des rémunérations a entraîné des répercussions considérables sur la vie intérieure des collectifs. Toujours *« de chacun selon ses capacités »* mais plus *« à chacun selon ses besoins »*. Désormais, *« à chacun selon la valeur de son travail »*. Le niveau de vie du kibboutznik est maintenant fixé par sa productivité. La cohésion interne a reçu un coup sévère.

L'impensable est devenu réalité : riches et pauvres cohabitent dans le même kibboutz. Ce système a été introduit, pour le moment, dans quarante kibboutz du mouvement Takam (travaillistes). Le conseil national du mouvement Hakibboutz Haartzi a rejeté, par plus de deux tiers des voix, l'instauration de salaires différenciés, mais il a évité de prendre des mesures de sanction. D'où cette réaction du secrétaire d'un kibboutz « inégalitaire » : *« Cela nous est égal. Lorsque nous avons décidé de supprimer les dortoirs des enfants, pour les envoyer dormir chez leurs parents, notre appartenance au Takam avait déjà été suspendue. Quelque temps après, le mouvement tout entier adoptait la même décision que nous. Cela va se répéter* (2). *»*

Les kibboutz s'étaient habitués à vivre dans un système protégé, les gouvernements travaillistes successifs les mettant à l'abri des lois du marché et de la concurrence. Ils obtenaient des crédits auprès des banques, développaient leur économie, l'État couvrant tous les déficits. Ainsi, insensiblement, de nombreux kibboutz s'étaient installés dans l'opulence. Villas modernes, réfectoires de luxe, maisons de la culture, terrains et salles de sport furent souvent construits sans aucun souci économique.

En 1977, le Likoud (droite nationaliste) arrive au pouvoir et les priorités gouvernementales changent. Le kibboutz cesse d'être un enfant chéri. Le capitalisme brutal s'installe. Pour les collectifs, c'est la fin d'un monde. 1984 est considérée comme la première année de crise. Nombre de kibboutz enregistrent des déficits de plusieurs centaines de millions de shekels (1 F = 1,6 shekel). L'année suivante, c'est la catastrophe : 90 % des kibboutz sont en déficit. La plupart d'entre eux continuèrent, malgré la crise, à demander des crédits, comme si le Parti travailliste était toujours au pouvoir. D'autres, en revanche, entrèrent dans le jeu capitaliste, se livrant à des transactions financières, jouant à la Bourse et s'adonnant, sans problèmes de conscience, à la spéculation la plus frénétique. Quelques-uns ont gagné, la plupart ont beaucoup perdu.

Face à l'effondrement de l'économie des kibboutz, le gouvernement et les banques ont accepté d'annuler une partie de leurs énormes dettes. Cela ne fut pas suffisant, et les pertes ont atteint 16 milliards de shekels en 1995. En avril dernier, un nouvel accord a été signé, qui annule une partie des dettes mais impose des conditions draconiennes. En particulier, la vente de terres aux banques et à l'État pour y construire des habitations. La situation est tellement grave que les membres des kibboutz en viennent à craindre pour leur avenir. En témoigne cette anecdote : un kibboutznik de Mevo Hama, près du lac de Tibériade, a récemment gagné le gros lot de la Loterie nationale, soit 18 millions de shekels. Selon le règlement, il devait mettre cette somme dans la caisse du collectif. Mais le secrétaire du kibboutz lui-même lui a conseillé de la placer sur un compte privé, faute de quoi elle irait directement dans les caisses des créanciers...

La crise a conduit à un effondrement du niveau de vie. Selon le ministère du travail, plus de la moitié des membres des kibboutz vivent actuellement au-dessous du seuil de pauvreté. Désemparés, beaucoup ont renié l'idéologie fondatrice. Le mot « socialisme » a disparu. Le 1er mai est oublié. Un signe : la fermeture du quotidien du mouvement Haartzi et du Mapam, *Al-Hahmishmar*, en mars 1995, après cinquante-deux ans d'existence. Les kibboutzniks préfèrent désormais lire la presse populaire « apolitique » de centre droit.

L'esprit mercantile a pris le dessus. Discothèques et pubs sont ouverts – moyennant finance – aux jeunes du voisinage. On trouve même des agences matrimoniales. Quelque 5 000 chambres, tout au long du pays, sont désormais proposées aux touristes, qui peuvent utiliser – en payant un supplément – les piscines et les terrains de sport des collectifs. Tout est à vendre. Même les caveaux des cimetières : les kibboutz non religieux les proposent à ceux qui souhaitent des funérailles laïques (inexistantes, officiellement, en Israël, où il n'y a pas de séparation entre l'État et la religion), ou aux non-juifs arrivés avec la vague d'immigration de l'ex-URSS après 1989 et que le grand rabbinat (qui a le monopole sur les cimetières juifs) refuse d'inhumer. Le prix d'une « tombe laïque » dans un kibboutz s'élève à quelque 5 000 shekels (environ 8 000 francs).

La démocratie a aussi perdu de sa vitalité. Dans les années de gloire, les assemblées générales étaient extraordinairement animées et l'on y décidait de tout collectivement : nominations aux différents postes, études d'un jeune à l'université, voyage à l'étranger, etc. Aujourd'hui, 10 % seulement des membres y assistent. Dans plusieurs kibboutz, on filme les débats et on les diffuse sur circuit fermé de télévision ; le vote se déroule le lendemain. D'autres collectifs ont transféré le pouvoir de décision de l'assemblée générale à un organe plus restreint : le conseil, qui comprend à peine une quarantaine de membres. Des apparatchiks, ici aussi, se sont finalement emparés du pouvoir (3).

Des jeunes qui désertent massivement

DEPUIS longtemps, le kibboutz n'attire plus. Les nouveaux immigrants ne sont guère tentés d'aller y vivre. Au cours de la dernière décennie, un seul a été créé : Ravid, en Galilée. Les kibboutz ont surtout séduit les juifs ashkénazes (d'Europe et d'Amérique). Le pourcentage de juifs orientaux (immigrants d'Asie et d'Afrique) n'y dépasse pas les 20 %, alors qu'ils constituent environ la moitié de la population totale. Pour la plupart des juifs orientaux, le kibboutz reste encore trop laïque et trop collectiviste.

Les jeunes le désertent massivement : environ 45 % de ceux qui y sont nés le quittent, la plupart après le service militaire de trois ans. Pendant des décennies, les nouveaux membres provenaient de deux milieux. D'une part, des mouvements de jeunesse, jadis omniprésents et aujourd'hui presque inexistants. De l'autre, du Nahal (sigle de la jeunesse pionnière combattante), composé d'unités de jeunes soldats faisant ensemble leur service militaire et s'installant ensuite dans un kibboutz. Le Nahal fut longtemps considéré comme une unité d'élite prestigieuse. Mais lui aussi agonise. En juin 1995, le comité des affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée nationale a conseillé de mettre fin au Nahal, *« qui a achevé sa mission historique et est devenu un organisme sans efficacité, n'atteignant plus les objectifs pour lesquels il fut créé* (4) *»*.

Si les jeunes abandonnent, les vieux ne peuvent pas s'enfuir car ils n'en ont pas les moyens. 60 % de la population des kibboutz a dépassé l'âge de la retraite. Les vieux se sentent isolés, frustrés dans la maison qu'ils ont construite. Leur avenir n'est pas garanti. Qui paiera leur retraite ? Tous se souviennent avec amertume du sort de leurs camarades du kibboutz Beit Oren. En mai 1987, la direction du Takam a conseillé à trente vétérans, âgés de plus de soixante ans, de le quitter avec des indemnités, le mouvement ne pouvant plus garantir leur existence (5).

« Nous assistons aux funérailles de l'idéologie du kibboutz », écrit un hebdomadaire (6). Le secrétaire général du Takam, M. Arik Reichman, constate : *« Le système a fait faillite. Seuls des changements essentiels et rapides pourraient le sauver* (7). *»* Et l'écrivain Amos Oz de conclure : *« Le malheur qui a frappé les kibboutz n'atteindra jamais ni les écoles rabbiniques ultra-orthodoxes ni les spéculateurs immobiliers. Ils continueront à fleurir dans l'Israël post-kibboutzique* (8). *»*

(1) L'essayiste et romancier Arthur Koestler (1905-1983) a décrit, dans son roman *La Tour d'Ezra* (Calmann-Lévy, Paris, 1947), la fondation d'un kibboutz par une poignée de pionniers, en 1937. Le kibboutz, dans ce roman, devient le symbole d'une lutte ambiguë pour une société communautaire et pour l'appropriation du sol ; c'est le lieu d'élection de l'histoire subie et de l'histoire qui se construit dans la violence et le malentendu.

(2) *Yediot Aharonot*, 16 juin 1995.

(3) *Cf.* Haïm Darin-Drabkin, *Le Kibboutz, société différente*, Le Seuil, Paris, 1970, p. 334.

(4) *Haaretz*, 21 juin 1995.

(5) *Se renouveler. Le kibboutz devant son avenir*, Ed. Hakibboutz Hameouhad, Tel-Aviv, 1992, p. 55.

(6) La revue hebdomadaire des kibboutz du Takam, 21-28 mai 1995.

(7) *La Page verte*, hebdomadaire du mouvement Hakibboutz Haartzi, Jérusalem, 21 juin 1995.

(8) *Yediot Aharonot*, 3 avril 1995.

Trois mouvements

IL y a 270 kibboutz en Israël et dans les territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) ou annexés (Golan), comprenant 124 000 personnes, soit 2,9% de la population juive du pays.

Ils fournissent 49% de la production agricole, 7% de la production industrielle, et leurs exportations représentent 10% du total.

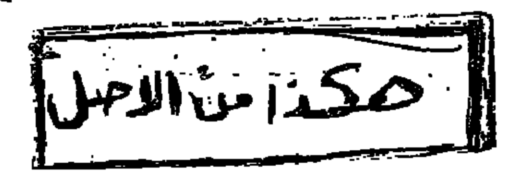
Ils sont regroupés au sein de trois mouvements :

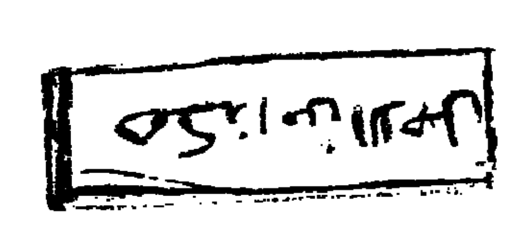
– le Mouvement unifié des kibboutz (Takam), englobant 169 collectifs, tous d'obédience travailliste. Ce mouvement est le plus actif en matière de réformes néolibérales et dans l'abandon des principes du collectivisme ;

– Hakibboutz Haartzi - Hashomer Hatzaïr (la Jeune Garde) compte 84 kibboutz. Ce mouvement représente la colonne vertébrale du parti Mapam (sioniste socialiste), l'une des trois composantes du mouvement radical Meretz. Le « renouveau néolibéral » s'étend également dans ses rangs ;

– les kibboutz religieux : 17 communes. Les chefs de ce mouvement le gèrent avec prudence et efficacité, ce qui l'a mis à l'abri de la banqueroute financière des années 80 et 90 qu'ont connue les deux autres mouvements.

* Journaliste, Jérusalem ; auteur de *Hébron : un massacre annoncé*, Le Seuil, Paris, 1995.





CHOSES VUES EN RUSSIE

Cronstadt, fin de révolte

A une exception près, il n'y a plus de villes fermées en Russie. Même Mourmansk, Kaliningrad ou Vladivostok, cités militaires naguère entièrement interdites, sont désormais ouvertes aux visiteurs. L'exception, c'est Cronstadt, où eut lieu la célèbre révolte des marins en février-mars 1921. Nul n'y entre. Pas même les Russes, encore moins les étrangers, s'ils ne sont pas résidents. Et, pour pouvoir y résider, il faut obligatoirement travailler dans les chantiers, les arsenaux ou les entrepôts de la base navale.

Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET



LA PLACE DE L'ANCRE
D'ici, Stepan Petritchenko s'adressait à 25 000 matelots insurgés

CRONSTADT reste une ville mythique. Pittoresque (mais fortement délabrée), ordonnée, parsemée de monuments majestueux, elle fut édifiée en 1703 par Pierre le Grand – fondateur de Saint-Pétersbourg – à l'extrémité est de l'île de Kotlin, qui se trouve à une quarantaine de kilomètres de l'ancienne capitale, dans la partie orientale du golfe de Finlande. Longtemps, la cité fut le seul port militaire de l'empire russe.

Voici comment la décrivait, débordante alors d'activité, un ouvrage du XIXe siècle : « *Des docks vastes et parfaitement disposés, d'immenses magasins, de riches établissements de commerce, un arsenal qui occupe un nombre considérable d'ouvriers, de beaux bassins, des canaux destinés les uns aux bâtiments marchands, les autres aux bâtiments de guerre ; en un mot toutes les constructions nécessaires à une ville maritime de premier ordre, donnant au voyageur qui arrive dans le port la plus grande idée de Cronstadt* (1). »

C'est aussi une forteresse inexpugnable : « *Entourée d'un excellent rempart de terre et de bastions garnis d'artillerie ; les îlots qui s'étendent au nord et au sud de l'île Kotlin furent fortifiés, et toutes les passes défendues par de nombreuses batteries dont les feux se croisent. Toute la côte, le long de la ville et des trois ports, est protégée par des ouvrages en granit hérissés de batteries rasantes, et qui semblent défier l'effort du canon. Beaucoup d'îlots, situés devant la ville, ont été transformés en citadelles redoutables. A l'est émerge le fort de Risbonk, garni de 217 canons, et qui est voisin du fort Constantin, non moins redoutable par ses puissantes batteries. Il faut nécessairement passer sous la formidable artillerie de Cronstadt pour arriver par mer à Saint-Pétersbourg ; car le reste du golfe est, à cette hauteur, parsemé de bancs de sable qui rendent la navigation impossible* (2). »

On arrive désormais à Cronstadt par voie terrestre. Surmontée d'une autoroute inachevée, une digue de dimensions titanesques relie l'île de Kotlin à la rive nord du golfe de Finlande. Sa construction, décidée par le régime soviétique à la fin des années 80, donna lieu à d'homériques batailles, des organisations écologistes dénonçant les risques d'envasement de la baie. Une ligne de chemin de fer fut spécialement construite – elle gît là, rouillée, tordue, oubliée –, reliant le gigantesque chantier à la Carélie lointaine, proche du cercle arctique, d'où était acheminé le granit (celui dont est fait le sarcophage de Napoléon aux Invalides) pour les remblais.

La peur d'attentats tchétchènes

DÈS l'entrée de la digue, des pancartes avertissent que l'on pénètre en zone militaire. A un premier poste de contrôle – il y en a trois avant d'atteindre Cronstadt –, des soldats et des policiers en armes exigent les laissez-passer. Tout habitant de l'île doit en être muni. Les Russes qui n'y résident pas sont obligés d'obtenir une autorisation spéciale délivrée par le commandant de la base et le maire de Cronstadt. Nulle dérogation pour les étrangers. Encore moins pour les journalistes. La peur d'infiltrations ou d'attentats tchétchènes rend les militaires particulièrement méticuleux dans l'inspection des véhicules et des documents.

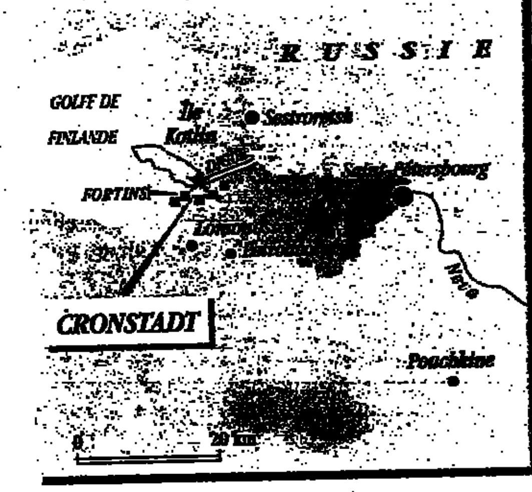
A l'arrivée sur l'île, un grand panneau : « *Cronstadt, patrie de la radio, vous salue.* » Patrie de la radio ? Oui, c'est ici que l'ingénieur Alexandre Popov, professeur à l'école des torpilleurs, inventa l'antenne de radio en 1889 et parvint, en mars 1896, à transmettre sur une distance de 250 mètres le premier message de télégraphie sans fil.

Plus loin, le *sovkhov cronstadtsky* est toujours en activité et produit, semble-t-il, légumes et fruits en abondance pour les soixante mille habitants de Kotlin. Le paysage est disgracieux, aride, sans arbres. L'île, longue de treize kilomètres, large de trois, n'a nul relief et dépasse à peine le niveau de la mer. La citadelle est située à l'extrême est. Avant de l'atteindre, on traverse des quartiers modernes, laids, bâtis en 1984 ; des tours d'une douzaine d'étages, ingrates, posées en plein champ de boue, dans un environnement de terrains vagues encombrés d'épaves.

Pour accéder à la place forte, ceinte par une impressionnante muraille, une seule porte. Bornée par d'énormes blocs de granit, celle-ci présente l'aspect cyclopéen d'une fortification inca. Au premier abord, la petite cité ressemble à un quartier du vieux Pétersbourg. Même style hollandais, même souci de la perspective. Rues larges, bordées d'arbres, se coupant en angle droit. Squares fleuris. Mais la plupart des bâtiments sont en ruine, lépreux, des chefs-d'œuvre en perdition.

Toute la ville se blottit autour du centre névralgique constitué par les trois bassins des docks et les arsenaux. Des canaux que longent des promenades bordées d'arbres somptueux permettaient naguère de transporter les munitions, en toute sécurité, des usines jusqu'aux navires ancrés dans le port.

Au cœur de la citadelle, la célèbre place de l'Ancre. C'est, en fait, le parvis de la cathédrale des marins, édifice imposant dont la coupole dorée s'aperçoit du fond de l'horizon. Sous les tsars, ce temple servait de centre de formation des aumôniers orthodoxes de la flotte. Après la révolution de 1917, sa nef principale fut transformée en théâtre. Et la grande galerie qui, au quatrième étage, fait le tour de l'immense coupole est devenue un musée évoquant l'histoire (version soviétique) des marins de Cronstadt.



A trois reprises, les matelots se sont révoltés. Chaque fois, le sort de la Russie a vacillé. D'abord, en 1905 et 1906 (Eisenstein, dans *Le Cuirassé Potemkine*, rappelle ces événements, mais décrit la révolte des marins de la mer Noire). En 1917, Cronstadt joua un rôle de premier plan dans la révolution bolchevique ; c'est ici que fut forgé le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux soviets !* » ; c'est d'ici que leva l'ancre le célèbre croiseur *Aurore* ; c'est d'ici, enfin, que partirent vers Petrograd plus de cinq mille marins participer à l'insurrection d'octobre et à la prise du Palais d'hiver.

Mais c'est la troisième rébellion qui marquera le plus les révolutionnaires du monde. Celle de 1921, contre le monopole du pouvoir exercé par le Parti communiste, et pour le droit des paysans à disposer de leurs terres. La « Commune » de Cronstadt dura quinze jours qui ébranlèrent le pouvoir de Lénine. Celui-ci, craignant de voir la mutinerie des marins s'étendre à toute la Russie, proposa, en guise de concession, une Nouvelle politique économique (NEP). Sans résultat. Trotski, commissaire à la guerre, avait dit que les marins de Cronstadt étaient « *la gloire et la fierté de la révolution russe* » ; il n'en ordonna pas moins au commandant Toukhatchevski d'écraser l'insurrection, le 5 mars 1921. Libertaire et idéaliste, la révolte fut noyée dans un bain de sang. La répression fut atroce (3). Ces événements servirent de prétexte au pouvoir bolchevique pour interdire définitivement les autres partis et pour supprimer les fractions au sein du Parti communiste.

Au musée, que nul ne visite, une discrète vitrine est consacrée à ce « *putsch* » (comme on dit ici), où est uniquement évoqué « *l'héroïsme de ceux qui étouffèrent la trahison* ». Les bourreaux des révoltés ne sont pas davantage cités, eux-mêmes ayant été liquidés, plus tard, par le pouvoir soviétique : Trotski assassiné au Mexique ; Toukhatchevski fusillé pendant la grande purge de 1937. N'est-il pas temps, quatre ans après la disparition du régime soviétique, de rétablir la vérité historique ? « *Des historiens travaillent actuellement,* dit Igor, professeur à l'université de Saint-Pétersbourg, *à combler scientifiquement les « pages blanches » de l'histoire de la Russie depuis 1917. Celle de la révolte de Cronstadt est entièrement à réécrire. D'autant que, quand on l'analyse objectivement, on voit sa grande influence sur la suppression du « communisme de guerre » et sur l'élaboration de la NEP de Lénine, dont l'application aurait pu éviter à l'URSS les excès du stalinisme.* »

A gauche, en sortant de la cathédrale-musée, se trouve le monument à l'amiral Makarov, inventeur du brise-glace et des mines marines, mort en combat naval à Port-Arthur (actuellement Lu Shun, en Chine), en 1904, face aux Japonais. Sur un énorme bloc de granit, debout, en grand uniforme, impressionnant de force et de vigueur, Makarov tend le bras et désigne de l'index un point indéfini à l'autre bout de la place. C'est à cet endroit, précisément, que le régime soviétique fit construire un monument, en forme de pyramide, en souvenir des matelots révolutionnaires (à l'exception de ceux de 1921).

Partout, des patrouilles de la police militaire

PERCHÉS sur la statue de Makarov, dominant la place qui peut contenir vingt-cinq mille personnes, les leaders insurgés s'adressaient aux marins. C'est de là, notamment, que parlait Stepan Petritchenko, le chef de la « Commune » de Cronstadt.

L'atmosphère est calme, paisible. « *C'est comme une ville soviétique d'avant,* dit Tatiana, cinquante-deux ans. *Il n'y a pas de délinquance. Pas de panneaux publicitaires comme à Pétersbourg. Pas de désordre. On est tranquille.* » Partout, à bord de Nivas, des patrouilles de la police militaire ou des gardes-frontières font la ronde. Pour le reste, les voitures sont rares dans les trois avenues rectilignes qui ont conservé leur nom : « *Karl-Marx* », « *Lénine* » et « *du Communisme* ».

En ce début d'été, il vente et il bruine. « *En hiver, le froid est glacial,* dit Youri, quarante-trois ans, ouvrier à l'arsenal. *Le vent souffle du pôle sans rencontrer d'obstacle. L'île n'a aucun relief, et nous sommes comme sur le pont d'un navire. Par –30° C, les eaux du golfe gèlent et on peut alors atteindre les villes de Lomonossov ou de Petrodvorets en traîneau ou à pied. Mais le climat se réchauffe et les glaces ne sont plus sûres. Il y a déjà eu plusieurs accidents.* »

C'est par les glaces que purent fuir à pied, vers la Finlande, Petritchenko et quelques compagnons de révolte. C'est par les glaces, aussi, que les forces de Toukhatchevski attaquèrent Cronstadt et purent vaincre la résistance des marins. Un exploit militaire dont furent incapables les officiers allemands durant la seconde guerre mondiale. Pendant toute la durée du conflit, l'île (comme Leningrad) demeura cernée par les troupes hitlériennes. Cronstadt ne se rendit jamais, les sous-marins continuant de quitter leur base, sous une épaisse couche de glace, pour attaquer les vaisseaux de la Kriegsmarine.

Tant d'héroïsme, comment se manifeste-t-il aujourd'hui ? « *A chaque période importante de l'histoire russe, depuis la fin du XIXe siècle,* dit Boris, soixante ans, typographe au journal local, Le Messager de Cronstadt, *les matelots de la flotte de la Baltique ont posé des questions capitales. L'esprit de Cronstadt est indomptable. Mais la situation actuelle est bien sombre. Si on construit encore des mines et des fusées sous-marines, les arsenaux ont beaucoup réduit leur production. Les chantiers navals aussi. A peine construit-on encore quelques petits vaisseaux poseurs de mines. Le chômage est important. Aujourd'hui, on pense que le principal héroïsme, c'est de survivre.* »

Sacha, quarante ans, soudeur, a trouvé du travail à Pétersbourg. Il revient seulement les fins de semaine – avec un permis spécial – parce que la famille de sa femme réside ici : « *La solution serait de faire de Cronstadt une zone spéciale économique,* dit-il, *et de l'ouvrir au tourisme.* » Il nous fait visiter un ancien système d'écluses et de cales sèches, superbe ouvrage d'ingénierie datant de la fin du XVIIIe siècle, et permettant de réparer jusqu'à quatre navires à la fois. Sur l'un des murs d'une des écluses, de nombreux graffitis. Deux noms, malgré l'usure de dizaines d'hivers, se détachent nettement, écrits à la peinture rouge en très grands caractères : « *Petropavlosk* » et « *Sébastopol* ». Que signifient ces mots ? « *Sans doute les villes d'origine des matelots qui travaillaient ici* », estime Sacha.

Il se trompe. *Petropavlosk* et *Sébastopol* étaient les noms des deux vaisseaux d'où partit la révolte de 1921. C'est à bord du cuirassé *Petropavlosk* que Petritchenko et ses compagnons rédigèrent la charte politique de l'insurrection, comprenant quinze célèbres thèses, et que l'histoire connaît comme la « résolution du *Petropavlosk* ».

Ainsi, dans cette ville éteinte et résignée, fermée au monde et repliée sur sa peur de l'avenir, un mur a échappé à la vigilance de plusieurs générations de censeurs soviétiques. Il continue de clamer haut et fort le souvenir de ces communards de Cronstadt qui tentèrent de concilier révolution et liberté, socialisme et démocratie.

(1) *Grand Dictionnaire universel*, Larousse, Paris, 1869, p. 584.

(2) *Ibid.*

(3) Lire Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt 1921*, Le Seuil, Paris, 1975 ; et Henri Avron, *La Révolte de Cronstadt*, Complexe, Bruxelles, 1980.

Les éditions en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain *Il Manifesto* (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotiden berlinois *Die Tageszeitung* (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'hebdomadaire *WochenZeitung* (Luisenstrasse 7, Postfach 8031 Zurich), diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à environ 50 000 exemplaires.

Grèce. Il existe en outre une édition en langue grecque de notre trimestriel *Manière de voir* (Editions Dromeas Epe, Ch. Trikoupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du *Monde diplomatique* (230 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 470 000 exemplaires.

MATRICE DE CULTURES, ZONE DE TEMPÊTES

Mère Méditerranée

Sur le pourtour de la Méditerranée, trois conflits majeurs hantent les dirigeants de la planète : Bosnie, Proche-Orient, Algérie. D'autres peuvent, à tout instant, s'intensifier, voire exploser : Kurdistan, Chypre, Liban, Kosovo, Macédoine... *Et cette mer constitue* l'une des plus éloquentes lignes de fracture entre le Nord opulent et le Sud dépendant. Pourtant, la Méditerranée n'est pas qu'une zone de tempêtes, elle demeure le berceau de quelques-unes des principales civilisations du monde ; elle reste une aire de métissage. Un lieu où il est encore possible de réinventer une économie de la convivialité.

Par EDGAR MORIN*

SI mes gènes, si mes chromosomes pouvaient parler, ils vous raconteraient une odyssée méditerranéenne qui partirait à peu près comme celle d'Ulysse, mais plus au sud, de la Méditerranée asiatique, ce Proche-Orient d'aujourd'hui ; ils vous raconteraient leur voyage dans l'Empire romain, leur arrivée dans la péninsule Ibérique et en Provence. Ils vous diraient plus d'un millénaire d'enracinement et près de sept cents années dans une Espagne plurielle aux divers royaumes et aux trois religions, jusqu'à pour certains, 1492 et, pour d'autres, le XVII[e] siècle. Mes gènes, *mes chromosomes, vous diraient comment ces ancêtres conversos* auront connu pendant deux siècles le baptême de l'Église catholique ; puis ils vous narreraient leur séjour rejudaïsé dans le grand duché de Toscane, à Livourne jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle d'où, poussés par les grands courants de l'expansion économique de l'Occident, ils avaient gagné, dans l'Empire ottoman, la grande cité de Salonique, peuplée en *grande majorité* de séfarades qui parlaient le vieux castillan antérieur à la *jota*. Puis ils vous diraient le retour vers l'Occident, et enfin l'enracinement en France.

Mes gènes vous diraient que toutes ces identités méditerranéennes successives se sont unies, symbiotisées en moi, et, au cours de ce périple bimillénaire, la Méditerranée est devenue une patrie très profonde. Les papilles de ma langue sont méditerranéennes, elles appellent l'huile d'olive, elles s'exaltent d'aubergines et de poivrons grillés, elles désirent tapas ou mézés. Mes oreilles adorent le flamenco et les mélopées orientales. Et dans mon âme, il y a ce je ne sais quoi qui me met en résonance filiale avec son ciel, ses îles, ses côtes, ses aridités, ses fertilités.

Les gènes vous confieraient aussi qu'ils ont vécu une expérience typiquement ibérique, l'expérience marrane. Le marranisme n'est pas seulement, comme beaucoup le croient, une façon secrète d'être juif sous le masque chrétien ou une façon d'avoir dissous son ascendance juive dans un christianisme sincère ; c'est aussi l'expérience, dans un même esprit et dans une même âme, de la rencontre de deux religions antagonistes. Ou bien cet antagonisme produit la dissolution de ce que l'une et l'autre religion ont de formel, et dégage alors une prodigieuse combustion mystique, et c'est Thérèse d'Avila. Ou bien le choc des deux religions dissout l'une et l'autre pour faire place au doute et à l'interrogation généralisée, et c'est le cas de Montaigne, lui aussi issu de *conversos*. Ou bien encore le Dieu transcendant se désintègre, et c'est la nature qui devient divine en devenant autocréatrice, et c'est Spinoza. Et moi, oui, je suis mystique certes à ma façon, je suis rationnel, je suis sceptique, et je n'aurais pas été tel sans Séfarad (1), je veux dire les Espagnes, dans sa pluralité.

Mes gènes ne m'ont pas parlé de Barcelone, mais mon esprit a été marqué par Barcelone. J'avais dix-huit ans en janvier 1939 quand j'appris brutalement la chute de Barcelone (2). J'ai écrit dans mon livre *Autocritique : « Je pleurai, en regardant l'énorme manchette de* Paris-Soir, *cachant mon visage derrière le journal, dans le salon où mes parents écoutaient les accordéons de Radio-Ile-de-France, et je ne savais pas qu'en même temps mon camarade de classe Jacques Francis Rolland et des centaines d'autres cessaient d'être des gamins et entraient dans l'adolescence, en pleurant ensemble, seuls, la fin de l'espoir, et que tous les autres espoirs qui se lèveraient plus tard seraient édifiés avec ces ruines* (3). »

Je n'avais pas idéalisé l'Espagne républicaine car je savais quels conflits internes, quelle guerre civile sporadique au sein de la grande guerre civile avaient ravagé Barcelone, provoquant notamment l'assassinat d'Andreu Nin (4) par les services secrets soviétiques du général Orlov. Mais je pressentais obscurément que ce désastre était le début d'un désastre historique plus terrible encore ; je sentais, comme d'autres, que la chute de Barcelone était le début d'autres chutes, d'abord la chute de la France à peine un an plus tard, puis la chute de l'Europe.

Quand j'ai découvert Barcelone, après la guerre, j'ai subi ce qu'un écrivain allemand qui parle de Barcelone, justement, appelle une *« intoxication amoureuse »*. Et j'aime plus que jamais la Barcelone d'aujourd'hui, ville d'espoir, *ville de paix*, ville ouverte, riche de sa culture catalane, de sa culture espagnole et des cultures des migrants ibériques qui se sont catalanisés en son sein. C'est une ville qui, dans le même mouvement où elle se ressource dans son passé, s'avance vers un futur d'association ibérique, européen, méditerranéen.

Mais de même que j'ai ressenti la chute de Barcelone en 1939 comme le plus sinistre avertissement pour l'Europe, je ressens, depuis 1994, un choc de la même violence et aussi lourd de funestes présages dans la décomposition de la richesse polyethnique de la Bosnie-Herzégovine et dans le siège de Sarajevo. La Bosnie-Herzégovine n'était-elle pas déjà en elle-même la préfiguration de l'Europe que nous souhaitions ? N'était-elle pas, à la fois, laïque et polyreligieuse ? Cet assassinat de la Bosnie-Herzégovine frappe au cœur l'idée d'Europe et la possibilité d'Europe.

Le retour des purifications

NOUS voyons réapparaître un mal que nous croyions avoir dépassé en élaborant l'Union européenne. Certes, l'État national a joué un rôle civilisateur fécond dans l'histoire de l'Europe, mais il a porté en lui la potentialité, trop souvent inhibée, de la purification. La purification nationale a d'abord été religieuse. C'est 1492 en Espagne, puis le triomphe du *principe cujus regio ejus religio* (5), l'expulsion des protestants de France avec la révocation de l'édit de Nantes en 1685, un peu partout l'expulsion ou la ghettoïsation des juifs. Puis, au XX[e] siècle, la purification devint raciale et ethnique. Les guerres gréco-turques ont suscité les transferts massifs des Hellènes d'Asie mineure en Macédoine, des Turcs de Macédoine en Turquie, puis Hitler a voulu purifier l'Allemagne des juifs, des Tsiganes, des malades mentaux. La fin de la guerre a chassé les Allemands de Silésie, des Sudètes ; les Polonais d'Ukraine.

Aujourd'hui, en ex-Yougoslavie, en Europe, en Méditerranée, tous les conflits prennent un aspect atroce de ségrégations ethniques et religieuses. Le seul remède aux conceptions closes de l'ethnie et de la nation est dans le principe associatif. Le destin de l'Europe se joue dans l'alternative association ou barbarie. Et ce n'est pas seulement le destin de l'Europe, c'est celui de la Méditerranée.

Méditerranée ! Notion trop évidente pour ne pas être mystérieuse ! Mer qui porte en elle tant de diversité et tant d'unité ! Mer des extrêmes *fertilités et des extrêmes aridités ! Mer* dont le centre est formé par sa circonférence ! Mer à la fois d'antagonismes et de complémentarité conflictuelle de la mesure et de la démesure ! Berceau de toutes les cultures d'ouverture et d'échanges ! Matrice de l'esprit le plus sacré et de l'esprit le plus profane ! Matrice des religions polythéistes et des religions monothéistes ! Matrice des cultures à mystère qui promettent la résurrection après la mort et des sagesses qui demandent à accepter le néant de la mort ! Matrice de la philosophie, de la théosophie, de la gastrosophie et de l'œnosophie ! Matrice de la rationalité, de la laïcité et de la *culture humaniste ! Matrice de la* renaissance et de la modernité de l'esprit européen ! Mer de la communication des idées et des confluences des savoirs, qui a su faire passer Aristote de Bagdad à Fès avant de le faire parvenir à la Sorbonne de Paris ! Mer tricontinentale des rencontres fécondes et des ruptures tragiques entre l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord ! *Mer qui fut le monde et qui demeure, pour nous Méditerranéens,* notre monde !



ÉDOUARD PIGNON. – « L'Olivier du chemin » (1953)

GALERIE LE MONDE DE L'ART

Notre Méditerranée s'est rétrécie, elle est devenue un lac de l'ère planétaire baignant le sud de l'Europe, elle-même rétrécie aux dimensions d'une Suisse face aux énormes masses continentales qui bordent le Pacifique, nouveau centre de gravité du monde. Cette Méditerranée, *qui devrait donc jouir de la* paix d'un lac, de la douceur d'un lac, redevient pourtant un lieu de tempêtes. Cette Méditerranée marginalisée redevient une des zones sismiques les plus importantes de la planète.

Alerte ! Je dis alerte, parce que l'Europe tend à se détourner de la Méditerranée au moment, justement, où en Méditerranée s'accroissent problèmes *et périls. Les phénomènes de dislocation*, dégradation, renfermement qui se développent un peu partout affectent particulièrement la Méditerranée. Plus encore : la mer de la communication devient la mer des ségrégations, la mer des métissages devient la mer des purifications religieuses, ethniques, nationales. Les grandes villes cosmopolites, véritables « cités-monde », creusets de la culture méditerranéenne, se sont *éteintes* les unes après les autres dans la monochromie : Salonique, Istanbul, Alexandrie, Beyrouth, Sarajevo qui agonise.

Après 1989, l'Europe de l'Ouest, en se tournant vers l'Est qui s'ouvrait, s'est détournée des problèmes fondamentaux de la Méditerranée qui la concernent vitalement. L'économie européenne s'est tournée vers les marchés potentiels de l'Est, regardant, au-delà, l'énorme marché chinois. La Méditerranée est de plus en plus oubliée.

Les puissances européennes se sont montrées impuissantes face au conflit israélo-palestinien, à la tragédie de l'ex-Yougoslavie, et regardent hébétées la tragédie algérienne.

Les pays du Sud européen, particulièrement de l'arc latin, n'ont pas élaboré une conception commune pour une politique méditerranéenne. L'Europe ouverte tend à redevenir l'Europe du rejet. Au moment où avaient commencé les tentatives d'intégration européenne de l'islam (posthumes comme en Espagne, qui réintègre en son identité son passé maure ; modernes comme en France et en Allemagne, avec les immigrés maghrébins et turcs), *voilà que revient le* vieux démon européen : refouler, exclure l'islam. L'offensive serbe en Bosnie n'est pas seulement un accident, elle est la poursuite d'une reconquête.

On a laissé détruire le caractère polyvalent et polyethnique de la Bosnie-Herzégovine, et, lorsqu'elle se trouve tronquée pour n'être plus qu'un réduit musulman, on s'effraie à l'idée d'un État musulman. Partout, le *partenaire nécessaire est de plus* en plus considéré comme l'adversaire potentiel, et cela de chacun des quatre côtés de la Méditerranée (nord-sud et est-ouest).

La Méditerranée s'efface comme dénominateur commun. Plus encore : il faut comprendre que la grande ligne sismique qui part du Caucase, en Arménie-Azerbaïdjan, qui a dévasté depuis près de cinquante ans le Proche-Orient, s'est étendue vers l'*ouest en* Méditerranée ; elle a saccagé la Bosnie-Herzégovine, et elle ravage l'Algérie. C'est la ligne où deviennent virulents et mortels les antagonismes Est/Ouest, Nord/Sud, richesse/pauvreté, vieillesse/jeunesse, laïcité/religion, islam/chrétienté/judaïsme... Nous pouvons espérer, sans certitude aucune, en une progressive pacification au Proche-Orient, notamment par l'accession de la Palestine à l'indépendance nationale ; mais le trou noir géo-historique y demeure, et deux nouveaux trous noirs se sont formés en Bosnie et en Algérie.

En Algérie, il y a eu les conséquences désastreuses non seulement du vote FIS, mais de la négation de ce vote, et tout va vers l'implosion. Que sera l'Algérie ? Quel bouleversement géopolitique formidable ne va-t-il pas s'y produire ? Va-t-on vers une refermeture de la Méditerranée ? Un embrasement ?

Dans ces conditions tragiques, les pires ennemis sont les seuls qui collaborent entre eux : de même qu'il y eut, en Italie, les mêmes méthodes et les mêmes objectifs entre le terrorisme noir et le rouge, qui avaient pour but commun de détruire la démocratie, de même, en Israël-Palestine, ce sont les fanatiques ennemis israéliens et arabes qui coopèrent avec ardeur pour saboter la paix ; de même, en Algérie, la terreur des attentats et la terreur de la répression collaborent pour empêcher toute entente démocratique. Partout les haines adverses ont un même ennemi commun : la concorde, la réconciliation, la compassion, le pardon.

Pourrons-nous sauver la Méditerranée ? Pourrons-nous restaurer, mieux développer, sa fonction communicatrice ? Pourrons-nous remettre en activité cette mer d'échanges, de rencontres, ce creuset et bouillon de culture, cette machine à fabriquer de la civilisation ?

Il y a des solutions économiques, mais les solutions seulement économiques sont insuffisantes et parfois font problème ; ainsi, le FMI met les États dans la nécessité d'obéir à ses exigences pour avoir des crédits, mais aussi dans la nécessité de lui désobéir pour éviter le clash politique et social. Il faut du développement, mais il faut aussi entièrement repenser et transformer notre concept de développement, lequel est sous-développé. Ainsi, il n'y a pas que l'économie industrielle à installer, il y a aussi à réinventer une économie de convivialité.

Déjà, les innombrables retraités qui viennent sur les côtes nord-méditerranéennes cherchent non seulement du soleil et du beau temps, mais une aménité du vivre, un plaisir de vivre et un art de vivre. Dans l'art de vivre méditerranéen, il y a l'extraversion de la place publique, du paseo, du corso, qui est aussi un art de la communication. Il y a notre gastrosophie qui tend à chacun le fruit et le rameau de l'olivier. Les continentaux, qui viennent s'installer pour leurs vacances ou durablement dans des lieux encore préservés, viennent chercher l'antidote à la mécanisation, à la chronométrisation, à l'anonymisation, à la hâte.

Nous avons, dans nos cultures, les ressources pour résister à la standardisation et à l'homogénéisation. Nos paysages, nos sites, nos monuments, nos architectures du passé ne sont pas seulement des objets esthétiques ; ils irradient des ondes qui nous pénètrent, ils distillent des sucs qui nous font nous épancher, ils nous instillent des vérités impalpables qui deviennent nos vérités. Et n'avons-nous pas mission de propager cet art de vivre dans le sillage de nos pizzas, de nos couscous, de nos taramas, de nos tapas et de nos vins ?

Mais la défense et l'illustration d'une qualité de vie exigent la résistance à ce qu'ont de barbare le développement techno-industriel incontrôlé, le déferlement du profit au détriment des relations d'entraide et de services mutuels, l'extension du béton et du bitumage qui ont déjà dénaturé tant de nos côtes.

Ils exigent une politique de régénération de la Méditerranée qui comporte évidemment le réassainissement de la mer, sa repopulation aquatique : tout cela a commencé sporadiquement, mais cela devrait devenir systématique et commun. Une telle politique comporterait, autant que faire se peut et partout où *cela se peut*, la restauration des activités pastorales, le développement du maraîchage et d'une agriculture de qualité, ce qui déjà, en viticulture, se manifeste dans de nombreux pays par les progrès qualitatifs obtenus par la sélection des cépages, les procédés de vinification, le caractère biologique de l'engrais. Enfin, il faut savoir que, grâce à l'ingénierie génétique, nous trouverons bientôt *le moyen de cultiver des plantes qui puiseront l'azote de l'air* et le réintroduiront en terre, et, plus largement, de rendre cultivables à nouveau des terres peu fertiles.

C'est enfin non seulement la défense de la qualité de la vie mais la défense de la vie elle-même qui exigent une politique de l'émigration, laquelle n'est possible que si nous savons remplacer la peur démographique et la peur ethnique, hélas aujourd'hui liées, par la résurrection du noble sens de l'hospitalité, le sentiment de la complémentarité du voisin, le respect de l'autre, l'amour de la diversité.

Pour un grand renouveau moral

MAIS nous devons d'abord nous mobiliser contre la grande fracture sismique qui a envahi la Méditerranée. Il nous faut cesser de regarder l'islam et l'arabisme comme monolithes ou comme agressions. Il nous faut penser à tant de brimades, de dénis, de justice à deux poids et deux mesures, à tant de déceptions.

Il nous faut associer, lier, redonner la primauté à ce qui est commun, restituer l'identité commune sous et dans la diversité, afin de faire émerger l'identité de citoyen de la Méditerranée au sein de nos polyidentités, car nous sommes tous polyidentitaires, et nos différentes identités doivent s'enrouler en spirale les unes autour des autres au lieu de s'entre-refouler les unes les autres.

Il n'y a pas de fraternité profonde sans maternité : il nous faut revitaliser notre mer mère. Il y a un mythe euphorique simpliste de la Méditerranée, qui ignore que tant de dislocations, destructions, intolérances, viennent de la Méditerranée elle-même. Mais nous avons besoin d'un mythe riche qui exprime nos aspirations à l'*accomplissement* du meilleur de nos possibilités. Ah ! il nous faut de la compréhension, beaucoup de compréhension. Qu'est-ce que la compréhension qui la rend différente et complémentaire de l'explication ? C'est ce qui nous permet à nous, sujets humains, de considérer autrui comme sujet à l'image de soi-même, *ego alter*, et de comprendre de l'intérieur ses sentiments et ses réactions. Comprendre l'autre est un *impératif* vital aujourd'hui.

Mais cela suppose aussi une grande régénération morale, un grand changement moral : il nous faut vouloir du fond du cœur la concorde, la réconciliation, la compassion, le pardon. Et je terminerai mon propos par la salutation première de tout Méditerranéen : Que la paix soit avec vous. Que la paix soit avec nous.

(Ce texte est tiré, pour l'essentiel, du discours prononcé par l'auteur à Barcelone, lors de la remise du prix international Catalunya 1994.)

---

* Sociologue, auteur, entre autres, de *Penser l'Europe*, Gallimard, Paris, 1990, de *La Complexité humaine*, Flammarion, Paris, 1994, et de *Une année Sisyphe*, Seuil, Paris, 1995.

(1) NDLR : nom de l'Espagne en hébreu.

(2) NDLR : le 26 janvier 1939, les troupes franquistes occupaient Barcelone, lors de la guerre civile d'Espagne.

(3) *Cf.* Edgar Morin, *Autocritique*, le Seuil, Paris, 1970, 264 pages, page 21.

(4) *NDLR* : homme politique catalan. Fondateur du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), disparu au cours de la guerre d'Espagne (probablement exécuté par des agents du Parti communiste espagnol).

(5) NDLR : principe monarchique selon lequel la religion du souverain devait automatiquement devenir celle des sujets.

L'ONU, L'OTAN ET L'UNION EUROPÉENNE DISCRÉDITÉES

Triomphe de l'irresponsabilité en Bosnie

DANS l'infernal triangle Bosnie-Serbie-Croatie, la récente chute de Srebrenica aux mains des milices serbes ne marque qu'un jalon supplémentaire sur un long parcours – quatre ans ! – d'erreurs, de faiblesses, d'incompréhensions et de lâchetés, sans parler des dissensions entre Européens eux-mêmes, comme entre Européens et Américains. Des trésors de compétence et de savoir-faire n'ont pas empêché la pusillanimité qui, comme prévu, a ouvert la voie à de nouveaux massacres... que l'on prétendait éviter.

Par CLAUDE JULIEN *


JEAN GOURMELIN

Fin juin 1995, l'OTAN annonce en fanfare un plan qui, en lui-même, constitue un formidable encouragement pour M. Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie, et pour ceux qui, à Belgrade, le soutiennent quoi qu'ils en disent. Ce plan prévoit qu'une force de 60 000 hommes pourra en six mois évacuer les « casques bleus ». Soixante mille hommes pour consacrer l'abdication des principes que l'on prétendait servir. Or, *« si l'Ouest avait, voilà quatre ans, engagé 60 000 hommes dans l'ex-Yougoslavie, il n'y aurait pas de guerre aujourd'hui »*, écrit, avec raison, William Pfaff (1). Encore quelques mois, et sera solennellement consacré le discrédit des Nations unies, de l'Alliance atlantique, de l'Union européenne.

Timorés, des gouvernants et leurs savants conseillers ont, dès le début, engagé des forces trop modestes dans une mission mal définie et, comme si cela ne suffisait pas, des ministres et des diplomates chevronnés ont, en dépit de leur compétence supposée, multiplié les déclarations publiques qui constituaient autant d'incitations à persévérer dans les projets les plus belliqueux. Dernier exemple en date : en juin, lord David Owen, qui vient de renoncer à sa futile et pitoyable mission de médiateur, déclare à Londres devant la Chambre des communes : *« Si un accord n'intervient pas avant l'automne, alors la Forpronu devra se retirer* (2). » M. Karadzic sait qu'il lui suffit de patienter quelques semaines... En Bosnie, après des siècles de pratique diplomatique, une nouvelle et stupéfiante définition de l'ultimatum a été inventée : elle fixe désormais l'échéance non plus de la punition redoutée mais de la récompense tant convoitée.

Pour leur part, les Etats-Unis n'ont cessé – sauf lorsque M. Clinton n'était encore que candidat – de répéter, comme le rappelle le *New York Times* (3), qu'*« il ne serait pas justifié d'exposer des vies de soldats américains dans un conflit qui ne présente pour les Etats-Unis aucun intérêt vital »*. Ainsi en alla-t-il, dans les deux conflits mondiaux, jusqu'en 1917 puis jusqu'à Pearl-Harbor. Les belligérants sont officiellement informés, depuis quatre ans, qu'ils n'ont rien à redouter de l'Amérique.

Fallait-il, à l'irresponsabilité, s'offrir le luxe d'ajouter le ridicule ? Pendant une semaine, début juin, la Maison Blanche a tenu les propos les plus contradictoires, illustrant ce que le *Washington Post* (4) appelle sarcastiquement les *« zigzags rhétoriques »* du président, tandis que, sans pitié, le *New York Times* (5) ironise : *« Il n'est pas exact de dire que le gouvernement Clinton n'a pas de politique à l'égard de la Bosnie : en l'espace de six jours, il en a eu au moins trois – ce qui a étonné le monde et, apparemment, M. Clinton lui-même. »*

Pour enjoliver le tableau, dans le même temps, la Chambre des représentants confirme qu'elle n'a aucune intention d'autoriser l'envoi des *boys* dans le « bourbier » yougoslave : le 8 juin, elle se prononce à une écrasante majorité (318 voix contre 99) en faveur de la levée unilatérale de l'embargo qui pénalise la Bosnie (6).

Mais de quel droit jugerait-on sévèrement le Congrès des Etats-Unis alors que, simultanément, à Paris, au Palais-Bourbon, un débat sur l'ex-Yougoslavie se déroule *« devant un hémicycle presque vide* (7) ». A peine 80 députés sont présents pour écouter les déclarations du premier ministre, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la défense ; deux heures plus tard, il n'en reste qu'une quinzaine. Le président de la commission des affaires étrangères (8) n'a pas jugé opportun de se déplacer. Récidive deux semaines plus tard : à la veille du conseil européen de Cannes, le débat à l'Assemblée nationale sur l'avenir de l'Europe ne réunit qu'*« une poignée de députés* (9) ».

Un puzzle hallucinant

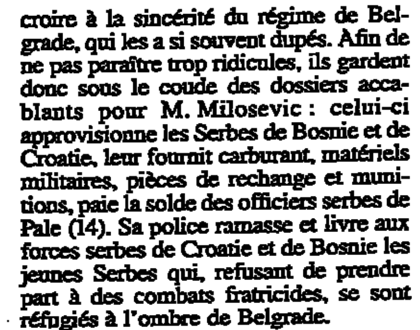
LES citoyens ne seraient pas mécontents de pouvoir faire confiance à leurs élus... S'estimant incompétents ou impuissants, ceux-ci s'en remettent aveuglément au gouvernement. Sans apprécier l'humour de leur situation, ils se montreront plus attentifs et plus pugnaces lorsque seront envisagés les moyens de renforcer le rôle du Parlement. Une exception : M. Jean-François Deniau, ancien ministre, député UDF (10), dont les messages et mises en garde ont été dédaignés par un pouvoir fort de la compétence, de l'expérience et du réalisme de tous les spécialistes et experts qui le servent et qui, eux, savent, décryptent, interprètent, analysent avec rigueur et assument sans faiblir leurs lourdes responsabilités. De si grands talents, et tant de génie, dans l'art subtil de créer le chaos, de préparer l'échec et de conduire à la déconfiture, avant de les maquiller en triomphe de la raison.

Seuls dignes du savoir et du pouvoir qu'ils détiennent, ils ont inspiré des sanctions qui resteraient sans effet, fait approuver par l'ONU des décisions que nul n'oserait appliquer, acheminé des convois humanitaires dont ils n'ignoraient pas qu'ils seraient pillés ou interceptés, négocié avec MM. Karadzic et Mladic, déjà promis au tribunal qui doit juger les « criminels de guerre », défini des « zones de sécurité » impossibles à défendre et des « zones d'exclusion » où sans encombre pénètrent armes lourdes et avions, rendu vulnérables des troupes stupidement dispersées... Mais rendons-leur justice : forts de leurs *« obligations morales »* solennellement réaffirmées, ils ont *« fermement condamné l'épuration ethnique »* et verbalement blâmé le non-respect des accords conclus, tout en s'obstinant, avec une minutie chirurgicale, à tracer – puzzle hallucinant – un absurde plan de partage dont ils savent – car ils le savent – qu'il ne sera pas durablement respecté par ceux-là mêmes qui, ils n'en sont pas à un mensonge près, disent l'approuver. Tout cela a été écrit (11). Fermons donc le dossier...

... A moins qu'il n'apparaisse pas trop indécent de citer ici ce qu'en janvier dernier l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt écrivait dans *Die Zeit* : *« A une classe politique marquée par les expériences les plus douloureuses, et dotée d'une solide culture, succède aujourd'hui une flopée amorphe de carriéristes qui cherchent avant tout l'effet médiatique et s'arrêtent au superficiel. »*

Une *« solide culture »* ? Mais à quoi diable pourrait-elle bien servir, alors que l'*« effet médiatique »*, lui, a fait merveille grâce au sauvetage du capitaine Scott F. O'Grady, dont le F-16, en mission de surveillance dans une « zone d'exclusion aérienne », avait été abattu le 2 juin ? Aux Etats-Unis, bandeaux tapageurs en première page des quotidiens, flamboyantes couvertures des magazines, entretiens et reportages télévisés, vive émotion et fierté du président... Sans oublier la « human touch » avec ce titre : *« Pour la famille du pilote, une pure joie* (12) »... Tiens donc ! La raison reprend ses droits quelques jours plus tard, non pas à la Maison Blanche mais dans une féroce caricature : un enfant, accroupi dans un escalier, regarde un personnage qui court, portant deux bidons qu'il vient de remplir d'eau sous le feu des tireurs embusqués, pendant qu'une femme, à l'abri d'un mur, écrit, sur ses genoux, cette lettre : *« Cher capitaine O'Grady, Nous sommes tous très contents que vous ayez pu vous sortir d'ici* (13)... »

Après l'« effet médiatique », place au réel : les sanctions imposées à Belgrade viennent d'être allégées, et Washington envoie un émissaire, M. Robert Frasure, parlementer avec M. Milosevic. L'actuel secrétaire d'Etat n'a évidemment pas oublié que son prédécesseur avait promis M. Milosevic au tribunal de La Haye qui doit juger les « criminels de guerre ». Mais les Européens et les Américains misent sur M. Milosevic pour faire accepter par les Serbes de Bosnie le plan de partage auquel il s'est officiellement rallié. Ils feignent donc de croire à la sincérité du régime de Belgrade, qui les a si souvent dupés. Afin de ne pas paraître trop ridicules, ils gardent donc sous le coude des dossiers accablants pour M. Milosevic : celui-ci approvisionne les Serbes de Bosnie et de Croatie, leur fournit carburant, matériels militaires, pièces de rechange et munitions, paie la solde des officiers serbes de Pale (14). Sa police ramasse et livre aux forces serbes de Croatie et de Bosnie les jeunes Serbes qui, refusant de prendre part à des combats fratricides, se sont réfugiés à l'ombre de Belgrade.



Mieux encore : à Washington, le Pentagone détient les preuves que les Serbes de Bosnie ont pu abattre le F-16 du capitaine O'Grady parce qu'ils sont directement reliés à un système de surveillance aérienne dont le siège est à Belgrade. Ce centre, qui dispose d'un relais radar à Pale, a été modernisé et renforcé par décision personnelle de M. Milosevic, après que celui-ci eut prétendument arrêté son aide aux Serbes de Bosnie (15).

Peu importe. La mission des Nations unies, dirigée par M. Yasushi Akashi, dont l'attitude a hérissé tous les généraux ayant commandé la Forpronu, ne se borne pas à négocier avec M. Milosevic : elle le courtise, le supplie, mendie son aide. Par quel miracle Londres et Paris, principaux fournisseurs de « casques bleus », n'ont-ils pas obtenu le remplacement de M. Akashi ? Sans doute ne l'ont-ils jamais demandé.

Londres, Paris et Washington savent par exemple que, le 18 mai dernier, confirmant son projet de rassembler dans un même Etat tous les Serbes établis dans les diverses Républiques, M. Milosevic a personnellement décidé de remplacer, à la tête des forces serbes de Croatie, le général Celeketic, jugé trop timoré, par le général Mrksic, réputé plus énergique, jusqu'alors en poste à Belgrade. Mais les Occidentaux feignent de l'ignorer : ils prétendent peser sur la réalité en s'appuyant sur la fiction selon laquelle M. Milosevic aurait renoncé à son plan de Grande Serbie...

Pendant la seconde guerre mondiale, dans Belgrade occupée par les nazis, Ivo Andric, qui en 1961 obtiendra le prix Nobel de littérature, écrivait ceci : *« Ceux qui gouvernent, et doivent opprimer les autres pour gouverner, sont condamnés à agir selon la raison ; mais si, emportés par leur passion ou contraints par leurs adversaires, ils dépassent les limites des actes raisonnables, ils s'engagent sur une pente glissante et déterminent ainsi eux-mêmes le début de leur chute* (16). »

Une paix tant soit peu honorable et viable passera nécessairement, à Belgrade, par un accord non pas avec M. Milosevic mais avec les démocrates serbes, plus nombreux qu'on ne croit et qui lui sont hostiles. En le traitant comme un « interlocuteur valable », les Occidentaux confortent son régime autoritaire. Par quelle magie identifie-t-on tous les Serbes à leurs dirigeants actuels ? *« J'aime les Serbes »*, aurait dit M. François Mitterrand, fidèle au souvenir d'une belle alliance dans deux guerres mondiales (17). Pour leur part, Mme Albright, qui représente M. Clinton aux Nations unies, et l'ancien secrétaire d'Etat James Baker, ont dénoncé *« les Serbes »* comme *« agresseurs »*. Les agresseurs ne sont pas *« les Serbes »*, mais M. Milosevic, ses collaborateurs, ses partisans enflammés par le projet de Grande Serbie, ses hommes de main en Bosnie et en Croatie, ses milices et ses tueurs à gages. Avec des partenaires aussi peu respectables et dignes de foi, qui ont cent fois renié leur parole, aucun – absolument aucun – plan de paix ne tiendra la route. Les capitales occidentales le savent mais tentent de faire passer M. Milosevic pour ce qu'il n'est pas : un artisan de la paix. Elles perdent ainsi la confiance des démocrates serbes, et elles s'embrouillent dans leurs trop visibles habiletés, leurs lâchetés et leurs mensonges.

Les démocraties sacrifient un « État », la Bosnie-Herzégovine, auquel, à tort ou à raison, elles ont accordé leur reconnaissance diplomatique et qu'elles ont accueilli au sein de l'ONU. Peu disposées à prendre des risques pour assurer la protection promise, elles sacrifient des populations. Pis encore – et que les victimes déjà enregistrées veuillent bien pardonner ce rappel essentiel – elles violent un principe de droit solennellement consacré dans la Charte d'Helsinki : l'interdiction de recourir à la force pour modifier le tracé des frontières. Cet accord, dont la violation par l'URSS, avec toute sa puissance militaire, eût déclenché un conflit majeur, devient, face aux milices armées du général Mladic, un simple chiffon de papier.

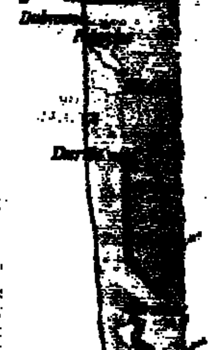
L'ONU, l'OTAN et l'Union européenne donnent ainsi le feu vert à tous les aventuriers qui, ivres de nationalisme, emportés par leur fièvre identitaire, rêvent, en Europe et ailleurs, de faire coïncider les frontières inter-étatiques avec les frontières culturelles et ethniques. Rares sont les occasions de programmer de futurs affrontements armés. Celle-ci, trop belle, ne pouvait être ratée...

* Ancien directeur du *Monde diplomatique* ; président de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

(1) William Pfaff, « Headed towards a disastrous break in the Balkans », *International Herald Tribune*, 6 juillet 1995.
(2) *US News & World Report*, 12 juin 1995.
(3) Editorial du *New York Times*, 2 juin 1995.
(4) *The Washington Post*, 6 juin 1995.
(5) *The New York Times*, 7 juin 1995.
(6) Ce vote est acquis grâce aux voix de 120 démocrates et 198 républicains. En 1994, avant le changement de majorité intervenu en novembre dernier, 132 démocrates contre 117 avaient refusé la levée unilatérale de l'embargo, en considérant qu'une telle mesure aurait des *« effets désastreux »* pour la Bosnie comme pour les Etats-Unis.
(7) *Le Monde*, 8 juin 1995.
(8) M. Valéry Giscard d'Estaing.
(9) *Le Monde*, 22 juin 1995.
(10) Voir son article « Bosnie : l'enlisement », *Le Monde*, 21 juin 1995.
(11) *Cf. Manière de voir*, n° 17, « La tragédie yougoslave », février 1993 ; et Claude Julien, « L'amoralisme des pouvoirs », *Le Monde diplomatique*, mars 1994.
(12) *International Herald Tribune*, 9 juin 1995.
(13) *Ibid.*, 16 juin 1995.
(14) *Ibid.*, 12 juin 1995.
(15) *Ibid.*, 4 juillet et 5 juillet 1995.
(16) Ivo Andric, *Le Pont sur la Drina*, Belfond, Paris, 1994, page 98.
(17) Laure Adler, *L'Année des adieux*, Edit. Flammarion, Paris, 1995.

VOYAGE À TRAVERS [...] balkaniq[...]

Frontières



Après la chute des enclaves musulmanes de Srebrenica et de Zepa, en Bosnie, et les nouvelles menaces que fait peser l'offensive des milices serbes sur d'autres « zones protégées » par les forces des Nations unies (Gorazde, Bihac et Sarajevo notamment), une conférence réunissant à Londres, le 21 juillet, des responsables militaires américains, britanniques et français s'est soldée par une non-décision. Afin de faire oublier la piètre impression produite à cette occasion auprès de l'opinion publique internationale, les puissances occidentales – au premier rang desquelles la France et le Royaume-Uni – ont décidé de pla-

Par notre [...]
FRANÇO[...]

KLAUDIJ SLUBAN

LA FRONTIÈRE GRÉCO-MACÉDONIENNE

DEPUIS une semaine, ils cheminent à travers l'Albanie, de la côte adriatique aux sommets neigeux du pays des aigles. De bus en bus déglingués, voyageurs comprimés perdus dans la foule mais jamais anonymes car ils portent leur étrangeté sur leur visage, leurs vêtements, l'appareil photo de l'un et les lunettes d'écaille de l'autre, et dans leur gaucherie à dire quelques mots de cette langue qui ne ressemble à aucune autre. Le printemps tarde. Ils ont été fouettés par la pluie et aspergés de boue ; et maintenant, dans cette vieille cité de Korcë qui s'étale au pied des montagnes, ils regardent les cimes de la frontière grecque qu'ils franchiront demain.

Ils sont deux. Trente ans les séparent et une amitié déjà ancienne les unit. Le plus jeune est photographe et le plus âgé écrivain. Français tous les deux. Le premier est de parents slovènes et il a appris le serbo-croate, dans sa Yougoslavie perdue, par les chansons rock et les bandes dessinées. Le plus vieux a vécu quelques révolutions aux quatre coins du monde avant d'entreprendre de parcourir les pays dont il a jadis publié les dissidents. Voilà pourquoi il vient et revient dans ce qui n'aurait dû être que le début de son parcours, ces Balkans du Sud où les deux voyageurs se sont rencontrés au hasard d'un vieux marché turc.

L'Albanie, c'est dangereux. Voyez le film *Lamérica* : on y apprend que ce peuple est fier et imprévisible. Dès le port de Durrës, on leur a dit : *« N'allez pas plus loin. »* Le cheminot chez qui ils logeaient (ils couchaient dans sa salle de séjour, l'homme et la femme étaient accueillants dans leur extrême pénurie, mais ils n'ont jamais vu leurs filles) les a exhortés en italien : *« Ne vous promenez pas au-delà de cette rue, vous tomberiez sur la Mafia. »* Ils sont tombés sur des amoureux qui allaient la main dans la main. Le directeur de la maison des jeunes leur a dit (celui-là ne parlait pas italien mais russe, c'est une question de génération) : *« Astaroje ! Vous êtes fous d'aller à Gjirokastër ! Il y a des bandits, là-bas. »* Pourquoi ? *« C'est la ville natale d'Enver Hodja. Ils sont tous restés communistes. »* Et encore ? *« Ce sont des Grecs. »* A Gjirokastër, on leur a dit : *« N'allez pas à Korcë ! Il vous arrivera malheur en passant la montagne. »* Et maintenant, va-t-on les dissuader de passer la frontière ? Les voyageurs ont compris : le danger est toujours un peu plus loin, l'ennemi c'est toujours l'autre, il est toujours dans le village, la ville, le pays voisins.

Avec le soir tombe une neige fondue qui délaye la boue. Le marché ferme, les voitures traînées par des petits chevaux repartent pour la campagne, des hommes coiffés de hauts bonnets de feutre blanc entraînent des brebis. Les vendeurs défont leurs pyramides de paquets de cigarettes et de boîtes de Coca-Cola, les marchands rentrent dans leurs échoppes noires les vêtements aux étiquettes italiennes, les loukoums turcs et les machines à coudre chinoises. Au premier regard, la basse ville est un amas de rues sordides. Au centre, quelques bâtiments rectangulaires. Plus haut, des avenues bordées d'arbres marquant ce qui fut un quartier prospère, avec ses maisons patriciennes entourées de vignes. Il faut du temps pour que, d'abord hermétique comme un grimoire, une ville se déploie sous le regard.

Les Albanais sont tous frères

AU matin soudain ensoleillé, ils vont à la recherche du lycée français. La bâtisse grise libère un flot d'élèves en jeans et baskets. Ce fut, de 1917 à 1945, le seul héritage de l'éphémère « République de Korcë ». Qui se souvient que l'armée française d'Orient du général Maurice Sarrail accorda aux patriotes de la ville le droit de se constituer en République autonome ? Les Grecs protestèrent. On avait besoin d'eux et du port de Salonique pour gagner la guerre : on leur céda, au nom des intérêts supérieurs de la civilisation en lutte contre la barbarie ; quelques mois plus tard, le président à peine nommé était fusillé. Mais le lycée perdura sous le règne du roi Zog. Il disparut après l'occupation successive des Italiens, des Grecs et des Allemands, et avec l'avènement du régime communiste. Aujourd'hui, c'est un lycée albanais, parmi les meilleurs.

La bibliothèque de la ville est une construction en béton, comme seuls savent en construire les régimes qui ont décidé que la culture était une fois pour toutes à leur service exclusif. De quoi en dégoûter plusieurs générations. Le froid règne dans les salles où quelques lecteurs feuillettent des journaux. La bibliothécaire est pourtant rayonnante. Avec la liberté retrouvée, dit-elle, chacun peut choisir sa voie. La sienne est ici, mais aussi dans les trois magasins que sa famille a déjà acquis. Elle se met à leur disposition. Elle espère que, chez eux, Chirac sera un bon président. C'est normal : Chirac, c'est la droite, la droite c'est les riches, et elle veut être riche, donc elle est de droite : que faire de la liberté, sinon acquérir le bien le plus précieux, la richesse ? Le président Berisha ? Un grand démocrate. Elle est orthodoxe, mais qu'ils ne se méprennent pas : musulmans, catholiques ou orthodoxes, les Albanais sont tous frères.

Le Musée historique, dans une admirable maison de style ottoman, est, comme il se doit, consacré à la civilisation illyrienne. L'écrivain, qui a lu *Le Dossier H* d'Ismaïl Kadaré, sait qu'il ne faut pas plaisanter avec ces évidences : *les Illyriens sont les plus anciens* occupants des Balkans, et les vrais descendants d'Homère sont en Albanie. De même, le héros national, le grand Skanderbeg et nul autre, est le sauveteur de l'Europe face aux Turcs. Naturellement, l'écrivain sait aussi qu'au fil du voyage il lui faudra se rappeler pareillement que les Grecs sont les fondateurs de la civilisation occidentale, que la Macédoine est le berceau, grâce à Cyril et Méthode, de la culture slave, que les Bulgares ont été le rempart de la chrétienté et que les Roumains sont les héritiers authentiques de la culture latine. Et que chacun de ces pays constitue le seul vrai cœur de l'Europe.

A propos de Roumains, justement, le conservateur explique qu'il est aroumain – de ces gens que l'on appelle aussi des Valaques. *« Mais, aroumains ou pas, tous les Albanais sont frères. »* Y a-t-il beaucoup d'Aroumains dans la région ? Naturellement. De nombreux villages étaient entièrement aroumains, et ses enfants parlent aroumain. Et quand sont-ils arrivés, ces Aroumains ? Question mal posée : *« Les Aroumains n'ont pas eu à arriver. Ils sont sur cette terre depuis toujours. Ce sont des Illyriens latinisés, ils n'ont rien à voir avec la Roumanie. »* Ce n'est certes pas ce que disent les Roumains.

Nos voyageurs marchent dans la ville, déjà presque familière. Il y a toujours du monde, dans les rues et sur les routes albanaises. Hommes sans emploi ou affairés à des besognes obscures, changeurs de billets, et toute une partie de la population qui survit par un commerce minuscule, tentant ainsi sa chance de participer à la formation du capitalisme sauvage. On n'est jamais seul.

Ils ont convenu d'un prix pour se faire conduire à la frontière. Ils ne se sont pas adressés à n'importe qui : en deux jours, on peut tisser des liens solides. Ils sont sûrs de leur homme, ou plutôt ce dernier est sûr de celui qui les conduira, c'est son cousin. Sauf qu'à l'heure dite la voiture du cousin est en panne, et c'est un ami du cousin qui arrive avec la sienne, rouillée à souhait. Mais le cousin sera du voyage, pour montrer qu'il reste homme de parole.

Dans la lente montée vers le col, on a le temps de faire connaissance. Le chauffeur est ingénieur. Aujourd'hui, il ne gagne pas un dollar par jour. Aucune perspective, sauf de monnayer ce genre de services pour survivre : 10 dollars, c'est le prix de cette course. Et la démocratie ? *« La démocratie, on nous l'a donnée et on nous a dit : regardez-la. Tout est entre les mains de la police et de la Mafia. Avant on ne pouvait pas partir, mais il y avait du pain. Aujourd'hui, il n'y a plus de pain, et on ne peut toujours pas partir. »*

La voiture roule à tombeau ouvert, c'est-à-dire à 40 à l'heure. Barrage de police. On les avait bien prévenus qu'ils se feraient racketter sur les routes. Sauf que ce n'est pas eux, mais leur chauffeur qui se fait racketter. Montant de l'amende : plus que le prix de la course. Il en pleurerait. Il en pleure. Les voyageurs tirent de leurs poches tout ce qu'ils ont encore de leks. Et quand la voiture s'arrête à quelques mètres de la barrière jaune rafistolée qui marque la frontière, une accolade fraternelle et rugueuse des Illyriens donne toute sa solennité aux adieux.

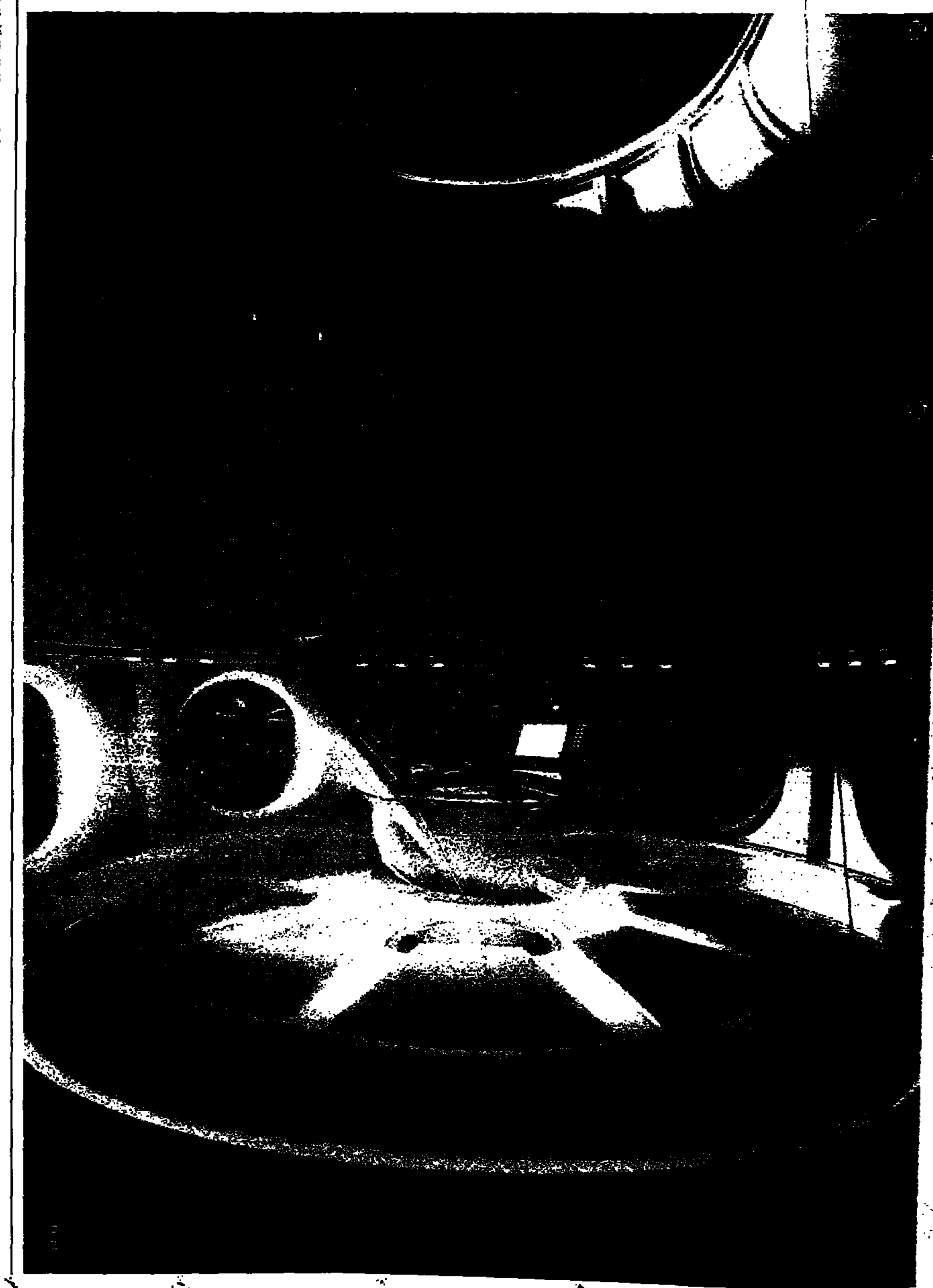
Ils contournent les poids lourds allemands, grecs, bulgares, moldaves ou ukrainiens, échoués pour une interminable attente. Ils laissent derrière eux une foule silencieuse qui espère quoi ? Un miracle ? Ne jouit pas d'un passeport européen qui veut : le miracle ne se produit pas. Ils sont seuls à marcher dans le no man's land.

« Mais regardez, c'est la guerre, ici », souffle le photographe.

La route n'est plus que fondrières. De longues colonnes de prisonniers encadrés par des soldats grecs, baïonnette au fusil, avancent à leur rencontre. La Grèce les renvoie chez eux.

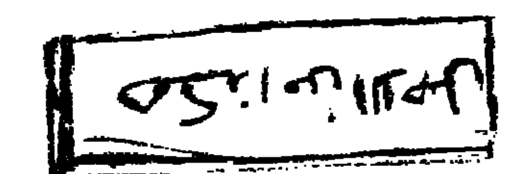
Le poste grec est moderne. La route qui descend vers Florina est neuve, prête à accueillir les marchandises de l'Occident. Les taxis grecs sont les Mercedes luxueuses et leurs conducteurs méprisent ces deux piétons qui arrivent du pays des pouilleux. Une nora de bus décharge sa cargaison humaine et repart à vide. Le chauffeur de taxi exige les passeports de nos voyageurs. Ils ne comprennent pas cette méfiance. Ils comprendront vite. A [...] kilomètre de là, un blindé barre la route. Ils sont arrêtés trois fois pour de longs et soupçonneux contrôles d'identité. Arrivé dans la vallée, le chauffeur se détend : ces Albanais sont une malédiction. Tous trafiquants de haschisch.

Après l'animation de la campagne albanaise, le paysage grec est étrangement abandonné. Qui habite ici ? *« Des Allemands, des Hollandais... »* Ce pays fut, en 1913, le théâtre des atrocités de la



* Ecrivain, auteur de *La Plage noire*, Le Seuil, Paris, 1995 ; prépare avec Klaudij Sluban, photographe, un livre sur leurs voyages dans les Balkans, à paraître au Seuil en 1996.

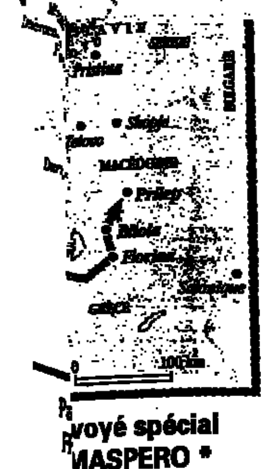




OYAGE À TRAV LES NATIONALISMES

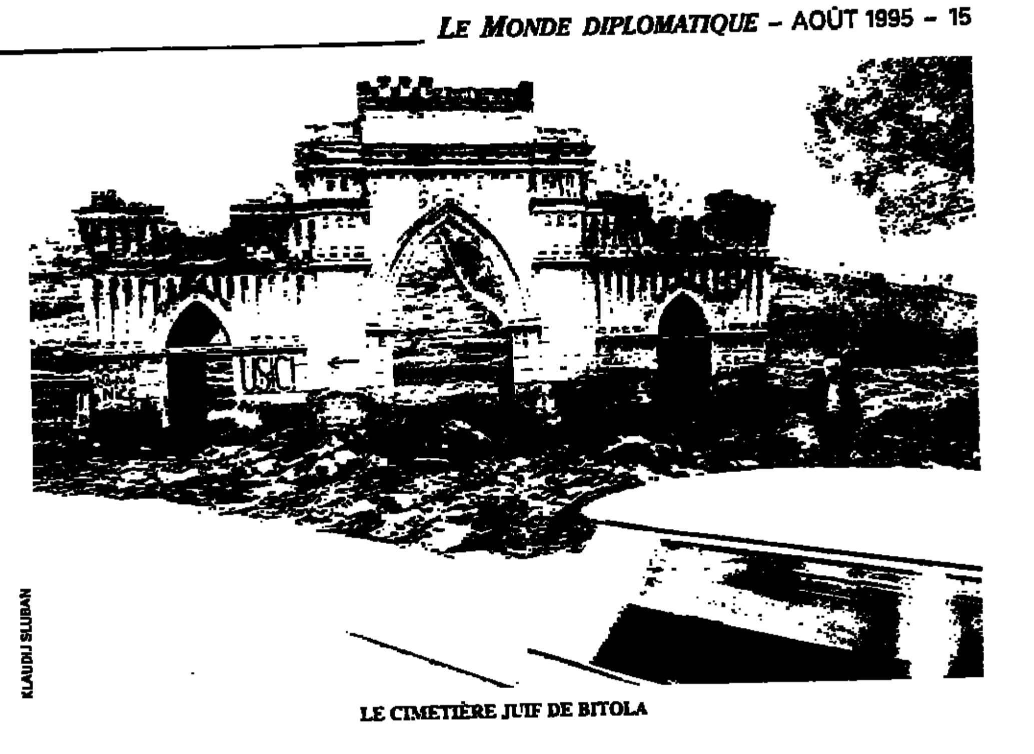
tières balkaniques

ter de Srebrenica et de que fait peser l'offen- protégées » par les et Sarajevo notam- le 21 juillet, des res- et français s'est faire oublier la piètre auprès de l'opinion occidentales – au premier – ont décidé de pla-



cer Sarajevo sous la protection de la Force de réaction rapide (FRR), créée en juin dernier. Ces événements relancent le danger d'extension du conflit. Dès à présent, la Croatie se dit prête à entrer dans la guerre pour défendre l'enclave musulmane de Bihac. L'intensification des hostilités pourrait faire s'effondrer l'édifice si précaire de la paix dans cette région. Un simple voyage à travers quelques nationalismes locaux – Albanie, Épire, Grèce, Macédoine – révèle à la fois la puissance du désir de paix des habitants des Balkans et les fureurs identitaires enfouies qui attendent une simple étincelle pour exploser.

voyé spécial
MASPERO *



KLAUDIJ SLUBAN

LE CIMETIÈRE JUIF DE BITOLA

deuxième guerre balkanique. Avant que les Grecs ne le conquièrent de haute lutte, une mosaïque de communautés y vivait : Slaves macédoniens, bulgares et serbes, Grecs, Albanais, Turcs, Arméniens, juifs, Aroumains, Tsiganes... Réussite exemplaire du nettoyage ethnique. Les Macédoniens slaves qui demeurent, ceux qui ne sont pas partis avec le dernier exode de 1947, à la fin de la guerre civile, ont dû depuis longtemps helléniser leur nom. Puis la région a connu l'exode rural.

Est-ce pour en arriver à cette terre vide, semée de résidences secondaires, que l'on s'est tant battu ? Illogismes de l'Histoire : durant un demi-siècle, les Grecs ont émigré par centaines de milliers, et la Grèce est fière de sa diaspora. Dans le même temps, pas un Albanais n'a pu sortir. Aujourd'hui, il est trop tard pour suivre l'exemple des Grecs, et surtout sur leur territoire...

Où vont les voyageurs ? L'écrivain lâche le mot malheureux entre tous : en Macédoine. Où çà, en Macédoine ? Eh bien à Bitola, puis à Skopje. Le chauffeur se fâche. Il est bien près de les larguer là, dans le fossé. Il opte pour administrer un cours d'histoire à ces deux analphabètes : il n'y a qu'une Macédoine, celle où ils sont en ce moment, et elle a toujours été grecque. Le soleil d'Alexandre est grec, ceux de Skopje n'avaient pas le droit de le voler pour le mettre sur leur drapeau. Ce sont des Slavo-Macédoniens, arrivés bien après les Grecs. Leur président, Gligorov, veut envahir la Grèce, prendre Thessalonique. Derrière, il y a le grand complot des Etats-Unis contre la Grèce : sinon, que feraient des « casques bleus » américains à Skopje ?

Ils ne diront pas qu'ils connaissent bien la République de Macédoine : quels que soient les discours de l'opposition nationaliste, les quinze mille hommes de l'armée macédonienne ne peuvent menacer la Grèce. Et puis ils sont fatigués. La nuit tombe quand ils entrent dans Florina, vide et morte comme elle l'est dans la brume des films de Théo Angelopoulos.

La soirée à Florina s'étire, lugubre. Les habitants doivent être tapis devant leur télévision. Un ou deux restaurants, quelques boîtes où la jeunesse passe son ennui. Des maisons uniformes en ciment construites sans architecte suivent le tracé des rues, encadrant parfois une demeure plus ancienne qui attend le pic des démolisseurs.

Et, au petit matin, ils montent vers la frontière macédonienne. Les forêts, des plaques de neige, puis ils émergent du brouillard dans une large plaine. La route est désespérément vide. Soudain, barrant la plaine, la frontière. Devant le poste grec, une statue monumentale d'Alexandre le Grand guette l'arrivée des barbares. De l'autre côté flotte le drapeau de la République de Macédoine, rouge grenat frappé du soleil scandaleux. Un douanier compte les heures à défaut de clients. Le blocus grec de la Macédoine est total. Jadis, le trafic était intense. Les gens de Bitola venaient, en voisins, au marché grec.

Un bus, ici ? Pour quoi faire, puisque tout est mort ? Le douanier leur propose d'appeler un taxi de Bitola. Ils attendent une heure, dans le silence total. Le seul être vivant à passer la frontière est un chien. Cabotin, il la repasse, histoire d'être sûr d'avoir été photographié. Un ferraillement à l'horizon : c'est la Lada qui vient les chercher.

Bitola s'annonce comme une ville socialiste classique, avec ses immeubles rectangulaires, ses usines dont beaucoup semblent fermées. Le centre historique est intact, agrémenté de constructions prétentieuses en fer, béton et glaces. Du temps où elle s'appelait Monastir, la ville était le chef-lieu d'un vilayet actif et comptait une douzaine de consulats étrangers, de nombreuses banques, un commerce florissant. Des demeures aux façades richement ornées – comme il devait y en avoir à Florina, comme il y en a encore à Korcë – attestent de cette période faste. Dans la rue principale, mosquée, basilique orthodoxe et église catholique se succèdent.

Dans la *Tcharchia*, le quartier des échoppes où ils prennent un café, le conducteur de la Lada ne fait aucune difficulté pour leur parler en serbo-croate. Il a été policier à Belgrade, mais il s'y sentait mal. Bitola vit au ralenti : tout est la faute de la folie grecque. *« Les menacer, nous ? Le lobby des Grecs américains et australiens leur bourre le crâne. »* Dans ce marasme, les clients sont rares. Il n'y a guère que les Tsiganes qui prennent un taxi, ils veulent toujours frimer. Jadis, des étudiants faisaient leurs études à Salonique : il en chargeait cinq, et l'affaire était bonne. On lui a bien proposé une course pour Belgrade, mais il perdrait tout son argent sur la route en se faisant rançonner : là-bas, ils sont tous armés, c'est la guerre. Pas de risques, pourtant, qu'elle vienne ici. Bien sûr, la Macédoine est toute petite et entourée de voisins hostiles : les Grecs, main dans la main avec Milosevic, veulent la dépecer ; les Albanais et les Bulgares attendent seulement le signal de la curée. Mais les Macédoniens sont pacifiques, ce ne sont pas eux qui deviendraient fous, comme ceux du Nord, là-haut, en Bosnie. *« Le Macédonien est bon et rond comme la pastèque. »*

L'écrivain pense à ce que lui disaient ses amis à Sarajevo : *« On regardait les bombardements de Dubrovnik à la télé, et on se disait qu'ils étaient devenus fous, que ce n'était pas chez nous qu'arriveraient jamais des choses pareilles... »*

Les nationalistes du VMRO, héritiers des redoutables Comitadjis, qui veulent reformer la Grande Macédoine ? *« Ils se sont coupés de la population en boycottant les élections. »* La minorité albanaise – près d'un tiers de la population ? *« Ils sont trois mille, à Bitola, et on a toujours vécu en parfaite entente. Quand je reviens dans mon village, je vais tout de suite voir les familles albanaises. »* Rien, dans ces propos pleins de bon sens, n'évoque les images terribles du film *Before the Rain* où l'on voit les haines ancestrales s'exprimer dans le sang. Mais, pourtant, cette affaire de l'université de Tetovo, fief des Albanais, voilà quelques mois ? Ils voulaient une université à eux, dans leur langue, elle a été fermée, il y a eu des émeutes, des morts... *« C'était une provocation. Le recteur venait de Pristina, il n'était pas de chez nous : les Albanais du Kosovo sont différents, ce sont des nationalistes exacerbés, ils veulent la Grande Albanie. Une université albanaise, c'était la négation de l'intégration. Le recteur a écopé de six ans de prison, il ne l'a pas volé. »* Ils entendront le même discours à Skopje, et pas de la bouche d'un simple chauffeur de taxi. Il faudra aller à Tetovo revoir les Albanais qu'ils y ont connu...

Le lycée fondé sous les Turcs fête le cinquantenaire de l'enseignement dans la langue macédonienne, reconnue depuis 1945. En l'honneur de l'artisan de cette reconnaissance, il porte toujours le nom de Broz-Tito. Avant, les Serbes disaient que les Macédoniens parlaient le serbe, et les Bulgares disaient qu'ils parlaient le bulgare. Ces langues sont sœurs et, pour les uns et les autres, comprendre le macédonien n'est pas difficile ; le parler pose plus de problèmes. Le photographe s'y exerce. Mais c'est en serbo-croate qu'il demande son chemin. *« Tu es de quel pays, toi ? – Slovène. – Alors pourquoi tu nous parles pas slovène, plutôt que cette langue de merde ? »*

La première ville serbe reconquise

A L'ÉCART de la ville s'étend le cimetière français, impeccablement entretenu. Zouaves, fantassins de l'armée d'Orient, sept mille croix de fer écussonnées de tricolore et autant de corps entassés dans l'ossuaire. Dans le logement du gardien, on lit la citation à l'ordre de la nation (française) de Bitola, ex-Monastir : *« Vaillante cité qui, après avoir lourdement subi en décembre 1915 les rigueurs de l'occupation ennemie, a été la première ville serbe reconquise... »* Signé : Maginot, ministre de la guerre. Mais des rigueurs, Monastir en avait déjà subi, trois ans plus tôt : arrachée aux Turcs en 1912 par la coalition gréco-serbo-bulgare, elle avait vu en 1913 les alliés de la veille se la disputer, chacun s'appuyant tour à tour sur une fraction des habitants. Les atrocités commises, à parts égales, par les « belligérants » sont parmi les pires qu'a répertoriées la commission Carnegie, venue enquêter dans les Balkans. En lisant son rapport, on s'aperçoit que les récents récits de la tuerie en cours outre-Drina ne devraient rien nous apprendre. Qu'écrivait alors, au printemps 1914, le baron d'Estournelles de Constant, prix Nobel de la paix, qui présidait la commission ? Que seul l'arbitrage pourrait épargner à l'Europe une guerre plus générale. Trois mois plus tard, à Sarajevo, une bombe déchaînait l'enfer.

Annexée au royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, Bitola n'en avait pas fini pour autant avec les « rigueurs » : ce fut, pendant la seconde guerre mondiale, l'occupation allemande et bulgare. Les ruines du cimetière juif s'étendent sur une colline où paissent les moutons, jouent des enfants parmi les ronces, les ordures déversées et les dalles brisées. Nul ne semble avoir touché à quoi que ce soit depuis le jour de la profanation. Des rares inscriptions lisibles, la plus récente date de l'an 5699 : 1939 de l'ère chrétienne. Nos voyageurs interrogent un habitant : Combien reste-t-il de juifs à Bitola ? Il croit qu'il n'y en a plus. Et qu'est-il arrivé à ces gens qui ont laissé là, par milliers, les tombes de leurs ancêtres ? Il hausse les épaules : *« Tu sais bien comment ça se passait, à l'époque. »*

Le soleil brille dans les gouttes de pluie : *« Ici, on dit que c'est un Tsigane qui se marie. »* Nos voyageurs vont prendre le train pour Prilep. Là-bas, au monastère des Saints-Archanges, on les attend. Le photographe fixe le souvenir de la petite gare. Un doux sentiment de paix les envahit. Du coup, le photographe reparle de la guerre qu'il a connue là-haut, sur la côte dalmate : *« C'est étrange : tout est calme, le soleil sourit, les oiseaux chantent, et puis, soudain, on vous tire dessus, de derrière les feuilles d'une jolie forêt. »* Ils philosopheraient longtemps, si un policier ne faisait irruption, suivi du chef de gare. Pourquoi ont-ils photographié la gare ? C'est un objectif stratégique. Ils ont des passeports français, ils parlent serbe, il y en a un qui se dit slovène, ils arrivent de Grèce et ils ont de curieuses professions : on vérifiera tout ça au commissariat. Ils ne prendront pas ce train-là.

C'est toujours précaire, la paix dans les Balkans.

ENTRE FATALISME ET RÉVOLTE,

La Corse, désespérément humaine,

Au cours des derniers mois, six militants nationalistes ont été assassinés en Corse. Et, chaque année, des dizaines de personnes sont tuées sans que la justice parvienne à arrêter les meurtriers. La violence, comme une gangrène, gagne peu à peu l'île de Beauté, où les pratiques mafieuses et les hold-up se multiplient. Las de dépendre de la France, une partie de ses habitants rêvent d'un avenir sans tutelle. Les organisations indépendantistes avaient, dans un premier temps, dynamisé la vie politique et culturelle, et réussi à préserver ce paradis écologique, mais elles sombrent désormais dans des rivalités haineuses et tragiques. A la fois orgueilleuse et désespérément humaine, la Corse continue d'exprimer sa difficulté d'être.



CARTE POSTALE DU XIXe SIÈCLE
Antoine Bellascoscia, bandit légendaire, resta au maquis plus de quarante ans

Chronologie

260 av. J.-C. : début de la conquête romaine.

754 : Pépin le Bref offre la Corse au pape.

VIIIe-Xe siècle : invasions sarrasines.

1077 : occupation pisane.

1358 : soulèvement du nord de l'île sous la direction de Sambucucciu d'Alandu, et création de la Terre des communes. Les insurgés font appel aux Génois.

1365 : hérésie des Giovannali, dans le Sud, écrasée par une coalition de féodaux et d'ecclésiastiques.

1553-1559 : les Français occupent l'île.

1559 : le traité du Cateau-Cambrésis rend la Corse à Gênes.

1729 : début de la grande rébellion contre Gênes, appelée « Révolution de quarante ans ».

1736 : Théodore de Neuhoff, un aventurier d'origine westphalienne, est élu roi des Corses. Il ne règne que six mois mais fait frapper monnaie et adopte la tête de Maure pour emblème.

1738-1741 : première intervention française.

1745 : intervention anglo-sarde.

1747-1753 : deuxième intervention française.

1755 : *Pasquale Paoli, partisan d'une Corse non génoise, est élu « général de* la nation ». Une Constitution est votée.

1768 : traité de Versailles, par lequel Gênes cède ses droits à la France sur la Corse.

1769 : les troupes nationales de Paoli sont vaincues par les Français à Ponte Novu. Paoli s'exile en Grande-Bretagne.

1790 : retour de Pasquale Paoli, fêté comme un héros par la Révolution française. La Corse devient un département.

1794-1796 : Pasquale Paoli, déclaré ennemi de la nation, s'allie aux Anglais. Formation d'un royaume anglo-corse.

1795 : *Pasquale Paoli s'exile définitivement.*

1796 : la France reconquiert la Corse et la divise en deux départements.

1830 : première liaison par bateau à vapeur.

1905 : un rapport rédigé par Georges Clemenceau souligne la pauvreté extrême l'île.

1942 : avec l'accord du régime de Vichy, occupation par les Italiens.

1943 : la Corse se soulève en septembre et se libère.

1962 : formation de l'Union corse, ancêtre de l'autonomisme.

1974 : lutte violente contre le déversement de boues toxiques au large des côtes par la société italienne Montedison.

1975 : *des militants du mouvement autonomiste ARC (Action pour la renaissance de la Corse)* occupent la cave d'un viticulteur rapatrié à Aleria. Deux gendarmes sont tués dans l'assaut.

1976 : création du Front de libération nationale de la Corse (FLNC).

26 octobre 1981 : l'université de Corte ouvre ses portes.

1982 : adoption du statut particulier pour la Corse (21 juillet). Le FLNC recommence ses opérations militaires après dix mois de trêve.

1988 : l'Assemblée corse adopte une motion présentée par les nationalistes et affirmant *« l'existence d'une communauté historique et culturelle vivante regroupant les Corses d'origine et les Corses d'adoption : le peuple corse »*.

Printemps 1989 : Plus long mouvement de grève de l'histoire. Le mouvement nationaliste scissionne et donne naissance à l'Accolta naziunale corsa (ANC).

1991 : nouveau statut renforçant le pouvoir de l'Assemblée territoriale. La notion de peuple corse est refusée par le Conseil constitutionnel. Nouvelle scission : création du MPA et du FLNC-Canal habituel, opposé à la Cuncolta et au FLNC-Canal historique. Les élections territoriales donnent près de 25 % des scrutins exprimés pour les listes nationalistes ennemies.

Plus de quarante personnes sont assassinées.

1992 : l'une des tribunes du stade de Furiani, à Bastia, s'effondre lors d'un *match*, provoquant le mort de quinze personnes.

Par
GABRIEL XAVIER CULIOLI*

ANDRÉ MALRAUX a un jour confié à propos du général de Gaulle : *« Il avait son mystère comme nous avons la Corse. Il y avait en lui un domaine dont on savait qu'on ne l'éclairerait jamais. C'est cela que j'appelle la Corse. »* Île de masques, terre d'apparences dominée par des langueurs séculaires ; immobilités soudain secouées de fièvres tour à tour constructives et meurtrières : la Corse avance par sauts convulsifs, brèves périodes qu'encadrent de longues dépressions qui accouchent à leur tour de lenteurs insidieuses. Le temps corse doit alors bousculer son propre rythme pour épouser celui du dominant. Il s'épuise à ce jeu dont il n'a jamais fixé les règles.

Les seuls instants d'une brève espérance sont ceux qui opposent le peuple corse à ses ennemis. Le risque de la mort réveille son énergie vitale. Alors il se ramasse, il s'unit, il se fond. Il combat donc il est. Mais demain, l'ami peut devenir l'Autre, celui qu'on hait, celui qu'on tue par la parole, par la rumeur ou par le fusil. L'île s'offre aujourd'hui ces festins cannibales. Les grands peuples ont accepté des lois moyennes qui écrasent les excès. En Corse, on feint de s'aimer quand on se jalouse. On flatte lorsqu'on veut tuer. On louvoie plutôt que d'aller droit au but.

Sans le mouvement nationaliste, rien n'aurait été possible. La Corse serait aussi bétonnée que les Baléares, le parc naturel et l'université n'existeraient pas, la langue serait morte. Il a été la vie. Mais, désormais, il est porteur d'un cancer qui effraie jusqu'à certains de ses fondateurs. Que dire sinon répéter qu'il y a le chômage, que l'industrie est absente, que l'île fut injustement traitée. On se lasse à ressasser sans cesse les mêmes mots, les mêmes plaintes. La Corse mérite mieux que cela. Il est vrai que le désœuvrement et la pauvreté suscitent des vocations criminelles comme autrefois ils pourvoyaient l'administration, la police, l'armée. Mais, à force d'invoquer des raisons extérieures, réelles mais non suffisantes, on finit pourtant par abandonner les rênes de son destin à ceux qu'on est censé combattre. Bien des insulaires sont désespérés par l'incapacité d'un mouvement qui ouvrit grandes les portes de l'avenir à parler, seulement parler.

Même entre eux, les nationalistes ne savent pas dialoguer. Bastia déteste Ajaccio, et la ville se méfie de la campagne. La Corse doit avant tout apprendre à s'écouter. Sans cet effort, tout désaccord se terminera en bain de sang. La prévalence des organisations clandestines sur leurs symétriques légaux est symptomatique. L'ombre, la cagoule et le fusil déterminent encore les actes des militants à visage découvert et désarmés. Dans le mouvement nationaliste, deux conceptions s'affrontent. La première, qui prévalut jusqu'à la fin des années 80, voulait que, à l'instar des sœurs irlandaise et basque, les organisations légales ne soient que le cache-sexe de l'organisation clandestine, parée de toutes les vertus, notamment de l'héroïsme. Le FLNC multiplia alors les conférences de presse en grande tenue militaire avec militants cagoulés, armés et menaçants. La scission de l'ANC, en 1989, a porté un coup à cette théorie de *la prédominance du militaire sur le politique*. Et le FLNC-Canal habituel a abandonné à son tour la violence clandestine en 1992, privilégiant l'action légale du MPA.

avant la conquête française de 1769, selon les autres aux temps de l'Antiquité ou encore avant la guerre de 1914-1918. Répandant ce mythe, ils ont rendu obscurs les comportements de leurs pères, qui, en masse, ont cherché à fuir une terre qui ne les nourrissait pas et, pourquoi ne pas l'avouer, une société tellement violente qu'elle ne laissait guère de chances aux « perdants » des vendettas, ces « inimitiés familiales » qui détruisirent plus de Corses que les guerres venues de l'extérieur.

Pasquale Paoli et ses partisans tentèrent, au cours du dix-huitième siècle, de matérialiser le rêve d'une société étonnamment moderne dans une époque qui n'en finissait pas d'entretenir les monarchies. Mais il dut pour s'imposer (y réussit-il d'ailleurs pleinement ?) instaurer la « justice paoline », qui punissait de mort les auteurs de vendettas. *Les partisans paolistes s'en prenaient* aux meurtriers, les torturaient à l'occasion et, lorsqu'ils ne les trouvaient pas, appliquaient les rigueurs de la loi aux familles avant de raser la maison du coupable. Mais la légende a gommé les défauts de Paoli pour lui permettre d'entrer au panthéon des grands hommes, enfoui sous les regrets éternels *d'un peuple qui* l'avait étonnamment aimé. Depuis, avec des résurgences et des amnésies, la Corse n'a cessé de pleurer cette courte période de quinze ans qui la vit espérer en un avenir sans tutelle.

L'histoire du peuple corse a ainsi été sans cesse refaçonnée par des insulaires *en mal d'une liberté en devenir mais* jamais éclose. Sous couvert de mémoire, le passé accouche d'un avenir prometteur, mais stérilise en partie le présent. Or, la modernité, celle qui se bâtit dans la confrontation avec l'extérieur, exige justement une grande souplesse d'adaptation. En faisant mine de la refuser, l'injustice économique aidant, l'avenir de l'île s'est longtemps façonné hors de son territoire, dans les colonies d'Indochine ou d'Afrique, ou sur le continent. Loin de sa terre, le Corse paraissait enfin lui-même, créatif en diable, détenteur d'une énergie sans limite. Étrange errant que cet insulaire insatisfait et permanent. La retraite venant, il s'en retournait sur sa terre devenue un mausolée pour enfin se heurter douloureusement à la vraie Corse, celle des hommes et des conflits, celle de l'isolement et de l'insularité (ces deux termes ont d'ailleurs la même racine). Combien de ces hommes qui avaient bâti des empires dans le vaste monde finirent désillusionnés et meurtris de n'être reconnus dans leur propre village que comme les enfants qu'ils furent et jamais les adultes qu'ils avaient été.

Désormais, la Corse se méfie de ses fils et de ses filles du continent qui longtemps ont rabaissé au rang du commun celles et ceux qui n'avaient pu partir. En cette fin de vingtième siècle, chômage oblige, on ne quitte plus la Corse comme autrefois. C'est là vraisemblablement une chance pour ce peuple que d'avoir à se regarder en face. Néanmoins, le résultat actuel est un déchirement qui se traduit par des fractures masquées : ambition démultipliée, confiscation des subventions par une minorité, lâcheté des fonctionnaires, ressentiment des plus pauvres. Que d'énergie dépensée par ses propres habitants à se définir négativement par rapport à l'autre !

La présence des rituels

EN *1995, l'Histoire semble reculer.* Les FLNC et Resistenza réapparaissent comme des combattants en ombre chinoise. Le meurtre d'un ancien militant du FLNC par ses propres compagnons, puis la tentative d'assassinat d'un des dirigeants de l'ANC, Petru Poggioli, ont marqué le franchissement d'une limite jusque-là respectée : tout restait possible tant que les nationalistes ne s'affrontaient pas. Avec ces crimes, l'île a pris conscience que le pire venait de se produire. Le drame du stade de Furiani et les catastrophes qui ont affecté la Corse depuis deux ans n'ont fait qu'ajouter à cette atmosphère d'effondrement.

Hologramme du monde méditerra*néen, la Corse représente en apparence* un peuple convulsé dont un bras brise l'autre, une communauté dont une jambe écrase sa propre poitrine, un être dont les dents déchirent le ventre. Des dizaines d'individus, originaires de l'île pour la plupart, meurent chaque année de mort violente sans que la justice parvienne à connaître les raisons de ces meurtres. Mais ici le « lavoir », c'est-à-dire la rumeur populaire, en connaît beaucoup plus que la police ou que la magistrature.

Le rituel est présent dans chaque coup de feu, dans chaque plasticage, comme si la société corse avait conservé les instincts primitifs de la chasse. Les meurtres sont souvent les chroniques d'une mort annoncée. La Corse est pourtant bien vivante, avec son âme de colonisée insatisfaite : à l'irritation des puissants, elle répond par des coups de griffes suffisamment mesurés pour ne pas déchirer le paradoxal cordon ombilical qui la lie à sa marâtre. Selon les époques, le mal d'être des insulaires s'incarne en des alliances sans cesse défaites, des résistances héroïques qui nous aveuglent de leur grandeur lorsque tout est perdu, fors l'honneur. Promenez vos pas, hors la saison estivale, dans les villages de la Corse. Vous y serez surpris de ce mélange avoué de superstitions et de pragmatisme, de religion et d'athéisme. On croit en l'homme mais avec méfiance, tout comme en Dieu d'ailleurs. On désire un chef, mais on s'insurge contre la moindre contrainte. On veut être traité autrement, mais aussi communément. On sait ce qu'on ne veut pas, mais on ne parvient pas à définir ce que l'on désire. On sait seulement que ces dernières années le mal est désormais à l'intérieur : le sang qui coule, les inondations causées par des occupations désordonnées des communes ; les incendies qui dévorent chaque été l'île *et dont les auteurs insulaires sont* connus ; Furiani et le sport devenu lui aussi une cause de mort...

Les cimetières n'en finissent plus de s'emplir. Les nationalistes, qui, il y a peu encore, symbolisaient une marche *en avant, à leur tour, n'ont plus à la* bouche que le nom de leurs martyrs. Ces excès finissent par enfermer la Corse dans une camisole psycho-historique qui l'étouffe et la tue. Le pire est que le port de cette harde peut flatter. Elle a créé de toutes pièces une identité qui occulte la vraie personnalité d'une île qui sans cesse s'interroge sur son véritable moi. Il y a dans l'âme corse cette désespérance de jeunes adultes qui ne parviennent plus à dépasser une jeunesse idéalisée et parée de tous les bonheurs, mais qui savent aussi que la vie n'est que mouvement. Et que leurs nostalgies portent en elles des parfums de cimetière. La Corse a des lassitudes orgueilleuses.

La culture dominante, celle de la France, aurait pu apporter ses lumières à une île profondément mutilée par une conquête militaire atroce et injuste. Mais, au lieu d'accompagner ce petit peuple, les conquérants l'ont tantôt trop aimé, tantôt trop détesté, pour réellement l'aider à retrouver ses propres repères, le renvoyant sans cesse à l'inac*cessible passé sans cesse reconstitué.* Serait-il raisonnable que les Égyptiens tentent de définir leur identité grâce aux vestiges archéologiques conservés dans divers musées à travers le monde ?

Mais les Corses portent évidemment leur propre responsabilité dans la permanence de la question corse. Les nationalistes (ou avant eux les corsistes, les *régionalistes, les autonomistes*) n'ont-ils pas dessiné les contours d'un âge d'or irréel qui, selon les uns, se situerait

Terre des seigneurs contre Terre des communes

LA Corse, quand bien même elle le refuserait, ramène aux mythes anciens. *Bandit, carbonaro ou clandestin*, l'homme corse reste cet adolescent spartiate qui, avant de devenir citoyen à part entière, était largué par les siens au dans la montagne avec pour mission de tuer un hilote avant l'arrivée du jour. Alors seulement il accédait au rang d'être à part entière. La mafia est née de ces mêmes prémices. L'homme ici, pour survivre, a emprunté à Sisyphe sa ruse extrême. Comme lui, les Corses semblent sans cesse s'affairer en vain à hisser une pierre ronde au sommet de la montagne, reproduire une histoire faite de puissances mais aussi de médiocrités. Car, si l'on retranche les mutations technologiques, les alliances humaines d'hier ressemblent à s'y méprendre à celles d'aujourd'hui. Au siècle dernier, on tuait quatre fois plus en Corse que dans le *département* de la Seine. Rien ne semble avoir changé. Certains s'en réjouissent. Ils nomment cela fidélité et tradition. D'autres s'en désespèrent.

Le nord de l'île est couvert de schiste tandis que le sud se convulse dans un granit torturé par les vents. Mais cette approche est encore trop simple pour définir la complexité corse. Il faut pousser plus loin la recherche, gratter ce sol de tout temps trop pauvre pour retenir ses enfants. Aux montagnes sombres répond verticalement la côte orientale fertile mais paludéenne. Les hauteurs du Nord ont abrité le cœur de l'île, ses révoltes et ses grandeurs. Là ont vécu Ugo Colonna, le Cid corse, et Pasquale Paoli, le père de l'éphémère mais glorieuse nation corse. Là aussi, la culture s'est forgée au gré des transhumances pastorales. Tandis que les conquérants cherchaient à fixer les colons dans les plaines, les incitant par l'argent ou par la coercition à la sédentarisation, les bergers indigènes poussaient devant eux des troupeaux requérant les espaces non clos. Ils détruisaient les barrières et les murs, précipitant les familles dans des inimitiés incessantes, insatiables et interminables.

Entre *le nord* et le *sud de l'île* court une ligne de monts qui partage la Corse. Tandis que le septentrion s'ouvrait à la renaissance balbutiante et aux Génois, le méridien insulaire restait sous la coupe d'une féodalité divisée et conservait à ce titre le qualificatif de Terre des seigneurs opposée à la Terre nordiste des communes. Terre d'injustices sociales, elle généra ses révoltes radicales toujours écrasées par les puissants. Terres de fidé-

* Professeur à l'université Denis-Diderot (Paris-VII) ; auteur du *Complexe corse*, Gallimard, Paris, 1990 ; et, avec Antoine Parigot, de *Natura Corsa*, Duculot, Paris, 1992.

هكذا من الاصل

INTÉGRATION ET INDÉPENDANCE

gagnée par la violence

lité ou terres d'immobilité, au choix selon les espérances et les fatigues du moment, ces grands ensembles géologiques, géographiques, ont façonné les esprits et créé des invariants historiques.

Ainsi le Sud est-il toujours dominé par le clan de droite, autrefois celui des Abbatucci, des Gavini, des Noirs, aujourd'hui celui des Rocca-Serra, tandis que le Nord s'affiche plutôt réformiste avec les radicaux de gauche et l'UDF dans la lignée du clan des Blancs. Par un subtil jeu d'équilibre, la Corse s'affirme dans un changement qui semble ne servir qu'une maîtresse : l'invariance... Mais contrairement à la Sicile, l'île n'a pas été, ou peu, écrasée par une formation sociale ancienne. En Corse, les riches ne l'ont jamais été, même lorsqu'on leur donnait à tour de bras du *sgio* et du *signora*. La plupart des aristocrates tenaient leurs titres des bontés royales françaises afin de les remercier, après la conquête de 1769, pour un ralliement honteux et discret. Ils restèrent néanmoins des notables en quête d'une respectabilité reconnue par les seuls conquérants. Les pauvres, c'est-à-dire ceux qui ne possédaient pas grand-chose, pas même une place dans l'administration, quittèrent souvent l'île pour mieux vivre en Toscane ou en France, là où être faible ne signifiait pas aussi être un éternel perdant.

Sans cesse en situation de défense, les Corses ont toujours aimé les armes, qui permettent de conserver la vie, mais aussi de la supprimer. A la limite de la caricature, le Corse triomphant prend les traits du petit Napoléon Bonaparte, d'abord paoliste, ensuite révolutionnaire, puis réactionnaire et enfin napoléonien. Mais comment expliquer que ce peuple aux dimensions lilliputiennes possède une force d'attraction telle qu'il ait réussi à intégrer ses colonisateurs plutôt que de disparaître corps et biens dans la nuit de l'humanité ? Les traces écrites des occupants témoignent de cette fascination horrifiée pour des Corses magnifiques et monstrueux, beaux comme l'antique, laids comme des parvenus.

Tous les vainqueurs ont essayé les flatteries, les caresses, les menaces et la répression sans d'autres résultats qu'un aveu d'échec. Les Génois ont fini par vendre l'île aux Français. Les Anglais en firent un vice-royaume avant de l'abandonner aux mains d'un Bonaparte avide de prendre, enfin, sa revanche sur ses propres compatriotes, coupables de l'avoir évincé du jeu politique local. Clemenceau, Rochefort et quelques autres républicains de la fin du XIXᵉ siècle réclamèrent qu'on la vendît pour un franc symbolique. Mussolini la revendiqua durant les années 30, mais sans ses habitants, la cage sans les oiseaux. En un mot comme en mille, les Corses ont développé cette capacité à désespérer jusqu'aux plus admiratifs de leurs maîtres.

Il y a peu, un ministre de l'intérieur socialiste montra une bienveillance parfois naïve pour une branche du mouvement nationaliste pourtant d'essence libérale. Un autre, d'origine corse celui-là, et réputé pour ses rodomontades jacobines, prit langue avec une autre famille nationaliste, qui, malgré un langage confusément d'extrême gauche, appela plus ou moins à voter Chirac au second tour de la présidentielle de 1995. En privé, les hauts fonctionnaires français montrent beaucoup d'impatience face aux attitudes jugées incohérentes de leurs interlocuteurs insulaires. Mais en définitive, ils acceptent ce poker menteur où les donnes sont inversement proportionnelles à la puissance réelle des joueurs. Comprendre la Corse, c'est d'abord l'accepter avec ses paradoxes propres au monde méditerranéen, ses vents de colère comme ses demandes d'amour.

La Corse est l'un des lieux où se bousculent deux cultures qui forment la France. Là où la lumière est moins vive, l'homme semble chercher le sens de la vie dans une rationalité laborieuse. Il s'adresse à ses semblables sans intermédiaire. Le patron dirige une entreprise, pas une famille. Il ne confond pas l'économie et le sentiment, le client et le clientélisme. L'autre culture est cette clarté noire venue du Maghreb, qui produit à la fois le fatalisme et la révolte, une façon de prince de concevoir la vie comme un passage qui ne vaudrait le coup d'être vécu qu'au prix d'une incessante remise en question. Dès lors, on brûle plutôt que d'économiser, l'apparence vaut plus que le fond, on joue à exister. On consume, on consomme, on vit au-dessus de ses moyens. On compte plus sur les relations humaines que sur des lois abstraites. On demande du travail à un patron et, s'il vous l'accorde, on lui en est redevable. Mais en possédant le pouvoir, on ne se connaît plus d'autre limite que la mort. Et malgré tout, au bout du jour, de l'année, du chemin, reste cette lancinante question : à quoi tout cela sert-il donc si l'homme n'est que ça ?

La Corse est pourtant bien plus que la moyenne de ces deux cultures. Il y a en elle un peu de la France : les deux cent trente ans de vie commune finissent par compter. Elle a aussi pris de la Toscane, de Gênes, du Maghreb et de la Sicile. Ce peuple est une poussière d'humanité, une mer de sable dont chaque grain est un monde, chaque individu réunit à lui seul les contradictions de sa propre communauté. Dans une discussion, le Corse prendra un parti, puis un autre, pourvu qu'il puisse s'opposer à son adversaire. *« Peuple de sauvages, de chèvres »*, avaient dit les Français. Et pourtant, ces animaux-là s'étaient soulevés contre la royauté quarante ans avant la Révolution de 1789. Ils avaient osé affirmer que la liberté devrait être octroyée à tous les peuples. Rousseau avait applaudi, Voltaire acquiescé. La Hollande s'était enflammée en même temps que les libéraux anglais menés par la franc-maçonnerie. Mais à force de vivre sur ce capital, la Corse a fini par l'user. Il ne reste de ces splendeurs des Lumières que l'angoisse de celui qui ne sait plus vivre que dans le combat.

Une capacité à s'autodétruire

VOYEZ ces peuples qui ont des mines de mendiants. Au fond de leur regard brillent encore les étoiles de splendeurs défuntes. Autrefois, ils furent bergers, ils possédaient des troupeaux et se moquaient de l'immobilité, vivant dans le balancement perpétuel du nomade. Puis arriva le conquérant et, dans ses bagages, le modèle d'un monde victorieux. Parce qu'il était le vainqueur et qu'il possédait le pouvoir, maître mot pour ces bergers en errance, on l'imita.

Il existe assurément des Corses tranquilles, d'autres qui s'affirmèrent comme de grands commerçants. Mais, encore aujourd'hui, les Corses se font mal aux métiers qui exigent de la souplesse dans la relation financière. Ils apprennent le prix de l'argent avec difficulté. Ils sont capables d'en gagner beaucoup mais en dépensent plus encore. D'après un récent rapport, la Corse serait la région la plus subventionnée de France. Déjà au XVIIᵉ puis au XVIIIᵉ siècle, les Génois se plaignaient de la faible rentabilité de l'île. Comme dans les territoires d'outre-mer, la fonction publique occupe une place démesurée dans l'économie insulaire, un emploi sur quatre. Sans ces vingt-deux mille fonctionnaires ou apparentés, la Corse partirait à la dérive. Sans le prolongement territorial, le peu de production locale ne pourrait être exporté. Les mouvements nationalistes font mine de n'en rien croire. Mais une simple lecture des chiffres fournis par l'Insee balaie ces réticences. D'ailleurs, la revendication indépendantiste a été reléguée par les trois principales organisations nationalistes dans un placard qui sent bon la lavande.

L'impasse du mouvement nationaliste est d'autant plus confondante qu'elle survient après son brillant succès lors des élections territoriales de 1991. Plus de 25 % des votants s'étaient alors prononcés pour les frères ennemis de la famille nationaliste ; leur division, basée sur de réelles divergences idéologiques, traduit en partie une incapacité à aborder l'étape européenne avec une pensée innovante. Ceux qui furent les moteurs de tous les progrès insulaires, ceux dont l'action stimula les dirigeants indigènes à protéger la beauté de l'île, vivent une déchéance idéologique et électorale, mais surtout psychologique. Après avoir été les anges de lumière, ils sont désormais traités « comme les autres ». On craint les militants des FLNC comme on craignait le bandit ou le chef de clan. Un tel sentiment empêche toute évolution : on se défie par la parole et par l'écrit, on se menace par conférences clandestines interposées, on continue de se battre sur des schémas vieux de vingt ans.

En 1991, l'évêque de Corse lançait un appel à mettre fin à cette situation de mort. *« La Corse a peur »*, écrivait-il. Or la Corse a toujours eu peur. Elle a constamment hésité entre une exigence presque mystique de justice et la lâcheté d'un abandon à la puissance de minorités tyranniques souvent à la solde d'un puissant colonisateur. Comment expliquer cette capacité à s'autodétruire sinon par la permanence de comportements dictés par l'enfermement. Durant ces trois derniers siècles, l'environnement a changé, mais l'insularité est toujours présente. Confrontée aux modèles de l'ailleurs, elle devient, plus encore qu'autrefois, source d'ennui et de désœuvrement.

Pour ne pas subir le quotidien, on opte inconsciemment pour des attitudes suicidaires. A proportion égale, la Corse possède plus de séropositifs et de drogués que Marseille. Elle détient le record des jeunes tués sur la route. Et la société corse, qui autrefois tentait de domestiquer la mort, est maintenant débordée par la Grande Voleuse. Le taux de fécondité n'est guère plus élevé que sur le continent, mais les enterrements sont de plus en plus nombreux, notamment aux périodes festives. Ajoutant au poids de la mort, les Corses du continent se font souvent enterrer dans leur terre. Et les enterrements deviennent les ultimes lieux de rencontre d'une île encore fidèle à ses traditions.

Mais sous les coups d'une société consumériste, les solidarités familiales s'étiolent. Là où, hier, pour survivre, il fallait *vaï que vaï* s'entraider, on ne compte désormais plus que sur les siens. Et le cercle des « siens », qui, il y a cinquante ans, comprenait jusqu'au cousinage de troisième degré, s'est réduit à la famille *stricto sensu*. On pardonne au délinquant pourvu qu'il soit fils ou frère. Que d'affaires jugées aux assises ont vu des familles se vautrer dans d'inqualifiables attitudes pour sortir leur enfant des griffes de la justice. La victime, corse ou étrangère, n'a droit qu'au silence si les siens n'ont pas d'appuis. Cela se passait ainsi aux siècles passés. Mais ces dénis de justice deviennent insupportables à bien des Corses. Ils savent que cette lâcheté prive l'île d'un avenir empreint de justice et de liberté. Le chaos et la barbarie risquent bien d'être les tyrans d'une Corse à la dérive si les habitants eux-mêmes ne se révoltent pas contre un État de non-droit qui tient davantage à leur laisser-aller (le fameux *lascia corre*) qu'aux pressions colonialistes d'un Paris lointain.

L'exclusion gagne du terrain. La société corse, avec ses soudaines fortunes locales, ses arrangements, est devenue profondément inégalitaire. Le vaincu l'est ici complètement, écrasé, nié par sa propre société. Les exclus des zones urbaines de Lupino, des Salines, de Montesoro voient non loin d'eux (tout est si proche) d'autres Corses profiter des largesses de l'Europe et de la France. Ce schéma, classique ailleurs, encourage ici des comportements violents.

Mais la Corse échappe aux classifications. Elle est cela mais aussi son contraire. Crève-cœur pour les siens qui la repoussent et la désirent tout à la fois, elle suscite le bonheur et le malheur, le rire et les pleurs. Lorsque le maire d'une petite ville s'emmêle la langue et les idées dans un discours pompeux et grandiloquent pour affirmer un pouvoir dérisoire, on se moque. Mais quand l'édile d'un autre village se fait abattre comme un chien pour une ridicule histoire de terrain, on en pleure. Lorsqu'un journal nationaliste fait appel aux mânes des illustres anciens pour justifier un plasticage, on sourit. Mais lorsque des nationalistes utilisent les mêmes références pour faire applaudir le meurtre d'un des leurs, on en pleure. La Corse désespère jusqu'aux plus fidèles des insulaires.

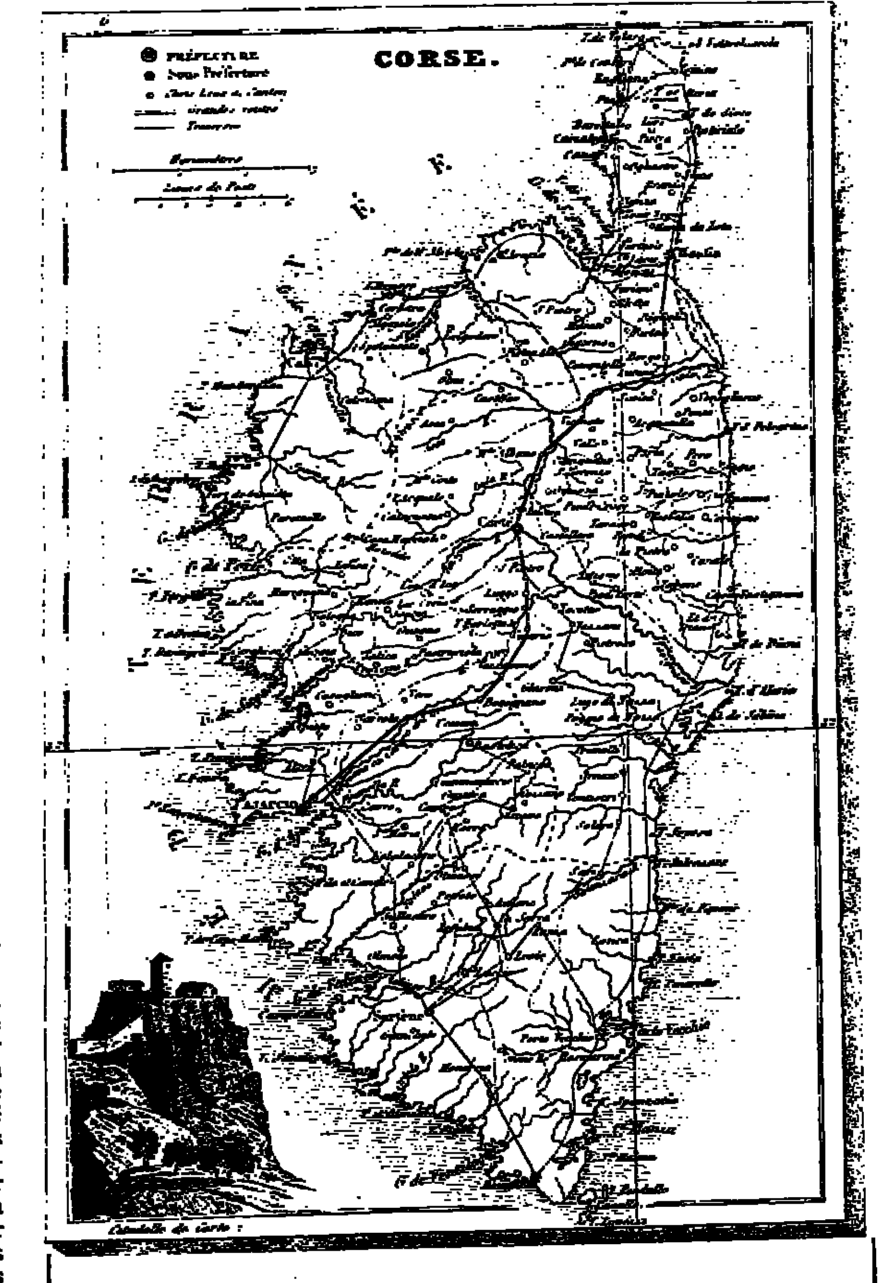
La plupart de ceux qui y habitent ont été tentés un jour de tout larguer pour oublier ces rumeurs meurtrières, ces regards qui épient chaque geste, ces bouches qui les commentent, ces bras qui tuent, ces grèves qui enferment, cette eau qui entoure. Et soudain, l'île étonne par ses fulgurances généreuses : Pasquale Paoli et sa si belle révolution ; la Libération de 1943 ; la révolte, dirigée par Edmond Simeoni, contre les boues rouges de la société Montedison ; le mouvement nationaliste avant qu'il ne dégénère ; les petits gestes d'affection, la générosité de proximité.

Pourtant, malgré les progrès, pour la plupart dus au mouvement nationaliste, malgré l'université, lieu de vie intellectuelle, la Corse est au bord du précipice. Les banques, lassées de ne pas toucher les dividendes de leur « générosité », parlent de se retirer, les assurances refusent d'assurer, la délinquance grandit, la Corse vieillit. Les chefs de clan sont devenus octogénaires et leur descendance a bien du mal à prendre la relève. Du coup, les prétendants se bousculent avec une indécence borgiesque. En cette aube de XXIᵉ siècle, l'île de Beauté ressemble à ce qu'elle fut, avec sa marginalité et son universalisme, ses intégrations et ses intégrismes.

Soudain, une force nouvelle émerge de ce bruit et de cette fureur : celle des femmes. Comme en Algérie, mais dans un contexte beaucoup moins dramatique, elles ont manifesté contre la violence. Elles ont exprimé leur lassitude d'un monde où les comportements « machistes » ont remplacé la confrontation des idées. Elles ont osé s'affirmer dans une société insulaire qui donnait la part belle aux pères, aux fils et aux hommes. Elles qui jusqu'à présent étaient seulement des mères, des sœurs ou des filles incarnent peut-être la nécessaire ouverture sur l'ailleurs.

Le monde extérieur se referme sur la Corse comme une main géante. A force de vouloir régenter cette île comme une ancienne colonie, la France étouffe en elle ses velléités de maturité. Mais la Corse peut encore montrer l'exemple à l'Europe. De taille résolument humaine, elle peut réussir là où de grands peuples échouent : droit des minorités, attachement à la langue, écologie, décentralisation. Son peuple saura-t-il à présent taire ses orgueils d'un autre temps, s'ouvrir sur son monde naturel, la Méditerranée, se désenclaver, remédier au caractère handicapant de l'insularité ?

GABRIEL XAVIER CULIOLI.



Repères

La Corse est la plus montagneuse des îles méditerranéennes. Elle s'étend sur 8 700 kilomètres carrés. 47 % de ses côtes sont restées à l'état naturel, 57 % de sa surface est occupée par des formations boisées. Avec 253 000 habitants (soit 29 habitants au kilomètre carré), c'est la région de France la moins peuplée.

Le taux de chômage (11,5 % en 1993), un peu inférieur à la moyenne nationale, fait de la Corse la mieux placée des régions méridionales. La durée du chômage est nettement moins longue que sur le continent, ce qu'il faut attribuer au phénomène saisonnier du tourisme. 45 % des 37 197 salariés travaillent dans des entreprises ayant moins de cinq employés (contre 23 % en moyenne continentale), 20 % dans des entreprises dépassant 50 salariés (une proportion inférieure de moitié à celle du continent).

L'industrie est également sous-représentée (7,2 % des emplois contre 20,6 %). Les parts du bâtiment, du génie agricole et des services sont en revanche supérieures à la moyenne nationale. Le PIB insulaire (82 000 F par habitant) la situe au dernier rang des régions métropolitaines, un phénomène renforcé par le poids des retraités. Pourtant, le revenu des ménages (68 000 F par an et par habitant) est presque identique à celui du continent (hors Ile-de-France). Mais les disparités sont de plus en plus accentuées, à la fois entre micro-régions (de 1 à 4), entre le littoral et la montagne, et dans les villes.

Le tourisme emploie 3 100 personnes à plein temps et 11 000 saisonniers. Plus de 1 500 000 touristes séjournent en Corse chaque année, dont 340 000 qui y ont de la famille. Vingt-quatre mille personnes travaillent dans le secteur public ou apparenté, soit 25 % des emplois. L'agriculture occupe enfin 6 000 actifs, mais ne représente que 2,6 % du PIB insulaire. En huit ans, le résultat brut des exploitations agricoles a baissé de 30 %, alors qu'il augmentait de 15 % sur le continent.

La Corse bénéficie d'un apport extérieur (Union européenne et France) de 7 milliards de francs par an (chiffre de 1993). C'est la région la plus aidée du pays. En incluant la dotation de continuité territoriale, cette aide atteint 1,19 % du total national, alors que l'île ne représente que 0,43 % de la population française.



DECOUX-RÉA

LES ÉLECTIONS TERRITORIALES DE 1991
Affiche nationaliste dénonçant la dérive mafieuse

LIEU DES FUTILITÉS ESSENTIELLES

Un ethnologue à la plage

Une immense salle d'attente sans espoir de départ, telle apparaît à l'ethnologue Marc Augé la plage, ce « lieu des futilités essentielles ». Lieu aussi d'inégalités – car il y a, en France, des plages publiques et des plages privées – où les vacanciers, surtout lors des grandes affluences d'été, occupent et défendent l'espace selon une stratégie presque militaire. Symbole moderne du bonheur et de l'évasion (les gauchistes de mai 68 pensaient la trouver sous les pavés), la plage est également ce lieu où les corps s'exposent et circulent selon des règles et des codes bien précis susceptibles de révéler les non-dits d'une société en crise de civilisation.

Par notre envoyé spécial
MARC AUGÉ *

DERNIER dimanche de juin. Il est difficile d'imaginer qu'il y ait des ethnologues assez distraits pour rester chez eux la veille d'une cérémonie d'initiation, des astronomes assez distraits pour quitter leur observatoire deux jours avant l'éclipse du siècle. C'était un peu mon cas pourtant. Si je voulais remettre à temps le papier sur les plages d'été pour le numéro d'août, tout petit qu'il fût (huit pages, une ou deux plages), je n'avais que les tout derniers jours de juin pour me mettre dans le bain. Après avoir flâné sur les bords de Loire, j'arrivais aux alentours de Saint-Nazaire persuadé que mon voyage était prématuré et que j'aurais mieux fait de rester à Paris pour rédiger un compte rendu sur l'un des excellents ouvrages consacrés à la vie sociale des plages ou à la mode des seins nus *(lire ci-dessous)*.

Dans mon désir d'assouvir un vieux rêve, en outre, je m'étais compliqué la tâche. Puisque je pars à la plage, m'étais-je dit, autant aller retrouver des souvenirs anciens – des souvenirs de spectateur, des souvenirs-images bien sûr – à l'Hôtel de la Plage, celui des *Vacances de M. Hulot*, le célèbre film de Jacques Tati, tourné en 1953. Je n'avais jamais passé mes vacances à Saint-Marc-sur-Mer, en Loire-Atlantique, même si le film, dès sa sortie, m'avait paru faire écho à mes vacances bretonnes, avec ses villas début de siècle, sa jeune fille bien élevée, sa pension de famille et ses rituels estivaux. Tout cela aurait changé, bien sûr. J'arriverais trop tôt dans un monde trop vieux, celui dont Jacques Tati avait préféré observer, en ville, les signes prémonitoires (*cf. Mon oncle, Playtime* et *Trafic*). Bref, j'étais inquiet, un peu incertain de ce que je venais chercher, et convaincu, en tout cas, d'opérer à contretemps.

Et puis, toujours sensible à l'influence de la météorologie, je me laissais gagner par l'optimisme. Le ciel était bleu, la température estivale. Pourquoi ne pas livrer mes impressions telles quelles, sans souci de démontrer l'exceptionnelle acuité du regard de l'ethnologue ?

J'arrivai à Saint-Marc sur le coup de midi, passai subrepticement devant l'hôtel et fis quelques pas sur la plage. Maigre moisson : quelques jeunes gens dormaient sur le sable ; un enfant jouait dans l'eau. J'allai jusqu'à la petite jetée dont je gardais l'image et passai devant une jeune femme aux seins nus, échantillon unique et de ce fait un peu étonnant. Le plus étonnant, pourtant, à quelques détails près, c'était la conformité du lieu à l'image qu'en avait donnée le film. J'eus fugitivement la sensation de m'incorporer à un tableau ancien, de remonter le temps, de me glisser incognito dans la fiction : je reconnus tout, notamment la fenêtre mansardée d'où Hulot-Tati observait ses compagnons d'une saison.

CAGNAT

Mais n'étais-je pas en train de changer de sujet ? La conscience professionnelle reprit le dessus. Je filai vers la grande plage de La Baule voisine avec l'espoir qu'en ce haut lieu balnéaire le spectacle aurait commencé. Il se mettait en place, en effet. A Sainte-Marguerite, à Pornichet, l'agitation montait. A La Baule même, malgré les signes de désertion (les écriteaux « à vendre » fleurissaient sur la façade du nouveau mur de l'Atlantique, comme si les gens s'étaient fatigués, à la longue, de regarder la mer, juillet venu, du haut de leurs balcons alignés), quelques encombrements sur la promenade littorale témoignaient de l'imminence du raz de marée. L'Europe des brumes déferlait sur nos côtes. Je m'installai à la terrasse d'un restaurant sur la plage. On me recommanda la salade thaïlandaise. Je la commandai donc, puis j'observai.

Emploi du temps, occupation de l'espace et gestion du corps

IL y avait plus de monde qu'à Saint-Marc, assurément, mais l'occupation de l'espace ne posait pas encore un problème. Une douzaine de mètres environ séparaient horizontalement les uns des autres les petits groupes répartis en quinconce – serviettes bien étalées, parasols fièrement plantés – sur l'immensité dorée de « la plus belle plage d'Europe ».

J'en étais au café quand, enfin, j'eus une révélation. Il était 3 heures et la plage commençait à se peupler de façon accélérée. Je compris qu'il y avait déjà beaucoup de monde à La Baule mais que la vie de plage a ses rythmes et ses heures. Je le savais bien sûr, j'aurais dû m'en souvenir, mais la démonstration m'en était faite ici, vu la relative rareté de la clientèle de « demi-saison », au ralenti, plus éclatante par là même. En moins d'une heure, l'écart entre les groupes en ligne passe de 12 à 6, puis à 3 mètres, mais la disposition en quinconce se maintint. Que serait-ce à la mi-août et en période de grande marée ?

L'emploi du temps, l'occupation de l'espace et la gestion du corps : c'était bien par là que passait l'ethnologie des plages. Deux jeunes femmes m'avaient mis sur la piste un peu plus tôt, lorsqu'elles s'étaient levées d'un geste preste et avaient remis leur soutien-gorge avant d'appeler leurs enfants et de se diriger vers une table voisine de la mienne pour y déguster à leur tour une salade thaïlandaise. L'emploi du temps, au bord de la mer, est le plus conventionnel qui soit. La plage est peu fréquentée le matin. A midi, l'on mange. Les heures de pointe sont celles de l'après-midi, et l'on rentre chez soi, ou à l'hôtel, relativement tôt.

Sans doute l'inaction propre à la vie de la plage (la position allongée est de rigueur, il y a peu de circulation d'un groupe à l'autre, les plus jeunes échangent mollement quelques propos) est-elle l'occasion pour beaucoup de sentir le temps passer, d'éprouver la longueur des minutes et la rapidité des heures. Le temps soudain devient concret. C'est le miracle du beau temps : il donne corps au temps. Ensuite, c'est affaire de tempérament. Les uns (les plus nombreux) retrouvent avec soulagement les repères ordinaires (*« 7 heures, allons prendre l'apéro »*), les autres, plus rares, les transgressent (soucieux alors d'apparaître à leurs propres yeux comme des *happy few* : *« 7 heures déjà ! On ne le dirait pas, il fait si beau, si clair encore. Profitons-en : il n'y a plus personne »*). Mais, pour tous, les minutes comptent. Sur la place, les estivants voient et sentent le temps passer, en retrouvent l'épaisseur et, à travers elle, comme une sensation d'enfance, une sorte de permanence.

Ce retour aux sources n'implique d'ailleurs aucune nécessité de contact avec la mer, aucune fusion avec l'élément primordial. En cette fin juin torride, si tous les enfants faisaient trempette, seuls de rares adultes esquissaient quelques brasses. La mer, c'était d'abord une rumeur, une proximité bruissante pour les corps allongés, quelquefois aussi (à la faveur d'un mouvement, d'un besoin de bouger ou de changer de position) l'objet d'un regard un peu perdu. Il n'y a rien à voir sur la mer, que la mer, même si un bateau, un oiseau de passage en animent de temps à autre le calme plat. De la plage, on ne voit pas le rivage : on a le nez dessus. Regarder la mer, dans ces conditions, c'est plutôt se plonger dans la lumière, s'y éblouir et, quand elle baisse un peu, en capter les plus infimes variations. La mer, c'est la couleur du temps.

Ainsi quelques regards jaillis du sable chaud se perdaient-ils en mer, ce jour-là vers 4 heures de l'après-midi à La Baule. Sur le boulevard côtier, plusieurs promeneurs s'arrêtaient un instant pour s'accouder aux balustrades et embrasser d'un coup d'œil le sable et l'océan jusqu'à la ligne d'horizon. Du haut de leur balcon, des vacanciers, à pied d'œuvre déjà, mais fatigués, contemplaient l'ensemble : une cascade de regards se déversait dans la mer.

La plage à La Baule, c'est une immense salle d'attente sans espoir de départ. *« Tu réclamais le soir, il descend, le voici... »* : la nuit ne surprendra pas les vacanciers, mais ils l'ont attendue, à deux, trois ou quatre (les solitaires sont rares), pesant de tout leur corps sur le sable, faisant bastion et intimité de leurs sacs et de leurs serviettes, immobiles. Sur la côte atlantique, en outre, plus pudique que sa sœur méditerranéenne, l'exposition des seins interdit le mouvement, et les corps demi-nus ne bougent guère.

Revenu à Saint-Marc, je fis le même constat : dans l'après-midi, la plage s'était garnie. Mais elle n'obéissait pas au même ordonnancement qu'à La Baule. La géométrie plane, ici, fait place à un aimable entassement au plus près de l'eau. J'avais remarqué à La Baule que, tel l'écolier appliqué sur sa feuille à carreaux, les estivants allongés laissaient une belle « marge à la mer, leur ligne la plus avancée se situant à une trentaine de mètres au moins de celle des vaguelettes les plus hardies. Sans doute la fraîcheur du sable le plus récemment découvert leur suggérait-elle cette douillette précaution, encore possible en juin. Rien de tel à Saint-Marc : avant le flux du plein été, la fréquentation de la plage était plus jeune et plus locale. Quelques vieux indigènes en casquette s'étaient même aventurés sur le sable pour voir jouer leurs petits-enfants. Des adolescentes au maillot sage éclaboussaient leurs cousins avec des rires provocateurs. Deux ou trois chiens très tatiesques couraient d'un groupe à l'autre.

La plage : quel étrange singulier, me dis-je, en m'étendant à mon tour sur le sable chaud pour observer, plus confortablement, plus voluptueusement, ces jeux innocents et familiaux. Il suffisait de passer de La Baule à Saint-Marc pour changer de milieu, de classe, aurait-on dit naguère dans un langage ancien qui n'avait pas peur des mots. A La Baule, au moins, l'abondance du sable et de l'espace assurait un minimum de démocratie.

J'avais le souvenir de ces plages du Midi, de la Côte d'Azur, où l'espace public se voit assigner la portion congrue. La loi est respectée, certes, mais c'est la majorité qui se trouve repoussée, avec ses serviettes, ses peignoirs de bain et ses paniers, à une extrémité de la bande de sable affermée pour l'essentiel aux plagistes de profession. Quelques héros de la revendication populaire, connaissant le droit, longent de temps à autre le bord de l'eau comme pour provoquer l'ire fautive des privilégiés du bain de soleil ; certains vont même (j'en fus !) jusqu'à escalader des rochers escarpés ou emprunter une barque pour accéder au bord humide des plages privées, des villas « les pieds dans l'eau » d'où on les voit venir avec étonnement, incrédulité et mauvaise humeur. L'accès à l'eau, comme l'accès à la vue « imprenable », c'est l'un des privilèges les plus visibles (qui voit sera vu !) des grands de ce monde.

Le petit carré de sable avec transat, matelas pneumatique et parasol que des plagistes musclés réservent à leur clientèle n'en est que l'expression la plus modeste et la plus ostentatoire à la fois : les vrais riches se dissimulent. On n'accède à leur retraite que par des chemins dérobés, à moins que, en les prenant de revers, par la mer, à la faveur d'une partie de pêche par exemple, on ne découvre l'envers du décor (paradoxalement la façade maritime) et, du même coup, la prétention discrète avec laquelle ils entendent s'approprier le monde ou, à tout le moins, en confisquer la vue.

Plus la nature est proche, plus les inégalités s'accusent. Le droit à la nature, à la solitude et à la nudité coûte cher. Vacanciers de tous les pays, unissez-vous !

J'en étais là de mes réflexions révolutionnaires lorsque l'évidence du bien-être que diffusaient en moi la chaleur du sable, le clapotis de la mer et la lumière encore pleine de la mi-journée infléchit mes pensées. La plage : ce singulier recouvrait, certes, bien des inégalités. Encore ne pensais-je point trop en cet instant, bien qu'elles me fussent familières, à toutes les étendues bordées de cocotiers qui ne sont en de larges régions d'Afrique ou d'Amérique latine que des ports pour des barques de pêche et le substitut au tout-à-l'égout absent.

ROGER VIOLLET

Mais la plage, au singulier, c'était aussi, en Occident, le symbole partagé et sans doute trompeur de l'évasion, du bonheur peut-être, de l'ailleurs certainement. L'exclamation heureuse qu'arrachait au jeune Proust l'illusion d'un mouvement de terrain dans la Beauce, la course haletante du jeune héros de François Truffaut à la fin du film *Les Quatre Cents Coups* et l'allégresse en forme de refrain du couple mythique et populaire (un homme, une femme) que Claude Lelouch a su une fois nous faire partager sont autant d'échos insistants – avec un poème de Baudelaire et une chanson de Charles Trenet – du cri que nous avons, tous, un jour failli pousser au spectacle réel ou fictif d'un rivage ou d'un horizon : la mer !

La consommation innocente des souvenirs et des rêves

DERNIER lundi de juin. A Saint-Marc, j'eus ma récompense en deux temps et trois mouvements. Remonté dans ma chambre en fin d'après-midi, j'ouvris la fenêtre et m'allongeai un instant sur le lit. Soudain, je fus transporté dans le film de Jacques Tati. Cris d'enfants, aboiements, éclats de voix, choc sonore des paumes frappant le ballon de volley-ball : aucun ingénieur du son n'aurait pu mieux faire. J'allai à la fenêtre et vis passer (c'est vrai, je le jure !), cheminant laborieusement dans le sable, un couple assez âgé, elle devant, un peu minaudante, lui derrière, un peu narquois, qui m'évoqua irrésistiblement celui des *Vacances de M. Hulot*.

Le soir, je dînai à l'hôtel. Quelques silhouettes (une Anglaise à lunettes, notamment) n'auraient pas détonné dans le film. Les Anglais sont les seuls, me confia le patron, qui viennent exprès ici pour retrouver le lieu du tournage. Les Anglais apprécient, plus que les Français, l'humour de Tati, ajouta-t-il. Il me rappela surtout que Jacques Tati était lui-même revenu plusieurs fois à Saint-Marc y tourner quelques compléments ou quelques remakes du film pour la télévision britannique, mais aussi, un peu plus tard, pour le plaisir, en famille. Jacques Tati avait fait comme moi en somme : il avait pris la plage du film pour celle qu'il avait eue, et que j'avais maintenant, sous les yeux.

Il avait raison. Filmée ou non, la plage reste le lieu des futilités essentielles. Sur la plage, on passe le temps, et le temps passé ne se rattrape qu'à la plage. L'imagination et la mémoire s'y confondent dans la consommation innocente du temps perdu et retrouvé. Les souvenirs y sont aussi fictifs et aussi vrais que les rêves. Chacun s'y perd et s'y retrouve. Chacun s'y fait son cinéma.

* Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris ; auteur, entre autres, de : *Un Ethnologue dans le métro*, Hachette, Paris, 1986 ; *Non-lieu*, Seuil, Paris, 1992 ; et *Paris ouvert*, Imprimerie nationale, Paris, 1995.

SUR LA PLAGE. MŒURS ET COUTUMES BALNÉAIRES. – Jean-Didier Urbain

★ Payot, Paris, 1994, 384 pages, 135 F.

Livre érudit et spirituel, léger mais non superficiel, *Sur la plage* évoque avec talent les fantasmes de sécurité et de repli sur soi qui se déploient et se multiplient sur la plage. Livre d'histoire et de sociologie, il nous invite à passer par l'univers balnéaire, ses rites et ses coutumes, pour nous interroger sur la difficulté à penser l'Autre qui est une des caractéristiques majeures de notre culture et de notre époque.

On y appréciera particulièrement une distinction entre villégiature et tourisme, l'immobilité et l'errance, qui est sans doute un paradigme important de l'imaginaire européen.

M. A.

CORPS DE FEMMES, REGARDS D'HOMMES : SOCIOLOGIE DES SEINS NUS. – Jean-Claude Kaufmann

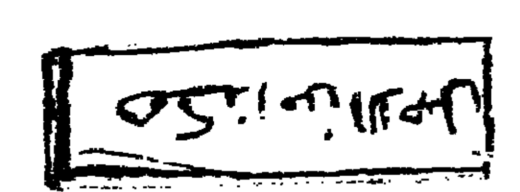
★ Nathan, Paris, 1995, 224 pages, 139 F.

Comme dans ses livres précédents, l'auteur part d'un phénomène d'apparence mineure (les seins nus sur la plage) pour en interroger les codes et les règles et, au-delà, la signification. Son observation des plages le conduit au bout du compte à analyser la place du corps et le rôle du regard dans notre société. La montée de l'individualisation, la médiatisation, la fragilité accrue du lien social dessinent les lignes de fuite de nos nouveaux vertiges.

A noter une fine et savoureuse sociologie des regards, voyeurs ou non, par celles qui en sont l'objet de prédilection.

M. A.

هكذا من الأصل



« GUIGNOLS DE L'INFO »

La comédie des princes

EN France, la pesante connivence qui soude certains journalistes aux hommes politiques les plus respectueux de l'ordre établi a été longtemps dissimulée par une véritable loi du silence. Mais, depuis trois ans, une émission de télévision presque quotidienne fait de l'étalage de cette complicité la recette de son triomphe. Pour une fois, les médias y parlent des médias sans tomber dans le travers de l'autopromotion. Et puis les Guignols parlent aussi du monde. Pour en dire des choses assez inhabituelles à la télévision.

Par EMMANUËL SOUCHIER ET YVES JEANNERET*

Evoquant *Ubu Roi*, drame *« représenté par les marionnettes du Théâtre des Phynances en 1888 »*, Alfred Jarry disait que pour être entendu du public il convient de lui donner *« des personnages qui pensent comme lui »*, ainsi que des *« sujets »* et des *« péripéties naturelles, c'est-à-dire quotidiennement coutumières aux hommes ordinaires(1) »*. Un siècle plus tard, « Les Guignols de l'info » font du drame politique une *comédie de marionnettes* ordinaire et quotidienne. Fous du prince démocratique, les Guignols renouent avec la farce d'Ubu. Seul le regard a changé ; plus de *« théâtre au théâtre »*, mais une première leçon de méta-télévision où la télévision – en son langage propre – parle d'elle-même avec distance et cruauté.

La comédie des princes est annoncée : politiciens, hommes de médias et vedettes du sport, gloires éphémères, acteurs ou chanteurs... tous sont venus briller devant les caméras et se brûler les ailes aux projecteurs du grand prêtre PPD (2). Mais au fait, quel est le rôle de ce singulier journaliste-marionnette, personnage principal de ces sketchs satiriques ? Et de quelle politique les Guignols nous parlent-ils donc ?

En 1992, lors de sa création, l'émission tâtonne, glissant à travers l'univers audiovisuel ; défilent « Les Guignols du showbiz », de la télé, de la culture, du sport, de la guerre du Golfe... Les variations de titre trahissent une valse-hésitation thématique : tout le champ de l'information télévisée. En adoptant définitivement le nom de « Guignols de l'info », l'équipe définit son identité et précise son domaine d'intervention. Parallèlement, le ton évolue, le registre scatologique et la verdeur sexuelle s'atténuent. Le *« principe d'effacement »*, familier à Raymond Queneau (3), dessine une maturité stylistique. La filiation avec Coluche demeure, mais la rupture avec la facilité est consommée. Les Guignols n'ont plus rien à prouver, ils ont un style – satirique – et un champ de manœuvre – cathodique. L'émission est politique, au sens noble du terme.

Reste son impact. L'influence des Guignols est telle que plusieurs commentateurs leur ont imputé la victoire de M. Chirac (4). Pouvoir démesuré pour une émission et plus encore pour une marionnette, mais les Guignols ont précisément placé l'image du journaliste au centre du monde, au point d'en faire la clé de voûte de leur mythologie. Une image ambiguë, tiraillée entre l'idéal de la presse écrite, symbolisé par *Le Canard enchaîné* (5), et le cloaque caricatural du journalisme télévisuel chaque jour brocardé. PPD incarne cette contradiction. Janus, il joue un rôle fonctionnel essentiel, tout en trahissant la veulerie des « journalistes de révérence (6) ».

Chaque soir, PPD revêt l'étole du prêtre, redistribue les cartes et donne sens au monde. Il assure la cohérence du récit télévisuel à travers l'espace et le temps. Maître du jeu, il relie les quatre univers mis en scène : l'actualité présentée dans une fenêtre, les marionnettes, le public du studio et les téléspectateurs directement interpellés. Régulateur de la parole et de l'image, accoucheur de la langue de bois, PPD joue un rôle maïeutique essentiel. Montrant la face noble du journaliste, la marionnette de Canal+ effectue alors ce que le journaliste de TF 1 s'interdit. Grâce à sa fonction régulatrice, PPD s'oppose à la médiocrité et au cynisme ambiants : le rôle qui lui est confié place au cœur de l'émission un attachement aux valeurs démocratiques et républicaines. L'extrême droite est son ennemie irréductible. Mais la figure est double, et la marionnette paradoxale. Veule, courbant l'échine devant les puissants – et tout particulièrement devant ses chefs hiérarchiques –, PPD est condescendant envers les faibles. La marionnette se coule alors dans les travers de son modèle comme pour assumer la faiblesse humaine de l'idéal journaliste ; au-delà, elle incarne dépendance et déférence, mensonge et corruption – bref, toute la servilité médiatique cristallisée dans l'image de TF 1.



XAVIER LAHACHE/CANAL +

PPD, MAÎTRE DU JEU, RELIE LES QUATRE UNIVERS

L'idéologie paradoxale des Guignols trouve sa cohérence dans l'image qu'ils se font du journalisme. Elle repose sur une croyance en un journaliste « pur » – qui exercerait dans la presse écrite – et s'appuie sur un constat qui met en valeur cette croyance, la corruption des journalistes vedettes de la télévision. La veulerie de PPD est donc elle-même ambiguë, car elle permet de glorifier la fonction de journaliste, notamment lorsque les pratiques professionnelles douteuses sont mises à l'index. Il est à cet égard significatif que seule la presse soit jugée susceptible de contrecarrer les plans de la World Company, symbole écrasant de l'*ordre économique international* des « nouveaux maîtres du *monde (7)* ». *Le mythe de la toute*-puissance journalistique est le moteur et le talon d'Achille de l'émission.



Impertinence et détournement burlesque

SI le langage politique des Guignols s'inspire de la tradition satirique des marionnettes, du théâtre ou de la presse, il reste novateur en ce qu'il pratique la gamme complète des ressources télévisuelles (style, thèmes, techniques...). Sur les pas de Rabelais, Jarry, Queneau... les Guignols radicalisent le propos et familiarisent les situations qui glissent insensiblement vers la trivialité. La trahison de M. Pasqua est ainsi jouée sur le ton familial d'une comédie de boulevard avec M. Chirac dans le rôle du cocu. Chaque situation politique est traduite en métaphore ordinaire ou privée. Décontextualisés et désacralisés, les comportements nobles, d'ordinaire *salués*, (pensons aux marionnettes de Raymond Barre ou de François Mitterrand) révèlent, en un vaste éclat de rire, cynisme et petitesse. Le trait est systématiquement outré, la sociabilité ignorée. L'hypocrisie ou la langue de bois ne résistent pas longtemps à ce traitement qui révèle le dessous des cartes.

Le détournement burlesque des codes télévisuels est systématique, voyez les possibilités offertes par le couple nom-fonction : « François Mitterrand/Homme politique (1981-1983) ». Le caractère nécrologique et satirique de la mention, la datation restreinte à la première partie du ministère Mauroy, la relation entre l'homme politique, le président, le socialiste... rien ne manque. L'impertinence des Guignols souligne la pertinence de l'analyse et invite le téléspectateur à la réflexion. En ce sens, les Guignols ont élaboré une nouvelle didactique politique.

La leçon de Brecht est également mise à profit. L'agression tout d'abord, destinée à faire réagir le téléspectateur. Le commandant Sylvestre (exportateur de bonheur chez Walt Disney, propriétaire du monde à World Company...), père Ubu de la finance internationale, nous donne l'exemple en assénant ses théories avec un cynisme qui n'a d'égal que le *mépris professé* à l'encontre de ce qui ne relève pas de la valeur, sa valeur, le *dollar*. *La clarté de son analyse est une quotidienne leçon de real-politik.* C'est la voix des marchés. L'agressivité de ses propos est à l'image de l'agressivité économique, politique et culturelle des Etats-Unis. Ainsi, face au manque de clientèle constaté à Euro-Disney, il glapit laconiquement : *« Comment faut vous l'faire votre bonheur, tas de cons ? »*

De Brecht toujours, la distanciation illustrée par le rituel *« Bonsoir. Vous regardez trop la télévision »* auquel *répond la non moins rituelle injonction « Voilà, maintenant vous ne regardez plus la télévision »*. Distanciation paradoxale, car proférée par des personnages télévisuels, de l'intérieur de la télévision. Les Guignols referment la quintessence télévisuelle sur leur propre production. Mélange ironique de mégalomanie et de respect (il n'y a pas plus respectueux de la télévision que ceux-là mêmes qui en démontent les ressorts quotidiennement). Succès garanti, car les téléspectateurs n'applaudissent pas à la destruction du discours télévisé, mais à la naissance d'un nouveau type de discours journalistique qui repose sur trois pierres fondatrices : humour, irrévé*rence et justesse* d'analyse.

Le discours critique des Guignols envers la télévision est-il recevable ? Sans doute, car il utilise techniques, langage et formes de la télévision. Métatélévisuel, le langage des Guignols se nourrit de la télévision, y trouve son sens et sa raison d'être. Les informations présentées ne sont qu'informations d'informations. En d'autres termes, les Guignols ne nous parlent pas du monde, *mais du monde tel que la télévision le* représente. Hérétiques dans leur esprit *et leur logique, les Guignols* sont orthodoxes en tant que symptôme d'une société où les médias parlent aux médias.

Inacceptable dans un discours journalistique ou politique, une analyse décapante de l'actualité devient possible dès lors qu'elle affirme son caractère satirique. Les Guignols de l'info enfoncent un coin entre le *« parler vrai »* de M. Michel Rocard, qui sombre dans la *froideur de l'élitisme technocratique*, et les glapissements émotionnels de M. Le Pen, qui manipule la rhétorique populiste. Le « parler vrai » des Guignols de l'info est plébiscité, car c'est un discours humoristique d'information qui assume sa dimension politique et s'oppose fréquemment à l'idéologie dominante. Ce faisant, les Guignols franchissent la limite tracée entre politique et journalisme télévisé. En s'opposant au journalisme de révérence, ils posent plus globalement le problème de la recevabilité des discours politique et d'information et soulèvent la question du style et de la narrativité du discours citoyen. Mais ils participent aussi de la *spectacularisation systématique du* débat politique et du danger que ce phé*nomène représente pour la démocratie.*

Ils dépassent ainsi nombre d'oppositions traditionnelles entre le comique, l'anecdotique et le politique, la critique et le respect de la télévision... Brocardant le monde des médias, ils le valorisent. Au lieu de tourner en dérision le politique, ils le font s'exprimer par l'enflure *jusqu'à* l'explosion. Subversifs, ils participent de l'ordre média*tique. Riches de leurs contradictions*, les Guignols ont créé un nouveau discours *politique qui utilise* pour la première fois les ressources jubilantes des médias et non la voix doctrinaire des apparatchiks. Leur rôle est comparable à Carnaval, un carnaval quotidien qui renoue avec la tradition militante de Guignol. La marionnette lyonnaise ne prit-elle pas fait et cause pour les canuts lors des premiers combats pour l'émancipation ouvrière ?

* Groupe d'analyse des pratiques de communication, Ecole nationale supérieure des télécommunications, Paris.

(1) Alfred Jarry, *Œuvres complètes*, vol. I, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, Paris, 1972, p. 405.
(2) Nom de la marionnette de Patrick Poivre d'Arvor, *présentateur vedette du journal télévisé* de TF 1, première chaîne française, et systématiquement brocardée par les « Guignols de l'info ».
(3) Emmanuël Souchier, *Raymond Queneau*, Le Seuil, Paris, 1991.
(4) Voir *Le Monde*, 15 juin 1995, et *Libération*, 19 juin 1995.
(5) Hommage à l'hebdomadaire satirique diffusé en février 1993 (*Les Guignols de l'info*, Canal+ Vidéo, cassette n° 4, 1993).
(6) Voir Serge Halimi, « Un journalisme de révérence », *Le Monde diplomatique*, février 1995.
(7) Voir *Le Monde diplomatique*, mai 1995. Le sketch sur « La Firme, la Ferme » a été diffusé en novembre 1993 (*op. cit.*, cassette n° 5, 1994).

Dévoiler les connivences

LE 7 mai 1995, Canal Plus innovait en matière de soirée électorale en programmant une émission spéciale des « *Guignols de l'info* ». Le zappeur pouvait ainsi faire alterner l'image du nouveau président et celle de sa marionnette, moins *convenue et qui explosait littéralement de* bonheur.

Apparue en 1988, sous le titre des « Arènes de l'info », l'émission décolle véritablement lors de la grave crise de *l'information* que constitue la guerre du Golfe. Les médias occidentaux sont alors confrontés à un conflit sans images, soumis à *la loi du* silence imposée par CNN et le Pentagone. Les Guignols trouvent alors le ton qu'ils conserveront : irrespectueux, voire vitriolesque. Leur force réside dans le direct, qui leur permet de réagir « à chaud » et de dévoiler immédiatement l'imposture du discours *politico-médiatique*. Le discrédit de la classe politique, les affaires, l'impuissance du citoyen face aux drames quotidiens ont été, *depuis, la matière dont* ils se sont nourris.

Au début de 1995, le générique de l'émission faisait se succéder, dans le costume de président de la République, par effet de « *morphing* », des personnages aussi différents que Jacques Chirac, Arlette Laguillier et Jean-Pierre Papin, le footballeur *côtoyant l'homme politique* dans un même mirage cathodique. Les Guignols mettaient ainsi en évidence une télévision qui accorde le même temps à *la parole d'un buteur et* aux idées politiques. Les programmes des candidats à l'élection présidentielle française furent synthétisés en quelques phrases, *le plus souvent* un slogan publicitaire (*« Le changement vrai », « Croire en la France »*, etc.). Responsables politiques et médias se retrouvaient, *leurs intérêts communs* posant quand même un réel danger pour la démocratie. Les Guignols éclairent les méfaits de cette connivence.

Chaque marionnette appartient au genre bien identifié des nouveaux pouvoirs : politique, presse, show-business, sport. *Pour animer ce faux flash d'infos*, le choix du journaliste-présentateur le plus populaire s'imposait naturellement. Patrick Poivre d'Arvor (PPD), star inamovible *de l'information-spectacle* en France, reste en effet le garant du sérieux de sa chaîne aux yeux des téléspectateurs. Et, au fond, même ses « dérapages » (fausse interview de Fidel Castro, affaire Botton...) ne le rendent que plus humain... Mais aucune ambivalence ne teinte l'appréciation portée sur les autres responsables de TF 1 : leur cynisme commercial et politique crève l'écran de Canal Plus.

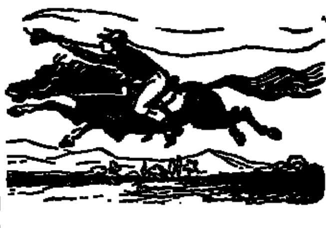
Le service public et la presse *écrite* – lorsque ses journalistes se donnent, eux aussi, en spectacle télévisé – ne sont pas davan*tage épargnés*. Ainsi le débat qui réunit, un soir par semaine, autour de Christine Ockrent sur France 3, Serge July, patron de *Libération*, et Philippe Alexandre, éditorialiste vedette à RTL, est présenté comme un rendez-vous de fin de repas bien arrosé *n'aboutissant qu'à de très primaires analyses. Ici, les attaques* – affectueuses ? – des auteurs de l'émission ne sont pas sans rappeler celles, plus virulentes, d'un Guy Debord *contre « ces trois barons médiatiques »* qui croient réinventer le salon politico-littéraire (1).

LORS de l'élection présidentielle, les Guignols ont un peu vite, comme les grands médias, résumé la campagne à l'affronte*ment entre* MM. Chirac et Balladur. Et, *cédant ici* à la certitude des instituts de sondage qui prédisaient l'élection de M. Edouard Bal*ladur*, les auteurs, *manifestement épouvantés par cette perspec*tive, en sont venus à rendre sympathique son opposant principal, M. Jacques Chirac. M. Lionel Jospin, « parachuté » par le Parti socialiste, fut ainsi présenté tel un heureux gagnant du Loto n'ayant pas prévu de faire campagne.

« Il existe énormément de sujets que nous ne pouvons pas aborder. Nous ne donnons que notre point de vue de téléspectateurs, en le poussant à l'extrême. Nous ne sommes donc pas une source d'informations exhaustive », explique Benoît Delépine, l'un des trois auteurs. Mais la précision était-elle vraiment nécessaire ?

CARLOS PARDO.

(1) « Guy Debord, son art et son temps », émission de Brigitte Cornand, diffusée sur Canal Plus le 9 janvier 1995.



Des cyclistes et des soldats

POUR certains responsables de la télévision publique, en France, la période estivale rime avec le temps du mépris. Mardi 11 juillet, Bruno Masure, présentateur du journal de France 2, prévient : *« Cette édition de 20 heures sera largement consacrée à la petite reine. »* Sitôt dit, sitôt fait : dépêché à La Plagne pour la *« page spéciale »* Tour de France, Etienne Lenhardt, montre – en direct – *« des coureurs en train de se restaurer. »*

Le présentateur gaspille ensuite quarante précieuses secondes à annoncer *« les grands titres de l'actualité, que nous développerons dans le cours de ce journal »*. Rien d'important à vrai dire : la chute de Srebrenica, Mururoa (où *« les militants de Greenpeace continuent de narguer la marine nationale »*), M. Chirac *« chahuté »* à Strasbourg, l'assassinat à Paris de l'imam d'une *mosquée du dix-huitième arrondissement... « Voilà, avant de retrouver ces titres, retour à La Plagne. »* Etienne Lenhardt reprend donc la parole. Il doit être 20 h 01 : *« Nous sommes à peu près partout où il se passe quelque chose à 20 heures sur le Tour de France »*, annonce-t-il plutôt fier.

On le comprend. *Pour remplir sa mission de service public*, France 2 n'a, ce soir-là, pas regardé à la dépense : un journaliste sportif se trouve – en direct – *« dans la salle à manger où les cyclistes récupèrent après l'effort »*. Et, courageusement, il pose d'emblée la question qui tenaille chaque citoyen un peu *lassé des tristesses inutiles de Srebrenica et des facéties drolâtres de Mururoa : « Richard Virenque, expliquez-nous ce que vous dînez ce soir pour essayer de vous remettre après cette journée particulièrement pénible ? »* Dénuée de toute langue de bois, la réponse fuse : *« Eh bien, voilà : comme tous les soirs, on mange beaucoup de pâtes. C'est des féculents longs. Après on mange des trucs en semoule ou alors, en entrée, de la salade. Mais notre repas est vraiment consistant en pâtes. »*

Le lendemain, enhardi par ce scoop, le journal de France 2 fait dialoguer *« en direct »* (ce sera répété cinq fois !) un lieutenant français, « casque bleu » en Bosnie, et sa famille. Au même moment, près de Sarajevo, le drapeau flottait *« fièrement »* sur le poste des « casques bleus ». A l'intérieur, les occupants regardaient les nouvelles du Tour de France. Grâce à la télévision publique, grâce au direct, ils savaient donc ce que Richard Virenque avait mangé la veille. Non loin de là, les réfugiés fuyaient.

S. H.

LE SPORT SANS L'ÉTHIQUE

Au football, la triche paye

ALORS que la saison de football professionnel redémarre dans la plupart des pays européens et que les préparatifs s'accélèrent en France pour accueillir, l'été 1998, la prochaine Coupe du monde, les amoureux de ce sport populaire et universel sont de plus en plus préoccupés par les conséquences d'une marchandisation effrénée. Matches truqués, arbitres achetés, violences délibérées, tous les moyens semblent bons pour obtenir la victoire.

Par EDUARDO GALEANO*

En 1988, un journaliste mexicain, Miguel Angel Ramirez, découvrit une fontaine de jouvence. Quelques joueurs de football de la sélection nationale juniors du Mexique, qui dépassaient l'âge limite de deux, trois et jusqu'à six ans, avaient trempé dans ses eaux magiques : les dirigeants avaient falsifié leurs actes de naissance et n'avaient pas hésité à leur fabriquer des passeports mensongers. Soumis à un si prodigieux traitement, l'un des joueurs était même parvenu à devenir deux ans plus jeune que son frère jumeau...

Le vice-président du club Guadalajara n'en déclara pas moins : *« Je ne dis pas que c'est bien, mais ça s'est toujours fait »*. Et M. Rafael del Castillo, qui était le grand manitou du football juniors, demanda : *« Pourquoi le Mexique n'aurait-il pas le droit de ruser, quand d'autres pays le font et que tout le monde trouve cela naturel ? »*

Peu après la Coupe du monde de 1966, qui eut lieu en Angleterre, le contrôleur de l'Association du football argentin, M. Valentin Suarez, déclara : *« Stanley Rous* (1) *est un homme incorrect. Il a organisé la Coupe de manière que l'Angleterre l'emporte. Mais j'aurais fait la même chose si le Mundial s'était joué en Argentine. »*

La morale du marché, qui, à notre époque, est la morale du monde, légitime désormais toutes les clés du succès, même si celles-ci ne sont parfois que des crochets de cambrioleur. Dans les milieux du football professionnel, les scrupules n'existent pas. Parce que ce football fait partie d'un système de pouvoir, en soi très peu scrupuleux, qui achète l'efficacité à n'importe quel prix. En fin de compte, un scrupule n'a jamais été grand-chose (2). Le *scrupule* était, dans l'Italie de la Renaissance, la plus petite mesure de poids, la plus insignifiante. Cinq siècles plus tard, Paul Steiner, joueur allemand du club de Cologne, expliquait : *« Je joue pour de l'argent et pour gagner des points. L'adversaire veut m'arracher l'argent et les points. Je dois donc le combattre par tous les moyens. »*

Et le joueur néerlandais Ronald Koeman, du FC Barcelone, justifiait ainsi le vilain coup de botte de son compatriote Gillhaus qui avait massacré le Français Jean Tigana en 1988 : *« Ce fut un geste de pure classe. Tigana était le plus dangereux, et il fallait le neutraliser à tout prix. »*

La fin, au football professionnel, justifie les moyens, et n'importe quelle bassesse est valable, à condition de s'y prendre avec ruse. Ainsi Basile Boli, ancien joueur de l'Olympique de Marseille, considéré comme un arrière aimant bien maltraiter les chevilles de ses adversaires, a raconté un jour son baptême du feu. En 1983, il abattit littéralement d'un coup de tête le Camerounais Roger Milla qui n'arrêtait pas de lui envoyer d'insupportables coups de coude. C'est ainsi que Boli acquit de l'expérience : *« Voici la leçon initiatique que j'en ai tirée : frappe avant d'être frappé, mais frappe discrètement. »*

Il faut frapper l'adversaire quand le ballon est loin. L'arbitre, ainsi que les caméras de télévision, ont l'attention fixée sur la balle. Lors de la Coupe du monde de 1970, disputée au Mexique, le célèbre joueur brésilien Pelé subit un dur marquage, effectué par l'Italien Bertini. Plus tard, Pelé déclara : *« Bertini était un véritable artiste dans sa façon de commettre des fautes sans qu'aucun arbitre le surprenne. Il m'enfonçait le poing dans les côtes ou dans l'estomac ; il me piétinait la cheville... Un artiste. »*

Certains journalistes argentins n'hésitent pas à vanter la qualité des tricheries de l'ancien entraîneur de l'équipe nationale Carlos Bilardo, sous prétexte qu'il a toujours su les commettre avec habileté et a toujours su en tirer avantage. On dit que, lorsque le jeune Bilardo jouait, il piquait ses adversaires avec une aiguille et prenait immédiatement des airs d'innocent. Quand il devint, plus tard, directeur technique de l'équipe nationale argentine, il réussit à faire parvenir à un joueur assoiffé de l'équipe adverse – en l'occurrence le Brésilien Branco –, durant un match décisif de la Coupe du monde de 1990, une gourde d'eau qui contenait un puissant vomitif...

« Coup viril » est un euphémisme fréquemment utilisé par les journalistes uruguayens pour désigner le crime prémédité. Et certains de célébrer l'efficacité du coup de botte de ramollissement qui sert à intimider les adversaires lors des matches internationaux. Ce type de coup de pied est administré dès les premières minutes de jeu. Après, il y a danger d'expulsion.

Pour le football uruguayen, la violence a été la fille de la décadence. Jadis, on appelait *« garra charrua »* (la rage uruguayenne) une forme singulière de courage et de bravoure. Sans remonter très loin, au cours de la finale du Mundial de 1950, disputée au stade Maracana de Rio de Janeiro, le Brésil commit deux fois plus de fautes que l'Uruguay.

Gagner sans honneur plutôt que perdre noblement

APRÈS la Coupe du monde de 1990, en Italie, alors que l'entraîneur Oscar Tavarez avait réussi à faire jouer de nouveau l'équipe d'Uruguay sans recourir à la triche, certains commentateurs sportifs locaux ne purent s'empêcher d'affirmer que cela ne donnait pas de bons résultats. Nombreux sont les supporters – et les dirigeants –qui préfèrent gagner sans honneur plutôt que perdre noblement.

Le joueur Pepe Sasia, un ancien avant-centre uruguayen, racontait : *« Aveugler le gardien de but en lui lançant de la terre dans les yeux ? Les dirigeants n'aiment pas ça... quand l'auteur se fait prendre. »*

Les supporters argentins ne tarissent pas d'éloges à propos du but que Diego Maradona marqua de la main, au cours du Mundial de 1986, au Mexique, tout simplement parce que l'arbitre ne vit pas la faute. Lors des éliminatoires pour la Coupe du monde de 1990, le gardien de l'équipe nationale du Chili, Roberto Rojas, simula une blessure en se tailladant le front, mais il fut surpris et condamné. Les supporters chiliens, qui l'adoraient et le surnommaient le Condor, se mirent du jour au lendemain à le détester, et même à le haïr, parce qu'il n'avait pas su tricher correctement.

Pour le football professionnel, comme pour le reste, le délit importe moins qu'un bon alibi. Au nom de la réussite, la triche est désormais considérée comme un exploit, une prouesse. On en tire gloire.

Qui dit *culture* dit cultiver. Et on pourrait se demander ce que cultive en nous une telle culture du pouvoir ? Quelles peuvent être les tristes récoltes d'un pouvoir qui, dans d'autres domaines plus graves que le football, offre l'impunité à des militaires coupables de tant de crimes, ainsi qu'à des hommes politiques auteurs de mille prévarications ?

L'écrivain Albert Camus, qui avait été gardien de but en Algérie, ne faisait certainement pas allusion au football professionnel quand il disait : *« Tout ce que je sais de la morale, je le dois au football. »*

* Ecrivain uruguayen ; auteur, en particulier, des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, Paris, 1981, et du *Livre des étreintes*, La Différence, Paris, 1995.

(1) Président de la Fédération internationale de football association (FIFA) de 1961 à 1974.

(2) Le mot « scrupule » vient du latin *scrupulum* : petit caillou qui se glisse dans la chaussure et rend la marche insupportable.



JUAN CARLOS CACERES. - « Les Pirates »

Nos précédents articles :

- L'invité qu'on n'attendait pas. Football et violence en Angleterre, par **Paul Barker** *(juillet 1985)*.
- Le football, c'est la guerre, par **Ignacio Ramonet** *(septembre 1988)*.
- Racisme et violences dans les tribunes, par **Patrick Mignon** *(juin 1992)*.
- Le football met à nu les antagonismes majeurs de nos sociétés, par **Christian Bromberger** *(juin 1992)*.
- Pour un sport réellement démocratique, par **Roger Bambuck** *(août 1992)*.
- Comment on fabrique des « champions », par **Christian de Brie** *(août 1992)*.
- Le football français sous la coupe des marchands, par **Christian de Brie** *(juin 1994)*.
- Une aliénation normalisée, par **Michel Caillat** *(juin 1994)*.
- Exploits à tout prix, par **Jean-François Bourg** *(juin 1995)*.

ÉCONOMIE DU SPORT. – Wladimir Andreff et Jean-François Nys

★ PUF, col. « Que sais-je ? », nº 2294, Paris, 1995, 128 pages, 48 F.

On sait que la marchandisation du sport soumet celui-ci à une logique économique peu compatible avec l'éthique sportive. Dans cette seconde édition, entièrement refondue, de leur ouvrage paru pour la première fois en 1986, Wladimir Andreff et Jean-François Nys (professeurs, respectivement, aux universités Paris-I et de Limoges) retracent, avec beaucoup de talent, l'histoire des relations du sport avec l'argent, en décrivent les mécanismes, le financement, la gestion, les marchés, et les « dérives » (dopage, affaires, corruption).

« Dans une économie de marché capitaliste – écrivent-ils – *la pratique du sport, avec ou sans mise en spectacle, donne lieu à une demande de biens et de services, ouvrant ainsi un marché à l'industrie et au commerce, et procure des emplois. »* Toutefois, ajoutent-ils, *« l'emprise de l'économie sur le sport de haut niveau atteint parfois un degré tel qu'il met en cause les valeurs éthiques du sport. Le sport et les sportifs, transformés en marchandises, certes particulières, permettent de produire de l'argent, de construire une image, bref, de faire vendre. »*

N. D.

ERIC DUNNING

Un fief de la virilité

Le sociologue Norbert Elias voyait dans le sport un « fait social total », c'est-à-dire l'un des meilleurs révélateurs des tendances profondes des sociétés. Son collaborateur Eric Dunning s'interroge sur le rôle social du sport, notamment des sports d'affrontement comme le football ou le rugby. A quoi correspond cette violence ?

Tous les sports qui comportent une compétition provoquent une montée de l'agression. Dans des conditions spécifiques, cette agression peut s'exprimer par des formes de violence ouverte, contraire aux règles. Dans certains sports, cependant – le rugby, le football, le hockey et la boxe, par exemple –, la violence est une composante centrale et légitime, sous la forme d'une « bataille ludique » ou « simulacre de combat » entre deux individus ou entre deux groupes. Les sports de ce genre sont des enclaves dans les sociétés actuelles, où la violence physique s'exprime de manière socialement acceptable, ritualisée et plus ou moins contrôlée. (...)

Les origines des sports d'affrontement comme le football, le rugby et le hockey remontent directement à un ensemble de jeux populaires médiévaux de l'Ancien Régime, qui variaient alors selon les régions et que l'on désignait par des noms divers comme *football, hurling, knappan* et *camp ball* (1). On y jouait dans les rues des villes et à la campagne, en obéissant à des règles orales. Il n'y avait pas d'agents de contrôle « externe » – arbitres et juges de touche –, et parfois le nombre de participants s'élevait à un millier de chaque côté. (...)

Les premiers progrès significatifs dans le sens d'une « modernisation » de ces jeux se produisirent au XIXᵉ siècle dans les *public schools* (2). C'est là que les joueurs durent se soumettre à des règles écrites, dont la plupart se préoccupaient expressément d'éliminer ou de contrôler les formes les plus extrêmes de violence. En d'autres termes, la modernisation naissante du football et des jeux apparentés reposa sur un changement complexe qui les rendit plus « civilisés » au sens absolu du terme, mais seulement « plus civilisés ». Ils continuèrent à refléter le postulat de la domination des hommes, caractéristique d'une société qui commençait seulement à émerger en tant qu'Etat-nation industriel-urbain. En atteste le fait que ces jeux étaient justifiés idéologiquement comme terrain d'entraînement à la guerre, comme moyen de former les chefs militaires et administratifs de l'Empire britannique en pleine expansion, et comme véhicule pour inculquer et exprimer la « virilité ».

Le récit d'un ancien Rugbeian (3), qui parut dans le journal de l'école en 1860 décrit très bien les normes de virilité à l'œuvre dans les jeux des *public schools* :

« Si vous aviez vu les mêlées lors du match avec Sixth, il y a deux ans (...). *Nous nous moquions éperdument de la balle, et n'y trouvions qu'un prétexte à échanger de méchants coups de pied. Je me souviens d'une mêlée !* (...) *Nous nous battions déjà depuis cinq minutes et nous ne lassions pas, en fait nous commencions seulement à nous chauffer, lorsqu'un spectateur* (...) *nous informa que la balle attendait notre bon plaisir* (...). *Et puis, il y avait Hookey Walker, dans le camp des Sixth ; mince ! quels dégâts parmi ceux de l'école ! Il s'est contenté de mettre dix types hors d'état de marche pendant toute la saison, et d'en renvoyer une demi-douzaine chez eux pour le reste de l'année* (...). *Rien qu'à le voir s'élancer dans une mêlée, toutes les dames poussaient des cris et s'évanouissaient. Maintenant, elles aiment regarder une mêlée, voyez-vous ça – honte sur nous. Et il n'y avait pas tous ces jeux sournois avec la balle ; pas de passes entre les joueurs ; tout était viril et direct. Lâcher la balle dans une mêlée était considéré comme une infraction aux règles aussi flagrante que la ramasser en hors-jeu. On ne voyait pas non plus toutes ces dérobades comme aujourd'hui entre les mêlées. Si, dix minutes après le début d'un match, vous n'étiez pas de la couleur de la terre, notre-mère-à-tous, des pieds à la tête, vous ne valiez pas un clou. Sapristi ! De nos jours, plus personne ne sait plus provoquer une bonne chute ; rien d'étonnant, avec ces jeunes dandies vêtus « sans souci de la dépense », qui marchent à petits pas sur le Big Side, de l'air de penser que leurs corps délicats ne survivront pas à un contact violent avec la balle. Que l'on pende donc ces jeunes suffisants ! Bientôt l'on jouera en bottes de ville et gants de chevreau lavande* (...). *Un coup de pied pour la balle si elle est près de nous, sinon un coup de pied pour le gaillard le plus proche, telle est ma maxime* (4). »

Ce témoignage rend bien compte de la norme de « virilité » qui gouvernait le rugby à cette époque et confirme que le jeu évoluait dans le sens d'une avancée du processus de civilisation. L'ancien Rugbeian préconisait un retour aux gloires de ses années au collège, où le *hacking* – les coups de pied dans les tibias de ses adversaires – était une pratique plus essentielle. Il déplorait aussi l'apparition de la « passe » qui, pour lui, signifiait l'« émasculation » du jeu.

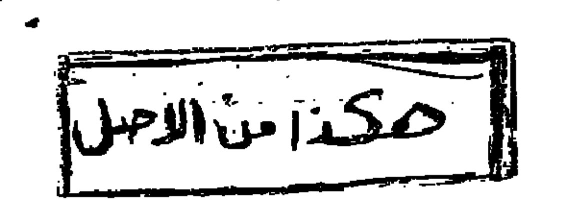
(1) Cette analyse est tirée de l'ouvrage d'Eric Dunning et Kenneth Sheard *Barbarians, Gentlemen and Players*, Oxford University Press, 1979.

(2) Les *public schools*, en Grande-Bretagne, sont des écoles secondaires provées, parfois très anciennes, et fréquentées par les enfants de l'*Establishment*.

(3) *Rugbeian : élève de la Rugby Public School.*

(4) *Anonyme, The New Rugbeian*, vol. III, 1860 ; cité dans C. R. Evers, *Rugby*, Londres, 1939, page 52.

(Extrait du livre de Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, Fayard, Paris, 1995, pages 372 à 375.)



UN BONHEUR ILLUSOIRE

Violences de l'idéologie publicitaire

L'INSIDIEUSE machine à propagande qu'est la publicité commencerait-elle à donner des signes de fatigue ? Confrontés à la baisse d'audience, radios et télévisions doivent désormais ruser avec les auditeurs pour leur faire absorber de force ces « messages » qui, sans relâche, célèbrent l'ordre des « décideurs » et le bonheur des consommations inutiles. Car, au-delà de la manipulation et du mépris, la publicité ne dévoile-t-elle pas, d'abord, une philosophie cynique qui entend transformer le monde en marchandise ?

Par FRANÇOIS BRUNE *

Les élections passent, la publicité demeure. Les promesses politiques se succèdent allègrement à la surface des événements ; le système de propagande commerciale, lui, continue de façonner en profondeur l'imaginaire du public, chaque jour et en tout lieu.

Ce n'est pas le principe de la « publicité », au sens originel du mot, qui est en cause (1). C'est la réalité d'un phénomène social devenu hypertrophique, et qui diffuse en permanence ce qu'il faut bien appeler une idéologie dominante, n'en déplaise aux euphoriques de la modernité qui veulent n'y voir qu'un jeu sans enjeu.

A toute forme d'idéologie dominante, deux analyses critiques peuvent être opposées : l'une, stigmatisant la nature plus ou moins pernicieuse de la « vision du monde » qui la constitue ; l'autre, l'exercice même et les méthodes abusives de sa domination. C'est à ces deux niveaux qu'on doit dénoncer la violence de ce système.

Les grands traits de l'idéologie publicitaire n'ont pas changé depuis l'origine. A travers leur diversité apparente, toutes les publicités célèbrent le produit héros. La marchandise est le centre et le sens de la vie ; le marché (super ou hyper) est son temple obligé. Le message constamment répété est clair : la consommation résout tous les problèmes. Toutes les dimensions de l'être, corps, cœur, esprit, peuvent se trouver dans le produit. Les marques nous fournissent identité et personnalité (*« Ma crème, c'est tout moi »*). Les marchands (et la dynamique capitaliste qu'ils servent) forment une instance assistantialiste permanente au service de la collectivité.

Le rêve lui-même s'achète, puisqu'on vient nous le vendre. Le bonheur se constitue finalement d'une somme de plaisirs immédiats, à programmer du matin jusqu'au soir. Il n'y a pas à se poser de problèmes métaphysiques ; tout nous est résolu d'avance. L'existence a un but infiniment simple : il suffit de *« croquer dans la vie »* (de préférence *« à pleines dents »*). L'homme bronzé recto-verso est l'idéal du moi valable pour tout un chacun. Message parfaitement compris par une lycéenne qui écrivait : *« A la télévision, heureusement, il y a la publicité pour nous simplifier la vie »*...

Une étrange thérapie sociale

CETTE philosophie, hautement idéaliste, se complète de traits maintes fois dénoncés, mais plus que jamais présents : l'éternelle célébration du nouveau (qui disqualifie *ipso facto* tout passé), la pseudo-libération des désirs (aussitôt asservis à la pulsion d'achat), l'appel au consensus terrorisant (ralliez-vous à l'événement-produit : il est votre époque), la déraison conviviale (allons, craquez, rejoignez l'euphorie collective) et, plus généralement, la vampirisation de tous les thèmes à la mode de la vie sociale, culturelle ou politique (2).

La vision réductrice des publicités ne se limite pas à ce contenu. Celles-ci façonnent aussi, par leur langage, les modes de pensée des jeunes générations. Le discours publicitaire cultive une rhétorique de l'association selon laquelle n'importe quel produit peut être allié à n'importe quelle image : toute réalité peut ainsi être manipulée ; toute « valeur » peut être récupérée, puis réduite à des « signes » consommables. Une telle « logique » peut déboucher sur la perversion de l'idée même de valeur, lorsque l'on voit par exemple l'éthique ou la beauté du sport délibérément associées à la célébration de boissons alcoolisées (3). Les films publicitaires, qui s'emploient à faire de tout produit un spectacle, contribuent à renforcer chez l'enfant la confusion entre le monde et l'image : l'évident, c'est le visible. Le rythme chaotique des spots, jouant des sophismes de l'image et du montage, habitue les plus petits à vivre leur relation aux choses sous la forme de l'adhésion-réflexe. Le langage publicitaire s'ingénie ainsi à retarder la lente édification de leur raison critique. Sous prétexte de séduction et de poésie, la publicité actuelle est un opérateur de déstructuration mentale.

Cette déréalisation du monde, qui se donne l'alibi de créer un « imaginaire », ignore délibérément la réalité de la crise. On aurait pu penser que le chômage, l'exclusion, la pauvreté freineraient l'exhibition du discours publicitaire et feraient taire les sirènes de la surconsommation. Il n'en est rien. Qu'importe la « fracture » sociale, puisqu'on s'adresse à la majorité nantie ! Qu'importe si des centaines de milliers d'individus sont forcés de contempler chaque jour des modèles d'existence qui leur sont rendus inaccessibles par leur exclusion ! On ne s'émeut pas de cette violence quotidienne. Après tout, pourquoi refuserait-on aux pauvres de rêver à ce que possèdent les riches : n'est-ce pas ce qui se fait dans le tiers-monde (4) ?

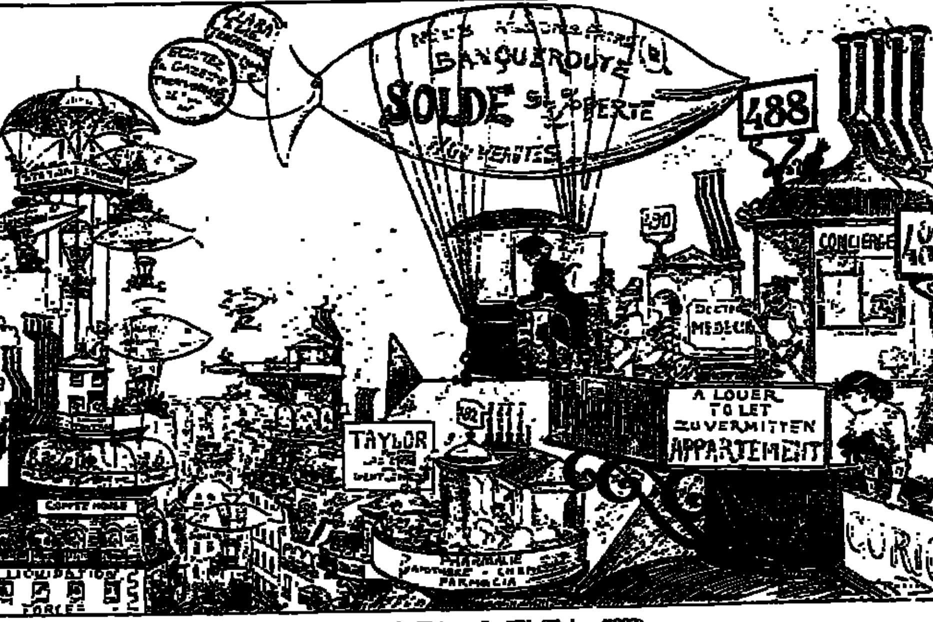
A l'ordre économique, qui a pour effet d'exclure les pauvres, s'adjoint désormais l'ordre publicitaire, qui a pour fonction de nous les faire oublier. Au reste, un publicitaire de renom expliquait, il y a quelques années : *« Plus les individus portent attention à la publicité, plus ils nient la crise et ses fondements structurels. Par là même, ils retardent et arrivent à éviter la dure rencontre avec les réalités quotidiennes* (5). » Admirable thérapie ! Schéma à la mode d'affrontement des problèmes, par la fuite dans l'irréel comme dans la drogue !

Si la publicité restait localisée dans son domaine propre (dans le cadre des centres commerciaux par exemple), l'honnête homme la trouverait sans doute tolérable. Mais elle poursuit sans fin son expansion, *« hors de son champ économique spécifique »*, en répondant au reproche de saturation... par la sursaturation ! Le discours publicitaire n'est pas seulement totalitaire en ce qu'il prétend enfermer le tout de la vie humaine dans la consommation et la marchandise, il l'est bien plus encore en ce qu'il tente de soumettre à son emprise l'ensemble de la cité, contournant les résistances qu'il ne peut forcer, occupant tous les espaces de liberté, jouant plus encore de la passivité que de la séduction et, pour finir, usant de cette violence subtile, qui n'est certes pas la moindre : la violence institutionnelle.

La « pub » s'est institutionnalisée : elle est « légitime », elle est « naturelle » ; on la respire comme l'air même des villes et des médias ; ses enseignes et affiches, passées du centre aux périphéries urbaines, embellissent gracieusement nos campagnes... Cet impérialisme, maintes fois dénoncé naguère, n'apparaît plus même aux yeux de ceux qu'il colonise (6). Voyez ses débordements à la télévision : on ne discute plus le nombre de spots journaliers, on discute maintenant sur le nombre de « minutes par heure » auxquelles ont droit les publicités. Qu'est-ce qui est normal ? se demande-t-on : onze minutes ? treize minutes ? quinze minutes ? S'agissant du saucissonnage des films, c'est sur la « seconde » coupure que les chaînes privées sont passées à l'offensive. Il y a débat, certes ; mais ce n'est jamais pour déplorer la violence par effraction qui est faite aussi bien aux œuvres parasitées qu'à la conscience des spectateurs piégés. C'est simplement pour discuter le délicat partage d'une manne publicitaire non extensible. Le salut du troupeau ne tient pour l'instant qu'à la dispute des loups.

Quel citoyen ose encore s'étonner de l'hypertrophie de l'idéologie commerciale, qui transsude par tous les pores des programmes télévisuels ? Les émissions sponsorisées jusqu'à satiété, les produits et les marques liés aux sacres des champions, la vague de stars qui viennent se vendre, le consensus sur la « publiculture » dont on célèbre l'art de manipuler les masses, les débats mêmes sur certaines campagnes indécentes (dont l'abus cautionne, *a contrario*, la légitimité des autres), tout vient consacrer la puissance oppressive du système.

Or l'omniprésence quantitative du phénomène publicitaire entraîne un changement qualitatif de sa façon d'imposer ses modèles. Ce discours dominant ne dit plus : « Faites ainsi » ; il dit : « Tout le monde fait comme cela ». L'injonction quotidienne n'est pas « Voici ce que tu dois être », mais : « Voilà ce que tu es ». Le mode indicatif se révèle dès lors beaucoup plus insidieux que le mode impératif. Il suffit que les mêmes images, les mêmes consommations, les mêmes sources se répandent « dans le cadre médiatico-publicitaire » pour que, aussitôt, la foule les reçoive comme régnantes, et donc devant être suivies. L'omniprésence du produit et de ses signes crée l'illusion à la fois d'un partage démocratique et d'un consensus idéologique. La banalisation devient la forme moderne de la normativité. On n'échappe pas à des modes de vie qui semblent déjà les nôtres. Le plus pernicieux des modèles est celui qui joue au miroir : personne ne peut plus protester de sa différence.



ALBERT ROBIDA. – « Le XX[e] Siècle » (1883)

Or nos publicitaires, justement, usent et abusent du sophisme du miroir, pour clamer leur neutralité. Nous ne conditionnons pas, disent-ils, nous reflétons. Ils n'avouent pas qu'ils ne reflètent un peu que pour conditionner beaucoup. Leur technique, en effet, joue sur trois temps : photographier effectivement certains aspects de l'individu ou certaines tendances du public ; sélectionner, parmi ces traits, ce qui peut s'accorder avec l'idéologie de la consommation ; amplifier alors, à l'intention de l'ensemble du public, les modèles ou styles de vie ainsi constitués.

Leur manipulation constante consiste ainsi, avec du reflet sélectif, à produire du conditionnement massif. Cette gigantesque opération sociale réussit d'autant mieux qu'elle ne se voit opposer aucun réel contre-pouvoir institutionnel.

S'il y a en effet, au niveau purement commercial, une certaine défense des consommateurs contre certaines publicités, il n'y a pas de droit de réponse au niveau idéologique. Il n'y a pas d'espace médiatique pour un discours critique. Personne n'ira demander dix minutes par heure sur le petit écran pour exprimer son désaccord sur les modèles d'existence prônés par la publicité. Ni la femme maltraitée dans l'image donnée d'elle, ni l'enfant frustré par l'achat qui n'a pas tenu ses promesses, ni le travailleur insulté par la récupération caricaturale de son image, ni l'humaniste qui voit flétrir les valeurs auxquelles il croit, ne peuvent dénoncer hautement la violence morale qui leur est faite. La résistance à l'idéologie publicitaire ne peut suivre que la voie de la protestation privée, dans la quasi-clandestinité (7).

Loin d'admettre les résistances critiques du citoyen normal, l'institution publicitaire opère sciemment un chantage à l'anormalité qui frappe d'ostracisme tous les « publiphobes (8) ». Elle pousse ceux qui la rejoignent à rejeter ceux qui se plaignent d'elle, tendant par là, comme tout système totalitaire, à transformer ses victimes en bourreaux. Quiconque émet des doutes est suspecté d'archaïsme. Parler de conditionnement, de mercantilisation de l'imaginaire, c'est passer pour tenant d'une sociologie marxiste dépassée. L'individu vraiment « évolué » doit en même temps rejoindre le grand nombre (supposé publiphile) et rire des marginaux (supposés rétrogrades). Des philosophes « post-modernes » soutiennent de leurs sophismes cette position, tant ils craignent eux-mêmes d'être exclus de la modernité (9).

Ce refus de tout contre-pouvoir triomphe dans une dernière interdiction, dans un ultime chantage : oser attaquer le phénomène publicitaire, nous objecte-t-on, ce serait favoriser le chômage en freinant la consommation. Comme si la stagnation de la consommation n'était pas liée d'abord à celle du pouvoir d'achat ! Comme si, dans une société à deux vitesses, le salut du pauvre était directement dépendant de la boulimie du riche ! Comme si l'impasse dans laquelle devraient s'égarer nos sociétés consistait, en cette fin de siècle, à s'aliéner culturellement pour survivre économiquement !

(1) Dans sa première acception, la publicité désigne le fait de faire connaître au public ce qui a un intérêt public (qu'il s'agisse de débats, d'ouvrages ou de produits). Ce sens uniquement informatif n'a évidemment plus rien à voir avec l'ampleur actuelle du phénomène publicitaire.

(2) Voir Emmanuel Souchier, « Publicité et politique », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.

(3) Les marchands de mort – par le tabac ou par l'alcool – ne désarment pas, on le sait, contre la loi Evin qui freine leur publicité (notamment dans le cadre des retransmissions sportives). Le mouvement Alliance pour la santé a dû récemment dénoncer le *« complot des cigarettiers »*, en rappelant que *« la publicité viole la conscience des plus jeunes et des plus démunis » (Le Monde*, 1[er] juin 1995).

(4) Voir François Brune, « L'annonce faite au tiers-monde », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

(5) Bernard Brochant, dans sa préface au livre de B. Cathelat, *Publicité et Société*, Payot, Paris, 1987.

(6) Voir François Brune, « De l'impérialisme publicitaire », *Le Monde diplomatique*, janvier 1986.

(7) Ceux qui désirent sortir de la clandestinité peuvent rejoindre le mouvement Résistance à l'agression publicitaire : 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. Tél. (1) 46-03-59-92.

(8) Le mot « publiphobe » provient, on le sait, d'une campagne lancée par la profession publicitaire, au début des années 70, pour ridiculiser ceux qui tiennent trop à leur liberté d'esprit...

(9) Lire les exemples cités par Jacques Blociszewski, « La publicité, culture de notre temps ? », in *Manière de voir*, n° 19.

* Auteur du *Bonheur conforme. Essai sur la normalisation publicitaire* (Gallimard, 1985) et de *Les médias pensent comme moi ! Fragments du discours anonyme* (L'Harmattan, 1993).

Edité par la SA *Le Monde*
Société anonyme
avec directoire et conseil de surveillance

Comité exécutif :
Jean-Marie COLOMBANI, président du directoire, directeur de la publication
Dominique ALDUY, directeur général
Noël-Jean BERGEROUX, directeur de la rédaction
Eric PIALLOUX, directeur de la gestion
Anne CHAUSSEBOURG, directeur délégué

Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris et sa banlieue : 05-03-11-36
Province : 05-36-11-11.

IDÉOLOGIES FOLLES

Quand la culture de la haine s'approprie

DE l'attentat dans la station Saint-Michel à Paris au déversement de gaz sarin dans le métro de Tokyo, des immolations collectives d'adeptes de gourous illuminés au massacre d'Oklahoma, un sentiment d'insécurité et, plus encore, de totale incompréhension face à des actes défiant toute explication « rationnelle » s'installe dans de nombreux esprits. L'extrême facilité, pour des personnes déterminées, de s'approprier des technologies létales rend vulnérables des sociétés dans lesquelles on a laissé s'installer des blocs de ressentiments individuels et collectifs. Ou, tout simplement, une sourde vindicte contre des idées, des groupes ou des communautés présentés comme hostiles ou dangereux. Des systèmes qui produisent massivement de l'exclusion et ne désamorcent pas les cultures de la haine peuvent-ils s'étonner de produire des déflagrations de violence débridée ?

Par DENIS DUCLOS *

L'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo, le 20 mars 1995, et l'explosion d'une voiture piégée à Oklahoma City, un mois après, montrent à quel point le risque technologique ne cesse d'être irrigué par des enjeux de société pouvant culminer dans le terrorisme de masse. Or cette évidence est occultée par les découpages experts : sûreté militaire, sécurité industrielle, responsabilité scientifique, prudence assurantielle, précaution écologiste, etc. Devant des professionnels, il est difficile d'imputer les risques d'accident d'une centrale atomique (sans parler de la diffusion des leucémies dues aux faibles radiations) à la sous-traitance généralisée des métiers du nucléaire. On ne peut pas d'avantage rapprocher aisément – pour des oreilles expertes – l'incendie « naturel » des maisonnettes de Los Angeles et l'explosion sociale récurrente des ghettos de Watts et de South Central. Pourtant, la prolifération des bicoques et les bouffées autodestructrices de violence urbaine ont au moins une source commune : l'indifférence civile. A quoi bon prescrire des normes antisismiques ou anti-feu, si c'est pour réunir, par ailleurs, les ingrédients d'une déflagration populaire ?

Le lien entre technologie, action socio-politique et violence « irrationnelle » n'est pas aussi distendu que le suggérerait l'isolement des campus où s'élabore la technoscience par rapport aux mégalopoles de la pauvreté. Il s'établit *via* la formation paramilitaire de milliers de *Patriots* (1) américains simulant, avec toujours plus de réalisme, une guérilla antifédérale, ou par le nombre d'étudiants en sciences recrutés, tant au Japon qu'en Russie, par la secte Vérité suprême d'Aum du « gourou » Shoko Asahara. Les adeptes du Temple solaire, qui, en octobre 1994, retournèrent la violence eschatologique contre eux-mêmes – plus de 50 morts en Suisse et au Canada – étaient ingénieurs, médecins ou cadres. Là où s'épanouissent les fondamentalismes, ces compétences sont sollicitées en priorité : de l'Algérie, où le FIS recrute dans les écoles d'ingénieurs, jusqu'au mouvement indien fascisant Shiv'Sena, riche en techniciens diplômés, la certitude fanatique s'accommode du pragmatisme scientifique. En France, le nombre d'ingénieurs figurant sur les listes de candidats du Front national n'est pas négligeable.

Science et dérives irrationnelles vont parfois de pair : nombre de travaux ont montré que les scientifiques jouent avec les superstitions (astrologie, spiritisme, etc.), pour combler le vide d'études fermées à la philosophie ou à l'art (2). De la compensation à l'expression vengeresse, la plupart ne franchiront jamais le pas, mais, lorsque circulent dans la société des passions troubles, intéressées à la puissance technique, certains s'enhardissent. Le véritable risque technologique est celui d'une circulation de la haine dans la culture de masse, ce milieu ambiant où nous fantasmons, en nous gardant bien d'en faire matière à conversation civile.

Du Zyklon B nazi au sarin des sectes

EN tant qu'êtres civilisés, nous ne voudrions pas être pris à ce jeu : nous sommes reconnaissants à Hollywood de se charger de notre imaginaire en stigmatisant, dans le film *Alerte* (3), le personnage du général du Pentagone cachant au président le vaccin contre un virus effroyable, conservé comme arme biologique secrète. Ce n'est pas *nous* qui envisageons de détruire la population d'une petite ville, mais cet officier renégat, heureusement démasqué par le bon médecin-chercheur (Dustin Hoffman). Cette culture, nous n'en sommes pas protégés par le souvenir du service que la technologie a rendu à l'Holocauste. A peine sait-on que le mot « sarin » est composé des initiales des noms d'ingénieurs d'IG Farben et d'officiers de la Wehrmacht, institutions dont la collaboration aboutit à la mise au point du Zyklon B, utilisé pour exterminer les convois de déportés à Auschwitz et ailleurs (4). Shoko Asahara, lui, s'en est souvenu, et sa paranoïa ne s'est pas trompée de symbole dans son choix d'une arme « défensive » à l'encontre de ses compatriotes.

Il serait erroné, ici, de rejeter le fantasme sur un cerveau malade : la circulation de la haine, si on ne la réduit pas à ceux qui passent à l'acte funeste, dépend d'un consensus inconscient, mais diffus internationalement, bien plus que du dérangement de quelques esprits. Ce constat nous renvoie à l'autre face universelle de la culture de la haine et de ses technologies : la gestion de la « ressource humaine » (comme on cultive la tomate sans sol, ou le poulet aux hormones), qui cache mal son mépris d'autrui. Non seulement, comme le rappelle Edgar Morin (5), elle secrète une folie passive de consommation et de production nuisibles pour la vie, mais elle déclenche des rages – ensuite déplacées par lâcheté – sur tel bouc émissaire disponible : intellectuel, écologiste, juif, étranger, musulman, fonctionnaire fédéral, etc.

L'animosité absurde – pour sauver le fœtus de l'emprise de la technoscience, on tue des médecins (6) – est une réponse biaisée à un système qui, faisant valoir les droits de la science à détruire des êtres naturels pour le bien de l'homme – selon le manifeste de Heidelberg (7) – régente la vie, artificialise les milieux, les déplacements, la culture, l'alimentation, voire la reproduction humaine, en accusant toute critique de s'opposer au progrès. Or ce dernier n'est pas neutre : le défi symbolique imprègne son marquage du monde.

Ainsi des pollutions (dont la plate-forme que Shell voulait couler en mer du Nord nous rappelle qu'elles signalent un « droit » industriel exorbitant) ou, en France, du triomphe de la distribution défigurant les paysages avec son armée de hangars commerciaux et de publicités envahissantes, érigés sur les décombres de bâtiments anciens ou de tours HLM implosées pour cause d'insalubrité. Au nom de la raison universelle, la régulation technofinancière récuse les personnes ou leurs communautés de référence, supposées attachées à un passé primitif. D'où, en l'absence de débat civil sur cette véritable haine managériale, le risque aggravé d'une cristallisation en miroir : face aux pouvoirs qui condamnent les résistances à la mobilisation profitable des ressources (compétences, aussi bien que semences, organes ou gènes) surgit une hostilité anarcho-populiste portée aux excès déflagrants. Elle trouve facilement le chemin de technologies dangereuses que la pusillanimité des nantis croit bien à l'abri dans les bases militaires ou les universités.

A la mise au jour des causes de la souffrance collective, la culture de la haine préfère la dénonciation des risques présentés par l'Autre, inventé en vis-à-vis conflictuel. Pour les uns, ce sera l'humanité supposée pléthorique, ou le sous-développé, produisant, dans ses rizières, du méthane (gaz à effet de serre plus actif que le CO^2) sans se soucier de le filtrer, à la différence (alléguée) du vertueux industriel du Nord. Pour d'autres, l'ennemi sera le groupuscule détournant la jeunesse de la vie « normale » ; ou encore le rêveur écolo. dont le bonheur impossible induirait la colère épuratrice. Les *Eco-Warriors* – entre humour séditieux et violence clandestine contre les autoroutes ou contre le clonage de sapins – en formeraient l'avant-garde anodine, bientôt suivie, si l'on en croit Luc Ferry (8), par les adorateurs des arbres, prêts à vous brûler vif pour avoir récusé les droits du vivant.

Au lieu de réfléchir sur le drame des activités saisies par l'argent et la technologie, la culture de la haine préfère scénariser un conflit fondamental : soit on s'affole de l'existence même de l'humanité ; soit on s'effraie du sectarisme épurateur, en tenant pour assuré que l'écologisme recèle une mentalité éradicatrice, demain dévoilée dans un terrorisme bien équipé. En attendant, les *Environmentalists* américains reçoivent des menaces de mort de la part de *Patriots* qui voient en eux les emblèmes de l'interventionnisme contre la libre entreprise. Ce partage en deux figures réciproquement hostiles – l'humanité, accusée de tous les risques, et le groupe réfractaire, suspecté de menace terroriste – ne relève pas du hasard. Nous inculpons en nous le « naturel », incriminé pour son refus d'accepter la loi culturelle ou, au contraire, le « civilisé » supposé nier la nature.

Cette coupure permet de rêver une réunification entre soi et soi, à laquelle ferait obstacle ce qui, en nous, devient « l'Autre » : elle installe donc le conflit. Afin de rendre le combat inévitable, les adversaires acceptent les allégations de leurs antagonistes : l'armée crée des virus mortels pour se prémunir de terroristes prétendant les utiliser ; des provocateurs incendient une rue commerciale pour étayer l'idée de populations émeutières, etc. On s'avance alors vers un délire collectif qui, selon Neil Postman, *« nous joue notre propre mort* (9) *»*, et utilise la nature pour les besoins de sa dramaturgie : l'incendie des puits de pétrole du Koweït, le bombardement au napalm des maquis où se cachent les islamistes algériens, la défoliation chimique des régions suspectées de produire la cocaïne, etc. Le risque réel, c'est le mythe collectif d'une polarisation absolue : la société, réputée globalement coupable de destruction de la nature ou de la tradition, et les groupes subversifs, soupçonnés de vouloir détruire l'ordre mondial. Ce montage antagonique, où chaque bord diabolise l'autre pour clore sa propre identité dans le désespoir ou l'agression, semble avoir pour fonction d'éviter la responsabilité de chacun dans l'aménagement de notre monde commun.


SELÇUK

La référence au nucléaire militaire est ici importante à rappeler, car elle a préparé les scénarios catastrophistes à deux volets (apocalypse *versus* terrorisme) et on y trouve déjà le chantage à la puissance. Ainsi la guerre psychologique de la dissuasion a-t-elle fait monter les enchères scientifiques et militaires en captivant l'attention autour d'une menace suprême. Or, dans la pratique, la « destruction totale mutuellement assurée », fondement de l'équilibre stratégique entre les deux superpuissances de la guerre froide, est devenue impensable. Elle l'est encore davantage entre Etats moyens, se heurtant, dès l'accès à la bombe, à la certitude, en cas d'usage, d'une annihilation. La mobilisation contre la prolifération (10) a donc sa part de duplicité, dans la mesure où la communauté mondiale pourrait avoir intérêt à ce que certains Etats de dimensions modestes échappent à l'esprit d'irresponsabilité des armements conventionnels, pour entrer dans le club de la menace totale garantie. C'est-à-dire dans celui de la paix obligatoire, toujours contrôlée, en fin de compte, par les détenteurs des plus vastes panoplies de vecteurs thermonucléaires. Il serait absurde de prôner la prolifération, mais militer pour la disparition d'un danger terrifiant n'interdit pas de constater son contrôle par les puissances actuelles.

L'acquisition, par des terroristes, de bombes fabriquées par des savants nucléaristes, en rupture de ban soviétique, ne sort pas de cette logique, malgré sa stigmatisation par Jacques Attali (11). Ou bien, en effet, le terroriste est lié à un Etat, et nous revenons au cas précédent, cet Etat faisant sa police parmi les sympathisants pour ne pas être tenu pour responsable d'un attentat commis ailleurs ; ou bien le groupe isolé désire exercer un chantage banal – « nous voulons telle somme d'argent » – et, dans ce cas, la menace d'une bombe artisanale est trop disproportionnée pour être négociable clandestinement. Rendue publique, la panique entraînerait, pour les groupes terroristes existants ou ultérieurs, un mode implacable de surveillance et de répression.

Le vrai risque est ici de faire passer la menace du côté d'une coalition d'autorités rendues hystériques. Un raisonnement semblable vaut pour les récits anticipant le recours aux armes bactériologiques. La plupart des études concluent que des organismes pathogènes – génétiquement recombinés ou non – constituent des moyens stratégiques potentiellement dangereux pour ceux qui les mettent en œuvre, car on n'est jamais certain de circonscrire l'épidémie à la « population ennemie ». Si la maladie vise une population génétiquement homogène – cas prévu depuis longtemps par l'imagination militaire débridée (12) –, cette population se retrouverait, chez l'attaquant, en nombre suffisant pour créer, par son infection, un scandale bien plus grand que celui de la contamination des hémophiles par du sang séropositif. Dans le cas où un pays à la population plus homogène (par exemple le Japon) serait présumé l'attaquant, l'agression serait démasquée du fait même de l'innocuité du pathogène pour « les siens », ouvrant la voie à des représailles thermonucléaires. La vertu dissuasive de l'arme bactériologique est nulle, car l'annonce de la possession d'un pathogène précis entraîne la vaccination rapide des adversaires. Si la vaccination est impossible, celui qui brandit la menace n'utilisera pas le pathogène, trop dangereux pour ses propres troupes ou sa population.

Quant à l'idée qu'un pathogène pourrait être inventé, manufacturé, puis efficacement disséminé par un groupe fanatique visant carrément l'extermination d'une part de l'humanité (déclarée polluante, trop nombreuse, adonnée « au mal », etc.), elle peut être retenue pour un film. Mais, dans la réalité, les connaissances et les équipements nécessaires dépassent les possibilités de tels acteurs. C'est d'ailleurs la leçon à tirer des tentatives de la secte Aum : dans le pire des cas, ses techniciens auraient réussi à produire un gaz dont la formule date de soixante-cinq ans, et jamais utilisé sur le champ de bataille car il tuait trop de manipulateurs dans les usines où les nazis le fabriquaient. *A fortiori*, très improbable est la maîtrise de pathogènes foudroyants que le fameux institut de recherche américain sur la guerre bactériologique à Fort Detrick (Maryland) ne parvient guère à isoler de façon utile, hors de cocktails de toxines, plus opérationnels dans les actions ciblées de la CIA que dans des perspectives de conflit (13).

Quelle que soit la façon dont on prenne le problème, la menace technologique crédible n'est mobilisable que par des Etats. Pourtant, il ne faut pas méconnaître le danger d'un débordement de ce jeu assez bien régulé, même s'il a connu des phases dangereuses au début de la guerre froide, avant que les Soviétiques n'acquièrent la bombe. Le point où défaille la brillante logique de la paix par la menace globale n'est pas à chercher chez tel membre du gouvernement russe accusé de négocier des ogives nucléaires, ou chez les narcotrafiquants, mais plutôt dans l'émergence d'une disponibilité technique offerte à une culture de la haine proche du consensus. La vraie bombe à retardement, c'est la banalisation de l'idée

* Sociologue, directeur de recherche au CNRS, Paris.

(1) Les auteurs présumés de l'attentat d'Oklahoma City appartiennent à ce milieu. L'un d'eux, Tim McVeigh, évoqua, au motif de son acte, le deuxième anniversaire de l'assaut de la ferme des Davidiens à Waco par le FBI. Un indice du lien symbolique entre formes de réactions violentes au système.

(2) Lire, par exemple, l'ouvrage de Henri Broch, professeur de physique à l'université de Nice-Sophia Antipolis, *Au cœur de l'extra-ordinaire*, L'Horizon chimérique, Bordeaux, 1994, 386 pages, 135 F.

(3) Film de Wolfgang Petersen (1994), interprété, notamment, par Dustin Hoffman et Donald Sutherland.

(4) Lire Frédéric F. Clairmont, « Crimes sans châtiment », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(5) « Le discours absent », *Le Monde*, 22 avril 1995.

(6) Plusieurs meurtres de praticiens ont été perpétrés par des personnes se réclamant de la cause *pro-life* (anti-avortement) aux États-Unis. Dans *Insomnie* (Albin Michel, Paris, 1995), Stephen King imagine qu'un « anti » jette son avion bourré de TNT sur un meeting de militants pro-avortement. Il contribue à montrer le potentiel de conflit civil que la bombe d'Oklahoma-City dénote dans le réel.

(7) Lire Jean-Marc Lévy-Leblond, « Le pavé de Heidelberg », *Le Monde diplomatique*, août 1992

(8) Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre écologique*, Grasset, Paris, 1992.

(9) Neil Postman, *Amusing to Death*, Viking-Penguin, New York, 1985.

(10) Lire le dossier sur le traité de non-prolifération dans *Le Monde Diplomatique*, avril 1995.

(11) Aussi bien dans son roman *Il viendra* (Fayard, Paris, 1994) que dans le rapport qu'il a remis au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, sur l'état de l'accord international de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) : *Economie de l'apocalypse*, Fayard, Paris, 1995.

(12) Ainsi, cet extrait d'un rapport militaire américain : *« Il est théoriquement possible de développer des « armes chimiques ethniques », qui seraient conçues pour exploiter les différences naturelles de vulnérabilité entre des groupes spécifiques de population. Une telle arme serait capable de rendre invalide ou de tuer une population ennemie sélectionnée, de façon significativement plus étendue qu'une population de forces armées »* (US Army Mobility Equipment Research and Development Center, *Decontamination of Water Containing Chemical Warfare Agent*, Fort Belvoir, Virginia, janvier 1975).

(13) Susan Wright (sous la direction de), *Preventing a Biological Arms Race*, MIT Press, Boston, 1990.

ET ATTENTATS DE MASSE

les technologies de mort

que le tournant du siècle est voué à l'explosion démographique en Afrique, en Amérique latine, ou en Inde, et que ce phénomène – tenu pour inacceptable – devrait s'accompagner « fatalement » d'une recrudescence des maladies à virus. Ce raisonnement – contestable sur le plan scientifique – prépare le terrain à l'acceptation de l'apparition « naturelle » d'une pandémie exterminatrice, et donc libératrice.

Malheureusement pour ce fantasme, et en dépit des prévisions apocalyptiques du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), aucun mécanisme naturel *ne semble* disposé à utiliser la croissance démographique pour développer une nouvelle « *pathocénose* (14) », dont le sida ne serait qu'un apéritif. Les plus terribles des virus mutants des forêts tropicales *s'éteignent* peu après leur arrivée en ville, soit parce que leurs insectes-vecteurs favoris sont exterminés par la pollution urbaine, soit parce que les citadins des mégalopoles convoitées ne *se mordent pas les uns les autres*. Certes, les procédés industrialisés de poolage du sang ou des tissus humains parviennent à répandre des pathologies ignorées (virales ou subvirales) parmi des dizaines de milliers de personnes (15). Mais, en dépit de ces diffusions dramatiques, il s'agit de phénomènes *limités*, en comparaison du *scénario* apocalyptique d'une fièvre hémorragique devenant transmissible, telle une grippe, par aérosol.

Face à l'évidente mauvaise volonté du réel, le fantasme de la culture de haine travaille alors à rendre réaliste ce type d'hypothèse : c'est flagrant en ce qui concerne les lieux communs autour des bactéries acquérant une résistance nouvelle. *Ainsi, de la tuberculose* : elle reviendrait en force, désormais invaincue par les antibiotiques. En réalité, la question de la résistance acquise du microbe demeure secondaire : les médecins et les chercheurs savent (16) que la maladie n'a pris un tour épidémique (le plus souvent en association *avec le sida*) que parce *que les victimes* – très pauvres – ne suivent pas les traitements jusqu'au bout. A défaut de les soutenir par la *solidarité sociale*, on a recours, aux Etats-Unis, à un expédient : les mettre en prison pendant la durée prescrite pour des antibiotiques combinés qui restent alors efficaces.

Là encore, on observe un déplacement du risque réel par la culture de la haine : ce ne sont pas l'injustice sociale ou la *gabegie technologique qui se* trouvent dénoncées dans cet imaginaire de la maladie nouvelle, mais la toute-*puissance* inexorable du règne microscopique se vengeant de l'humanité, et spécialement des masses déshéritées offertes à sa voracité. Or l'on sait parfaitement qu'il n'existe aucune propension générale des organismes à résister aux progrès médicaux. Certes, la science est souvent mise en échec, comme en *témoigne* le *piétinement de* la recherche sur le sida, mais ce n'est pas tant la mutativité du virus qui la *bloque* que la faiblesse, cachée par des années de triomphalisme pharmacologique, des connaissances sur les ensembles d'interactions constituant l'immunité. Or l'énoncé d'une vérité nuancée à propos de la science – qui peut à la fois dévoiler les mécanismes génétiques de base, et demeurer inca*pable de comprendre l'interactivité* d'une cellule – n'est guère utilisable pour une propagande visant à culpabiliser l'être humain pauvre.

Pour pouvoir forger un consensus non explicite autour de l'idée qu'une large partie de l'humanité est « en trop », il est plus simple d'inventer le comportement guerrier de virus chargés, par cet imaginaire agressif, de résorber l'excédent, et ce à partir d'une loi interne les poussant à s'adapter à la population d'hôtes à dévorer. Qu'une fraction des personnes atteintes par le virus du sida ne développent pas le syn*drome ne désarçonne pas* l'imaginaire fataliste : il ne saurait en tenir compte, puisque ce fait rappelle (trop modestement, hélas !) que la loi du pathogène est de ne pas entraîner l'extinction de l'espèce qu'il infecte, mais de trouver avec elle un compromis. Accepter cette réalité plus modeste remet en cause les *pronostics de véritable dépopulation de* l'Afrique, dont on peut se demander, après coup, s'ils ne relèvent pas – à l'abri de l'indignation humanitaire – du souhait inconscient.

De hauts fonctionnaires délirants

LE travail de l'imaginaire dans la culture n'est pas inoffensif : en s'habituant à la perspective du cauchemar démographique comme s'il était réel, un consensus tacite peut admettre l'inéluctabilité d'une pandémie exterminant une partie de la population humaine, *de préférence sous-développée*. Un tel consensus contribuerait à relâcher l'attention due aux laboratoires biologiques « de niveau 4 (17) », et à induire quelques « regrettables erreurs » de manipulation, ou simplement à considérer naturelle l'irruption d'un virus dans une population offerte par la concentration *urbaine* au festin « pathocénique ».

Une silencieuse culture de la haine favorise *les passages à l'acte*, *cette fois* armés par les technologies adéquates. Certes, contre ces idéologies folles, les Etats demeurent des garants plus sûrs que d'autres groupements d'idéaux. Mais ces institutions, incarnant les totalités disparates des peuples, peuvent devenir poreuses, laisser la parole à des composantes *sectaires ou violentes*. *Si* l'on peut concevoir que certaines coalitions d'hommes cherchent à en supprimer d'autres – représentant pour eux des bouches inutiles ou des identités adverses intolérables –, tout Etat qui se laisse glisser hors de sa fonction souveraine peut livrer des moyens à des *groupes visant* tel objectif d'éradication. Ainsi l'hélicoptère fut-il utilisé par les militaires argentins pour jeter à la mer des milliers d'opposants, « en excédent » par rapport aux places de prison disponibles (ou pour les vider avant les visites de la Croix-Rouge).

Sans verser dans l'horreur absolue, expériences et simulations sont parfois *symptômes des tentations* d'user de l'autorité étatique pour l'agression de masse. Nombre de personnes furent ainsi utilisées par le Pentagone comme cobayes (consentants ou non) pour tester les effets de l'irradiation nucléaire. C'était là transposer des expériences courantes, réalisées pour les armes *chimiques* depuis 1914, *et cela dans tous* les camps. Dans la série des simulations d'attaques bactériologiques organisées par plusieurs pays alliés depuis la seconde guerre mondiale, la diffusion dans le métro d'une substance toxique fut un classique du genre, bien avant de devenir une réalité à Tokyo et Yokohama. Des aérosols de bactéries peu dangereuses (mais « représentant » des pathogènes) furent ainsi répandus dans *les grandes villes afin de tester les possi*bilités de contamination, sans que le public-cible en fût informé (18).

Ces opérations – se légitimant de leur caractère « préventif » – témoignent de l'acceptation de la guerre de masse, telle qu'elle aboutit, dans son paroxysme nucléaire, à la mise en question du rapport *entre* l'Etat *et* le *peuple*, le premier « devant » abandonner le second à son sort, en cas de conflit total. Dans le film *Docteur Folamour*, Stanley Kubrick montrait que la séparation entre un Etat expert, se repliant sur une population choisie pour être sauvée, et le peuple, dans son sens civil ordinaire, était l'objet *des fantasmes* de quelques hauts fonctionnaires délirants. Plus récemment, comme on l'a vu, *Alerte* reprend ce thème du peuple trahi par un haut commandement prétendant l'immoler à la raison des stratèges.

L'imaginaire médiatisé par Hollywood illustre la défiance populiste vis-à-vis d'un Etat central supposé *délaisser* les libres citoyens ou, pis, chercher à les assujettir à une logique extérieure. L'attentat d'OklahomaCity, perpétré contre des services fédéraux localisés dans un immeuble, montre que l'angoisse d'abandon du peuple par ses dirigeants pousse à des menées agressives, dépassant la portée du crime en série ou de masse, mais exprimant pourtant quelque chose d'analogue. La haine, ici, répond au complot imaginé d'une élite de bureaucrates et de hauts gradés programmant l'asservissement du citoyen autonome. Il y a risque que les institutions, d'une part, les individus, de l'autre, ne se respectent plus comme conditions réciproques de leur existence, mais qu'ils *glissent ensemble vers une* confusion identitaire, nécessairement agressive.

Là encore, l'évolution des sectes est significative : si la participation d'un sous-ministre québécois à la secte du Temple solaire était fortuite, l'existence d'appuis gouvernementaux n'est plus *douteuse pour l'implantation d'Aum en* Russie, et la suite de l'enquête au Japon a montré des ramifications dans les élites de pouvoir, suscitant cette exclamation d'un responsable de la police : *« On a l'impression que l'on assiste à une guerre entre Etats* (19). »

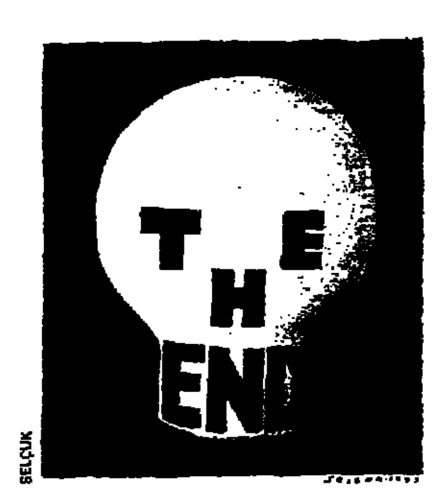
De fait, le politique s'en mêle : que ce soit par la psychose sectaire, ou par l'intérêt réel suscité dans les services secrets (dont témoigne l'avertissement d'un risque d'attentat au gaz, donné à l'avance par un diplomate américain au *Japon), suivi ou non d'actions de la part* d'Etats considérant que les sectes déstabilisent les relations internationales. *Mais, dans un tel imbroglio d'alliances*, de manipulations, de chantages, de rétorsions, on ne sait plus si les Etats ajoutent les sectes à leur panoplie de moyens de pression (ou à leurs sources de financement occulte) ou si les sectes finissent par avoir barre sur la logique d'Etat. En tout cas, les Etats, affaiblis dans leur légitimité, se prêtent aux formes monstrueuses de l'intention politique. Toute « privatisation » du pouvoir est ici dan*gereuse, au-delà de la corruption, parce* qu'elle fait accéder aux leviers de commande des chefs de faction autrement impuissants.

La montée multiforme de la chienlit

LE *vrai risque est celui de la dissocia*tion du pacte socio-politique. L'amorce en apparaît chez les *Patriots* américains, avec le passage à l'acte monstrueux, coup de tonnerre dans un ciel serein (plus de deux cents morts). Mais était-il si serein ? On en doute quand on suit l'évolution de cette culture. Ainsi le film *Chute libre* (20), évoquant la révolte d'un « bon Américain », *« secrète un message de colère vis-à-vis de l'étranger, du déviant ou du riche. Il suggère en douce un « si on ne fait rien, ça va dégénérer » qui ne trompe guère. Plus subtil que Rambo, mais plus pervers, il pourrait devenir le fétiche de ceux qui, aux Etats-Unis comme dans beaucoup de pays du Nord, pensent qu'une révolte des Blancs contre la montée multiforme de la « chienlit » sera bientôt à mettre à l'ordre du jour* (21) ». La question se pose à propos de toute haine dressée contre un risque attribué à de futures victimes émissaires : ici, fonctionnaires honnis ; là, société moderne dans son ensemble ; là encore, protecteurs de la *nature supposés vouloir réprimer toute* activité humaine.

Depuis quelques années, les suicides collectifs se sont multipliés. Parmi d'autres, ce furent, en 1978, les 912 *morts du Temple du peuple en Guyana* ; en 1985, les 60 morts du Dafu Mangayanon aux Philippines ; en 1987, les 32 sacrifiés au service de la déesse Park Soon-Ja à Séoul ; en 1993, les 80 victimes de l'assaut de la ferme des Davidiens à Waco ; et en octobre 1994, les 50 morts du Temple solaire en Suisse. Médiatisées, ces fleurs de mort ont implosé dans un certain silence : on les a interprétées comme des poussées aberrantes, mais on a peu parlé du mal de vivre qui les a rendues possibles, tout comme il suscite, en grand nombre, des désespoirs solitaires. Situés entre phénomènes sociaux et comportements privatifs, ces petits séismes humains déclenchent peu de débats, hormis la sempiternelle condamnation des sectes *détournant la jeunesse*.

Si cette pudeur nous évite l'angoisse, elle laisse subsister un désir de catastrophe collective. Au contraire, parler du rapport entre vécus (sentiment d'écra*sement, d'inutilité ou d'exclusion) et* questions collectives (fatuité de la politique médiatisée face aux problèmes réels, tels le respect de la nature et de l'autonomie des personnes, le partage du travail et des revenus, la maîtrise de la technologie et de l'argent) permettrait davantage de civilité pratique.



SELÇUK

Entre l'affect personnel (amour, haine) et l'engagement collectif, le débat éviterait qu'ils ne divergent entre deux haines – privée et publique (22) – et ne se réunifient, cette fois hors du champ démocratique, dans des identités fusionnelles sans faille, dont la pente suicidaire fut exploitée, de tout temps, par des groupes paramilitaires, des sectes, ou des Etats fascinés par le *meurtre de masse*.

DENIS DUCLOS.

(14) Mirko Grmek, historien du sida, désigne ainsi la relation unissant les organismes infectieux aux populations qu'ils contaminent. La gestion de *masse des tissus humains est ainsi un vecteur* important de formation de nouvelles « pathocénoses », inexistantes dans la nature.

(15) *Cas avéré pour le sida et pour* l'hépatite C, et la nouvelle hépatite découverte, nommée X ; possible pour les maladies à prions, comme le syndrome de Creutzfeldt-Jakob.

(16) Comme nous l'a confirmé Gilles Marchal, responsable des recherches sur la tuberculose à l'Institut Pasteur.

(17) Il s'agit d'un niveau de sécurité impliquant un confinement spécial. Les laboratoires « niveau 4 » sont l'objet d'une surveillance internationale *découlant de la deuxième conférence de Genève* sur les armes chimiques et bactériologiques (septembre 1987), et d'autres accords de contrôles sanitaires civils.

(18) Selon Robert Harris et Jeremy Paxman (*A Higher Form of Killing, The Secret Story of Gas and Germ Warfare*, Paladin, Triad-Granada, 1983, Aylesbury, Royaume-Uni), plus de 200 expériences de ce type eurent lieu aux Etats-Unis entre 1950 et 1970, utilisant des villes-cibles, telles New *York et San Francisco*.

(19) Lire l'article de Philippe Pons dans *Le Monde*, 28 avril 1995.

(20) *Chute libre (Falling Down)*, film américain de Joel Schumacher, 1993.

(21) Denis Duclos, *Le Complexe du loup-garou : la fascination de la violence dans la société américaine*, La Découverte, Paris, 1994.

(22) La dialectique terrifiante de ces deux figures (*la masse et le survivant*) a *été décrite* par Elias Canetti dans *Masse et Puissance*, Gallimard, Paris, 1966.

AMERIKKKA. Voyage dans l'Internationale néofasciste – Roger Martin

★ Calmann-Lévy, Paris, 1995, 332 pages, 130 F.

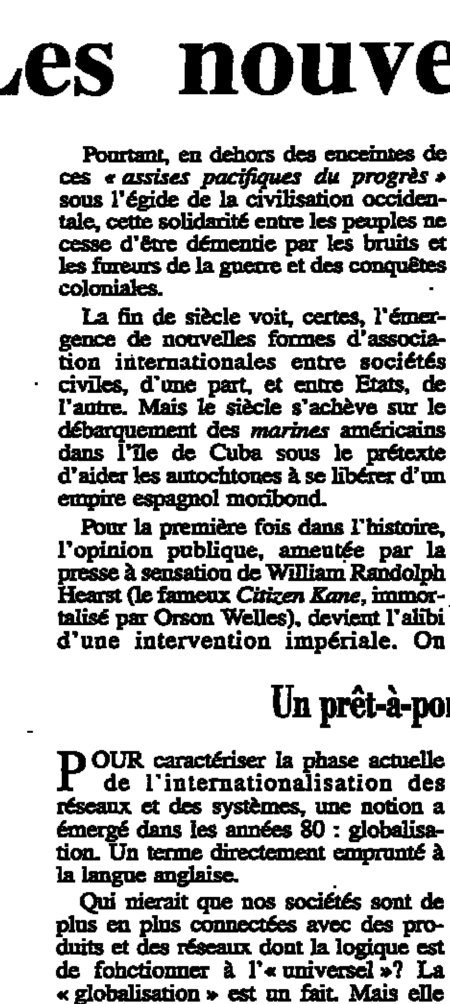
L'attentat meurtrier d'Oklahoma City a rappelé au monde une facette trop souvent ignorée de la réalité américaine : ses marges inquiétantes d'ultra-droite, les sectes activistes qui prolongent en forme extrémiste les thèmes de la *« révolution conservatrice »* et trouvent un écho dans les secteurs à la dérive de la société. Selon un sondage, 11 % des Américains se reconnaissent *dans les « idéaux »* du Ku Klux Klan. Roger Martin, dans une enquête renouvelée, présente la multitude des organisations et groupuscules formant mouvement pour « la suprématie de la race blanche » dans l'Amérique profonde. On y trouve les encagoulés de tous les Klans, les mercenaires en treillis des « nations aryennes », les croisés de la lutte anti-avortement, qui ne reculent pas aux Etats-Unis devant l'assassinat : toute une faune de fanatiques nourris de fantasmes racistes, de galimatias *mystico-religieux*, qui ont pour point commun une haine militante de la démocratie et sacrifient au culte des armes jusqu'au *plus terrible passage* à l'acte.

PHILIPPE VIDELIER

DANGEREUX EFFETS DE

Les nouveaux scénarios de





BRUCE CLARKE
« Les Citoyens parlent aux citoyens » (1995)

Grâce aux autoroutes de l'information, ces modernes réseaux qui vont transformer la planète, tous les hommes deviennent frères. Telle est la nouvelle utopie – la nouvelle idéologie – qui se répand en cette fin de siècle. Et que diffusent les défenseurs du marché global et les partisans du libre flux des données immatérielles. Quelle est l'origine d'une telle vision du monde ? Qu'annonce-t-elle comme perception géopolitique ? Quelle est la nouvelle donne en matière de communication ?

Par ARMAND MATTELART*

LE paysage mondial de la communication reste marqué par le désordre. Aussi n'est-il pas inutile de fixer quelques repères afin de distinguer la part de la mythologie – en particulier dès qu'on évoque les nouvelles technologies – et celle des réalités concrètes dues à l'internationalisation.

L'idéologie contemporaine de la communication se caractérise par l'éphémère, l'oubli de l'histoire et du pourquoi des objets et de leur assemblage social. Comme nous nous trouvons à la fin du XXe siècle, il n'est peut-être pas malvenu de remonter à la fin du siècle précédent pour mieux comprendre l'évolution des choses.

C'est vers 1860 que la communication fut sacrée *« agent de civilisation »*. Son universalité était celle de l'empire victorien de la Grande-Bretagne. A partir des réseaux de chemins de fer, du télégraphe électrique et du câble sous-marin, ainsi que de la nouvelle voie interocéanique de Suez et de la navigation à vapeur, se tissait une représentation du monde comme *« vaste organisme »* dont toutes les parties seraient solidaires.

Les réseaux qui maillent alors le globe, et que célèbrent des auteurs comme Jules Verne, deviennent le symbole d'un monde interdépendant où les économies nationales ont cédé la place à une nouvelle division internationale du travail. C'est autour des premiers réseaux de communication, expression physique de cette nouvelle *« solidarité organique »* – concept positiviste qui tranche sur la vieille notion de solidarité comme obligation morale –, que prend forme la première organisation intergouvernementale de l'ère moderne, la première instance internationale de régulation des flux transfrontières. C'est en 1865, en effet, plus de cinquante ans avant la Société des nations (ancêtre de l'actuelle Organisation des Nations unies), que fut fondée, à Paris, l'Union télégraphique internationale par une vingtaine de pays, la plupart européens. Elle est l'ancêtre lointaine de l'actuelle Union internationale des télécommunications (UIT), qui devait voir le jour lors d'une conférence à Madrid, en 1932, à la suite de la fusion de cette Union télégraphique et de l'Union de la radiotélégraphie internationale, créée en 1906 à Berlin. L'Union postale universelle, elle, verra le jour en 1874 à Berne.

Postes et télégraphes deviennent ainsi un support important dans les discours utopiques sur la vertu *« universalisante et pacifique »* des techniques de communication. Tout comme l'avaient été, dès 1830, les réseaux de chemins de fer. Ces trois types de réseaux internationaux nourrissent l'imaginaire religieux de la sphère communicationnelle. Avec la religion, ils ont en commun le désir de *« religare »* (relier) les individus et les peuples. C'est donc dès le XIXe siècle que s'établit le socle de l'idéologie rédemptrice de la communication.

« Tous les hommes deviennent frères », proclament les grandes Expositions universelles qui se succèdent après celle de 1851 à Londres, en même temps que s'inaugure le premier câble sous-marin international, le Transmanche. Pendant un demi-siècle – qui culminera avec l'Exposition universelle de Paris en 1900 –, expositions et techniques de communication partageront ce même discours et cette même utopie de l'avènement de l'*« Association universelle »*.

Pourtant, en dehors des enceintes de ces *« assises pacifiques du progrès »* sous l'égide de la civilisation occidentale, cette solidarité entre les peuples ne cesse d'être démentie par les bruits et les fureurs de la guerre et des conquêtes coloniales.

La fin de siècle voit, certes, l'émergence de nouvelles formes d'association internationales entre sociétés civiles, d'une part, et entre Etats, de l'autre. Mais le siècle s'achève sur le débarquement des *marines* américains dans l'île de Cuba sous le prétexte d'aider les autochtones à se libérer d'un empire espagnol moribond.

Pour la première fois dans l'histoire, l'opinion publique, ameutée par la presse à sensation de William Randolph Hearst (le fameux *Citizen Kane*, immortalisé par Orson Welles), devient l'alibi d'une intervention impériale. On connaît l'anecdote qui résume bien l'extravagance du moment : Hearst expédie à La Havane un reporter et un célèbre dessinateur, Frederic Remington, qui, de la capitale cubaine, télégraphie à son patron : *« Rien à signaler. Tout est calme. Il n'y aura pas de guerre. Voudrais rentrer. »* Hearst lui répond sur-le-champ : *« Vous prie de rester. Fournissez illustrations, je fournirai la guerre. »*

Fin du XXe siècle : la communication s'est installée comme paradigme majeur de la nouvelle société globale. Une économie de flux immatériels ne cesse de se développer. Et l'espace de la production et de la commercialisation recouvre l'espace d'un marché mondialisé. Sur une planète acculée à reconnaître les dégâts de l'idéologie du progrès, les utopies ne sont plus au rendez-vous.

Un prêt-à-porter idéologique

POUR caractériser la phase actuelle de l'internationalisation des réseaux et des systèmes, une notion a émergé dans les années 80 : globalisation. Un terme directement emprunté à la langue anglaise.

Qui nierait que nos sociétés sont de plus en plus connectées avec des produits et des réseaux dont la logique est de fonctionner à l'« universel »? La « globalisation » est un fait. Mais elle constitue aussi une idéologie; elle est en train de se convertir en un « prêt-à-porter idéologique ». Le terme dissimule la complexité du nouvel ordre mondial, plutôt qu'il ne la révèle. Là aussi, il n'est pas inutile de se demander d'où vient ce mot « global »?

L'entrée de ce terme dans la représentation du monde date de la fin des années 60. Deux ouvrages l'intronisent : *War and Peace in the Global Village*, de Marshall McLuhan (en collaboration avec Quentin Fiore), publié en 1969 (1) ; et *Between Two Ages. America's Role in the Technotronic Era*, de Zbigniew Brzezinski, publié également en 1969 (2).

Le premier ouvrage extrapole l'effet télévision-guerre du Vietnam ; avec ce conflit « en direct », auquel pouvait assister tout foyer américain, les téléspectateurs, prétendait l'auteur, auraient cessé d'être passifs pour se convertir en « participants », et la dichotomie entre civils et militaires se serait évanouie, ce qui constitue une régression. Tandis que, en temps de paix, le média électronique tirerait vers le progrès tous les territoires non industrialisés. L'impératif technique commande, par conséquent, le changement social. Il l'explique. Parallèlement, apparaît dans le grand public américain le slogan de la *« révolution des communications »* : c'est elle, clame-t-on, qui *« développe le désir de consommation, la responsabilité sociale collective, la révolte des jeunes, la révolte féminine, la révolte de la mode, l'ère du jugement individuel, bref une nouvelle société »*. Cette révolution, s'empresse-t-on d'ajouter, scelle le sort des dernières utopies de la révolution politique : elle signifie la « fin des idéologies ».

Le « village global » commence alors sa carrière sur le marché du prêt-à-penser du « tout planétaire ». Par la suite, la notion de « village global » scandera chaque grande catharsis mondiale, ou plutôt chaque « mondovision ». On l'a vu encore en 1991 durant la guerre du Golfe, où la référence a été omniprésente, alors même que s'imposait le verrouillage et la censure de la guerre psychologique, creusant l'opposition civils/militaires. Contrairement à ce que pensait Marshall McLuhan.

Le politologue américain Zbigniew Brzezinski, directeur de l'Institut de recherches sur le communisme à l'université Columbia, utilise le terme de « ville globale ». La connotation de retour à la communauté et à l'intimité que contient le mot village lui paraît peu adaptée au nouvel environnement international. Car le maillage des réseaux, qu'il baptise *« technétroniques »*, fruit du mariage de l'ordinateur, du téléviseur et des télécommunications, aurait transformé le monde en un *« nœud de relations interdépendantes, nerveuses, agitées et tendues »*, et donc accru la menace de l'anomie, le risque de l'isolement et de la solitude pour les individus.

Pour M. Brzezinski, qui deviendra peu après conseiller en matière de sécurité nationale du président James Carter et un des fondateurs de la fameuse Commission trilatérale, la première « société globale » de l'histoire, ce sont les Etats-Unis. Propagatrice principale de cette *« révolution technétronique »*, cette société « communique » plus que toute autre puisque, affirme-t-il, 65% de l'ensemble des communications mondiales ont leur point de départ aux Etats-Unis.

L'Amérique serait la seule à proposer un *« modèle global de modernité »*, des schémas de comportements et de valeurs universels, à travers les produits de ses industries culturelles, mais aussi à travers ses *« techniques, ses méthodes et ses pratiques d'organisation nouvelles »*. En face, dans le bloc dominé alors par l'Union soviétique, on ne trouve que des sociétés de pénurie qui *« sécrètent l'ennui »*. Cette notion de ville et de société globale rend, selon Brzezinski, définitivement caduque la vieille notion d'« impérialisme »



pour désigner les rapports des Etats-Unis avec le reste du monde. La *« diplomatie de la canonnière »* appartient au passé ; l'avenir, selon lui, est à la *« diplomatie des réseaux »*.

La chute du mur de Berlin, en 1989, et l'avortement de l'universalisme communiste consacreront cette globalité comme la seule possible. Dans le monde unipolaire, la « fin des idéologies » se muera en « fin de l'histoire » sous la baguette magique d'un conseiller du département d'Etat américain, Francis Fukuyama. Vingt ans après la sortie de son ouvrage sur la révolution technétronique, Zbigniew Brzezinski persistait : *« La base de la puissance américaine est, pour une très grande part, sa domination du marché mondial des communications.... Ceci crée une culture de masse qui a une force d'imitation politique. »* La géopolitique reprenait ses droits, après une décennie dominée par la géoéconomie.

Dans les années 80, la langue de la globalisation a surtout été celle des affaires. Son concepteur le plus en vue : le professeur Theodor Levitt, directeur de la *Harvard Business Review*, dont les travaux ont été largement repris dans les discours de légitimation des stratégies d'expansion des entreprises à dimension mondiale. Les rapports annuels des grands groupes de communication ou de publicité regorgent de proclamations sur l'avènement de cette globalisation. Il est fréquent de lire des phrases comme celles-ci, véritables odes à la gloire des réseaux : *« Les scientifiques et les technologies ont réalisé ce que depuis longtemps les militaires et les hommes d'Etat ont tenté d'établir sans y arriver : l'empire global.... Marché de capitaux, produits et services, management et techniques de fabrication sont tous devenus globaux par nature.... C'est la* global marketplace. *Ce nouveau développement émerge au même moment où les technologies avancées transforment l'information et la communication. »*

La globalisation des marchés, des circuits de la finance, de l'ensemble des réseaux immatériels et des entreprises (elles-mêmes restructurées en réseau et transformées en « entreprises-réseaux ») exigera une radicale déréglementation. Avec tout ce que cela signifie de recul des forces sociales et de déclin du rôle de l'Etat-nation-providence et de la philosophie du service public. C'est le triomphe de l'entreprise, de ses valeurs, de l'intérêt privé et des forces du marché.

Au cours de cette mutation, la communication s'est professionnalisée, et le modèle managérial de communication imposé dans l'ensemble de la société comme seul mode de communiquer. La communication ainsi conçue est désormais considérée, même par l'Etat, comme une excellente technologie de la gestion sociale. A titre d'illustration, il suffit d'évoquer l'irradiation, dans les années 80, du modèle de communication managérial vers les institutions étatiques, les associations humanitaires ou les collectivités territoriales, qui ont redéfini leur rapport aux citoyens ou à la société civile en faisant appel à l'imaginaire publicitaire.

Il s'agit là d'un débat majeur trop souvent escamoté et qui, pourtant, a des répercussions directes dans le domaine international, comme le montrent les formes de communication adoptées par des organisations aussi diverses que Médecins sans frontières, Greenpeace ou Amnesty International.

La globalisation est devenue l'apanage des spécialistes du marketing et du management. Elle est, en quelque sorte, leur grille de lecture du monde et du nouvel ordre international en gestation. Même si, à l'intérieur des milieux professionnels, les doctrinaires d'une globalisation à tout crin s'opposent à ceux pour qui l'évolution de l'économie mondiale est loin de se résumer à la seule logique de l'homogénéisation. Pour qui, aussi, l'idée de la segmentation des marchés et des cibles – et donc de démassification généralisée – est tout aussi importante que celle de la standardisation.

Pour les partisans frénétiques du marché mondialisé, la globalisation veut signifier ceci : à la distribution hiérarchique des tâches et des pouvoirs dans l'entreprise taylorienne correspondait une sédimentation des espaces; le local, le national, l'international se représentaient comme des paliers, imperméables l'un à l'autre, compartimentés. Tandis que le nouveau schéma de représentation de l'entreprise et du monde dans

(1) Marshall McLuhan, *Guerre et paix dans le village global*, Laffont, Paris, 1970.

(2) Zbigniew Brzezinski, *La Révolution technétronique*, Calmann-Lévy, Paris, 1970.

* Professeur à l'université Rennes-II ; auteur, entre autres, de *La Communication-monde*, La Découverte, Paris, 1992, et de *L'Invention de la communication*, La Découverte, Paris, 1994.

HISTOIRE DES THÉORIES DE LA COMMUNICATION. – Armand et Michèle Mattelart

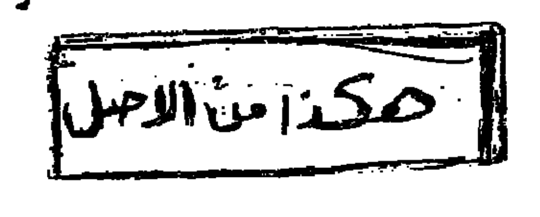
★ **La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1995, 128 pages, 45 F.**

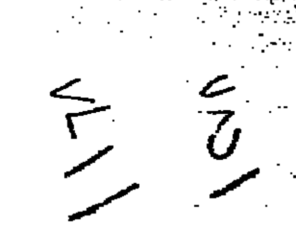
« Si la notion de communication pose problème, écrivent d'emblée les auteurs, *celle de la théorie de la communication ne le fait pas moins. »* D'autant que la notion de communication recouvre une multiplicité de sens et que la prolifération des technologies et la professionnalisation des pratiques n'ont fait qu'ajouter des thèses, souvent contradictoires, sur cette discipline.

Armand et Michèle Mattelart mettent de l'ordre dans le foisonnement des textes. Ils rendent compte, avec clarté, méthode et un remarquable sens de la pédagogie, de la pluralité des propositions et de l'éclatement de ce champ du savoir. Ils passent en revue et expliquent les thèses des principales écoles (Chicago, Birmingham, Palo Alto) et des auteurs les plus importants (Lasswell, Shannon, Barthes, McLuhan, Habermas, Baudrillard, Virilio).

Mais leur point de vue d'historiens des théories ne les empêche nullement de prendre position, notamment sur la place qu'a prise la communication dans les sociétés contemporaines. En particulier lorsqu'ils affirment : *« Devant la faillite de l'idéologie rationaliste du progrès linéaire et continu, la communication a pris le relais et s'affiche comme paramètre par excellence de l'évolution de l'humanité, à un moment historique où elle cherche désespérément un sens à son avenir. »*

L. V.





LA GLOBALISATION DES RÉSEAUX

la communication mondiale

lequel elle opère (en tant que réseau) suppose une interaction entre les trois niveaux, local, national et international.

Toute stratégie de l'entreprise-réseau sur le marché mondialisé doit être à la fois locale et globale. C'est ce que les chefs d'entreprise japonais expriment à travers le néologisme *glocalize*, contraction de « global » et de « local » *(lire, page 28, l'article de Paul Virilio)*.

Un mot d'ordre régente cette nouvelle logique de l'entreprise : l'intégration. Ce mot renvoie à une vision cybernétique de l'organisation des grandes unités économiques sur le marché mondialisé. Intégration des espaces de la conception, de la production et de la consommation. Et, enfin, intégration de sphères d'activités jadis séparées. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à rappeler les néologismes apparus récemment dans la langue technique, anglo-américaine par excellence : *advertorials* (contraction de *advertising* et *editorials*), *infomercials* (*information* et *commercials*), *infotainment* (*information* et *entertainment*) et, plus récemment, *edutainment*. Une hybridation de mots qui correspond à l'hybridation des technologies de l'information et de la communication par la vertu de l'informatique.

Ce nouveau cadre global de la pensée stratégique des chefs d'entreprise a fait glisser le centre de gravité des débats et des enjeux, ainsi que des terrains de négociations internationales, dans le domaine des réseaux de communication.

Le premier déplacement concerne la définition même de la « liberté d'expression ». La liberté d'expression des citoyens est directement mise en concurrence avec la *« liberté d'expression commerciale »*, présentée comme un nouveau *« droit de l'homme »*. On assiste à une tension constante entre la *« souveraineté absolue du consommateur »* et la volonté des citoyens garantie par les instances démocratiques.

C'est autour de cette revendication de la liberté d'expression commerciale que se sont structurées, entre autres, les actions de lobbying des organisations interprofessionnelles (annonceurs, agences publicitaires et médias) lors des débats amorcés, dans la seconde moitié des années 80, sur les nouvelles règles de la télévision sans frontières, tant au Conseil de l'Europe qu'auprès de l'Union européenne. Cette revendication cherche à repousser les limites imposées par la société civile à la *« mise en service de la sphère publique à des fins publicitaires »*, comme dirait le philosophe allemand Jürgen Habermas.

Cette liberté d'expression commerciale, nouveau principe d'ordonnancement du monde, est elle-même indissociable du vieux principe, inventé par la diplomatie du département d'Etat américain au début de la guerre froide, du *Free Flow of Information* (libre flux d'informations), qui a toujours fait peu de cas de la question des inégalités d'échange en matière de communications. La doctrine de la globalisation recycle ce principe qui aligne la liberté tout court sur la liberté de faire du commerce.

Mais le déplacement principal apporté par ce nouveau référent entrepreneurial concerne les lieux mêmes où se déroulent les débats. Pendant les années 70 et le début des années 80, l'Unesco fut le forum central de discussion sur les systèmes de communication. On se souvient de ce qu'il est advenu de ces débats sur le « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (Nomic), idée partie originellement des pays non alignés, dont plus personne n'ose parler. Débats définitivement clos vers la moitié des années 80, avec le retrait de l'Unesco des délégations de l'Amérique reaganienne et du Royaume-Uni thatchérien, sous prétexte de la politisation extrême de la controverse.

Depuis la seconde moitié des années 80, des organismes plus techniques – le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), devenu Organisation mondiale du commerce (OMC) – sont les lieux centraux des débats sur le nouvel ordre communicationnel. Classée comme « service », la communication a donné lieu à un affrontement direct entre l'Union européenne et les Etats-Unis, qui s'est terminé, le 15 décembre 1993, par une défaite stratégique de l'Union (l'audiovisuel, comme les autres services, sera désormais soumis aux règles du libre-échange), occultée par un sursis, présenté comme une « victoire » : le principe de l'« exception culturelle » est retenu par l'Union, qui refuse d'accéder aux multiples exigences américaines. Donc, pour le moment, pas d'accord conclu, mais Hollywood, le Congrès et les autorités de Washington n'entendent pas en rester là et reviennent déjà à la charge dans le nouveau cadre libre-échangiste de l'OMC.

A l'occasion de ce différend, on a pu voir se creuser le fossé entre les idéologues de la marchandise – comme norme applicable à toute production – et les défenseurs des identités culturelles. Avec, de part et d'autre, des contradictions d'un type nouveau. Pour rappeler la teneur et le ton de ces débats et mettre en relief ces deux conceptions antagonistes de la culture et de son rôle géopolitique, on pourrait mettre en parallèle deux déclarations. Celle de l'ancien président français François Mitterrand : *« Il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique. Ce que les régimes totalitaires, finalement, n'ont pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces des techniques vont-elles y parvenir ?* (3). » Et celle de M. Jack Valenti, responsable de la MPAA (Motion Picture Association of America), qui incarne la défense des intérêts de Hollywood : *« L'ultime offre de Bruxelles est, en fait, lamentable, insultante, farcie de mots qui ne veulent rien dire... Cette négociation n'avait rien à voir avec la culture... La triste vérité est que l'Europe tourne le dos à l'avenir. »*

Pseudo-liberté du consommateur

LE débat est loin d'être clos. Le problème des industries de l'image a vite rejoint celui des nouveaux réseaux d'information, symbolisés médiatiquement par les « autoroutes de l'information », fruit de la compression numérique et du croisement du téléviseur, du téléphone et de l'ordinateur (4). Au cours de la nouvelle phase des débats sur la question de la réglementation (ou de la déréglementation) des réseaux et systèmes de communication internationaux, l'idéologie libre-échangiste a tenté de naturaliser son argumentaire populiste. Son contenu est simple, voire simpliste. Mais ses prolongements sont plus complexes qu'il n'y paraît à première vue.

L'idée centrale est celle de la nécessité de laisser jouer la concurrence libre sur un marché libre entre individus libres de choisir. Elle s'exprime à peu près en ces termes : *« Laissez les gens regarder ce qu'ils veulent. Laissez-les libres d'apprécier. Faisons confiance à leur bon sens. La seule sanction appliquée à un produit culturel doit être son échec ou son succès sur le marché. »*

Cet axiome néolibéral sur la souveraineté absolue du consommateur de produits culturels a eu son pendant dans le champ théorique : la réhabilitation du rôle des récepteurs dans le mécanisme de communication. Mais ce retour à un « pratiquant » médiatique actif a aussi ses côtés pervers lorsque, en focalisant unilatéralement sur la liberté du consommateur de décoder les programmes et autres produits culturels, d'où qu'ils viennent, il permet de se débarrasser à bon compte des questions sur l'inégalité des échanges sur un marché de flux qui reste profondément inégalitaire. La liberté du téléspectateur peut-elle se résumer à la liberté de déchiffrer les produits d'une industrie hégémonique sur le marché? Ne devrait-elle pas aussi se concevoir comme la liberté de lire les produits des cultures non hégémoniques, à commencer souvent par la sienne propre?

Si l'on n'y prend garde, la réhabilitation théorique du « récepteur » peut conduire directement à une légitimation de la subordination culturelle de certains peuples et cultures, ce qu'on appelait jusqu'à la fin des années 70 l'« impérialisme culturel ». Le problème étant que, dans ces débats, la marge est étroite entre le chauvinisme borné et la défense de la nécessité de préserver la diversité culturelle comme moyen d'accès et d'apport à la création de l'« universel ».

Ce qui est préoccupant, c'est la façon dont ces concepts du global et de la globalisation se sont imposés pour rendre compte des nouveaux scénarios de la communication internationale. Si la logique de globalisation est une réalité empirique contemporaine, il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue seulement une partie des logiques à l'œuvre dans l'espace international. L'actuelle phase d'internationalisation est celle de l'émergence d'une « communication-monde ». Un concept qui a le mérite de nous reconnecter avec l'histoire, en nous rattachant à l'idée forgée par l'historien Fernand Braudel d'« économie-monde ».

La « communication-monde » permet de rendre compte des logiques de mondialisation sans les mystifier. A l'inverse de ce que donne à croire la représentation globaliste et égalitariste de la planète, ces logiques nous rappellent que la mondialisation des économies et des systèmes de communication est indissociable de la création de nouvelles disparités entre les divers pays ou régions, et entre les divers groupes sociaux : en d'autres termes, source de nouvelles exclusions. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les principes qui président à la construction des marchés uniques ou zones régionales de libre-échange, ces espaces intermédiaires régionaux entre l'espace mondialisé et l'espace de l'Etat-nation. Globalisation se conjugue avec fragmentations et segmentations. Ce sont là les deux faces d'une même réalité en voie de décomposition et de recomposition.

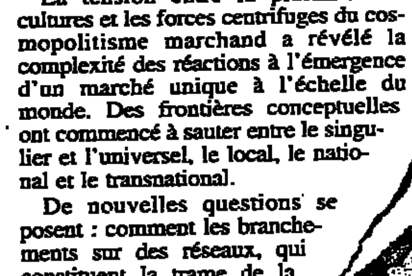
Si les années 80 ont été celles de la quête d'une culture globale, unifiante, de la part des grandes entreprises transnationales chassant les « universaux culturels » pour mieux faire pénétrer leurs produits, leurs services et leurs réseaux, sur le marché mondial, elles ont été aussi celles de la revanche des cultures singulières (5).

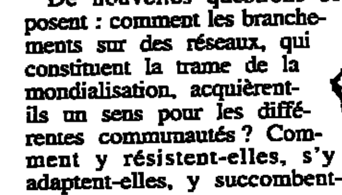
La tension entre la pluralité des cultures et les forces centrifuges du cosmopolitisme marchand a révélé la complexité des réactions à l'émergence d'un marché unique à l'échelle du monde. Des frontières conceptuelles ont commencé à sauter entre le singulier et l'universel, le local, le national et le transnational.

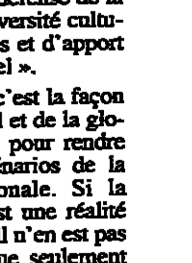
De nouvelles questions se posent : comment les branchements sur des réseaux, qui constituent la trame de la mondialisation, acquièrent-ils un sens pour les différentes communautés ? Comment y résistent-elles, s'y adaptent-elles, y succombent-elles? Quel rôle joue la peur de l'homogénéisation culturelle dans le repli nationaliste et la régression identitaire que l'on observe partout dans le monde? « Métissage » et « créolisation » sont-ils l'avenir du monde?

Au seuil du troisième millénaire, la communication reste bien un enjeu politique central qui mobilise chaque jour davantage l'attention des citoyens.

ARMAND MATTELART.









(3) *Le Monde*, 25 octobre 1993.

(4) Lire, à cet égard, Serge Regourd, « Pour l'exclusion culturelle » ; Asdrad Torrès, « Qui tirera profit des autoroutes de l'information ? » ; Jacques Robin, « Les dangers d'une société de l'information planétaire » ; et Asdrad Torrès, « A tombeau ouvert sur les autoroutes de l'information », dans *Le Monde diplomatique*, respectivement de novembre 1993, novembre 1994, février 1995 et avril 1995.

(5) *Cf.* Armand Mattelart, « Nouveau prêt-à-penser idéologique », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.

DANS LES REVUES

□ **LE TRIMESTRE DU MONDE.** Un numéro entièrement consacré à un thème d'actualité stratégique : « Puissance et grandes puissances dans l'après-guerre froide ». **(N° 31, juillet, trimestriel, 70 F. – 10, avenue Pierre-Larousse, 92241 Malakoff.)**

□ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Panorama de l'économie sociale en France ; croissance économique et intégration régionale en Asie ; les conglomérats taïwanais. **(N° 2431, 5 juillet, hebdomadaire, 15 F. – La Documentation française, Paris.)**

□ **DEMAIN LE MONDE.** « L'Inde : défis des traditions, enjeux de la modernité » ; et un entretien avec Susan George sur « la nouvelle religion de la Banque mondiale ». **(N° 6/95, juillet, mensuel, 80 francs belges. – Quai du Commerce, 9, 1000 Bruxelles.)**

□ **MIDDLE EAST INTERNATIONAL.** Yasser Arafat dans l'étreinte israélienne ; la politique arabe des États-Unis ; l'influence de l'Europe au Moyen-Orient. **(N° 504, 7 juillet, bimensuel, 65 livres par an. – Middle East International, 21 Collingham Road, Londres SW5 ONU.)**

□ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** Trois dossiers : « Rwanda, le génocide de 1994 » ; « Éthiopie : les risques du fédéralisme » ; et « La ville sud-africaine au lendemain de l'apartheid ». **(N° 174, avril-juin, trimestriel, 70 F. – La Documentation française, 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.)**

□ **HUMANISME.** Cette publication du Grand Orient de France consacre un dossier au « drame algérien ». **(N° 222, juin, mensuel, 35 F. – 16 *bis*, rue Cadet, 75009 Paris.)**

□ **L'AUTRE EUROPE.** « Les intellectuels à l'Est : argent, pouvoir, morale ». A lire, tout particulièrement, un dialogue entre Jürgen Habermas et Adam Michnik, et un article d'Elisabeth Kulakowska sur « L'éparpillement des intellectuels catholiques polonais ». **(N° 30-31, semestriel, prix non indiqué. – L'Âge d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris.)**

□ **REGARDS SUR L'ÉCONOMIE ALLEMANDE.** Un dossier sur l'industrie chimique en Allemagne et une présentation de la structure économique du Bade Wurtemberg. **(N° 22, juillet, cinq numéros par an, 1 200 F. – CIRAC, 97, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret.)**

□ **AVANCÉES.** Au sommaire de ce mensuel belge anti-pensée unique, une « Visite guidée au sein de l'extrême droite » et une analyse des tentations autoritaires du gouvernement de M. Dehaene. **(N° 33, juillet, mensuel, 120 FB. – 4, rue Rouppe, 1000 Bruxelles.)**

□ **HOMMES ET MIGRATIONS.** Un dossier sur « Tsiganes et voyageurs entre précarité et ostracisme ». **(N° 1188, juin-juillet, 76 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)**

□ **DOLLARS AND SENSE.** Les États-Unis peuvent-ils encore gagner une guerre contre la pauvreté ? ; salaire minimum et... salaire maximum ; coopératives et participation des salariés. **(N° 200, juillet-août, bimestriel, 3,95 dollars. – Economic Affairs Bureau, One Summer Street, Somerville, MA 02143, États-Unis.)**

□ **GREENPEACE MAGAZINE.** Dossier « Comment réconcilier économie et écologie ? » ; réduire le temps de travail et partager les emplois ; attaque toxique contre le Liban. **(N° 26, juin-août, trimestriel, 20 F. – Greenpeace France, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.)**

□ **SCIENCES HUMAINES.** Un dossier sur les mécanismes de la croyance et un retour sur la sortie, en 1951, des *Origines du totalitarisme* d'Hannah Arendt. **(N° 53, août-septembre, 11 numéros par an, 38 F. – 38, rue Rantheaume, BP 256, 89004 Auxerre.)**

□ **NEW LEFT REVIEW.** Les exagérations du cyberespace ; la promesse d'Internet ; l'économie écologique ; Deleuze et Guattari. **(N° 211, mai-juin, bimestriel, 4,50 livres. – 120-126 Lavender Avenue, Mitcham, Surrey CR43HP.)**

□ **MÉDIASPOUVOIRS.** Un dossier sur le thème « Les médias font-ils l'élection ? » avec, notamment, les contributions de Pierre Bourdieu et Dominique Wolton. **(N° 38, 2e trimestre, abonnement annuel : 450 F. – 383, av. du Général-de-Gaulle, 92140 Clamart.)**

□ **RÉSEAUX.** Un dossier sur « Les faits scientifiques, construire et communiquer ». A lire également un article de François du Castel sur « Autoroutes de l'information et société de communication ». **(N° 71, mai-juin, bimestriel, 60 F. – 38-40, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux.)**

□ **ÉTUDES.** Le mouvement charismatique en Afrique : communication et vérité : la fabrique des sondages électoraux **(Juillet-août, mensuel, 55 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

□ **TRANSVERSALES SCIENCE CULTURE.** Un hommage à Henri Laborit et, en éditorial, le constat d'une nouvelle lecture de la crise actuelle par de nombreux responsables, qui pourrait remettre en cause le libre-échange mondialisé. **(N° 34, juillet-août, bimestriel, abonnement annuel : 350 F. – 21, boulevard de Grenelle, 75015 Paris.)**

□ **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL.** Un dossier sur la ville traite des figures de la banlieue, des HLM, des entreprises urbaines et des politiques publiques. **(N° XXVII, 2-95, trimestriel, 120 F. – 11, rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex.)**

□ **RUE DES USINES.** Un dossier « Haine de la culture, culture de la haine » fait le point sur le désarroi des éducateurs et la montée de l'extrême droite en Belgique. **(N° 26-27, printemps, trimestriel, 1 100 francs belges par an. – 51, avenue A.-Demeur, 1060 Bruxelles.)**

□ **VILLAGE.** Le magazine de l'acteur rural consacre le premier de ses dossiers sur les « Pays en devenir » au Bocage normand. **(N° 15, juillet-août, bimestriel, 30 F. – La Caillère, 61100 La Carneille.)**

□ **ALTERNATIVES RURALES.** Un très intéressant recensement des financements alternatifs pour le développement rural en France, et un coup de projecteur sur la situation au Sénégal. **(N° 57, trimestriel, abonnement annuel : 100 F. – 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble.)**

Colloques et rencontres

• ENTRE VILLES SURPEUPLÉES ET TERROIRS DÉPEUPLÉS, QUELLES ALTERNATIVES SOCIALES POUR DEMAIN ? Rencontres d'été du CIEPAD, du 6 au 13 août, avec conférences-débats, témoignages, présentations d'alternatives. *(CIEPAD, 34380 Viols-le-Fort, tél. : 67-55-07-97.)*

• ANNÉE DE L'ÉCOSSE. Festival de cinéma de Douarnenez, du 20 au 27 août, avec cycle de conférences et projection de films et vidéos. *(26, rue Duguay-Trouin, BP 206, 29172 Douarnenez Cedex ; tél. : 98-92-09-21.)*

• LA PAIX EN L'ANNÉE DU CINQUANTENAIRE DE L'ONU. Cycle de cours organisé du 21 août au 8 septembre à Genève, par l'Institut international de recherches pour la paix (GIPRI). *(34, bd du Pont-d'Arve, CH 1205 Genève ; tél. : (41-22) 320-49-62.)*

• CHOIX DES POLITIQUES DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ. Forum annuel de l'Association des professionnels de santé en coopération, du 28 au 30 août à Paris. *(190, route de Paris, 01440 Viriat ; tél. : 74-45-16-54.)*

• GASTON MONNERVILLE. Ve Colloque international francophone, du 31 août au 3 septembre, à Payrac (Lot), par l'Association des écrivains de langue française. *(Françoise Lecomte ; tél. : 16-65-22-24-38.)*

• PHILOSOPHIE POUR TOUS. Journées philosophiques, du 1er au 3 septembre à Vouillé (Vienne). *(Office de tourisme, Jacqueline Deniau ; tél. : 49-51-06-69.)*

LES LIVRES

AMÉRIQUE HALLUCINÉE

Le roman noir des années Kennedy

AMERICAN TABLOID, de James Ellroy, traduit de l'anglais (États-Unis) par Freddy Michalski, Rivages, Paris, 750 pages, 149 F.

« *IL n'y a jamais eu d'innocence américaine. Et il est temps d'ouvrir les bras à ceux qui se salissent les mains pour faire l'Amérique* », dit James Ellroy dans son nouveau et monumental roman sur l'Amérique des années Kennedy.

Le roman noir est toujours moraliste, mais pas moralisateur comme le roman policier. Le roman noir entend traiter du Mal métaphysique : dans une ville gangrenée par la corruption, les victimes agonisent sous la pluie, se font mitrailler dans un parking sombre ou poignarder sous la douche... Le noir, la nuit, l'eau, ces éléments emblématiques symbolisent le Mal, séparé du Bien par une frontière imprécise, la zone grise où évolue le privé, ce détective ambigu capable du pire comme du meilleur.

James Ellroy est un auteur excessif : la société américaine, si l'on en croit ses livres, serait totalement pathogène, la violence toujours hallucinante, et la police immanquablement corrompue. La vamp de *Dahlia noir* pouvait-elle terminer sa sordide existence autrement qu'en victime odieusement massacrée ? Inversement, les personnages masculins, flics et boxeurs de *Brown's Requiem, Lune sanglante*, ou *L. A. Confidential* (1), expient dans une vie violente une faute originelle. A cet égard, James Ellroy n'a rien d'un ancien contestataire de campus. Ses héros tiennent à la fois du prédicateur fou de western, du privé désabusé des années 50 et du justicier urbain style *Dirty Harry* – Clint Eastwood.

Dans *American Tabloid*, ils sont trois – deux policiers carriéristes et un tueur fratricide – plongés dans l'Amérique des années Kennedy (1960-1963), présentée ici comme l'âge d'or des basses oeuvres policières. Ils sont à la solde, tour à tour ou simultanément, de la CIA, de la Mafia, du FBI, de la famille Kennedy (Joe, le nabab irlandais qui veut offrir la Maison Blanche à son fils John ; Rose, en Machiavel familiale ; Bobby, le naïf ; et enfin le président lui-même, John, le sauteur), des services parallèles de Howard Hugues (le milliardaire-hygiéniste raciste) ou du réseau privé d'Edgar J. Hoover, le maître espion érotomane, patron du FBI.

Les trois comparses volent, espionnent et tuent, depuis le début de la campagne électorale de John F. Kennedy jusqu'à la date de son assassinat à Dallas ; mais l'auteur n'oublie pas toutes les ramifications concernant les retombées du maccarthysme, la discrimination raciale, la guerre du Vietnam, l'alliance CIA-Mafia contre Fidel Castro, etc.

DÉBOULONNER aujourd'hui le « mythe Kennedy » ne fait pas de James Ellroy un iconoclaste implacable, car d'autres écrivains « sérieux », comme David Halberstam, l'ont précédé dans l'oeuvre de démolition (2). L'objectif politique, plus ou moins avoué, d'atteindre le président Clinton au travers de son modèle Kennedy n'est qu'un alibi pour James Ellroy, dont les sympathies à l'égard des républicains sont connues. En fait, le début des années 60 constitue le décor obsessionnel des personnages de ce romancier (sa mère fut assassinée à la fin des années 50) qui cite souvent ses louches passions de jeunesse (« *gnole, came, lecture de romans policiers et effraction de domiciles privés pour aller y renifler les dessous féminins* ») (3).

Le grand mérite de l'auteur est strictement romanesque ; et, comme à son habitude, dans une langue forte, ramassée, puissamment imagée, James Ellroy parvient superbement à reconstituer les coulisses d'une époque, à ramener un personnage-mythe à sa dimension humaine, à créer, en évitant les poncifs habituels, une atmosphère trouble de roman noir.

Il invente même un style « investigation », en forme de comptes rendus d'écoutes téléphoniques ou de rapports de police fictifs, qui place le lecteur lui-même en situation d'espion. Ainsi, dans ce genre littéraire souvent controversé qu'on appelle le roman noir, James Ellroy réussit à être à la fois l'auteur le plus international et le plus américain, le plus novateur et le plus... conservateur.

GILBERT ROCHU.

(1) Tous ces titres sont publiés, en traduction française, aux Éditions Rivages, Paris.

(2) *Fifties*, de David Halberstam, Le Seuil, Paris, 1995.

(3) Lire, de James Ellroy, *Dick Contino's Blues* (texte autobiographique suivi de cinq nouvelles), Rivages Noir, Paris, 1995, 291 pages, 55 F.



Cueco, ou le plaisir de l'imperfection



« Le Paysage dans la main » (1978)

DANS son introduction au premier livre (1) sur l'oeuvre de ce grand peintre singulier qu'est Cueco (né en 1929 à Uzerche), Gérald Gassiot-Talabot note que la modernité de cet artiste consiste *« à trouver la complexité des choses simples, à extraire du réel des éléments d'une extrême pauvreté (comme une planche de morceaux organiques) et à nous obliger à les regarder »*. Cela est fort bien vu. Car, en effet, Cueco, qui construit ses tableaux par juxtaposition ou empilement d'éléments sériels (et s'en explique dans un très beau texte qui sert de postface), cherche à procurer une émotion rare et raffinée : le plaisir de l'imperfection. C'est risqué, c'est audacieux. Mais chacune de ses toiles – force des formes, grâce des couleurs – prouve que le pari est magistralement réussi.

Cueco est un peintre structurel. L'espace de ses tableaux accueille des figures ou des fragments qui s'organisent dans une alternance d'ordre et de désordre, selon ce qu'on pourrait appeler une « rhétorique de la disposition », dans le but de produire du sens. Quel sens ? Le peintre conduit le spectateur de son oeuvre à s'interroger sur les choses essentielles : la nature, la vie, le travail, la liberté. Et aussi, sur ce sel de l'existence que sont la beauté, l'esthétique, l'harmonie des formes et des idées. En ce sens, la finesse de Cueco fait penser à celle de ces auteurs français du XVIIIe siècle qui, mêlant avec élégance science et philosophie dans la recherche du Beau, inventèrent tout simplement la Révolution.

LAURENCE VILLAUME.

(1) Gérald Gassiot-Talabot, *Cueco*, Cercle d'art, Paris, 1995, 200 pages, 390 F.

AMÉRIQUES

LES CULTURES NOIRES D'AMÉRIQUE CENTRALE. – Eve Demazière

★ **Karthala, Paris, 1994, 216 pages, 130 F.**

Créoles bélizéens et nicaraguayens, Afro-Antillais du Costa Rica et du Panama... Habitat, alimentation, musique, couleurs, rythmes et saveurs : tout est leur, sur les rivages atlantiques. Cet ouvrage raconte l'histoire et la culture des Afros-Américains de l'isthme centraméricain. Outre le rappel de l'esclavage et des *palenques* des « Noirs marrons » (fugitifs), on y découvrira les métissages précoces entre Indiens et Africains, tel celui des Miskitos du Honduras et du Nicaragua : une culture à prédominance indigène, mais des traits physiques présentant une forte influence négroïde. On y raconte la geste unique des « Caraïbes noirs », les Garifunas : esclaves enfuis de la Barbade pour Saint-Vincent, et qui, au terme de plusieurs phases de métissage avec les Caraïbes, forment une nouvelle ethnie, à prédominance africaine (*« un gâteau africain confectionné avec des ingrédients amérindiens »*), avant d'être déportés, en 1797, par les Anglais, au Honduras. Sans oublier la problématique contemporaine et l'importance de ces groupes dont on parle peu. Introduction partielle mais très intéressante au 1er Congrès continental des peuples noirs, qui se tiendra, du 21 au 26 novembre 1995, au Brésil, à SaoPaulo.

MAURICE LEMOINE.

ECONOMIC EARTHQUAKE. Converting Defense Cuts to Economic Opportunities. - Patrick Lloyd Hatcher

★ **Institute of Governmental Studies, Université de Californie, Berkeley, 1994, 221 pages, 29,95 dollars**

À l'heure où les États-Unis s'apprêtent à fermer de nouvelles bases militaires dans des États déjà frappés par les restructurations de l'après-guerre froide, cette étude fait le bilan des expériences de reconversion les plus encourageantes : aéroports civils, universités, parc nationaux, etc. Très détaillée, elle aborde en particulier le cas de la Californie et dessine la perspective – un peu idyllique – d'une transition réussie : la Côte ouest américaines, intégrée à la zone du Pacifique par le commerce international, et de nouveau prospère grâce au capital humain et à la technologie libérés par des activités militaires en repli, offrirait aux États-Unis les moyens de tirer le meilleur parti de l'actuel bouleversement économique.

SERGE HALIMI.

AFRIQUE

BURKINA FASO. Un espoir en Afrique. – Basile Guissou

★ **L'Harmattan, Paris, 1995, 220 pages, 130 F.**

Plusieurs fois ministre du président Thomas Sankara, de 1983 à 1987, M. Basile Guissou, redevenu chercheur, juge *« excessive et dangereuse la mode du catastrophisme en cours, qui veut présenter le continent africain comme un cimetière d'économies mortes et enterrées, au sein de sociétés en putréfaction avancée, par la faute d'une élite en déliquescence »*. Dans un ouvrage tonique, cet héritier de la révolution burkinabé, fuyant romantisme et nostalgie, s'attache à définir, pour son pays comme pour tout le continent, les conditions de formation d'une nouvelle « classe politique », armée d'une morale, d'une culture et d'une pratique nouvelles. Il voit dans la faillite économique actuelle du continent une chance de résurrection sociale et culturelle, et rappelle comment, en plein désespoir ambiant, le Burkina du capitaine Sankara avait su faire germer l'espoir dans l'imaginaire de millions de jeunes Africains.

PHILIPPE LEYMARIE.

MAGHREB

FÉMINISME ET POLITIQUE AU MAGHREB. Soixante ans de lutte. – Zakia Daoud

★ **Maisonneuve et Larose, Paris, 1994, 373 pages, 110 F.**

Les femmes du Maghreb sont au coeur des batailles politiques. Enjeu pour les réformateurs de l'*Islah* (la « renaissance culturelle » du monde musulman maghrébin), pour les politiques coloniales (avec pour conséquence leur enfermement) et pour les mouvements de libération (de 1950 à 1962), les Maghrébines sont, depuis, littéralement *« engluées au plus profond dans les politiques nationales »*.

Au cours des années 70 et 80, ayant perdu le peu d'influence citoyenne dont elles bénéficiaient, les femmes ont entamé des luttes, soit de façon frontale (en Algérie, dans le milieu associatif d'abord, puis contre le code de la famille promulgué en 1984), soit de manière détournée (au Maroc, où l'on n'oubliera pas le poids de l'analphabétisme). Entre les deux, le cas de la Tunisie apparaît exemplaire puisque, dès 1956, Bourguiba inclut l'émancipation dans son projet de société moderne.

Particulièrement bien documenté, le livre de Zakia Daoud propose une problématique passionnante. En exigeant une citoyenneté à part entière, c'est-à-dire la fin du hiatus entre statut personnel et Constitutions, les femmes maghrébines ne peuvent manquer de « faire sauter les verrous » qui s'opposent à l'émergence d'une vraie société civile, dans chacun de leurs pays.

FANNY COLONNA.

CAMUS À ORAN. – Abdelkader Djemaï

★ **Éditions Michalon, Paris, 1995, 120 pages, 120 F.**

Abdelkader Djemaï est né à Oran en 1948, un an après la publication de *La Peste*. Le récit qu'il présente, d'un style sec (camusien), du dernier séjour de Camus dans la grande ville méditerranéenne – 14 janvier 1941-août 1942 – ne doit ainsi rien à sa mémoire. Dans ce qui est néanmoins une rencontre, s'entrecroisent lectures, témoignages et imagination. Camus malade (tuberculeux), Camus heureux fraîchement marié, Camus humaniste s'indignant du sort réservé aux autochtones, cependant que l'extrême droite règne sur Oran, ville qui ne le séduit guère mais devient *« le sujet d'un roman connu à travers le monde entier »*. Photographies contemporaines et images du passé (dont de superbes et rares reproductions de cartes postales de l'époque) illustrent à merveille ce court voyage à l'envers qui permet un temps de *remonter* la rue Larbi-Ben-M'Hidi pour se retrouver rue d'Arzew.

JACQUES DECORNOY.

FRANCOPHONIE

LA MANGUE ET LA POMME. – Michel Guillou

★ **Éditions Fureur de dire, Montrouge, 1995, 150 pages, 98 F.**

De ses multiples « voyages en francophonie », aux pays de la mangue comme à ceux de la pomme, Michel Guillou, directeur général de l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (Aupelf-Uref), sort renforcé dans sa conviction que le lien créé entre les citoyens de près d'une cinquantaine d'États par l'usage d'une langue commune – ici le français – est un puissant antidote aux risques d'uniformisation culturelle planétaire, sous l'égide des multinationales de l'information et du divertissement du type CNN ou MTV. Et l'auteur passe en revue les très nombreux domaines – de l'information scientifique aux autoroutes de la communication et à la création de chaînes musicales – où ce lien pourrait être valorisé.

Alors pourquoi le mouvement francophone – à la porte duquel frappent aujourd'hui des pays comme la Pologne et Israël – ne devient-il pas un projet d'envergure, en premier lieu pour la France ? Tout en réservant le jugement sur l'action que mènera ou non M. Jacques Chirac, force est de constater que, dans leur majorité, les élites politiques et administratives françaises se sont culturellement installées dans la mondialisation, avec, ici et là, en guise de « supplément d'âme », un petit couplet en faveur de leur langue.

Michel Guillou appelle avec fougue à un sursaut dont la traduction symbolique internationale serait, sous une forme juridique ou une autre, la création d'une Entente francophone dotée d'une forte visibilité politique, ce qui n'est pas le cas des institutions actuelles de la francophonie.

BERNARD CASSEN.

EUROPE

LE DOUBLE SEPTENNAT DE FRANÇOIS MITTERRAND. – Jean-Marie Colombani et Hugues Portelli

★ **Grasset, Paris, 1995, 403 pages, 142 F.**

En un peu plus de soixante rubriques traitées en quelques pages, d'« Affaires d'État » à « Ville », Jean-Marie Colombani et Hugues Portelli, professeur à Paris-II, proposent un « dernier inventaire » des quatorze ans de présidence de M. François Mitterrand. À côté d'entrées sur les politiques sectorielles – de la culture à la monnaie – menées au cours des deux septennats, on en trouvera d'autres moins attendues. Ainsi « Les nouveaux venus », où l'on voit que l'homme qui prétendait, en 1981, vouloir « changer la vie » n'a, tout comme la droite, rien fait pour ébranler au moins le monopole de l'ENA dans la production des élites appelées à gouverner le pays. Et « Les survivants » montre à quel point l'ancien président a systématiquement promu les membres de son propre entourage au détriment des hommes de terrain.

Cet ouvrage est complété par une soixantaine de pages d'annexes – chronologies, bibliographie, index – qui en font un excellent outil de travail sur la période qui vient de s'achever.

FRANÇOIS VITRANI.

BERLIN 1933-1945. Séduction et terreur : croisade pour une catastrophe. – Dirigé par Lionel Richard

★ **Autrement, « série Mémoire », n° 37, Paris, 1995, 171 pages, 120 F.**

Dès 1933, Hitler et Goebbels, en habiles séducteurs, vont subvertir le passé culturel d'une capitale dont la population vote majoritairement à gauche. Comment une partie des citoyens berlinois ont-ils pu se laisser prendre au jeu de la propagande et des rêves de mégalomanie dont la capitale deviendra l'expression par une architecture monumentale de faux prestige ? L'ouvrage tente de répondre à cette question, comme à celle de savoir ce qui a pu changer dans ce Berlin du IIIe Reich par rapport à celui de la République de Weimar. Ce n'est qu'en 1945 que les Berlinois se réveilleront de ces rêves barbares sur un champ de ruines.

BRIGITTE PÄTZOLD.

LES TSIGANES, UNE DESTINÉE EUROPÉENNE. – Henriette Asséo

★ **Gallimard, Paris, 1994, 160 pages, 80 F.**

Spécialiste confirmée des Tsiganes, Henriette Asséo réussit, avec ce livre, une double gageure : inscrire dans l'histoire européenne une population partout perçue comme étrangère ; retracer sa mise à l'écart progressive de la société occidentale. Elégamment écrit et richement illustré, l'ouvrage apporte un témoignage étayé sur la persistance d'une identité tsigane irréductible à travers les siècles de privation, de traque et de brassage. Il propose une documentation complémentaire et une bonne bibliographie, tout en étant accessible à un large public.

ALAIN REYNIERS.

LIBERIA, 1834

Le livre de la faute

LA TRAVERSÉE DU FLEUVE, de Caryl Phillips, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Furlan, éditions de L'Olivier, Paris, 1995, 273 pages, 129 F.

POSSÉDÉ comme le père qui vendit, au XVIIIe siècle, en Afrique de l'Ouest, trois de ses enfants – *« J'ai perdu la tête. Les récoltes n'avaient rien donné. J'ai vendu mes enfants »* –, Caryl Phillips a fait de son roman sur l'esclavage un livre de la faute, de la souillure qui avilit, ainsi que toute tragédie de cette dimension, l'espèce entière. Depuis deux cent cinquante ans, son héros, le père miné par son crime – *« moi qui vous ai rejetés avec mépris, je suis moi-même la cause de ma détresse »* –, est hanté par le drame et les voix de ses enfants perdus, Nash, Martha et Travis. Le parcours difficile des siens est un peu celui de la diaspora noire, en quête de racines, d'apaisement.

Ainsi, Nash, l'affranchi dévoué, envoyé par la Société américaine de colonisation au Liberia, en 1834, pour christianiser « la côte païenne », finit, à défaut de pouvoir obtenir l'aide matérielle de son ancien maître, auquel ne parviennent pas ses lettres, par abandonner sa mission et vivre en indigène, dans la misère. Martha, la crucifiée, est monnayée, séparément de sa petite fille et de son compagnon, par ses maîtres à court d'argent. Elle tentera, ensuite, de gagner l'Ouest américain pour accéder ainsi à plus de dignité, mais n'y parviendra pas. Travis, le GI, est en Europe pendant la seconde guerre mondiale. Il n'aura guère le temps de vivre un « impossible amour » avec une Anglaise. Leur fils grandira dans un orphelinat de la Croix-Rouge.

TROIS destins tragiques, ceux de *« deux grands et vigoureux garçons et* [d']*une fille de fière allure »*, selon le marchand, ceux de tout un peuple, brisé, exilé, humilié. Par la faute de négriers jaloux de leur « négoce », capables de faire *« passer par-dessus bord un garçon »* affaibli par une dysenterie, mais aussi par celle des tribus qui razzient et des chefs autochtones.

Et, le père le sent bien, les retrouvailles semblent désormais impossibles, hormis le temps d'une *« communion brève et douloureuse »*, d'une tentative d'explication. Dans l'autre monde, peut-être...

Abandon, rejet, mépris, dépossession, déracinement, culpabilité sont autant de blessures, de brûlures qui marquent l'ouvrage et lui imposent une construction éclatée, polyphonique, qui peut dérouter le lecteur épris de cohérence cartésienne. Pourtant, télescopage de la chronologie et surgissement syncopé des lieux, des souvenirs hantant le père, contribuent puissamment au pouvoir d'envoûtement de cette oeuvre audacieuse (moins réussie dans sa quatrième partie). La diversité des genres d'écriture – lettres, terribles extraits de journaux de bord inspirés de documents du XVIIIe siècle, récit, monologues – et le double registre de langue accentuent la force de ce qui est à la fois condamnation, à portée universelle, de l'esclavage et déchirant message d'amour d'un écrivain originaire des Caraïbes pour des ancêtres africains qu'il n'est plus possible, en l'état actuel des travaux historiques sur la traite, d'idéaliser dans leur ensemble.

ODILE FELGINE.

DU MOIS

SOCIÉTÉ

RAPPORT 1995 DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS.

★ **OIP, BP 7083, 69301 Lyon Cedex 07, 271 pages, 75 F.**

Comme les précédents, le troisième rapport de l'Observatoire international des prisons dénonce les manquements au droit et à la dignité due à toute personne détenue, combat la peine de mort et entend favoriser les solutions de rechange à l'enfermement. Portant sur 40 pays, le rapport 1995 insiste sur deux faits marquants constatés sur les cinq continents. D'une part, le durcissement des régimes de détention sous prétexte de sécurité renforcée et l'état quasi général de surpopulation carcérale (où les prévenus représentent souvent la moitié des effectifs), le nombre de détenus augmentant plus vite que celui des lieux de détention. D'autre part, l'indifférence, du Nord au Sud, aux situations de détresses médicale et psychique des personnes détenues, dont l'augmentation des suicides, en particulier en France, est l'un des signes, alors que s'étend le recours à la peine de mort, en particulier aux États-Unis. Et tandis que les prisons débordent, le sentiment d'insécurité des sociétés s'amplifie.

CHRISTIAN DE BRIE.

LE DESTIN DE SUZANNE. La véritable affaire Canson. – Mark Hunter

★ **Fayard, Paris, 1995, 475 pages, 130 F.**

On entend souvent parler de journalisme d'investigation. Mais on a rarement l'occasion de lire d'authentiques grandes enquêtes mêlant harmonieusement bonheur d'écriture et révélations majeures. Celle qu'a conduite le journaliste américain Mark Hunter est exemplaire. Et on peut se demander pourquoi cette affaire Canson, si provincialement française (elle fascinera tous les amateurs de Simenon) et si révélatrice de l'atmosphère des années 80 n'a inspiré aucun « investigateur » français.

La sordide affaire Canson, on s'en souvient : c'est la tragédie d'une vieille dame riche (héritière de la famille du fabricant de papier) qu'une amie abusive, aidée d'un avocat, enferma dans un cagibi, martyrisa pour obtenir la fortune (essentiellement constituée de tableaux de maître), et laissa mourir de faim à Toulon en 1986. Horreur, sadisme, ambitions se mêlent dans un drame dont le centre est un tableau : *Le Gentilhomme sévillan*, de Murillo, acquis dans des conditions douteuses par le Louvre.

Ce livre éclaire, de manière balzacienne, l'une des zones d'ombre d'une période durant laquelle l'éthique et un certain socialisme sombrèrent de concert.

L. V.

MÉDIAS

NOTRE ÉCRAN QUOTIDIEN. Une radiographie du télévisuel. – Guy Lochard et Henri Boyer

★ **Dunod, Paris, 1995, 208 pages, 125 F.**

La télévision, en tant que phénomène de communication, reste à étudier et à comprendre. Dans nos sociétés hypermédiatiques, ce média demeure littéralement *impensé*. C'est pourquoi on lit avec un si vif plaisir cette passionnante radiographie du télévisuel que proposent Guy Lochard et Henri Boyer.

En particulier, les chapitres consacrés aux magazines sur la télévision (*« tribunes quasi exclusives des médiateurs qui se voient offrir un lieu très solidaire de défense lors de mises en cause, de promotion lors du lancement de nouvelles émissions ou encore de relance lors de mises à l'écart. »*), à la *« loi du spot »* et à l'*« information balbutiante »*.

NANCY DOLHEM.

TRIUNFO EN SU EPOCA. – Sous la direction d'Alicia Alted et Paul Aubert

★ **Ediciones Pleyades, Madrid, 1995, 828 pages, 4 000 ptas.**

Pendant une vingtaine d'années (1962-1982), l'hebdomadaire *Triunfo* représenta pour les citoyens d'Espagne un modèle d'information. Sous le franquisme, ses journalistes pratiquaient « l'écriture oblique », que des lecteurs complices avaient appris à déchiffrer. Interdit par la censure à plusieurs reprises, *Triunfo* put se maintenir grâce à une diffusion en constante expansion… jusqu'à l'arrivée de la démocratie en 1975. Cet ouvrage contient un long récit de cette période par l'ancien directeur de *Triunfo*, José Angel Ezcurra, et les communications présentées par d'anciens collaborateurs et des universitaires lors du colloque qui s'est tenu, en 1992, à la Casa Velázquez de Madrid.

RAMON CHAO.

GRAFFICHES 1974-1994. – Selçuk Demirel

★ **Librairie Ozgül Editions (19, rue de l'Echiquier, 75010 Paris), 1995, 127 pages et 400 illustrations, 160 F.**

Un tableau : chaque œil est remplacé par un timbre-poste ordinaire à l'effigie de Marianne-la-République, oblitéré. Côte à côte, deux hommes; et les bandes rouges du drapeau des États-Unis qui recouvrent la bouche du Noir, les yeux du Blanc. Un patron insulte son ouvrier à la salopette rapiécée ; mais c'est sur le crâne du premier que la retouche est la plus béante. Art, Amérique, « dialogue » social : trois sujets parmi cent autres. Et, chaque fois, dans les dessins de Selçuk, la poésie et la violence, la politique contre les connivences, la subversion et la liberté. En ombre chinoise, les doigts de ce « décideur » dessinent les dents d'un renard. Mais cet autre homme, condamné par la biologie à vieillir, s'éloigne presque allègre, emportant avec lui les aiguilles démontées de la montre du temps qui lui reste. *« Tous les hommes ont les pieds dans le caniveau »*, écrivait Tennessee Williams. Comme un dessin de Selçuk, il ajoutait aussitôt : *« Mais seuls certains d'entre eux regardent les étoiles. »*

S. H.

IDÉES

LA TRAHISON DES LUMIÈRES. Essai sur le désarroi contemporain. – Jean-Claude Guillebaud

★ **Le Seuil, Paris, 1995, 248 pages, 120 F.**

C'est avec l'arbre qu'on construit la pirogue. Le constat et la métaphore résument un peu la démarche de l'ouvrage et son ambition, son voyage vers l'universel à partir d'un enracinement dans le particulier, son scepticisme à l'égard d'une citoyenneté sans nation, son refus d'une *« apocalypse festive et mondialiste »*. Car, pour Jean-Claude Guillebaud, notre village planétaire n'est pas celui des Lumières. Livré au festin des riches, englué dans une pensée aussi binaire que l'informatique, fourvoyé dans le culte d'une modernité sans projet, l'Occident aurait en effet perdu sa précieuse capacité critique. Et l'intégrisme du marché (*« la charia de nos démocraties libérales »*), qui transforme des nations entières en bidonvilles, réveille alors, comme un réflexe identaire, les exaspérations religieuses : *« Une interprétation erronée de l'islam se dresse contre un Occident qui trahit lui-même ses valeurs fondatrices. »* La leçon est claire : en se détournant de leur héritage universaliste, en camouflant la raison du plus fort sous les atours du droit d'ingérence, en laissant s'épanouir la jungle toujours plus épaisse des inégalités, les pays d'où ont jailli les Lumières exposent leurs sociétés et la planète entière aux dérives de tous les déracinés.

S. H.

MUSIQUE

AU NOM DU ROCK. – Yves Bigot

★ **Stock, Paris, 1995, 370 pages, 120 F.**

Il y a quarante ans, au printemps 1955, le film de Richard Brooks *Blackboard Jungle* (Graine de violence) rendait planétairement célèbre la chanson *Rock Around the Clock*. La conquête du monde par le rock and roll commençait.

Pour célébrer cet événement, Yves Bigot propose une quarantaine de portraits (suivis d'autant d'entretiens) des géants du rock. Portraits parfois impressionnistes, et entretiens trop courts, mais qui révèlent à quel point cette musique est devenue, pour beaucoup, une véritable philosophie de vie.

Citant Henry Miller, l'auteur rappelle que *« le rôle de l'artiste est d'apporter au monde la désillusion »*, en d'autres mots : la prise de conscience. Il faut lire, à cet égard, les propos de Bob Dylan, de Paul McCartney, de Mick Jagger, de Lou Reed, de Leonard Cohen, de Frank Zappa, de Mick Jones (du groupe Clash), et du chanteur anglais Sting qui, par exemple, déclare : *« Pour moi, il est important de communiquer à mon public mes réflexions sociopolitiques. Par exemple, la grève des mineurs en Angleterre. A travers les médias, les mineurs sont apparus comme des fauteurs de troubles, des criminels, des brutes. Alors que la réalité, c'est que c'étaient des hommes qui luttaient pour le droit de travailler. Le gouvernement avait décidé que les mines n'étaient plus rentables, et remplaçait le charbon par le nucléaire. Mais en fermant les mines, il détruisait non seulement économiquement, mais aussi culturellement des communautés entières, et ne leur offrait rien en retour. Retirer la dignité à un homme, c'est lui voler son âme. J'aspire à un monde vivable, politiquement, économiquement, écologiquement et militairement, pour mes enfants et pour ceux qu'ils auront. Pour cela, il faut, dès aujourd'hui, se débarrasser du nucléaire, des déchets toxiques, des armes. C'est possible ! »*

N. D.

L'ART DES BEATLES. – Mark Herstgaard

★ **Stock, Paris, 1995, 500 pages, 140 F.**

Mark Herstgaard, avec la finesse et l'intelligence d'analyse qu'on lui connaît (1), dresse une sorte de passionnante biographie de cette musique et de ces chansons. Il rappelle les circonstances (sociales et politiques tout autant qu'esthétiques) de leur naissance, les influences subies et leurs progrès dans le temps. Il rétablit la vérité sur de nombreux points concernant la vie et l'œuvre des Beatles. Afin que tous les inconditionnels du groupe anglais se sentent confortés intellectuellement dans l'admiration pour les auteurs d'*Imagine*.

N. D.

(1) Lire, par exemple, Mark Herstgaard, « Comment les conseillers de la Maison Blanche utilisent la presse pour servir l'image de M. Reagan », *Le Monde diplomatique*, octobre 1984.

« UNE VIE PARIA » DANS L'INDE DU SUD

Asservie et indomptable

« Viramma » signifie « mère-courage » en tamoul. Un pseudonyme qui convient comme un gant à la protagoniste hors du commun de la dernière livraison de la collection elle-même hors du commun qu'est « Terre humaine » (1), dirigée par Jean Malaurie. Elle donne, cette fois, la parole à une ouvrière agricole « intouchable » de l'Inde du Sud. Le témoignage de cette femme pleine de vitalité qui n'a pourtant connu toute sa vie durant que l'asservissement et la soumission est d'une humanité incomparable, cette humanité que l'hindouisme refuse à ses 130 millions d'hommes et femmes issus des castes intouchables et vivant en marge de la « bonne » société.

Près de cinquante ans après l'entrée en vigueur de la Constitution de l'Inde indépendante qui proclame l'égalité de tous et décrète l'intouchabilité illégale, le système des castes continue de régir la société et de condamner, surtout dans les régions rurales, les intouchables à une stricte ségrégation socioprofessionnelle. C'est ainsi qu'à Karani, le village du Sud indien où habite Viramma, ils sont interdits de résidence au centre du village (*ur*) où vivent hautes et moyennes castes. D'autres interdits tels que le non-accès aux temples et aux puits de l'*ur* pèsent sur ces exclus-entre-les-exclus en raison de leur impureté rituelle liée à leur bas statut.

L'exclusion sociale ne signifie pas pour autant l'exclusion économique. Les habitants du *céri*, quartier réservé aux basses castes à l'écart du village, fournissent l'essentiel des ouvriers agricoles dont certains, comme Viramma et les siens, sont asservis depuis des générations à une riche famille de propriétaires terriens. A Josiane et Jean-Luc Racine qui ont recueilli et mis en forme son témoignage, Viramma a raconté son expérience d'ouvrière agricole asservie : *« Moi, je travaille chez le Reddiar qui habite cette grande maison à l'étage… »* Dès 8 heures du matin, elle est dans les champs, participant au dépiquage et repiquage du riz, à la récolte des lentilles ou des arachides. A elle aussi de préparer la bouillie des ouvriers, de vanner les graines, de balayer les vastes champs en plein soleil après la récolte. *« Quand j'ai fait mon travail, si on me paie, je prends l'argent, mais je peux aussi partir sans être payée, puisque je suis leur propre serve* précise-t-elle. *Aujourd'hui, je m'use pour la famille du Reddiar, mon mari s'use, mon fils aussi, et nos bœufs s'usent pour elle aussi. Depuis des générations, hommes et femmes, nous travaillons pour eux. »*

MALGRÉ cette souffrance, le témoignage ne se réduit pas à un simple cahier de doléances. Si, par endroits, Viramma laisse percer ses craintes, ses ressentiments, son récit reflète surtout son immense joie de vivre qui lui a permis de profiter des bons moments et peut-être même d'oublier, le temps d'une fête ou d'une veillée nocturne autour des mendiants-chanteurs, le lot qui est le sien.

« Viramma, c'est ainsi l'enjouement et le rire entrecoupés d'inquiétudes, de frayeurs et de regrets plutôt que l'inverse », écrivent les auteurs d'*Une vie paria*. C'est manifestement dans cet équilibre, certes précaire, entre l'asservissement et le sentiment d'identité retrouvée à travers des croyances, des rites et des célébrations que se trouve la cohérence profonde de la vie de Viramma. Une cohérence qui est aussi basée sur l'intériorisation de la logique d'asservissement. On comprend alors pourquoi Viramma s'inquiète tant de voir son jeune fils s'insurger contre son devoir ancestral de soumission aux hautes castes. Prisonnière de la logique propre à sa génération, elle ne mesure guère la force d'attraction des logiques d'émancipation à l'œuvre dans une société indienne moderne, en proie à *« un million de révoltes »*.

TIRTHANKAR CHANDA.

(1) Viramma, Josiane et Jean-Luc Racine, *Une vie paria ; Le Rire des asservis*, Plon, coll. « Terre humaine », Paris, 1995, 626 pages, 165 F.

« LE TRAVAIL », de Dominique Méda

Une valeur qui disparaît

DANS un ouvrage qui va faire date (1), une jeune philosophe, Dominique Méda, nous livre une réflexion dense et stimulante sur le rôle du travail dans la société. Elle s'interroge aussi sur le sens même de ce mot, en le replaçant dans le cours de l'histoire de l'humanité et en examinant le piège que lui a tendu l'économie depuis Adam Smith. Elle tente, enfin, de réinventer les pistes d'une nouvelle philosophie politique.

L'auteur survole en premier lieu les sociétés pré-industrielles pour y chercher, en vain, trace du travail comme catégorie anthropologique, c'est-à-dire comme invariant de la nature humaine ou des civilisations. Or les sociétés primitives sont mues par des logiques à la fois sacrées et sociales ; la Grèce antique valorise les seules activités politique et éthique ; et les sociétés du Moyen Âge privilégient le salut de l'âme. Le statut du travail, dans l'acception que nous lui donnons aujourd'hui, est donc bien de nature « historique ».

C'est le dix-huitième siècle qui l'a inventé comme catégorie homogène, car il permet d'accroître les richesses, objectif affirmé comme absolument désirable par les sociétés. Principal facteur de la production, le travail-marchandise est alors installé au fondement de la vie sociale, celle-ci entendue comme un agrégat d'individus qui passent séparément contrat avec la collectivité. La philosophie allemande, avec Marx comme aboutissement, en fera l'essence même de l'homme, tout en constatant que, pour le moment, le travail réel est un travail aliéné. Le dix-neuvième siècle et la première moitié du vingtième vont affirmer qu'il constitue, par nature, le moyen de la réalisation à la fois de soi et du lien social, et ce en occultant les conditions de subordination du travailleur. Dans la pensée de Heidegger, le travail devient même le rapport de l'homme à l'Etre. Ainsi, la production-consommation remplace les situations d'écoute, de contemplation et d'action : né comme moyen d'atteindre une fin – la richesse –, le travail a fini par devenir lui-même la fin.

Une telle évolution a été rendue possible, explique Dominique Méda, par une imposture parallèle : celle de l'économie qui s'autoproclame science des lois naturelles de la vie en société, en même temps que garante de l'autorégulation de cette même société. L'utilisation de l'appareil mathématique et l'emploi du vocable d'« économie pure » en feraient la science des comportements humains, ces derniers étant réduits aux besoins, liés eux-mêmes à l'augmentation des échanges et de la production. La critique générale de l'économisme est menée avec talent, non seulement vis-à-vis du courant néolibéral extrême, mais aussi à l'égard des thèses plus modérées comme celles de John Rawls. On mesure alors à quel point l'économie est parvenue à faire adopter ses postulats – lois naturelles, primat de l'individu isolé, valorisation de l'échange marchand – à la philosophie politique.

POUR réinventer la politique, l'auteur propose d'en finir avec le *« contractualisme individuel »* et, retrouvant les souhaits avortés de Hegel, elle suggère des voies capables d'incarner le « principe individuel », dans une perspective de communauté débordant le contrat personnel. Elle n'est pas loin de répondre ainsi à la démarche actuelle de la démocratie participative et de la citoyenneté active. Dominique Méda ouvre, enfin, des pistes sur la nécessaire *« multi-activité »* (dont le travail-emploi n'est qu'une facette en contraction), sur un partage acceptable de l'ensemble travail-revenus-statuts-protections, s'accompagnant d'une nouvelle répartition des biens. Pour finir, elle rencontre l'art essentiel, celui du temps.

Ce livre, qui appellera bien entendu des réserves ici et là, soulève aussi des interrogations : quelle place pour la nature et pour l'écologie politique ? Quelle prise en compte de la mutation technologique informationnelle ? Pourquoi la montée de l'autonomie ? Qu'importe. Dès à présent, aucun débat sur le travail ne pourra le contourner (2).

JACQUES ROBIN.

(1) Dominique Méda, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Alto Aubier, Paris, 1995, 358 pages, 120 F.

(2) NDLR : signalons, à ce sujet, le considérable impact du document « Chômage : appel au débat », co-signé par des chercheurs aussi différents, dans leur approche, que, notamment, Guy Aznar, Yoland Bresson, André Gorz, Jean-Louis Laville, Alain Lipietz, René Passet, Bernard Perret, Valeria Peugeot, Guy Roustang, Roger Sue et Patrick Viveret (*Le Monde*, cahier *Initiatives*, 28 juin 1995).

● HISTOIRE DE LA POPULATION FRANÇAISE. – Jacques Dupâquier (*Quadrige/Presses universitaires de France, Paris, 1995, chaque volume : 99 F*). Tout sur les migrations, l'hygiène et la famille, en quatre volumes chronologiques, des origines à aujourd'hui.

● LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS DE 1945 À NOS JOURS. – Pierre Melandri (*Presses universitaires de France, Paris, 1995, 325 pages, 162 F*). Entre le rêve de l'universalisme et les tentations de « l'Amérique d'abord ».

● DEMOCRACY AND INTERNATIONAL TRADE. – Daniel Verdier (*Princeton University Press, Princeton, 1994, 387 pages, 45 dollars*). Une étude comparative, ambitieuse et stimulante, sur la relation entre politique électorale et politique commerciale au Royaume-Uni, en France et aux États-Unis, de 1860 à 1990.

● NOUVEAU MANUEL, SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. – Dirigé par Pascal Combemale et Jean-Paul Piriou (*La Découverte, Paris, 1995, 746 pages, 195 F*). En principe destiné aux candidats-bacheliers en sciences économiques, cet ouvrage recèle une mine d'informations et d'articles rédigés par les meilleurs experts. Une analyse pédagogique, vivante et pluraliste de l'économie et de la société.

● LA PLUS LONGUE DES RÉPUBLIQUES, 1870-1940. – Jean-Yves Mollier et Jocelyne George (*Fayard, Paris, 1994, 872 pages, 240 F*). La synthèse détaillée – et républicaine – sur un régime qui périclita pour avoir consacré trop d'énergies à calmer la peur des possédants.

● TCHÉTCHÉNIE, HISTOIRE D'UN CONFLIT. – Nina Bachkatov et Andrew Wilson (*GRIP, Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, n° 197, 1995, Bruxelles, 79 pages, 325 francs belges*). L'engrenage de la crise et les horreurs de la guerre.

● L'HOMME ET LA SÉCHERESSE. – Monique Mainguet (*Masson, Paris, 1995, 335 pages, 160 F*). Cohabitation avec l'aridité et explication du nomadisme.

● LA SOCIOLOGIE DE MARX. – Jean-Pierre Durand (*La Découverte, collection « Repères », Paris, 1995, 123 pages, 45 F*). Mise à jour des éléments qui ont fondé les théories marxistes et présentation détaillée du concept de l'exploitation.

● LA BANQUE MONDIALE. – Ivan Christin (*PUF, collection « Que sais-je ? », Paris, 1995, 128 pages, 40 F*). Présentation d'une institution qui devrait favoriser davantage la solidarité collective controversée contre la tyrannie des marchés.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

VITESSE ET INFORMATION

Alerte dans le cyberespace !

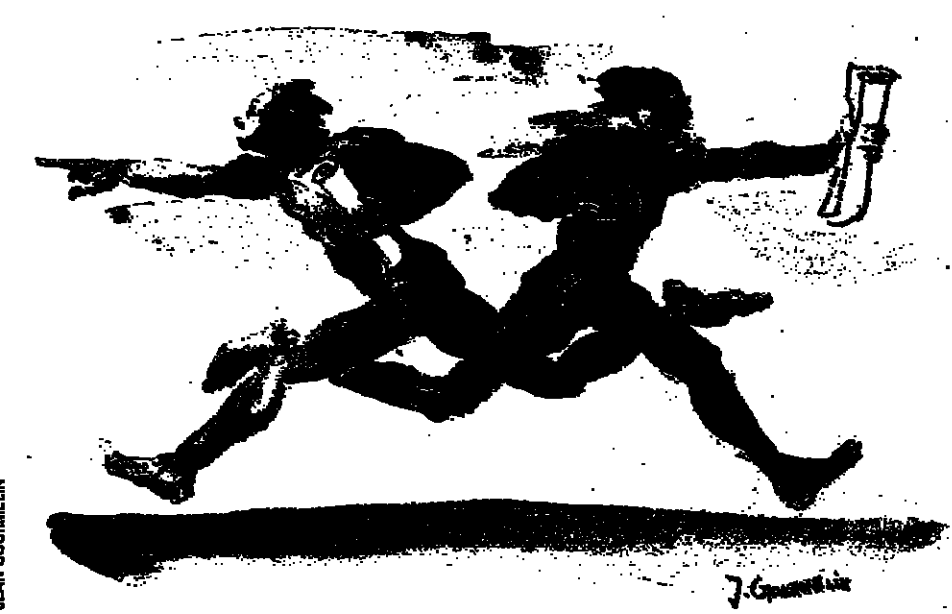
Par PAUL VIRILIO*

LE phénomène de l'immédiateté, de l'instantanéité, est un des problèmes majeurs posés actuellement aussi bien aux stratèges politiques qu'aux stratèges militaires. Le temps réel l'emporte désormais sur l'espace réel et sur la géosphère. Le primat du temps réel, de l'immédiateté, sur l'étendue est un fait accompli, et inaugural. C'est ce que traduit, par exemple, une publicité pour des téléphones cellulaires : *« La Terre n'a jamais été aussi petite. »* C'est un événement gravissime pour le rapport au monde et pour la vision du monde.

Il y a trois murs : du son, de la chaleur et de la lumière. *Les deux premiers ont été* franchis. Le mur du son, c'est l'avion supersonique et hypersonique. Le mur de la chaleur, c'est la fusée qui permet d'exorbiter un homme et de le faire atterrir sur la Lune. Le troisième, le mur de la lumière, on ne le passe pas, on rentre dedans. C'est ce mur du temps auquel l'histoire est affrontée *maintenant*. Le fait d'avoir atteint le mur de la lumière, de la vitesse de la lumière, est un événement historique qui désoriente l'histoire et qui désoriente le rapport de l'être au monde. Si on ne souligne pas cela, on trompe et on désinforme les citoyens. Il y a là un fait majeur qui met en cause la géopolitique, la géostratégie, et bien évidemment la démocratie qui était liée à un lieu, à une cité.

L'événement qui se prépare pour le XXIe siècle, avec cette vitesse absolue, c'est l'invention d'une perspective du temps réel qui viendrait remplacer la perspective de l'espace réel, découverte par les artistes italiens du Quattrocento. On ne se rend pas compte à quel point la ville, la politique, la guerre et l'économie du monde médiéval ont été bouleversées par l'invention de la perspective.

Le cyberespace est une forme nouvelle de perspective. Ce n'est pas simplement la perspective visuelle et auditive que nous connaissons. C'est une perspective nouvelle, sans référence aucune : une *perspective tactile*. Voir à distance, entendre à distance, c'était la base de la perspective visuelle ou sonore. Mais, toucher à distance, sentir à distance, c'est déplacer la *perspective vers un domaine qui* lui *échappait* : le contact, le télé-contact.


JEAN GOURMELIN

Une désorientation fondamentale

AVEC le développement des autoroutes de l'information, nous nous trouvons devant un phénomène nouveau : la désorientation. Une désorientation fondamentale qui complète et parachève la dérégulation sociale et la déréglementation des marchés financiers dont nous connaissons les néfastes effets. Un dédoublement de la réalité sensible se prépare entre le réel et le virtuel. L'avènement d'une sorte de stéréo-réalité. Une perte de repère de l'être. Etre, c'est *in situ*, et ici et maintenant, *hic et nunc*. Or cela est bouleversé par le cyberespace et par l'information instantanée et mondialisée.

Ce qui se prépare, c'est un trouble de la perception du réel ; c'est un traumatisme. Et il faudrait s'intéresser à cet effet. Pourquoi ? Parce qu'on n'a jamais fait progresser une technique sans combattre sa négativité spécifique. Or la négativité spécifique des autoroutes de l'information est précisément cette désorientation de l'altérité, du rapport à l'autre et du rapport au monde. Il est bien évident que cette désorientation, cette dé-situation, provoquera un profond trouble qui va atteindre la société, et donc la démocratie.

La tyrannie de la vitesse-limite va s'opposer à la démocratie représentative. Quand des essayistes nous parlent de *« cyber-démocratie »*, de démocratie virtuelle ; quand d'autres nous disent que la « démocratie d'opinion » va remplacer la démocratie des partis, on ne peut pas y voir autre chose que cette désorientation du politique dont le coup d'Etat médiatique de M. Silvio Berlusconi, en mars 1994, a été une préfiguration à l'italienne. L'avènement du règne de l'Audimat et du règne des sondages sera forcément encouragé par ce type de technologie.

Les termes mêmes de « globalisation » ou de « mondialisation » sont des leurres (*lire pages 24 et 25 l'article d'Armand Mattelart*). Il n'y a pas de mondialisation, il y a une virtualisation. Car ce qui est effectivement mondialisé par l'instantanéité, c'est le temps. Tout se joue dans cette perspective du temps réel ; un temps désormais unique.

Pour la première fois, l'histoire va se jouer dans un temps unique : le temps mondial. L'histoire s'est déroulée, jusqu'à présent, dans des temps locaux, des espaces locaux, des régions, des nations. Or, d'une certaine façon, la mondialisation et la virtualisation instaurent un temps mondial qui préfigure un nouveau type de tyrannie. Si l'histoire est si riche, c'est parce qu'elle est locale, parce qu'il y a eu des temps locaux ayant dominé ce qui n'existait qu'en astronomie, le temps universel. Or, demain, notre histoire va se jouer dans ce temps universel qu'est l'instantané.

D'une part, le temps réel l'emporte sur l'espace réel ; disqualifiant les distances et l'étendue au profit de la durée, une durée infinitésimale. D'autre part, le temps mondial du multimédia, du cyberespace, domine les temps locaux de l'activité immédiate des villes, des quartiers. Au point que l'on parle de remplacer le terme « global » par *« glocal »*, une contraction de global et de local. On considère que le local est forcément global, et le global forcément local. Une telle déconstruction du rapport au monde ne sera pas sans effet sur la relation de citoyen à citoyen.

Il n'y a jamais d'acquis sans perte. L'acquis de l'informatique ou de la télématique se traduira nécessairement par une perte. Si nous ne testons pas la perte, l'acquis sera sans valeur. On l'a vu lors du développement des technologies du transport. Si l'on a pu mettre au point un train à grande vitesse, c'est que, dès le XIXe siècle, des ingénieurs ferroviaires avaient inventé le bloc-système, c'est-à-dire une ingénierie de trafic permettant l'accélération du train tout en évitant les catastrophes ferroviaires. Or, aujourd'hui, il n'y a pas d'ingénierie du trafic informatique.

Autre élément important : il n'y a jamais d'information sans désinformation. Et une désinformation de type nouveau apparaît possible *désormais*, n'ayant rien à voir avec la censure volontaire. Il s'agit d'une sorte d'asphyxie du sens, une perte de contrôle de la raison. Il y a là, provoqué par l'informatique et le multimédia, un autre risque majeur pour l'humanité.

C'est d'ailleurs ce qu'Albert Einstein annonçait, dès les années 50, quand il parlait de la *« deuxième bombe »*. La bombe informatique, après l'atomique. Une bombe où l'interactivité en temps réel serait à l'information ce que la radioactivité est à l'énergie. La désintégration n'atteignant plus seulement les particules de la matière, mais les personnes composant nos sociétés. On la voit à l'œuvre avec le chômage structurel, le télétravail et les délocalisations.

On peut augurer que, de même que l'émergence de la bombe atomique a nécessité, très vite, la mise au point d'une dissuasion militaire pour éviter la catastrophe nucléaire, la bombe informatique nécessitera, au XXIe siècle, une nouvelle dissuasion, une dissuasion sociétaire, pour parer aux dégâts de l'explosion de l'information généralisée. Ce sera le grand accident du futur, venant après la série d'accidents spécifiques de l'ère industrielle (quand on a inventé le train, l'avion, le bateau ou la centrale nucléaire, on a simultanément inventé le déraillement, le crash, le naufrage, ou l'accident de Tchernobyl...).

Avec la globalisation des télécommunications, il faut s'attendre à un accident général, un accident *jamais vu, aussi étonnant que* le temps mondial, ce temps jamais vu. Un accident général qui serait un peu ce qu'Epicure appelait *« l'accident des accidents »*. Le krach boursier en est une préfiguration légère. L'accident général est encore inconnu. Mais lorsqu'on parle de *« bulle financière »* pour l'économie, on emploie une métaphore significative, car on suggère une sorte de nuage qui rappelle d'autres nuages tout aussi inquiétants que ceux de Tchernobyl...

Quand on s'interroge à propos des risques d'accident sur les autoroutes de l'information, ce qui est en cause, ce n'est pas l'information, c'est la vitesse absolue des données informatiques ; c'est l'interactivité. Ce n'est pas l'*informatique* mais bien la *télématique*, et même *le* télématique qui pose problème. D'ailleurs, aux Etats-Unis, le Pentagone, créateur d'Internet, parle déjà à cet égard d'une véritable *« révolution des affaires militaires »*. Et même d'une *« guerre des connaissances »* qui pourrait supplanter la guerre de mouvement, comme celle-ci avait jadis supplanté la guerre de siège, dont Sarajevo est un tragique archaïsme.

En 1961, quittant la Maison Blanche, le général Eisenhower déclarait que le complexe militaro-industriel était une *« menace pour la démocratie »* ; il savait de quoi il parlait, l'ayant mis en place. En 1995, au moment où s'installe un véritable complexe industrialo-informationnel, et alors même que certains leaders américains, en particulier MM. Ross Perrot et Newton Gingrich, parlent de *« virtual democracy »*, avec des accents qui rappellent l'intégrisme mystique, comment ne pas être alerté ? Comment ne pas voir la menace d'une véritable cybernétique socio-politique ?

Narco-capitalisme de l'électronique

LES technologies de virtualisation possèdent une puissance de suggestion incomparable. A côté du narco-capitalisme de la drogue, élément déstabilisateur de l'économie mondiale, se prépare un narco-capitalisme de l'électronique. On peut même se demander si les pays développés ne sont pas en train de développer les technologies de virtualisation pour faire pièce aux pays sous-développés, qui vivent ou survivent péniblement, en particulier en Amérique latine, de la drogue chimique. Quand on voit à quel point les travaux sur les technologies de pointe sont engagés dans le « ludique » (vidéo-jeux, casques virtuels, etc.), faudrait-il masquer cette puissance d'assujettissement instantané de population par des techniques ayant fait leurs preuves dans l'histoire ?

Quelque chose se prépare qui ressemble à un « cyberculte ». Or les nouvelles technologies ne pourront contribuer au perfectionnement de la démocratie que si nous luttons, en premier lieu, contre la caricature de société mondiale que préparent les multinationales lancées à tombeau ouvert dans la construction des autoroutes de l'information.

* Auteur de *L'Espace critique*, Christian Bourgois, Paris, 1993 ; *L'Insécurité du territoire*, Galilée, Paris, 1993 ; *L'Inertie polaire*, Christian Bourgois, Paris, 1994 ; et *L'Art du moteur*, Galilée, Paris, 1994.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de juillet 1995 a été tiré à 228 000 exemplaires.

